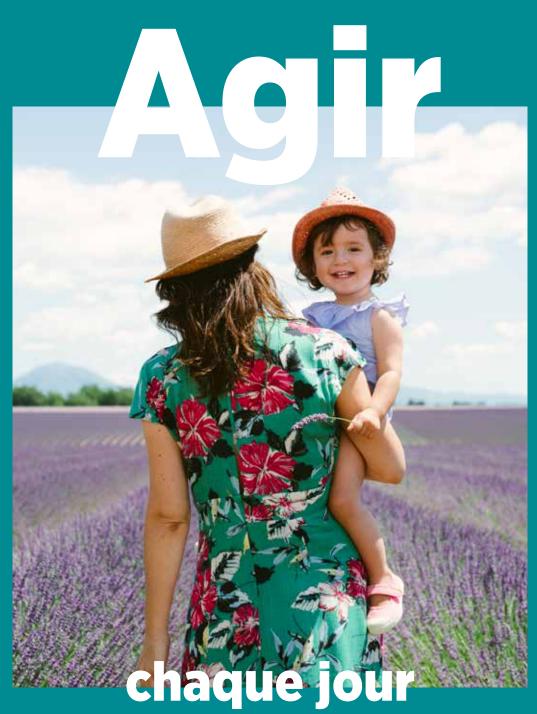
2022

AMENDEMENT A04 AU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL



dans l'intérêt de nos clients et d<u>e</u> la société

Éléments financiers au 30 septembre 2023





Le présent amendement A04 au document d'enregistrement universel a été déposé 14 novembre 2023 auprès de l'AMF, en sa qualité d'autorité compétente au titre du règlement (UE) n° 2017/1129, sans approbation préalable conformément à l'article 9 dudit règlement.

Le document d'enregistrement universel peut être utilisé aux fins d'une offre au public de titres financiers ou de l'admission de titres financiers à la négociation sur un marché réglementé s'il est complété par une note d'opération et le cas échéant, un résumé et tous les amendements apportés au Document d'enregistrement universel. L'ensemble est approuvé par l'AMF conformément au règlement (UE) n° 2017/1129.

Sommaire

Communiqué de presse T3 et 9M 2023	3
Groupe Crédit Agricole	5
Crédit Agricole S.A.	12
Solidité financière	32
Liquidité et Refinancement	36
Supports visuels de la présentation des résultats	50
Supports visuels - Annexes	88
Solidité financière	118
Solvabilité	118
Liquidité et Refinancement	122
Facteurs de risques	128
Evolution des instances de gouvernance	129
Evolution des risques juridiques	131
Actualisation du pilier 3 de Crédit Agricole S.A. au 30 septembre 2023	139
Responsable de l'amendement au Document d'Enregistrement Universel de Crédit Agricole S.A	150
Contrôleurs légaux des comptes	151
Informations générales	
Indicateurs Alternatifs de Performance	152
Agenda financier	155
Autres informations récentes	
Table de concordance	157

Montrouge, le 8 novembre 2023

TRÈS BONS RÉSULTATS

T3 - 2023	CRÉDIT AGR	ICOLE S.A.	GROUPE CRÉDIT AGRICOLE			
	Publié	Sous-jacent	Publié	Sous-jacent		
Revenus	6 343 m€	6 060 m€	9 249 m€	8 847 m€		
	+19,2% T3/T3	+13,4% T3/T3	+12,5% T3/T3	+7,3% T3/T3		
Charges hors	- 3 376 m€	- 3 376 m€	- 5 265 m€	- 5 265 m€		
FRU	+8,0% T3/T3	+8,3% T3/T3	+6,5% T3/T3	+6,7% T3/T3		
Résultat Brut	2 967 m€	2 684 m€	3 984 m€	3 582 m€		
d'Exploitation	+35,2% T3/T3	+20,6% T3/T3	+21,5% T3/T3	+8,2% T3/T3		
Coût du risque	- 429 m€	- 429 m€	- 693 m€	- 693 m€		
	+19,3% T3/T3	+19,3% T3/T3	+9,0% T3/T3	+9,0% T3/T3		
RNPG	1 748 m€	1 520 m€	2 384 m€	2 068 m€		
	+32,8 T3/T3	+23,0% T3/T3	+21,0% T3/T3	+9,3% T3/T3		
Coex (hors FRU)	53,2% -5,5 pp T3/T3	55,7% -2,6 pp T3/T3	56,9% -3,2 pp T3/T3	59,5 % -0,3 pp T3/T3		

Variations T3/T3 sont en pro-forma IFRS17

RÉSULTATS DE HAUT NIVEAU ET RENTABILITÉ ÉLEVÉE

- Revenus en forte hausse (+13,4% T3/T3 sous-jacent), portée par tous les pôles métiers :
 - Revenus bénéficiant d'un flux continu de partenariats et de projets de développement, avec notamment ce trimestre l'intégration des activités européennes de RBC IS
 - Adaptation progressive de la Banque de proximité au nouvel environnement de taux et stabilisation de la MNI tant en France – toujours marquée toutefois par le ralentissement de l'activité de crédit – qu'à l'international ; reprise de la croissance des dépôts
 - Activité soutenue en gestion d'actifs, avec une forte collecte sur l'ensemble des classes d'actifs ainsi que sur les JV, et en Assurance, avec une collecte nette UC positive et une activité dynamique en dommage et prévoyance
 - Revenus T3 de haut niveau pour la Banque de financement et d'investissement avec de bonnes performances tant de la banque de marché (FICC) et d'investissement que des financements structurés et du cash management
 - Crédit à la consommation bénéficiant de la dynamique commerciale sur l'automobile, permettant de compenser en partie la baisse de la production dans les autres secteurs d'activité en France
- Charges maîtrisées dans le contexte inflationniste, +8,3% T3/T3 (sous-jacent hors FRU) principalement liée aux effets périmètre (intégration de CA Auto Bank et RBC IS)
- Coefficient d'exploitation à 53,4% 9M-23 (sous-jacent hors FRU) inférieur à la cible PMT
- ROTE à 13,5% 9M-23 (sous-jacent) traduisant une rentabilité élevée

GÉNÉRATION DE CAPITAL CONTINUE

- CET1 CA S.A. phasé à 11,8% en ligne avec les ambitions de croissance et de distribution
- CET1 GCA phasé à 17,5% (820 pb>SREP)



COMMUNIQUE DE PRESSE – 3ème trimestre et 9 mois 2023

Montrouge, le 8 novembre 2023

QUALITÉ DE L'ACTIF ET PROFIL DE LIQUIDITÉ TRÈS SOLIDES

- LCR 150,8% et 419 Mds€ de réserves de liquidité au niveau du Groupe Crédit Agricole
- Stock de provisions pour encours sains 20,9 Mds€ et taux de couverture 82,7% pour GCA

TRANSITION ENÉRGÉTIQUE

- Structuration du nouveau métier Crédit Agricole Transitions & Énergies (CATE) et constitution de l'offre d'énergéticien des territoires
- Poursuite des travaux sur les engagements Net Zéro dans le cadre de Stratégie Climat et annonce du Workshop Climat qui se tiendra le 14 décembre 2023

Dominique Lefebvre,

Président de la SAS Rue La Boétie et Président du Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A.

« Le Groupe réalise de très bons résultats trimestriels. Il poursuit sa mobilisation en faveur de l'accès à la propriété et au logement, ainsi que l'accompagnement des transformations sociétales de long terme. Je tiens à remercier nos élus, nos sociétaires et l'ensemble de nos collaborateurs qui agissent chaque jour au service de leurs clients et des territoires avec engagement et professionnalisme. »

Philippe Brassac,

Directeur général de Crédit Agricole S.A.

« A nouveau de très bons résultats qui s'inscrivent naturellement dans l'extension permanente du modèle du Groupe. »

Ce communiqué de presse commente les résultats de Crédit Agricole S.A. ainsi que ceux du Groupe Crédit Agricole, qui regroupe les entités de Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales du Crédit Agricole, lesquelles détiennent 59,7% de Crédit Agricole S.A. Les éléments spécifiques qui, retraités des différents soldes intermédiaires auxquels ils se rapportent, permettent de calculer les résultats sous-jacents, sont détaillés dans les annexes de ce communiqué. Tous les chiffres 2022 sont présentés en pro forma IFRS17.



Groupe Crédit Agricole

Activité du Groupe

L'activité commerciale connait un ralentissement des activités de banque de détail en France ce trimestre compensé par les bonnes performances des autres métiers. Sur le troisième trimestre 2023, la conquête brute s'établit à 445 000 clients en Banque de proximité (contre + 460 000 nouveaux clients au troisième trimestre 2022), et le fonds de commerce progresse de +82 000 clients¹ (contre +105 000 clients au troisième trimestre 2022). Plus spécifiquement sur le trimestre, le Groupe a conquis +353 000 nouveaux clients en banque de proximité en France et +92 000 nouveaux clients en banque de proximité à l'international (Italie et Pologne) et le fonds de commerce croît respectivement +61 000 et +20 000 clients.

Le ralentissement de l'activité de détail observé en France se traduit par une baisse de la production de crédits en **Banque de proximité en France**. Ainsi, entre le deuxième trimestre 2023 et le troisième trimestre 2023, la production a baissé de -12% en Caisses régionales et de -3,2% chez LCL. En **crédit à la consommation**, la production baisse également de -2,1% par rapport au troisième trimestre 2022, reflétant la sélectivité accrue des dossiers de crédits, néanmoins la production automobile est restée dynamique, augmentant de +6,7% par rapport au troisième trimestre 2022. Enfin, au sein de CA Italia, la production de crédits est en forte reprise augmentant de +19% en Italie par rapport au deuxième trimestre 2023.

Le ralentissement en activité de détail en France est néanmoins compensé par les bonnes performances des autres métiers. En effet, la **banque de financement et d'investissement** présente les meilleurs neuf premiers mois en termes de produit net bancaire et de résultat en 2023, et un troisième trimestre de haut niveau, avec de bonnes performances tant en banque de marché et d'investissement qu'en financements structurés et *cash management*. Elle continue d'afficher des positions de premier plan, 1^{er} en crédits syndiqués en France², 2^{ème} en émission de green, social and sustainable bonds³ en euros, 2^{ème} en all bonds en euros dans le monde². La **gestion d'actifs** s'appuie sur une forte collecte ce trimestre (13,7 milliards d'euros) avec une contribution positive de toutes les classes d'actifs (actifs moyen long terme et trésorerie) et des *joint-ventures*. Les **assurances** bénéficient également d'une collecte nette positive en unité de compte, avec un taux d'unité de compte sur la collecte brute s'établissant à 40,3% ce trimestre; le taux d'équipement assurance-dommage est en hausse à 43,1% pour les Caisses régionales (+0,5 point de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2022), 27,6% pour LCL (+0,5 point de pourcentage), 18,3% chez CA Italia (+2,2 points de pourcentage) le chiffre d'affaires assurance dommage progresse de +8,9% par rapport au troisième trimestre 2022; et l'activité est dynamique en prévoyance (chiffre d'affaires en hausse de +22% par rapport au troisième trimestre 2022).

Enfin, les encours de collecte au bilan en Banque de proximité, s'établissant à 807 milliards d'euros⁴, ont cru à nouveau ce trimestre avec une augmentation +1,3% par rapport à juin 2023 (contre +0,5% en juin 2023 par rapport à mars 2023) dont +1,4% pour les Caisses régionales, +0.9% chez LCL et 1,2% pour CA Italia.

Une suite d'acquisitions autofinancées contribuant à la croissance des revenus et délivrant des synergies

Pour soutenir la croissance de ses revenus, Crédit Agricole S.A. s'appuie non seulement sur ses moteurs de croissance organique mais également sur des acquisitions et des partenariats externes, les métiers agissant en consolidateur sur le marché européen. Ces acquisitions depuis 2019 ont toutes été autofinancées et ont généré des synergies de coûts et de revenus. Les opérations externes récentes se sont révélées être des succès avec notamment Santander Securities Services et KAS Bank en 2019, qui ont élargi la couverture géographique du métier Services financiers aux institutionnels (CACEIS), Sabadell Asset Management, qui a augmenté le réseau

¹ Conquête brute des neuf premiers mois 2023 s'élève à 1 472 000 clients et le fonds de commerce à 349 000 clients

² Refinitiv

³ Bloomberg

⁴ Dont 587 milliards d'euros pour les Caisses régionales, 156 milliards d'euros pour LCL et 64 milliards d'euros pour CA Italie



de distribution, et Lyxor, qui a renforcé les expertises métier de la Gestion d'actifs, et Creval, qui a renforcé le positionnement compétitif et généré des synergies de coûts de la Banque de proximité en Italie.

Depuis, Crédit Agricole S.A. continue à réaliser de nouvelles acquisitions et se doter de nouveaux partenariats et ce selon cinq axes de développement. Tout d'abord, la Banque privée et les Services financiers aux institutionnels ont changé d'échelle via, d'une part, l'opération en cours avec Degroof Petercam⁵ et, d'autre part, l'acquisition en août 2023 des activités européennes de RBC Investor Services. Ensuite, les Services financiers spécialisés ont développé une offre complète dédiée à la mobilité via la joint-venture Leasys créée avec Stellantis pour devenir leader européen de la location longue durée, la reprise à 100% de CA Auto Bank afin de développer des partenariats avec des constructeurs de plus petite taille ainsi qu'avec des distributeurs indépendants ; l'acquisition de six filiales européennes de ALD et LeasePlan et enfin la création de CA Mobility Services pour créer 20 offres de service d'ici 2026, via notamment : la prise de participation minoritaire dans WATEA6, la création d'une co-entreprise avec Opteven⁷ et la prise de participation dans le capital d'HiFlow. En parallèle, les Assurances ont étendu leur réseau de distribution via de nouveaux partenariats commerciaux : accord de distribution non-vie et emprunteurs en Italie entre Crédit Agricole Asssurances et Banco BPM8, partenariat Pacifica et Renault (Mobilize Financial Services) pour l'assurance automobile. Enfin, Crédit Agricole S.A. structure les services dans l'immobilier, via l'acquisition des activités de Property management de Casino, et accélère la digitalisation et l'innovation grâce à sa prise de participation dans Worklife9 et, pour les services de paiement, son partenariat avec Wordline¹⁰.

Ces acquisitions contribuent à la croissance des revenus de Crédit Agricole S.A. Ainsi, les opérations avec Creval, Lyxor, Santander Securities Services, RBC Investor Services et l'intégration de CA Auto Bank¹¹ généreront un produit net bancaire de l'ordre de 1,9 milliard d'euros¹² en 2025 avec un coefficient d'exploitation d'environ 58%¹³.

Essor du nouveau métier Crédit Agricole Transitions & Energies

Crédit Agricole S.A. structure son nouveau métier Crédit Agricole Transitions & Energies (CATE), qui a dévoilé sa feuille de route en octobre 2023. Celui-ci propose une offre globale couvrant à la fois le conseil en transitions et le développement des énergies renouvelables dans les territoires, via l'accompagnement des financements de projets de transition et la production et fourniture d'énergie décarbonée.

Le conseil en transitions est dédié à l'accompagnement des clients dans leurs démarches de sobriété énergétique et environnementale. CATE s'est ainsi doté d'une gamme de solutions opérées par R3¹⁴ pour les entreprises et les collectivités publiques, et de la plateforme « J'écorénove mon logement »¹⁵ pour les particuliers.

L'offre de financement consiste à apporter une solution financière complète à tous les projets de production d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique avec Unifergie et les entités de financement du Groupe, une offre d'ingénierie financière et juridique, ainsi que des offres de financement dans différents domaines de l'énergie durable (énergies renouvelables, performance énergétique, environnement). D'ici 2030, l'ambition de CATE est de mobiliser 19 milliards d'euros de financement apportés par les entités du groupe Crédit Agricole en France. Par ailleurs, CATE ambitionne d'investir 1 milliard d'euros pour renforcer les fonds propres des développeurs d'énergies renouvelables et acquérir des actifs de production.

⁵ Signature d'un accord en vue d'une prise de participation majoritaire

⁶ Outil de gestion de flotte digital sur abonnement mensuel

⁷ Extension de garanties

⁸ Par ailleurs, acquisition d'une prise de participation de 9,9% du capital de Banco BPM

⁹ Outil de gestion des avantages salariés

¹⁰ Création d'une joint-venture pour développer des offres commerçantes innovantes

¹¹ Prise en compte pour le calcul de 50% des revenus de CA Auto Bank

¹² Ces chiffres intègrent certaines opérations déjà comptabilisées et des données prospectives.

¹³ Hors coûts d'intégration

¹⁴ Opérées par R3, dont CATE est actionnaire de référence

¹⁵ Avec un diagnostic en ligne, des recommandations et des estimations sur les travaux à effectuer ainsi que des informations sur les aides disponibles. En 2023, 1 million de visites est anticipé sur le site.



Enfin, CATE va produire et fournir de l'électricité d'origine renouvelable localement au bénéfice des développeurs, des collectivités locales et des consommateurs. CATE vise 2 GW de capacité de production installée à partir des actifs détenus par le Groupe en 2028, et 500.MWh de fourniture d'électricité bas carbone, équivalent à une consommation annuelle de 196 000 habitants, en 2026. Cette offre est opérée par Selfee, dont Crédit Agricole Transitions & Énergies est actionnaire de référence. Selfee est un opérateur du marché de l'électricité qui permet d'acheter en circuit court, à prix local, l'électricité produite sur le territoire en étant l'unique intermédiaire avec le producteur d'énergie.

Résultats du Groupe

Au troisième trimestre 2023, le résultat net part du Groupe publié du Groupe Crédit Agricole s'établit à 2 384 millions d'euros, en hausse de +21,0% par rapport au troisième trimestre 2022.

Les éléments spécifiques de ce trimestre ont un impact cumulé de +317 millions d'euros en résultat net part du Groupe et sont composés d'éléments comptables récurrents pour +298 millions d'euros et d'éléments non récurrents pour +19 millions d'euros. Les éléments récurrents correspondent principalement à la reprise de la provision Epargne Logement de + 297 millions d'euros (+38 millions d'euros pour LCL, +171 millions d'euros pour AHM et +88 millions d'euros pour les Caisses régionales) ; les autres éléments récurrents se compensent entre la partie spread émetteur de la FVA¹⁶ et le secured lending (+2 millions d'euros) et les couvertures de portefeuilles de prêts (-1 million d'euros). Les éléments non récurrents sont liés à la poursuite de la réorganisation des activités Mobilité¹⁷ sur le pôle SFS (+19 millions d'euros).

Retraité de ces éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent**¹⁸ **du Groupe Crédit Agricole** atteint **2 068 millions d'euros**, en hausse de +9,3% par rapport au troisième trimestre 2022.

Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole au T3-2023 et au T3-2022

En m€	T3-23 publié	Eléments spécifiques	T3-23 sous- jacent	T3-22 publié	Eléments spécifiques	T3-22 sous- jacent	∆ T3/T3 publié	∆ T3/T3 sous- jacent
Produit net bancaire	9 249	402	8 847	8 222	(22)	8 244	+12,5%	+7,3%
Charges d'exploitation hors FRU	(5 265)	0	(5 265)	(4 943)	(9)	(4 934)	+6,5%	+6,7%
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	3 984	402	3 582	3 280	(30)	3 310	+21,5%	+8,2%
Coût du risque de crédit	(693)	0	(693)	(636)	-	(636)	+9,0%	+9,0%
Sociétés mises en équivalence	37	(26)	63	111	-	111	(66,8%)	(43,0%)
Gains ou pertes sur autres actifs	69	61	9	6	-	6	x 10,7	+32,2%
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	3 397	436	2 961	2 762	(30)	2 792	+23,0%	+6,0%
Impôt	(810)	(120)	(691)	(736)	6	(742)	+10,0%	(7,0%)
Résultat net des activité arrêtées ou en cours de cession	2	-	2	123	101	22	(98,7%)	(92,4%)
Résultat net	2 588	317	2 272	2 149	77	2 071	+20,5%	+9,7%
Intérêts minoritaires	(204)	-	(204)	(178)	2	(180)	+14,9%	+13,5%
Résultat net part du Groupe	2 384	317	2 068	1 971	79	1 892	+21,0%	+9,3%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	56,9%		59,5%	60,1%		59,8%	-3,2 pp	-0,3 pp

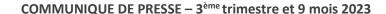
Au troisième trimestre 2023, **le produit net bancaire sous-jacent s'élève** à 8 847 millions d'euros, en hausse de +7,3% par rapport au troisième trimestre 2022, expliquée par le pôle Gestion de l'épargne et assurances (+9,6%) bénéficiant d'une hausse des revenus de l'assurance, le pôle Services Financiers Spécialisés (+26,2%) qui inclut une intégration ligne à ligne de CA Auto Bank depuis le deuxième trimestre de 2023 ainsi que la reprise, ce trimestre, des activités ALD et Leaseplan dans six pays européens¹⁷. Les revenus du pôle Banque de

1

¹⁶ DVA (Debt Valuation Adjustment)

¹⁷ A la suite des impacts non-récurrents du T2-23 liés à la réorganisation des activités « Mobilité » du Groupe CACF à hauteur de +140 m€, +19 m€ viennent s'ajouter sur le T3-23. Pour rappel, il s'agit de transferts de fonds de commerce, d'indemnités reçues et versées, du traitement comptable de l'intégration à 100% de CA Auto Bank (ex-FCA Bank), et de la réorganisation de l'activité de financement automobile au sein du Groupe CA Consumer Finance (en particulier la revue des solutions applicatives).

¹⁸ Cf. plus de détails sur les éléments spécifiques en Annexes.





proximité à l'international progressent de +24,0% avec une marge nette d'intérêts en cours de stabilisation mais toujours bien orientée, à la fois en Italie, en Pologne et en Egypte. Les revenus du pôle Banque de Proximité France (- 3,2%) reculent sous l'effet de la hausse du coût de refinancement et des ressources clientèles. Le pôle Grandes clientèles affiche des revenus en hausse de +17,4%, bénéficiant d'un niveau historique de revenus en BFI (+9% par rapport au neuf premiers mois 2022).

Les charges d'exploitation sous-jacentes hors fonds de résolution unique (FRU) s'établissent à -5 265 millions d'euros, en hausse de +6,7% par rapport au troisième trimestre 2022. Cette hausse s'explique d'abord par un effet périmètre de -178 millions d'euros lié à la consolidation de CA Auto Bank au sein du pôle Services financiers spécialisés et des activités RBC IS Europe au sein du pôle Services financiers aux institutionnels, et également par l'effet de la hausse des rémunérations salariales, des provisions pour la rémunération variable, ainsi que des investissements et des frais d'IT. Au global, le Groupe affiche un coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU à 59,5%, en baisse de -0,3 point de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2022 et le résultat brut d'exploitation sous-jacent à 3 582 millions d'euros, en hausse de +8,2% sur la même période.

Le coût du risque de crédit sous-jacent augmente de façon modérée à -693 millions d'euros, soit une hausse de +9,0% par rapport au troisième trimestre 2022 qui s'élevait à -636 millions d'euros. La charge de -693 millions d'euros sur le troisième trimestre 2023 se décompose en une reprise sur encours sains (niveau 1 et 2) de +28 millions d'euros (contre une dotation de -209 millions d'euros au troisième trimestre 2022) lié au passage en défaut de certains dossiers, un provisionnement de -724 millions d'euros pour risque avéré (niveau 3), contre -498 millions d'euros au troisième trimestre 2022), dégradation liée à la hausse du risque avéré sur la banque de détail et le crédit à la consommation, et enfin une reprise de +3 millions d'euros de risques autres. Les niveaux de provisionnement ont été déterminés en tenant compte de plusieurs scénarios économiques pondérés, comme lors des précédents trimestres, et en appliquant des ajustements forfaitaires sur des portefeuilles sensibles. Les scénarios économiques pondérés du deuxième trimestre ont fait l'objet d'une mise à jour, avec un scénario favorable (PIB à +1% en France en 2023, +2,4% en 2024) et un scénario défavorable (PIB à +0,1% en France en 2023 et -0,1% en 2024). Le coût du risque sur encours¹⁹ sur quatre trimestres glissants atteint 25 points de base, soit en ligne avec l'hypothèse du Plan à Moyen Terme à 25 points de base. Il atteint 24 points de base en vision trimestrielle annualisée²⁰.

Le résultat avant impôt sous-jacent s'établit à 2 961 millions d'euros, en hausse de +6,0% par rapport au troisième trimestre 2022. Le résultat avant impôt sous-jacent intègre la contribution des sociétés mises en équivalence pour 63 millions d'euros (en baisse de -43,0%, notamment expliqué par la consolidation ligne à ligne de CA Auto Bank) ainsi que le résultat net sur autres actifs qui atteint 9 millions d'euros ce trimestre. La charge d'impôt sous-jacente est en baisse de -7,0% sur la période. Le résultat net sous-jacent avant déduction des minoritaires est en hausse de +9,7% pour s'établir à 2 272 millions d'euros. Les intérêts minoritaires augmentent de +13,5%. Enfin, le résultat net part du Groupe sous-jacent s'établit à 2 068 millions d'euros, en hausse de +9,3% par rapport au troisième trimestre 2022.

¹⁹ Le coût du risque sur encours (en points de base) sur quatre trimestres glissants est calculé sur la base du coût du risque des quatre derniers trimestres auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres après réintégration des encours de CA Auto Bank

²⁰ Le coût du risque sur encours (en point de base) annualisé est calculé sur la base du coût du risque du trimestre multiplié par quatre auquel est rapporté l'encours de début de période du trimestre après réintégration des encours de CA Auto Bank



Résultats consolidés du Groupe Crédit Agricole au 9M-23 et au 9M-22

En m€	9M-23 publié	Eléments spécifiques	9M-23 sous- jacent	9M-22 publié	Eléments spécifiques	9M-22 sous- jacent	Δ 9M/9M publié	∆ 9M/9M sous- jacent
Produit net bancaire	27 722	758	26 965	25 953	543	25 410	+6,8%	+6,1%
Charges d'exploitation hors FRU	(15 782)	(18)	(15 764)	(15 021)	(90)	(14 931)	+5,1%	+5,6%
FRU	(620)	-	(620)	(803)	-	(803)	(22,8%)	(22,8%)
Résultat brut d'exploitation	11 321	739	10 581	10 129	453	9 677	+11,8%	+9,3%
Coût du risque de crédit	(2 179)	(84)	(2 095)	(2 139)	(195)	(1 944)	+1,9%	+7,7%
Sociétés mises en équivalence	190	(39)	229	323	-	323	(41,0%)	(29,0%)
Gains ou pertes sur autres actifs	107	89	18	41	=	41	x 2,6	(56,0%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	=	-	ns	ns
Résultat avant impôt	9 438	705	8 733	8 354	258	8 096	+13,0%	+7,9%
Impôt	(2 293)	(180)	(2 113)	(2 211)	(117)	(2 094)	+3,7%	+0,9%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	7	-	7	148	94	53	(95,0%)	(86,2%)
Résultat net	7 153	525	6 628	6 291	235	6 056	+13,7%	+9,4%
Intérêts minoritaires	(619)	(0)	(619)	(539)	13	(552)	+14,7%	+12,1%
Résultat net part du Groupe	6 534	525	6 009	5 752	248	5 504	+13,6%	+9,2%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	56,9%		58,5%	57,9%		58,8%	-0,9 pp	-0,3 pp

Sur les neuf premiers mois 2023, le résultat net part du Groupe publié est de 6 534 millions d'euros, contre 5 752 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2022, soit une hausse de +13,6%.

Les éléments spécifiques pour les neuf premiers mois 2023 ont un effet positif de +525 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe publié et sont composés d'éléments comptables récurrents pour +262 millions d'euros et d'éléments non récurrents pour +263 millions d'euros. Les éléments récurrents correspondent principalement à la reprise de la provision Epargne Logement de + 297 millions d'euros, déjà mentionnés *supra*, ainsi que les éléments de volatilité comptable du pôle Grandes clientèles (-15 millions d'euros sur la DVA et -19 millions d'euros sur les couvertures de portefeuilles de prêts). Les éléments non récurrents sont liés à la réorganisation des activités Mobilité²¹ sur le pôle Services financiers spécialisés (+159 millions d'euros), ainsi que la reprise de la provision pour amende Echanges Images Chèques (+104 millions d'euros).

Hors éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** s'élève à **6 009 millions d'euros**, en hausse de +9,2% par rapport aux neuf premiers mois 2022.

Le produit net bancaire sous-jacent s'élève à 26 965 millions d'euros, en hausse de +6,1% par rapport aux neuf premiers mois 2022. Cette hausse s'explique par un très haut niveau de revenus sur l'ensemble des métiers du pôle Gestion de l'épargne et Assurances, l'intégration ligne à ligne de CA Auto Bank au sein du pôle Services financiers spécialisés, un très haut niveau de revenus sur le pôle Grandes clientèles et la hausse de la marge nette d'intérêts au sein du pôle Banques de proximité à l'international; a contrario, les revenus du pôle Banques de proximité France sont impactés par la baisse de la marge d'intérêts.

Les **charges d'exploitation** sous-jacentes hors FRU s'élèvent à -15 764 millions d'euros, en hausse de +5,6 % par rapport aux neuf premiers mois 2022, intégrant notamment l'effet périmètre lié à la consolidation ligne à ligne de CA Auto Bank au sein du pôle Services financiers spécialisés depuis le deuxième trimestre 2023 et la consolidation des activités RBC IS Europe au sein du pôle Services financiers aux institutionnels au troisième trimestre 2023. Le reste de la hausse s'explique par l'augmentation des rémunérations dans un contexte inflationniste, ainsi que la hausse des dépenses IT. **Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU** s'établit à 58,5% en baisse de -0,3 point de pourcentage par rapport à celui des neuf premiers mois de l'année 2022. Le FRU s'élève à -620 millions d'euros en 2023, en baisse de -22,8 % par rapport à 2022.

²¹ A la suite des impacts non-récurrents du T2-23 liés à la réorganisation des activités « Mobilité » du Groupe CACF à hauteur de +140 m€, +19 m€ viennent s'ajouter sur le T3-23. Pour rappel, il s'agit de transferts de fonds de commerce, d'indemnités reçues et versées, du traitement comptable de l'intégration à 100% de CA Auto Bank (ex-FCA Bank), et de la réorganisation de l'activité de financement automobile au sein du Groupe CA Consumer Finance (en particulier la revue des solutions applicatives)..



COMMUNIQUE DE PRESSE - 3^{ème} trimestre et 9 mois 2023

Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent atteint 10 581 millions d'euros, en hausse de +9,3 % par rapport aux neuf premiers mois 2022.

Le coût du risque sous-jacent s'établit à -2 095 millions d'euros (dont -193 millions d'euros de coût du risque sur encours sains (niveau 1 et 2), -1 885 millions d'euros de coût du risque avéré, et - 16 millions d'euros de risques autres), soit une hausse de +7,7% par rapport aux neuf premiers mois 2022.

Au 30 septembre 2023, les indicateurs de risque confirment la qualité de l'actif du groupe Crédit Agricole et du niveau de couverture de ses risques. Le portefeuille de prêts est diversifié, plutôt orienté habitat (46% des encours bruts) et entreprises (32% des encours bruts). Le stock de provisions s'élève à 20,9 milliards d'euros à (dont 11 milliards d'euros pour les Caisses régionales), dont 42% de provisions sur encours sains (48% pour les Caisses régionales). Le stock de provisions sur encours sains a augmenté, au niveau du Groupe, de +3,3 milliards d'euros depuis le quatrième trimestre 2019. La gestion prudente de ce stock de provisions permet au Groupe Crédit Agricole de présenter l'un des meilleurs²² taux de couverture global des créances douteuses (à 82,7% à fin septembre 2023) parmi les grandes banques européennes.

Le **résultat sous-jacent avant impôts,** activités cédées et minoritaires ressort à 8 733 millions d'euros, en hausse de +7,9% par rapport aux neuf premiers mois 2022. La charge d'impôt est de -2 113 millions d'euros, en en légère hausse de +0,9%, avec un taux d'impôt effectif sous-jacent s'établissant à 24,8%.

Le résultat net part du Groupe sous-jacent s'établit ainsi à 6 009 millions d'euros, en hausse de + 9,2% par rapport aux neuf premiers mois 2022

NB : Sauf mention contraire, les résultats par pôle métier sont commentés ci-après sur la base des résultats publiés.

-

²² Données 30/09/2023 pour Crédit Agricole SA et Groupe Crédit Agricole. Analyse faite à partir des publications 30/09/2023 sur les prêts à la clientèle, les encours Stage 3 et les provisions Stage 1, 2 et 3 de ING, la Société Générale, Banco Santander, Standard Chartered, Barclays, BNP Paribas, Deutsche Bank, HSBC, UBS et Unicredit. Au 30/06/2023 pour Groupe BPCE (1) Encours bruts de prêts à la clientèle hors établissements de crédit



Caisses régionales

Sur le trimestre, la conquête brute est en hausse avec +268 000 nouveaux clients et le fonds de commerce croît de +44 000 nouveaux clients. Le nombre de clients actifs sur les outils digitaux augmente, l'application Ma Banque affiche à présent 9,0 millions²³ d'utilisateurs et le nombre de signatures en ligne²⁴ est en progression de +22% entre le troisième trimestre 2022 et le troisième trimestre 2023. La bonne performance de l'offre « Ma banque Au Quotidien » pour les clients particuliers permet une augmentation et une amélioration du stock de cartes (+2,0 % sur un an, avec une part de 14,4 % pour les cartes haut de gamme). Le taux d'équipement sur l'assurance dommage est de 43,1% à fin septembre 2023, en hausse de + 0,5 point par rapport à septembre 2022).

La production de crédit est en baisse de -25,0% par rapport au troisième trimestre 2022 et de -11,9% par rapport au deuxième trimestre 2023. La baisse est marquée sur l'habitat (-36,1% par rapport au troisième trimestre 2022) mais elle reste inférieure à celle du marché²⁵. Le taux à la production des crédits habitat est en hausse par rapport au deuxième trimestre 2023 de + 48 points de base et le taux moyen à l'octroi sur 20 à 25 ans est de 3,99% début octobre 2023. Les encours de crédit atteignent 644,9 milliards d'euros à fin septembre 2023 (+3,5% par rapport à fin septembre 2022 et +0,4% par rapport à fin juin 2023) tirés par le marché des entreprises (+6,0% par rapport au troisième trimestre 2022).

Les encours de collecte globale sont en hausse de +3,3% sur un an et atteignent 871,9 milliards d'euros à fin septembre 2023. Cette croissance est notamment portée par les encours de collecte bilan, qui atteignent 586,9 milliards d'euros à fin septembre 2023, en progression de +2,5% par rapport à fin septembre 2022. Par rapport au deuxième trimestre 2023, la collecte bilan progresse de +1,4% grâce à une augmentation des dépôts à terme de +15,6%. Les dépôts à vue et les livrets sont stables sur le trimestre. Les encours de collecte hors-bilan s'établissent à 284,9 milliards d'euros à fin septembre 2023, en hausse de +5,0% sur un an. La collecte nette hors-bilan est globalement positive sur le trimestre, portée par une collecte nette de +0,7 milliards d'euros sur les valeurs mobilières.

Au troisième trimestre 2023, le produit net bancaire publié des Caisses régionales y compris dividende SAS Rue La Boétie²⁶ s'élève à 3 291 millions d'euros, en hausse de +0,8% par rapport au troisième trimestre 2022. La marge d'intermédiation baisse de -17,6% (hors reprise de provisions épargne logement de 118 millions d'euros) en lien avec la hausse du coût de refinancement partiellement compensée par la hausse du rendement des crédits et la macro-couverture. La marge d'intermédiation progresse cependant légèrement entre le deuxième et le troisième trimestre 2023 (hors reprise de provision épargne logement). Le PNB de portefeuille est en hausse au troisième trimestre 2023 compte tenu d'effets de marché plus favorables qu'au troisième trimestre 2022. Les commissions restent bien orientées à +4,7% grâce à une bonne dynamique sur les moyens de paiement et sur l'assurance. L'augmentation des charges d'exploitation est de +4,3% sur la période liée notamment à celle des charges de personnel. Le résultat brut d'exploitation est en baisse de -6,7%. Le coût du risque est en baisse de -5,8% par rapport au troisième trimestre 2022 et s'élève à -257 millions d'euros. Le résultat net part du Groupe des Caisses régionales s'élève à 565 millions d'euros au troisième trimestre 2022, en baisse de -3,8% en comparaison au troisième trimestre 2022.

La contribution des Caisses régionales aux résultats du Groupe Crédit Agricole s'élève à 587 millions d'euros (-6,5%) en résultat net part du Groupe publié au troisième trimestre 2023, avec un produit net bancaire à 3 345 millions d'euros (+0,3%) et un coût du risque à -254 millions d'euros (-6,8%).

Sur les neuf premiers mois 2023, le produit net bancaire y compris dividende SAS Rue La Boétie est en baisse (-4,9%) par rapport aux neuf premiers mois 2022. Les charges d'exploitation progressent de +3,5% et le résultat brut d'exploitation est par conséquent en baisse de -16,3% sur les neuf premiers mois 2023. Enfin, avec un coût du risque en légère hausse de +0,4%, le résultat net part du Groupe des Caisses régionales y compris dividende SAS Rue La Boétie s'élève à 3 037 millions d'euros, en baisse de -15,8% par rapport aux neuf premiers mois 2022.

La contribution des Caisses régionales aux résultats du Groupe Crédit Agricole des neuf premiers mois 2023 s'élève à 1 420 millions d'euros (-34,5%) en résultat net part du groupe publié, avec un produit net bancaire à 10 032 millions d'euros (-6,8%) et un coût du risque à -831 millions d'euros (+0,2%).

_

²³ Nombre de profils actifs sur Ma Banque correspondant à au moins une synchronisation dans le mois

²⁴ Signatures initiées en mode dépose BAM (Banque accès multicanal) dont le support final de signature est BAM, Portail client mobile ou Ma Banque

²⁵ Production habitat en France en baisse de -44,3% fin Aout 2023 selon la Banque de France

²⁶ Dividende SAS Rue La Boétie versé au deuxième trimestre annuellement



Crédit Agricole S.A.

Résultats

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., réuni sous la présidence de Dominique Lefebvre le 7 novembre 2023, a examiné les comptes du troisième trimestre 2023.

Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. au T3-2023 et au T3-2022

En m€	T3-23 publié	Eléments spécifiques	T3-23 sous- jacent	T3-22 publié	Eléments spécifiques	T3-22 sous- jacent	∆ T3/T3 publié	∆ T3/T3 sous- jacent
Produit net bancaire	6 343	284	6 060	5 321	(22)	5 343	+19.2%	+13.4%
Charges d'exploitation hors FRU	(3 376)	0	(3 376)	(3 127)	(9)	(3 118)	+8.0%	+8.3%
FRU	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat brut d'exploitation	2 967	284	2 684	2 195	(30)	2 225	+35.2%	+20.6%
Coût du risque de crédit	(429)	0	(429)	(360)	-	(360)	+19.3%	+19.3%
Sociétés mises en équivalence	23	(26)	50	102	-	102	(77.2%)	(51.2%)
Gains ou pertes sur autres actifs	69	61	8	5	-	5	x 12.6	+52.8%
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	2 630	318	2 312	1 942	(30)	1 973	+35.4%	+17.2%
Impôt	(633)	(89)	(544)	(533)	6	(539)	+18.8%	+0.9%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	2	-	2	123	101	22	ns	ns
Résultat net	1 999	229	1 770	1 533	77	1 455	+30.4%	+21.6%
Intérêts minoritaires	(251)	(2)	(250)	(217)	2	(219)	+15.8%	+13.9%
Résultat net part du Groupe	1 748	227	1 520	1 316	79	1 236	+32.8%	+23.0%
Bénéfice par action (€)	0.53	0.07	0.46	0.41	0.03	0.38	+30.1%	+19.5%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	53.2%		55.7%	58.8%		58.4%	-5.5 pp	-2.6 pp

Au troisième trimestre 2023, le résultat net part du Groupe publié de Crédit Agricole S.A. s'élève à 1 748 millions d'euros, soit une hausse de +32,8% par rapport au troisième trimestre 2022.

Les **éléments spécifiques** de ce trimestre ont un impact cumulé de +227 millions d'euros en résultat net part du Groupe et sont composés d'éléments comptables récurrents pour +208 millions d'euros et d'éléments non récurrents pour +19 millions d'euros. Les éléments récurrents correspondent principalement à la reprise de la provision Epargne Logement de + 208 millions d'euros (+37 millions d'euros sur LCL et +171 millions d'euros sur AHM) ; les autres éléments récurrents se compensent entre la partie spread émetteur de la FVA²⁷ et le secured lending (+2 millions d'euros) et les couvertures de portefeuilles de prêts (-1 million d'euros). Les éléments non récurrents sont liés à la poursuite de la réorganisation des activités Mobilité²⁸ sur le pôle SFS (+19 millions d'euros).

Hors éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent**²⁹ s'établit à **1 520 millions d'euros**, en hausse de +23,0% par rapport au troisième trimestre 2022.

Les **revenus sous-jacents** atteignent 6 060 millions d'euros, en hausse de +13,4% par rapport au troisième trimestre 2022, portée par la croissance des revenus dans l'ensemble des métiers. Le pôle Gestion de l'épargne et Assurances enregistre une hausse de +10,2%, notamment grâce à la hausse des revenus de l'Assurance (+19,4%), impactés défavorablement par des événements climatiques au deuxième trimestre 2022. Les revenus du pôle **Services financiers spécialisés** sont en hausse de +26,2% (+26,3% en vision publiée), bénéficiant de

²⁷ DVA (Debt Valuation Adjustment)

A la suite des impacts non-récurrents du T2-23 liés à la réorganisation des activités « Mobilité » du Groupe CACF à hauteur de +140 m€, +19 m€ viennent s'ajouter sur le T3-23. Pour rappel, il s'agit de transferts de fonds de commerce, d'indemnités reçues et versées, du traitement comptable de l'intégration à 100% de CA Auto Bank (ex-FCA Bank), et de la réorganisation de l'activité de financement automobile au sein du Groupe CA Consumer Finance (en particulier la revue des solutions applicatives).

²⁹ Sous-iacent, hors éléments spécifiques. Cf. plus de détails sur les éléments spécifiques en Annexes.

COMMUNIQUE DE PRESSE - 3^{ème} trimestre et 9 mois 2023



l'intégration de CA Auto Bank³⁰ et de la reprise des activités d'ALD / LeasePlan ce trimestre. Les revenus du pôle **Grandes clientèles** sont en hausse de + 17,4%, grâce à une très bonne performance de la BFI (+9,2%), notamment sur FICC (+25,6%) et des revenus du pôle Services financiers aux institutionnels (+51,5%) bénéficiant de l'intégration des activités européennes de RBC IS Europe³¹. Les revenus du pôle **Banque de proximité en France** sont en légère amélioration de +0,4%³² sous l'effet de la stabilisation de la marge nette d'intérêt ce trimestre. Enfin, les revenus du pôle **Banque de proximité à l'international** progressent de +24,1%, bénéficiant de la hausse de la marge nette d'intérêt pour CA Italia (+48%) ainsi que pour Pologne et Egypte (+81%)³³.

Par ailleurs, ce trimestre a fait l'objet d'une analyse sur l'évolution de la marge nette d'intérêt³⁴ (MNI) de Crédit Agricole S.A depuis le premier trimestre 2022, avec un focus spécifique sur les activités de Banque de proximité. La progression positive de la MNI globale dans la contexte de la hausse des taux est liée au modèle diversifié de Crédit Agricole S.A. En effet, la baisse de la MNI de la Banque de proximité en France (LCL) sous l'effet de la hausse du coût des ressources, amortie en partie par les effets de la macrocouverture, est plus que compensée par la hausse de la MNI de la Banque de proximité à l'international (BPI) compte tenu de la structure des actifs.

Les charges d'exploitation sous-jacentes s'élèvent à -3 376 millions d'euros, en hausse de +8,3% par rapport au troisième trimestre 2022, soit une hausse de -258 millions d'euros. Cette évolution intègre un effet périmètre de -178 millions d'euros³⁵, lié à la consolidation de CA Auto Bank au sein du pôle Services financiers spécialisés et des activités RBC IS Europe au sein du pôle Services financiers aux institutionnels. Le solde provient notamment de la hausse de la masse salariale pour -93 millions d'euros (principalement en Banque de financement et d'investissement, Banque de proximité en Italie et LCL), les provisions pour rémunérations variables et bonus pour -58 millions d'euros (notamment en Banque de financement et d'investissement) et les investissements informatiques de - 26 millions d'euros (principalement en Grandes clientèles). Par ailleurs, les charges bénéficient d'un effet impôts et taxes favorables de +43 millions d'euros sur un an.

Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'établit ainsi à 55,7% au troisième trimestre 2023, en amélioration de -2,6 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2022.

Le résultat brut d'exploitation sous-jacent s'établit à 2 684 millions d'euros, en hausse de +20,6%.

Au 30 septembre 2023, les indicateurs de risque confirment **la qualité des actifs de Crédit Agricole S.A. et du niveau de couverture de ses risques**. Le portefeuille de prêts est diversifié, plutôt orienté habitat (27% des encours bruts) et entreprises (42% des encours bruts de Crédit Agricole S.A.). Le taux de créances douteuses augmente légèrement par rapport au trimestre précédent et demeure toujours bas à 2,7% (+0,1 point de pourcentage). Le taux de couverture³⁶, élevé, à 70,7%, est en baisse légère de -0,7 point de pourcentage sur le trimestre. **Le stock total de provisions** s'établit à 9,8 milliards d'euros pour Crédit Agricole S.A, en hausse (+1,2%) par rapport à fin juin 2023. Sur ce stock de provisions, 35% sont liés au provisionnement des encours sains. Le stock de provisions pour encours sains est en hausse de +1,4 milliard d'euros par rapport au quatrième trimestre 2019.

Le **coût du risque** de crédit sous-jacent est en dégradation à -429 millions d'euros, soit une hausse de +19,3% par rapport au troisième trimestre 2022 qui s'élevait à -360 millions d'euros. La charge de -429 millions d'euros sur le troisième trimestre 2023 se décompose en une reprise sur encours sains (niveau 1 et 2) de +59 millions d'euros (contre une dotation de -42 millions d'euros au troisième trimestre 2022) lié au passage en défaut de certains dossiers, un provisionnement de -487 millions d'euros pour risque avéré (niveau 3 - contre -377 millions d'euros au troisième trimestre 2022), dégradation liée à la hausse du risque avéré sur la banque de détail et le crédit à la consommation, et enfin une dotation de -1 million d'euros pour risques autres. Les niveaux de

-

³⁰ Impact en revenu CA Auto Bank: +202 m€

³¹ Impact en revenu RBC IS Europe : +103,5 m€

^{32 +5,9%} tenant compte de la reprise de provision Epargne Logement pour 52 m€

³³ Variation à change courant ; +45% à change constant

³⁴ Hors éléments spécifiques, en vision sous-jacente; périmètre CAsa hors AHM et hors assurance

³⁵ Effet périmètre : SFS / CAAB (+73 millions d'euros), Asset Servicing / RBC IS Europe (+105,6 millions d'euros)

³⁶ Taux de provisionnement calculé avec au dénominateur les encours en « stage 3 », et au numérateur la somme des provisions enregistrées en "stages" 1, 2 et 3



COMMUNIQUE DE PRESSE – 3^{ème} trimestre et 9 mois 2023

provisionnement ont été déterminés en tenant compte de plusieurs scénarios économiques pondérés, comme lors des précédents trimestres, et en appliquant des ajustements forfaitaires sur des portefeuilles sensibles. Les scénarios économiques pondérés du deuxième trimestre ont fait l'objet d'une mise à jour, avec un scénario favorable (PIB à +1% en France en 2023, +2,4% en 2024) et un scénario défavorable (PIB à +0,1% en France en 2023 et -0,1% en 2024). Le coût du risque sur encours sur quatre trimestres glissants³⁷ atteint 33 points de base, soit en ligne avec l'hypothèse du Plan à Moyen Terme à 40 points de base et 33 points de base en vision trimestrielle annualisée³⁸.

La contribution sous-jacente des **sociétés mises en équivalence** ressort à 50 millions d'euros (-51,2% par rapport au troisième trimestre 2022) et le **résultat net sur autres actifs** s'établit à 8 millions d'euros (+ 3 millions d'euros par rapport au troisième trimestre 2022); les variations sur ces deux catégories du compte de résultat ayant été impactées par un effet périmètre avec la consolidation ligne à ligne de CA Auto Bank au sein du pôle Services Financiers Spécialisés.

Ainsi, le **résultat net sous-jacent avant impôt** s'établit à 2 312 millions d'euros, en hausse de +17,2% par rapport au troisième trimestre 2022.

Le **taux d'impôt effectif sous-jacent** s'établit à 24,0% et la charge d'impôt sous-jacente est de - 544 millions d'euros, en légère hausse de +0,9% par rapport au troisième trimestre 2022. Le **résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession** s'établit à 2 millions d'euros, en baisse de -20 millions d'euros par rapport au troisième trimestre 2022.

Le **résultat net sous-jacent avant minoritaires** affiche donc une hausse de +21,6% à 1 770 millions d'euros. **Les intérêts minoritaires** s'établissent à -250 millions d'euros, en hausse de +13,9% sur un an.

Ainsi, le **résultat net part du Groupe sous-jacent** est en hausse de +23,0% par rapport au troisième trimestre 2022 à 1 520 millions d'euros.

Le **bénéfice par action sous-jacent (pro-forma IFRS 17)** sur le troisième trimestre 2023 atteint 0,46 €, il est en hausse de +19,5% par rapport au troisième trimestre 2022.

-

³⁷ Le coût du risque sur encours (en points de base) sur quatre trimestres glissants est calculé sur la base du coût du risque des quatre derniers trimestres auquel est rapporté la moyenne des encours de début de période des quatre derniers trimestres

³⁸ Le coût du risque sur encours (en points de base) annualisé est calculé sur la base du coût du risque du trimestre multiplié par quatre auquel est rapporté l'encours de début de période du trimestre



Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A. au 9M-2023 et au 9M-2022

En m€	9M-23 publié	Eléments spécifiques	9M-23 sous- jacent	9M-22 publié	Eléments spécifiques	9M-22 sous- jacent	∆ 9M/9M publié	∆ 9M/9M sous- jacent
Produit net bancaire	19 140	598	18 542	16 525	131	16 394	+15,8%	+13,1%
Charges d'exploitation hors FRU	(9 922)	(18)	(9 904)	(9 383)	(90)	(9 293)	+5,8%	+6,6%
FRU	(509)	=	(509)	(647)	=	(647)	(21,3%)	(21,3%)
Résultat brut d'exploitation	8 709	580	8 129	6 495	41	6 454	+34,1%	+25,9%
Coût du risque de crédit	(1 338)	(84)	(1 253)	(1 303)	(195)	(1 108)	+2,7%	+13,1%
Sociétés mises en équivalence	136	(39)	175	291	-	291	(53,1%)	(39,9%)
Gains ou pertes sur autres actifs	102	89	13	26	=	26	x 3,9	(48,7%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	n.m.	n.m.
Résultat avant impôt	7 609	545	7 064	5 509	(154)	5 663	+38,1%	+24,7%
Impôt	(1 832)	(149)	(1 682)	(1 483)	(10)	(1 473)	+23,5%	+14,2%
Rés. net des activ. arr.ou en cours de cession	7	-	7	147	94	53	n.m.	n.m.
Résultat net	5 785	396	5 389	4 174	(70)	4 244	+38,6%	+27,0%
Intérêts minoritaires	(771)	(2)	(769)	(651)	13	(664)	+18,5%	+15,8%
Résultat net part du Groupe	5 014	394	4 620	3 523	(57)	3 580	+42,3%	+29,1%
Bénéfice par action (€)	1,53	0,13	1,40	1,08	(0,02)	1,10	+41,8%	+27,5%
Coef d'exploitation hors FRU (%)	51,8%		53,4%	56,8%		56,7%	-4,9 pp	-3,3 pp

Sur les neuf premiers mois 2023, le résultat net part du Groupe publié est de 5 014 millions d'euros, en hausse de +42,3% par rapport aux neuf premiers mois 2022.

Les éléments spécifiques pour les neuf premiers mois 2023 ont un effet positif de +394 millions d'euros sur le résultat net part du Groupe publié et sont composés d'éléments comptables récurrents pour +174 millions d'euros et d'éléments non récurrents pour +220 millions d'euros. Les éléments récurrents correspondent principalement à la reprise de la provision Epargne Logement de + 208 millions d'euros, déjà mentionnés *supra*, ainsi que les éléments de volatilité comptable du pôle Grandes clientèles (-15 millions d'euros sur la DVA et -19 millions d'euros sur les couvertures de portefeuilles de prêts). Les éléments non récurrents sont liés à la réorganisation des activités Mobilité³⁹ sur le pôle Services financiers spécialisés (+159 millions d'euros), ainsi que la reprise de la provision pour amende Echanges Images Chèques (+62 millions d'euros).

Hors éléments spécifiques, le **résultat net part du Groupe sous-jacent ressort** à **4 620 millions d'euros**, en hausse de **+29,1%** par rapport aux neuf premiers mois 2022⁴⁰.

Le **bénéfice par action sous-jacent atteint 1,4 euro par action** pour les neuf premiers mois 2023, en hausse de +27,4% par rapport aux neuf premiers mois 2022.

Le **RoTE**⁴¹ **sous-jacent**, calculé sur la base d'un RNPG sous-jacent annualisé⁴² et de charges IFRIC linéarisées sur l'année, net des coupons annualisés d'*Additional Tier 1* (retour sur fonds propres part du Groupe hors incorporels) et retraité de certains éléments volatiles comptabilisé en capitaux propres (dont réserves latentes) atteint **13,5% sur les neuf premiers mois 2023**, en hausse de 1 point de pourcentage par rapport aux neuf premiers mois 2022 (12,5%).

Le **produit net bancaire sous-jacent** augmente de **+13,1%** par rapport aux neuf premiers mois 2022, tiré par l'ensemble des pôles métiers. Les **charges d'exploitation** sous-jacentes hors FRU sont en hausse contenue de +6,6%. Ainsi, le coefficient d'exploitation hors FRU s'établit à 53,4%, en amélioration de 3,3 points de pourcentage par rapport à celui des neuf premiers mois 2022. Le FRU sur la période s'élève à -509 millions d'euros, en baisse de -21,3% par rapport

_

³⁹ A la suite des impacts non-récurrents du T2-23 liés à la réorganisation des activités « Mobilité » du Groupe CACF à hauteur de +140 m€, +19 m€ viennent s'ajouter sur le T3-23. Pour rappel, il s'agit de transferts de fonds de commerce, d'indemnités reçues et versées, du traitement comptable de l'intégration à 100% de CA Auto Bank (ex-FCA Bank), et de la réorganisation de l'activité de financement automobile au sein du Groupe CA Consumer Finance (en particulier la revue des solutions applicatives).

⁴⁰ Sous-jacent, hors éléments spécifiques. Cf. plus de détails sur les éléments spécifiques en Annexes

⁴¹ Voir détails du calcul du ROTE (retour sur fonds propres hors incorporels) et du RONE (retour sur fonds propres normalisés) des métiers

⁴² Le RNPG sous-jacent annualisé correspond à l'annualisation du RNPG sous-jacent (T1x4; S1x2; 9Mx4/3) en retraitant chaque période des impacts IFRIC afin de les linéariser sur l'année



aux neuf premiers mois 2022. Le **résultat brut d'exploitation** sous-jacent atteint ainsi 8 129 millions d'euros, +25,9% par rapport aux neuf premiers mois 2022. Le **coût du risque** affiche une hausse de +13,1% sur la période, et s'établit à -1 253 millions d'euros contre -1 108 millions d'euros sur les neuf premiers mois de l'année 2022. Enfin, **le résultat des sociétés mise en équivalence** est en baisse de -39,9%, liée à l'intégration ligne à ligne de CA Auto Bank depuis le deuxième trimestre 2023.

Analyse de l'activité et des résultats des pôles et métiers de Crédit Agricole S.A.

Activité du pôle Gestion de l'épargne et Assurances

Au troisième trimestre 2023, les encours du pôle Gestion de l'épargne et Assurances (GEA) s'établissent à 2 492 milliards d'euros, en hausse de +0,4% par rapport à fin juin 2023 grâce à la collecte nette, l'effet marché étant défavorable ce trimestre (-3,1 milliards d'euros). La collecte nette est positive ce trimestre et s'élève à +13,0 milliards d'euros sur le pôle, portée par une collecte nette de +13,7 milliards d'euros sur Amundi tandis que la collecte nette est négative de -1,3 milliard d'euros sur l'épargne retraite. Sur un an, les encours gérés sont également en hausse de +3,7% en raison d'un effet marché favorable, la collecte nette sur un an étant positive (+19,8 milliards d'euros) et favorablement impactée par une collecte dynamique sur les unités de comptes obligataires. Les encours hors double compte s'élèvent à 2 224 milliards d'euros au 30 septembre 2023, en hausse de +4,7% par rapport au 30 septembre 2022.

L'activité en Assurances (Crédit Agricole Assurances) réalise au troisième trimestre un chiffre d'affaires global de 7,0 milliards d'euros, en baisse de -2,5% par rapport au troisième trimestre 2022, la hausse du chiffre d'affaires en Dommages et en Prévoyance / Emprunteur / Assurances Collectives ne permettant pas de compenser la baisse du chiffre d'affaires en Epargne-Retraite. Le chiffre d'affaires des neuf premiers mois 2023 atteint 27,7 milliards d'euros, en hausse de +3,4% par rapport aux neuf premiers mois 2022 à périmètre constant (hors La Médicale).

En Epargne / Retraite, le chiffre d'affaires est de 19,4 milliards d'euros à fin septembre 2023, en progression de +1,4% par rapport aux neuf premiers mois 2022. Ce trimestre, la collecte brute globale est de 4,6 milliards d'euros (-8,0% par rapport au troisième trimestre 2022), avec un taux d'unités de compte qui progresse de 2,5 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2022 à 40,3%. La décollecte nette est de -1,3 milliard d'euros ce trimestre ; la collecte nette positive des contrats en unités de compte ralentit (+0,4 milliard d'euros), et ne permet pas de compenser la décollecte nette sur les fonds euros (-1,7 milliard d'euros).

Les **encours** (épargne, retraite et prévoyance) atteignent 324,3 milliards d'euros, en augmentation sur un an de +6,2 milliards d'euros, soit +2,0%. La part des unités de compte dans les encours s'établit à 27,6%, en hausse de +2,8 points de pourcentage sur un an, portée par le succès de la commercialisation des unités de compte obligataires et des marchés financiers favorables.

En Dommages, l'activité est dynamique, avec un chiffre d'affaires qui s'établit à 1,1 milliard d'euros au troisième trimestre 2023, en hausse de +8,9% par rapport au troisième trimestre 2022. A fin septembre 2023, le portefeuille de contrats Dommages s'établit à près de 15,8 millions⁴³, en progression de +3,6% sur un an. L'équipement des particuliers dans les réseaux bancaires du Groupe Crédit Agricole est en progression par rapport à fin septembre 2022 sur l'ensemble des réseaux : à 43,1%, +0,5 point de pourcentage pour les Caisses régionales, à 27,6%, soit +0,5 point de pourcentage pour LCL, et à 18,3% pour CA Italia en intégrant la base de clientèle de Creval, soit +2,2 points de pourcentage. Le ratio combiné s'établit à 95,2%⁴⁴, en amélioration de 5,0 points de pourcentage sur un an, le troisième trimestre 2022 ayant été fortement impacté par la sinistralité climatique.

En **Prévoyance / Emprunteur / Assurances collectives**, le chiffre d'affaires du troisième trimestre 2023 s'établit à 1,3 milliard d'euros, en progression de +10,9% par rapport au troisième trimestre 2022, grâce à la forte croissance du chiffre d'affaires en prévoyance individuelle (+21,8%) et en assurances collectives. Le chiffre d'affaires sur l'assurance

4

⁴³ Périmètre : Dommages France et international

⁴⁴ Ratio combiné dommage (Pacifica) y.c actualisation et hors désactualisation : (sinistralité + frais généraux + commissions) / cotisations, net de réassurance ; Ratio combiné hors effets d'actualisation et désactualisation : 98,1%

COMMUNIQUE DE PRESSE – 3^{ème} trimestre et 9 mois 2023



emprunteurs progresse de +7,5% entre le troisième trimestre 2022 et le troisième trimestre 2023, portée par les primes uniques à l'international (notamment l'Italie) et la hausse des taux d'adossement sur les Caisses Régionales et LCL.

Le troisième trimestre a été marqué par un contexte d'aversion au risque, avec de faibles flux sur le marché de la gestion d'actifs en Europe⁴⁵. Dans ce contexte, **la Gestion d'actifs (Amundi)** a enregistré une collecte élevée soutenue notamment par les produits de trésorerie, obligataires, la gestion passive et l'Asie, sur les segments de clientèle Retail comme Institutionnels.

Les **encours gérés** atteignent 1 973 milliards d'euros au 30 septembre 2023, en hausse de +0,6% par rapport au 30 juin 2023. Sur un an, les encours progressent de +4,1% par rapport au 30 septembre 2022.

Par segment de clientèle, le **Retail** enregistre une collecte positive de +2,0 milliards d'euros, marquée comme aux trimestres précédents par un haut niveau d'aversion au risque. Elle reflète une forte collecte en produits de trésorerie (+2,7 milliards d'euros) et *a contrario* une décollecte limitée en Actifs MLT⁴⁶ (-0,7 milliard d'euros), et se décompose ainsi par type de clients :

- Les **Distributeurs Tiers** (+2,1 milliards d'euros) enregistrent une forte activité en ETF/fonds indiciels ainsi qu'en produits de trésorerie ;
- Les Réseaux Partenaires hors Amundi BOC WM (+0,3 milliard d'euros) continuent de capitaliser sur le succès des produits structurés et des fonds obligataires Buy & Watch, et retrouvent de l'intérêt pour les produits de trésorerie;
- En **Chine**, **Amundi BOC WM** est en décollecte (-0,5 milliard d'euros), la montée en puissance confirmée de la nouvelle offre en fonds ouverts n'ayant pas permis ce trimestre de compenser l'arrivée à maturité de fonds à terme.

Le segment Institutionnels enregistre une **forte collecte**, à +9,3 milliards d'euros, surtout en Actifs MLT⁴⁶(+8,5 milliards d'euros), notamment liée à 2 gros mandats, à marges faibles, avec de grands investisseurs institutionnels, en solution indicielle actions pour l'un et obligataire pour l'autre. En revanche les Assureurs CA et SG ont poursuivi leurs rachats (-3,1 milliards d'euros), liés comme les trimestres précédents aux retraits des contrats d'assurance vie en euros par leurs clients ; à noter également des prises de profits dans l'activité Epargne Salariale & Retraite (en décollecte de -0,9 milliards d'euros), les salariés d'émetteurs dont les titres ont beaucoup progressé depuis quelques mois ayant racheté leurs fonds d'actionnariat salarié.

Enfin, les **JV**⁴⁷ affichent une collecte de +2,4 milliards d'euros, grâce à la poursuite du développement de la JV indienne SBI MF (+2,0 milliards d'euros, dont +3,4 milliards d'euros en Actifs MLT⁴⁶) et à la stabilisation de la JV chinoise ABC-CA (à l'équilibre au total, mais en collecte de +0,3 Md€ hors l'écoulement prévu des actifs sur le Channel Business, activité par ailleurs en extinction et faiblement margée) ; les autres JV sont également en collecte nette positive (+0,4 Md€).

En Gestion de fortune⁴⁸, les encours gérés s'établissent au total (CA Indosuez Wealth Management et Banque privée de LCL) à 194,5 milliards d'euros à fin septembre 2023 (dont 133,0 milliards d'euros pour Indosuez Wealth Management), et sont stables par rapport à fin juin 2023, la collecte nette positive étant compensée par un effet marché défavorable.

Résultats du pôle Gestion de l'épargne et Assurances

Les données 2023 du métier Assurances, et donc les données du pôle Gestion de l'épargne et Assurances, sont comparées à des données 2022 pro-forma IFRS17.

Au troisième trimestre 2023, le pôle GEA réalise un produit net bancaire de 1 656 millions d'euros, en hausse de +10,2% par rapport au troisième trimestre 2022, avec un très haut niveau de revenus sur l'ensemble des métiers du pôle, en Assurances, Gestion d'actifs et Gestion de fortune. Les charges hors FRU sont stables à +0,8%. Ainsi le coefficient d'exploitation hors FRU s'élève à 43,4 %, en baisse de -4,1 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2022. Le résultat brut d'exploitation s'établit à 937 millions d'euros, en hausse de +18,8% par rapport au

_

⁴⁵ Sources : MorningstarFundFile, ETFGI. Fonds ouverts European & cross-border (hors mandats et fonds dédiés). Données à fin septembre 2023.

⁴⁶ Actifs Moyen-Long Terme

⁴⁷ Collecte nette incluant les actifs conseillés et commercialisés et les fonds de fonds, comprenant 100 % de la collecte nette des JV asiatiques ; pour Wafa Gestion au Maroc, la collecte nette est reprise pour la part d'Amundi dans le capital de la JV

⁴⁸ LCL Banque Privée et Indosuez Wealth Management

COMMUNIQUE DE PRESSE - 3^{ème} trimestre et 9 mois 2023



troisième trimestre 2022. L'impôt s'établit à -221 millions d'euros, en hausse de +4,5%. Le **résultat net part du Groupe** du pôle GEA s'établit à 621 millions d'euros, en hausse de +2,3% par rapport au troisième trimestre 2022 (+22,8% hors plus-value de la cession de La Médicale comptabilisée au troisième trimestre 2022 pour +101 millions d'euros). Le résultat net part du Groupe est en hausse entre le troisième trimestre 2023 et le troisième trimestre 2022, sur l'ensemble des métiers du pôle : la gestion d'actifs (+5,2%), les métiers d'assurances (+0,6% à périmètre courant et +34,0% hors plus-value de cession de La Médicale comptabilisée au troisième trimestre 2022) et la gestion de fortune (+10,3%).

Sur les neuf mois 2023, le pôle GEA réalise un **produit net bancaire** de 5 133 millions d'euros, en hausse de +20,9% par rapport aux neuf premiers mois 2022, avec une contribution positive portée par tous les métiers. Les charges hors FRU sont stables (+0,5%). Ainsi le coefficient d'exploitation hors FRU s'élève à 41,8 %, en baisse de -8,5 points de pourcentage par rapport aux neuf premiers mois 2022. Le résultat brut d'exploitation s'établit à 2 979 millions d'euros, en hausse de +41,9% par rapport aux neuf premiers mois 2022. L'impôt s'établit à -699 millions d'euros en hausse de +30,1%. Le **résultat net part du Groupe** du pôle GEA s'établit à 1 996 millions d'euros, en hausse de +39,8% par rapport aux neuf premiers mois 2022, sur l'ensemble des métiers du pôle : la gestion d'actifs (+10,3%), les métiers d'assurances (+57,7%) et la gestion de fortune (+43,0%).

Sur le premier premiers mois 2023, le pôle GEA contribue à hauteur de 38% au résultat net part du Groupe sousjacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) et à hauteur de 27% aux revenus sous-jacents hors AHM.

Au 30 septembre 2023, les fonds propres alloués au pôle s'élèvent à 12,9 milliards d'euros dont 11,1 milliards d'euros sur les Assurances, 1,3 milliard d'euros sur la Gestion d'actifs et 0,5 milliard d'euros sur la Gestion de fortune. Les emplois pondérés du pôle sont de 50,7 milliards d'euros dont 31,8 milliards d'euros sur les Assurances, 13,2 milliards d'euros sur la Gestion d'actifs et 5,8 milliards d'euros sur la Gestion de fortune.

Le **RoNE** (retour sur fonds propres alloués normalisés) **sous-jacent** du pôle s'établit quant à lui à 24,2% au 30 septembre 2023.

Résultats Assurances

Au troisième trimestre 2023, le **produit net bancaire** des assurances atteint 643 millions d'euros, en hausse de +19,4% par rapport au troisième trimestre 2022 proforma IFRS17.

Le produit net bancaire est constitué notamment ce trimestre de 398 millions d'euros de revenus sur l'Epargne retraite⁴⁹, 136 millions d'euros sur la protection des personnes⁵⁰ et 72 millions d'euros en assurances-dommages⁵¹.

Le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 562 millions d'euros et le niveau d'impôts est de -131 millions d'euros. Ainsi, **le résultat net part du Groupe** s'établit à 411 millions d'euros, en hausse de +0,6% par rapport au troisième trimestre 2022. Hors plus-value La Médicale de +101 millions d'euros enregistrée au troisième trimestre 2022, le **résultat net part du Groupe** est en hausse de +34%

La « Contractual service margin », ou CSM s'élève à 23,2 milliards d'euros au 30 septembre 2023, en augmentation de +6,5% par rapport au 31 décembre 2022 ; la CSM est en légère baisse ce trimestre en lien avec la hausse des taux et le ralentissement de la production en épargne/ retraite.

Le produit net bancaire de l'assurance sur les neuf **premiers mois 2023** atteint 2 022 millions d'euros, en hausse de +56,9% par rapport aux neuf premiers mois 2022, et de +17,5 % en rythme de croisière IFRS17⁵², en raison essentiellement d'un effet de base 2022 (non prise en compte dans le pro-forma IFRS17 des décisions de gestion sur les placements mises en œuvre en fin d'année 2022 i.e. cantonnement des fonds propres et désensibilisation du portefeuille) ; de la baisse des marchés en 2022 ; enfin de la forte sinistralité climatique au deuxième trimestre 2022. Le résultat brut d'exploitation est supérieur de +68,5% par rapport aux neuf premiers mois 2022. Enfin, la

⁵¹ Net du coût de la réassurance, hors résultat financier

⁴⁹ Montant d'allocation de CSM et de RA y.c assurance obsèques

⁵⁰ Montant d'allocation de CSM et de RA

⁵² Rythme de croisière IFRS17 : c'est-à-dire, après retraitement de l'effet de base de 2022 qui ne tenait pas compte des décisions de gestion sur les placements mises en œuvre en fin d'année 2022 (cantonnement des fonds propres et désensibilisation du portefeuille)

COMMUNIQUE DE PRESSE – 3ème trimestre et 9 mois 2023



charge d'impôt sur les neuf premiers mois 2023 augmente de +42,0%. Au final, le résultat net part du groupe atteint 1 318 millions d'euros, en hausse de +57,7% par rapport aux neuf premiers mois 2022.

Les Assurances contribuent à hauteur de 25% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) à fin septembre 2023 et de 11 % à leurs revenus sous-jacents.

Résultats Gestion d'actifs

Au troisième trimestre 2023, le produit net bancaire atteint 760 millions d'euros, en progression de +3,0% par rapport au troisième trimestre 2022, grâce à une bonne résistance des commissions de gestion et le retour à un résultat financier positif, malgré un bas niveau de commissions de surperformance. Les charges d'exploitation hors FRU sont particulièrement bien maitrisées et s'élèvent à -433 millions d'euros, stables par rapport au troisième trimestre 2022. Ainsi, le coefficient d'exploitation hors FRU s'établit à 57,0%. Le résultat brut d'exploitation augmente de +7,0% par rapport au troisième trimestre 2022. La contribution des sociétés mises en équivalence, reprenant la contribution des joint-ventures d'Amundi, s'établit à 24 millions d'euros, en hausse de +2,0% par rapport au troisième trimestre 2022, et la charge d'impôt s'élève à -80 millions d'euros, en hausse de +7,5%. Au final, le résultat net part du Groupe augmente de +5,2%, à 178 millions d'euros.

Sur les neuf premiers mois 2023, le produit net bancaire augmente de +2,2% en gestion d'actifs, tiré comme au trimestre par les revenus financiers (49 millions d'euros vs. -40 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2022) et les revenus d'Amundi Technology (+25,8% à 42 millions d'euros) ; les commissions nettes de gestion sont en légère baisse, plus modérée que celle des encours moyens hors JV, à -1,3% vs. -1,9%, traduisant une bonne résistance des marges grâce à un mix client favorable ; les commissions de surperformance en revanche sont en baisse beaucoup plus marquée, à -17,2% (89 M€ vs. 108 M€), reflétant la politique d'investissements prudente en actifs risqués.

Les charges d'exploitation hors FRU augmentent de +1,6% hors impact des coûts d'intégration Lyxor enregistrés sur les neuf premiers mois 2022 (-59 millions d'euros avant impôts). Le coefficient d'exploitation hors FRU s'élève à 55,8%, en baisse de -2,9 points de pourcentage par rapport aux neuf premiers mois 2022. Ainsi, le résultat brut d'exploitation augmente de +9,6% par rapport aux neuf premiers mois 2022. Le résultat des sociétés mises en équivalence augmente de +13,9%. Au final, le résultat net part du Groupe des neuf premiers mois s'établit à 566 millions d'euros en hausse de +10,3%.

La Gestion d'actifs contribue à hauteur de 11% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) à fin septembre 2023 et 12% de leurs revenus sous-jacents.

Résultats Gestion de fortune⁵³

Le **produit net bancaire** de la gestion de fortune s'établit à 253 millions d'euros au troisième trimestre 2023, en hausse de +12,1% par rapport au troisième trimestre 2022, soutenu par la hausse des taux qui impacte positivement la marge d'intérêt, qui augmente de +33% entre le troisième trimestre 2023 et le troisième trimestre 2022. Les **charges hors FRU** atteignent 204 millions d'euros, en hausse de +7,1%, principalement impactées la hausse des charges de personnel. Le **coefficient d'exploitation** diminue de -3,8 points de pourcentage sur trois mois pour s'établir à 80,5%. Le résultat brut d'exploitation progresse de +38,9% à 49 millions d'euros. Le **résultat net part du Groupe** atteint 32 millions d'euros, en hausse de +10,3% par rapport au troisième trimestre 2022.

Sur les neuf premiers mois 2023, le produit net bancaire du métier gestion de fortune est en forte augmentation de +15,5% par rapport aux neuf premiers mois 2022, pour atteindre 776 millions d'euros. Les charges hors FRU sont en augmentation de +7,1%. Le résultat brut d'exploitation augmente ainsi de +63,2% pour s'établir à 165 millions d'euros. Ainsi, le résultat net part du Groupe augmente de +43,0% pour atteindre 112 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2023.

⁵³ Périmètre Indosuez Wealth Management



La Gestion de fortune contribue à hauteur de 2% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) à fin septembre 2023 et 4% de leurs revenus sous-jacents.

Activité du pôle Grandes clientèles

La Banque de financement et d'investissement (BFI) confirme sa dynamique au troisième trimestre 2023, tandis que pour les services financiers aux institutionnels, le trimestre est marqué par la consolidation de RBC IS Europe.

Au troisième trimestre, les revenus sous-jacents⁵⁴ de la Banque de financement et d'investissement (BFI) sont en hausse de +9,2% par rapport au troisième trimestre 2022, à 1 415 millions d'euros. Cette hausse est tirée par la Banque de Marché et d'Investissement avec des revenus sous-jacents à 660 millions d'euros, en hausse de +26,8% par rapport au troisième trimestre 2022, grâce à de très bons résultats sur FICC (+25,6% sur la période) tirés notamment par une excellente performance sur les produits structurés et la titrisation, dans un contexte de hausse des taux. En banque d'investissement le troisième trimestre est marqué par un marché *M&A* atone compensé par une bonne activité des structurés actions. Les revenus sous-jacents de la Banque de Financement sont en baisse de -2,7% par rapport au troisième trimestre 2022 à 755 millions d'euros. La bonne performance des financements structurés (+2,4% par rapport au troisième trimestre 2022), notamment sur les financements de projets et infrastructures, ne compense pas le retrait de la banque commerciale (-5,3% par rapport au troisième trimestre 2022) sur l'activité *Corporate & Leverage Finance*, et malgré la bonne activité d'*International Trade & Transaction Banking* portée par le *cash management*.

La Banque de Financement et d'Investissement affiche ainsi des **positions de leader** sur les crédits syndiqués (#1 en France⁵⁵ et #2 en EMEA⁵⁵) et sur les émissions obligataires (#2 All bonds in EUR Worldwide⁵⁵ et #2 Green, Social & Sustainable bonds en EUR⁵⁶). La **VaR** réglementaire moyenne s'établit à 15,6 millions d'euros sur le troisième trimestre 2023 en baisse par rapport au deuxième trimestre 2023 à 17,9 millions d'euros, en lien avec l'évolution des positions et celle des marchés financiers. Elle demeure à un niveau reflétant la **gestion prudente des risques.**

Dans les **Services financiers aux institutionnels (CACEIS)**, le trimestre est marqué par la consolidation de RBC Investor Services Europe suite à la finalisation de l'acquisition des activités réalisée le 03 juillet 2023. Pour mémoire, Uptevia, joint-venture à 50/50 regroupant les métiers de services aux émetteurs⁵⁷ de CACEIS et BNP Paribas, est consolidée en mise en équivalence depuis le premier trimestre 2023.

Au troisième trimestre 2023 les **encours conservés et administrés** sont en hausse respective de +5,7% et +42,7% par rapport au deuxième trimestre 2023, grâce à la consolidation des encours d'ISB⁵⁸ et au dynamisme commercial, malgré un effet marché négatif sur le trimestre. Les **encours conservés** affichent ainsi une hausse de +13,6% à fin septembre 2023 par rapport à fin septembre 2022 pour atteindre 4 515 milliards d'euros. Les **encours administrés** sont quant à eux en hausse de +54,3% sur un an, atteignant 3 251 milliards d'euros à fin septembre 2023. Par ailleurs, les **volumes de règlement-livraison** progressent de +34% (hors ISB) au troisième trimestre 2023 par rapport au troisième trimestre 2022.

Résultats pôle Grandes clientèles

Au troisième trimestre 2023, le **produit net bancaire** du pôle Grandes clientèles atteint 1 888 millions d'euros, en forte hausse de +17,4% par rapport au troisième trimestre 2022, grâce à l'effet de la consolidation d'ISB^{58,59} dans les Services financiers aux institutionnels et une très bonne performance de la Banque de Financement et

⁵⁴ Les éléments spécifiques du trimestre de la BFI ont un impact de +0,6 millions d'euros dans la banque de financement et se composent du DVA (la partie spread émetteur de la FVA, et le secured lending) pour +2,1 millions d'euros, ainsi que de la couverture des portefeuilles de prêts pour -1,5 million d'euros

⁵⁵ Refinitiv

⁵⁶ Bloomberg

⁵⁷ Prestation opérationnelle de tenue des registres, d'organisation d'Assemblées générales et autres services aux émetteurs en France

⁵⁸ RBC Investor Services en Europe est devenu CACEIS Investor Services Bank («ISB») et est consolidé depuis le T3-2023, hors entités Jersey et UK dont les closings sont prévus dans les prochains trimestres

⁵⁹ Impacts de la consolidation d'ISB sur le T3-2023 : PNB +103,5 m€, charges -105,7 m€ et RNPG -1,1 m€



d'Investissement tirée par la banque de marché et d'investissement. Les **charges d'exploitation hors FRU** sont en hausse par rapport au troisième trimestre 2022 (+16,5%), effet de la consolidation d'ISB^{58,59}, ainsi que des frais de personnel et des investissements IT accompagnant le développement des métiers. Ainsi le **résultat brut d'exploitation** du pôle est en forte hausse par rapport au troisième trimestre 2022 à 748 millions d'euros. Le pôle enregistre une dotation nette globale du **coût du risque** de -13 millions d'euros au troisième trimestre 2023, à comparer à une dotation de -34 millions d'euros au troisième trimestre 2022, et incluant +2 millions d'euros de reprise de provisions liées à la guerre en Ukraine dont +88 millions de reprise sur les encours sains. **Le résultat avant impôts** s'élève à 739 millions d'euros, en forte hausse de +22,8% sur la période. La charge d'impôt s'élève à -203 millions d'euros. Enfin, le **résultat net part du Groupe** atteint 488 millions d'euros au troisième trimestre 2023, à comparer avec un résultat de 412 millions d'euros au troisième trimestre 2022.

Sur les **neuf premiers mois 2023**, le **produit net bancaire** du pôle Grandes clientèles s'établit à 5 844 millions d'euros, soit +10,3% par rapport aux neuf premiers mois 2022. Les **charges d'exploitation hors FRU** augmentent de +13,5% par rapport aux neuf premiers mois 2022 à 3 298 millions d'euros, essentiellement liés aux frais de personnel et aux investissements IT ainsi qu'à l'effet de la consolidation d'ISB^{58,59}. Les **charges FRU** sont en nette baisse de -29,4% par rapport aux neuf premiers mois 2022. Ainsi le **résultat brut d'exploitation** des neuf premiers mois 2023 s'élève à 2 234 millions d'euros, en hausse de +14,3% par rapport aux neuf premiers mois 2022. Le **coût du risque** termine les neuf premiers mois 2023 en dotation nette de -81 millions d'euros par rapport à une dotation de -236 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2022 qui intégrait l'impact de la guerre Ukraine /Russie et ses conséquences en termes de provisionnement sur encours sains au premier trimestre 2022. Ainsi, la contribution du métier au **résultat net part du Groupe** s'établit à 1 486 millions d'euros, en forte hausse de +22,7% par rapport aux neuf premiers mois 2022.

Le pôle contribue à hauteur de 29% au **résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) à fin septembre 2023 et de 31% aux **revenus sous-jacents** hors AHM.

Au 30 septembre 2023, les **fonds propres alloués** au pôle s'élèvent à 13,2 milliards d'euros et les **emplois pondérés** du pôle sont de 138,8 milliards d'euros.

Le **RoNE** (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent du pôle s'établit quant à lui à 15,1% à fin septembre 2023.

Résultats Banque de financement et d'investissement

Au troisième trimestre 2023, le produit net bancaire de la Banque de Financement et d'Investissement s'établit à 1 415 millions d'euros en hausse de +9,2% par rapport au troisième trimestre 2022, croissance tirée par la Banque de Marché et d'Investissement. Les charges d'exploitation hors FRU enregistrent une hausse de +5,6% pour s'établir à -806 millions d'euros, principalement en lien avec les investissements humains et IT en accompagnement du développement des métiers, et à l'ajustement des rémunérations variables en lien avec la performance de l'activité. Le résultat brut d'exploitation est en forte hausse de +14,5% par rapport au troisième trimestre 2022 et s'établit ainsi à 609 millions d'euros. Le coefficient d'exploitation hors FRU atteint 57,0%, en variation favorable de -2,0 points de pourcentage sur la période. Le coût du risque enregistre une dotation nette modérée de -14 millions d'euros, à comparer avec une dotation de -32 millions d'euros au troisième trimestre 2022. Enfin, le résultat avant impôt du troisième trimestre 2023 s'élève à 596 millions d'euros, à comparer à 501 millions d'euros au troisième trimestre 2022. La charge d'impôt atteint -181 millions d'euros. Au final, le résultat net part du Groupe s'établit à 405 millions d'euros sur le troisième trimestre 2023, en forte hausse de +13,0% par rapport au troisième trimestre 2022.

Sur les neuf premiers mois 2023, le produit net bancaire progresse de +6,3% par rapport aux premiers mois 2022 pour s'établir à 4 641 millions d'euros, soit le plus haut niveau historique pour les neuf premiers mois. Les charges hors FRU augmentent de +11,3%, principalement sur les frais de personnel et la poursuite de l'ajustement des rémunérations variables à l'activité, ainsi que sur les frais informatiques pour accompagner le développement des métiers. La contribution au FRU enregistre une baisse significative de -29,5% et s'élève à -271 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2023. Ainsi, le résultat brut d'exploitation à 1 874 millions d'euros est en nette hausse (+7,9% par rapport aux neuf premiers mois 2022). Le coût du risque enregistre une dotation de -80 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2023, contre -236 millions sur les neuf

COMMUNIQUE DE PRESSE - 3^{ème} trimestre et 9 mois 2023



premiers mois 2022 qui enregistraient le provisionnement prudent des expositions russes (provision de -346 millions d'euros sur encours sains sur la Russie au premier trimestre 2022). La charge d'impôt s'élève à -479 millions d'euros, en hausse de +25,3% en lien avec la croissance de l'activité. Au final, le résultat net part du Groupe s'établit au plus haut niveau historique à 1 284 millions d'euros pour les neuf premiers mois 2023, progressant de +17,6% sur la période.

Les emplois pondérés à fin septembre 2023 sont en baisse de -2,1 milliards d'euros par rapport à fin décembre 2022, et en croissance modérée de +2,1 milliards d'euros par rapport à fin juin 2023 à 128,1 milliards d'euros. Cette croissance modérée s'explique par l'amortissement des titrisations synthétiques et par un effet change défavorable.

Résultats Services financiers aux institutionnels

Au troisième trimestre 2023, le produit net bancaire des services financiers aux institutionnels enregistre une forte hausse de +51,5% par rapport au troisième trimestre 2022 et s'établit à 472 millions d'euros. Cette progression est principalement liée à l'effet de la consolidation d'ISB^{60,61}; elle est tirée tant par la marge nette d'intérêt, qui progresse de +67,3% sur la période, que par les commissions, qui progressent de +41,4% sur la période. Les charges d'exploitation hors FRU sont en hausse de +55,8% à -333 millions d'euros. Elles reflètent aussi l'effet de la consolidation d'ISB^{60,61} et intègrent -5,0 millions de coûts d'intégration au titre de l'acquisition d'ISB. Le résultat brut d'exploitation affiche ainsi une forte progression et s'établit à 139 millions d'euros (+42,2%) au troisième trimestre 2023. Le coefficient d'exploitation hors FRU ressort à 70,6%, et à 69,5% hors frais d'intégration d'ISB, soit une variation défavorable de +0,9 point de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2022. Le trimestre enregistre également 5 millions d'euros en résultat sur les sociétés mises en équivalence. Ce dernier intègre à présent la contribution d'Uptevia depuis le premier trimestre 2023. Le résultat net atteint ainsi 122 millions d'euros, en augmentation de +54,1% par rapport au troisième trimestre 2022. Après partage avec les minoritaires pour 38 millions d'euros, la contribution du métier au résultat net part du Groupe s'élève à 83 millions d'euros au troisième trimestre 2023, soit +55,1% par rapport au troisième trimestre 2022.

Le produit net bancaire des neuf premiers mois 2023 est en hausse de +28,4% par rapport aux neuf premiers mois 2022, effet de la consolidation d'ISB^{60,61}, de la bonne dynamique commerciale et de la marge d'intérêt, qui progresse de +91,1% sur la période. Les charges hors FRU sont en hausse de +21,3% et intègrent -14,5 millions d'euros de frais d'intégration au titre de l'acquisition des activités d'ISB60,61, tandis que les charges FRU enregistrent une forte baisse de -28,3%. Le résultat brut d'exploitation est en très forte hausse de +64,9% par rapport aux neuf premiers mois 2022. Le résultat net est ainsi en hausse de +67,5%. Au final, la contribution du métier au résultat net part du Groupe sur les neuf premiers mois 2023 s'établit à 202 millions d'euros, en progression de +69,1% par rapport aux neuf premiers mois 2022.

L'intégration complète d'ISB⁶⁰ est planifiée d'ici fin 2025 avec les migrations des clients et les fusions juridiques des entités planifiées en 2024. Le résultat net additionnel62 attendu en 2026 est de plus de 100 m€.

Activité Services financiers spécialisés

Au troisième trimestre 2023, la production commerciale de Crédit Agricole Consumer Finance (CACF) s'élève à 11,6 milliards d'euros, soit -2,1% par rapport au troisième trimestre 2022, reflétant une sélectivité accrue des dossiers tandis que l'activité demeure dynamique dans le canal Automobiles⁶³ (+6,7%). Sur une période cumulée, la production est en hausse de +7% à fin septembre 2023 par rapport à fin septembre 2022, dont +24% pour le canal Automobile. Fin septembre 2023, les encours totaux de CACF s'établissent à 111 milliards d'euros soit +12,3 % par rapport à fin septembre 2022. Les encours des entités automobiles représentent 43,5 milliards d'euros, dont 26,8 milliards au titre de Crédit Agricole Auto Bank, suite à la réorganisation des activités

⁶⁰ RBC Investor Services en Europe est devenu CACEIS Investor Services Bank («ISB») et est consolidé depuis le T3-2023, hors entités Jersey et UK dont les closings sont prévus dans les prochains trimestres

⁶¹Impacts de la consolidation d'ISB sur le T3-2023 : PNB +103,5 m€, charges -105,7 m€ et RNPG -1,1 m€

⁶² Avant minoritaire

⁶³ CA Auto Bank. JV automobiles et activités auto des autres entités



« Mobilité » de CACF et à la mise en place de l'accord avec Stellantis depuis début avril 2023. Leasys, jointventure à 50/50 avec Stellantis, contribue aux encours pour 6,8 milliards d'euros à 100%.

Pour rappel, l'activité du Crédit à la consommation a été marquée par la mise en place de l'accord entre CACF et Stellantis qui est effectif depuis début avril 2023 et se matérialise par la finalisation de la création de la joint-venture Leasys détenue à 50/50 avec Stellantis et la reprise à 100% de CA Auto Bank (anciennement FCA Bank) et Drivalia (location automobile, autopartage). S'ajoute à cela, depuis début août 2023, l'acquisition par CACF des activités d'ALD et LeasePlan dans six pays européens représentant une flotte totale de plus de 100 000 véhicules (dont 30 000 véhicules repris par Leasys et 70 000 par CA Auto Bank) et un total d'encours d'1,9 milliard d'euros.

Début septembre 2023, CACF a annoncé le développement d'une offre de services dédiés à la Mobilité à l'échelle européenne qui sera distribuée sous la marque **CA Mobility Services**. Sept pôles de services constitueront à terme le catalogue de Crédit Agricole Mobility Services : garanties, livraison, partage de véhicules, assurances, financement, charge des véhicules électriques et gestion de flottes.

La **production commerciale en affacturage** de Crédit Agricole Leasing & Factoring (CAL&F) est très soutenue sur le troisième trimestre 2023, x2,6 par rapport au troisième trimestre 2022, avec un fort dynamisme en Allemagne et en France. Le chiffre d'affaires factoré du trimestre est en progression à 28,9 milliards d'euros, en augmentation de +2%, tiré par la France notamment. Enfin, la quotité financée progresse également sur le troisième trimestre à 70,4% (+4,7 points par rapport au troisième trimestre 2022). Les encours de crédit-bail sont en hausse sur tous les métiers et atteignent 18,5 milliards d'euros à fin septembre 2023 (dont 14,9 milliards d'euros en France et 3,6 milliards d'euros à l'international) soit +8,9% comparé à fin septembre 2022.

Résultat Services financiers spécialisés

Le produit net bancaire des Services financiers spécialisés s'élève à 883 millions d'euros au troisième trimestre 2023, en hausse de +26,3% par rapport au troisième trimestre 2022. L'intégration de CA Auto Bank à 100%, y compris l'effet ALD/LeasePlan sur ce trimestre, contribue pour 202 millions d'euros au produit net bancaire. Les charges hors FRU s'élèvent à -424 millions d'euros, en hausse de +18,4%. L'intégration de CA Auto Bank à 100% y compris l'effet ALD/LeasePlan, contribue pour -73 millions d'euros aux charges ce trimestre. En conséquence, le résultat brut d'exploitation est en hausse de +34,6% à 460 millions d'euros et le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU enregistre une amélioration à 48% (-3,2 points de pourcentage). Le coût du risque publié est en hausse de +48,1% par rapport au troisième trimestre 2022 à -224 millions d'euros. L'intégration de CA Auto Bank à 100% y compris l'effet ALD/LeasePlan contribue pour -28 millions d'euros au coût du risque ce trimestre. Le résultat des sociétés mises en équivalence affiche une baisse de -93,8% à 5 millions d'euros, et comprend la création de la JV Leasys à 50/50 depuis le trimestre dernier (anciennement FCA Bank comptabilisée en JV 50/50). Hors -26 millions d'euros d'éléments one-off lié à la réorganisation des activités Mobilité de CACF⁶⁴, le résultat des sociétés mises en équivalence s'affiche à 32 millions d'euros et la création de Leasys contribue pour 17 millions d'euros ce trimestre. Le résultat net sur autres actifs s'élève à 57 millions d'euros, et comprend exclusivement des éléments liés à la réorganisation des activités Mobilité de CACF⁶⁴. Le résultat net part du Groupe atteint 204 millions d'euros, stable sur la période. Hors éléments one-off⁶⁴ sur le troisième trimestre 2023, il s'établit donc à 185 millions d'euros, en baisse de -9,7% par rapport au troisième trimestre 2022.

Sur les **neuf premiers mois 2023**, le **produit net bancaire** des Services financiers spécialisés augmente de +31,2% à 2 717 millions d'euros, porté une bonne performance de CAL&F (+9,1% comparé aux neuf premiers mois 2022) et des revenus en hausse pour CACF (+37,7% par rapport aux neuf premiers mois 2022) en lien avec l'intégration à 100% de CA Auto Bank depuis le deuxième trimestre 2023, ainsi que la reprise des activités ALD/LeasePlan sur le troisième trimestre 2023. Les différentes lignes du compte de résultat des neuf premiers mois 2023 sont impactées par la consolidation ligne à ligne de CA Auto Bank à partir du deuxième trimestre 2023. Les **éléments spécifiques**

⁶⁴ La réorganisation des activités Mobilité du Groupe CA Consumer Finance a impacté de façon exceptionnelle le deuxième trimestre (+140 millions d'euros en RNPG) et le troisième trimestre (+19 millions d'euros en RNPG) 2023 sur l'ensemble des Soldes Intermédiaires de Gestion au titre des transferts de fonds de commerce, d'indemnités reçues et versées, du traitement comptable de l'intégration à 100% de CA Auto Bank (ex-FCA Bank), de la réorganisation de l'activité de financement automobile au sein du Groupe CA Consumer Finance (en particulier la revue des solutions applicatives)



des neuf premiers mois 2023 sont concentrés sur le deuxième et le troisième trimestre 2023 et sont donc identiques à ceux mentionnés plus haut et concernent exclusivement la réorganisation des activités Mobilité de CACF⁶⁴. Hors ces éléments, le produit net bancaire du pôle s'élève à 2 417 millions d'euros, soit une hausse de +16,7% sur la période. Les charges hors FRU augmentent de +11,2% comparé aux neuf premiers mois 2022. Le coefficient d'exploitation hors FRU reste bas, à 52,3%, en amélioration de -2,5 points de pourcentage par rapport aux neuf premiers mois 2022. La contribution au FRU s'élève à -29 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2023, en baisse de -15,7% par rapport aux neuf premiers mois 2022. Le coût du risque est en hausse de +55,2% sur les neuf premiers mois 2023 par rapport à la même période en 2022. La contribution des sociétés mises en équivalence est en baisse de -46,5% par rapport aux neuf premiers mois 2022. Le résultat net part du Groupe s'établit ainsi à 476 millions d'euros, en baisse de -16,3% par rapport aux neuf premiers mois 2022, en lien principalement avec la hausse du coût du risque sur la période.

Le pôle contribue à hauteur de 9% au **résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) sur les neuf premiers mois 2023 et de 13% aux **revenus sous-jacents** hors AHM.

Au 30 septembre 2023, les **fonds propres alloués** au pôle s'élèvent à 6,5 milliards d'euros et les **emplois pondérés** du pôle sont de 68,1 milliards d'euros.

Le **RoNE** (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent du pôle s'établit quant à lui à 9,8 % au 30 septembre 2023.

Résultats Crédit à la consommation

Les résultats du troisième trimestre 2023 sont dans la lignée du deuxième trimestre 2023 qui ont été marqués favorablement par la mise en place de l'accord entre CACF et Stellantis et la réorganisation de l'activité Mobilité de CACF⁶⁴ qui est effective depuis le 3 avril 2023. Le **produit net bancaire** s'élève à 707 millions d'euros, en hausse de +30,2% par rapport au troisième trimestre 2022 sous l'effet de la consolidation de CA Auto Bank⁶⁵, d'une marge toujours pénalisée par le coût de refinancement et le taux d'usure, mais qui se redresse au cours du trimestre (les taux clients à la production sont en hausse de +31 bps au troisième trimestre 2023 par rapport au deuxième trimestre 2023). En complément, et hors effets one-off liés à la réorganisation de l'activité Mobilité de CACF⁶⁴, le produit net bancaire est en progression de +3,6% par rapport au deuxième trimestre 2023, tenant compte notamment de la reprise des activité ALD/LeasePlan depuis début août. Les charges hors FRU s'élèvent à 330 millions d'euros. Elles sont en hausse de +22,9% par rapport au troisième trimestre 2022, principalement sous l'effet de la consolidation de CA Auto Bank⁶⁶. Par conséquent, le résultat brut d'exploitation s'établit ainsi à 377 millions d'euros, en hausse de +37,7%, et le coefficient d'exploitation hors FRU s'élève à 46,6%, en amélioration de 2,8 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2022. Le coût du risque s'élève à -206 millions d'euros au troisième trimestre 2023. La hausse de +45,9% s'explique notamment par l'intégration des activités Mobilité⁶⁷ d'une part, et par les segments traditionnels en lien avec le contexte inflationniste d'autre part. Le coût du risque sur encours annualisé s'élève à 124 bps⁶⁸. Les taux de créances douteuses et de couverture s'élèvent respectivement à 4,0% (contre 3,8% à fin juin 2023) et 82,4% (contre 83,4% à fin juin) du fait principalement de l'intégration de CA Auto Bank. Le résultat des sociétés mises en équivalence affiche une baisse de -93,8% à 5 millions d'euros, il comprend la création de la JV Leasys à 50/50 depuis le trimestre dernier mais ne comprend plus FCA Bank comptabilisée en JV 50/50 jusqu'au 1er trimestre de 2023. Hors -26 millions d'euros d'éléments one-off liés à la réorganisation des activités Mobilité de CACF sur le trimestre, le résultat des sociétés mises en équivalence s'affiche à 32 millions d'euros et la création de Leasys contribue pour 17 millions d'euros ce trimestre. Le résultat net sur autres actifs s'élève à 57 millions d'euros, et comprend exclusivement des éléments liés à la réorganisation des activités Mobilité de CACF⁶⁴. La charge d'impôts atteint -67 millions d'euros. Hors éléments one-off, elle s'élève à -51 millions d'euros au troisième trimestre 2023, en hausse de +57,3%. Enfin, le résultat net part du Groupe s'élève à 149 millions d'euros (-3,6%). Hors éléments one off liés

⁶⁵ Contribution de 202 millions d'euros sur le trimestre en PNB

⁶⁶ Contribution de -73 millions d'euros sur le trimestre en charges

⁶⁷ Contribution de -28 millions d'euros sur le trimestre en coût du risque

⁶⁸ Coût du risque sur encours (en pb) annualisé calculé sur la base du coût du risque du trimestre multiplié par 4

COMMUNIQUE DE PRESSE - 3^{ème} trimestre et 9 mois 2023



à la réorganisation des activités Mobilité de CACF⁶⁴, il atteint 130 millions d'euros au troisième trimestre 2023, en baisse de -15,9%.

Sur les neuf premiers mois 2023, les éléments spécifiques qui affectent le crédit consommation se concentrent principalement sur le deuxième trimestre et plus marginalement sur le troisième trimestre avec la réorganisation des activités Mobilité de CACF. Les impacts sont identiques à ceux déjà mentionnés supra, ils concernent la réorganisation des activités Mobilité du Crédit à la consommation. Le produit net bancaire publié s'élève à 2 199 millions d'euros (+37,7%). Retraité des éléments spécifiques, il est en hausse de +18,9% par rapport aux neuf premiers mois 2022 à 1 899 millions d'euros. Les charges publiées s'élèvent à 942 millions d'euros (+15,3%) hors FRU. Retraitées des éléments spécifiques, elles sont en hausse de +13% par rapport aux neuf premiers mois 2022, la contribution au FRU s'élève à -13 millions d'euros (-17,7% par rapport aux neuf premiers mois 2022), le coefficient d'exploitation hors élément spécifique hors FRU est en baisse à 48,6% et reste à un niveau bas. En conséquence, le résultat brut d'exploitation sous-jacent est en hausse de +26% par rapport aux neuf premiers mois 2022. Le coût du risque publié s'élève à -638 millions d'euros (+78,1%). Retraité des éléments spécifiques, il augmente de 54,5%, pour atteindre -553 millions d'euros comparé aux neuf premiers mois 2022. La contribution des sociétés mises en équivalence publiée s'élève à 93 millions d'euros (-61,4%). Retraitée des éléments spécifiques, elle est en baisse de -45,3% à 131 millions d'euros. Le résultat sur autres actifs publié s'élève à 80 millions d'euros. Cette ligne est principalement composée d'éléments spécifiques. Hors ces éléments, le résultat net sur autres actifs sous-jacent s'élève à -8 millions d'euros. Enfin, le résultat net part du Groupe publié des neuf premiers mois 2023 s'élève à 507 millions d'euros (+14,3%). Retraité des éléments spécifiques, il atteint 349 millions d'euros, en baisse de -21,5%.

Résultats Leasing & Affacturage

Le **produit net bancaire** atteint 177 millions d'euros, en hausse de +12,8% par rapport au troisième trimestre 2022, tiré notamment par un effet volume et prix sur l'affacturage. A noter la poursuite de la stabilisation des revenus du crédit-bail sur le trimestre. Les charges hors FRU sont en hausse de +4 millions d'euros (+5,5%), principalement sur l'international avec une hausse des salaires en Pologne et la montée en puissance de l'activité de leasing et des développements IT en Allemagne. Le **coefficient d'exploitation hors FRU** s'élève à 53,4%, en amélioration de -3,7 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2022. En conséquence, **le résultat brut d'exploitation** atteint 82 millions d'euros, en forte hausse par rapport au troisième trimestre 2022 (+22,5%). Le **coût du risque** progresse à 18 millions d'euros sur le trimestre, en hausse essentiellement sur le leasing et le **résultat net part du Groupe** s'établit à 55 millions d'euros, en hausse de près de 10% par rapport au troisième trimestre 2022.

Sur les neuf premiers mois 2023, le produit net bancaire est en hausse de +9,1% par rapport aux neuf premiers mois 2022 à 518 millions d'euros. Les charges hors FRU sont en hausse de +5,7% à 282 millions d'euros. La contribution au FRU s'élève à -15 millions d'euros sur 2023 (-15,0% par rapport à 2022). Ainsi, le résultat brut d'exploitation affiche une forte progression à +16,2% par rapport aux neuf premiers mois 2022 pour atteindre 221 millions d'euros. Le coefficient d'exploitation sous-jacent hors FRU s'établit à 54,4%, en amélioration de 1,8 point de pourcentage par rapport aux neuf premiers mois 2022. Le coût du risque est en hausse sur la période (+63,8%). Enfin, le résultat net part du Groupe sous-jacent s'élève à 127 millions d'euros, en hausse de +2,2% par rapport aux neuf premiers mois 2022.

Activité de la Banque de proximité Crédit Agricole S.A.

En **Banques de proximité** chez Crédit Agricole S.A. ce trimestre, la production de crédits suit la tendance de marché et poursuit son ralentissement notamment chez LCL, dans un contexte de hausse des taux, mais la conquête reste soutenue, et l'équipement des clients en assurances est dynamique.



Activité Banque de proximité en France

Pour la Banque de proximité en France, la production de crédit chez LCL baisse au troisième trimestre 2023 et s'élève à 6,8 milliards d'euros, soit -39,5% par rapport au troisième trimestre 2022, en lien avec le ralentissement global du marché lié au contexte de hausse des taux du marché et avec un effet base lié au niveau de production élevé en 2022. Sur le marché des Professionnels, la production est en baisse de -29,4% par rapport au troisième trimestre 2022, -28,5% sur le marché Entreprises, -51,1% sur l'Habitat dans un contexte de ralentissement du marché français (-44,3% sur la production habitat selon la Banque de France août 2023/août 2022), tandis que les taux à la production des prêts habitat poursuivent leur hausse (+56 points de base du taux entre le deuxième trimestre 2023 et le troisième trimestre 2023 chez LCL). Le taux à la signature s'établit à 4,41% (semaine du 09 au 13 octobre 2023). Les encours de crédits atteignent 168,0 milliards d'euros à fin septembre 2023 en hausse de +4,2% par rapport à fin septembre 2022, dont +5,2% sur les crédits habitats, +4,5% sur les crédits aux professionnels, +1,6% sur les crédits aux entreprises et +1,0% sur les crédits à la consommation. Les encours de collecte, qui s'établissent à 241,0 milliards d'euros à fin septembre 2023, sont également en hausse, de +4,6% par rapport à fin septembre 2022, portés par la collecte bilan (+5,6%) en lien avec la progression des comptes à terme (multipliés par 2,4 par rapport à fin septembre 2022 mais en hausse modérée de +9,4% par rapport à fin juin 2023) et des livrets (+12,8% par rapport à fin septembre 2022 mais en hausse légère à +2,1% par rapport à fin juin 2023), l'épargne hors bilan étant en hausse également par rapport à fin septembre 2022 (+2,9%).

Au troisième trimestre 2023, la conquête brute s'établit à 81 600 nouveaux clients et la conquête nette à 14 600 clients. Le taux d'équipement en assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV progresse de +0,5 point de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2022 pour s'établir à 27,6% à fin septembre 2023.

Activité Banque de proximité en Italie

L'activité de la **Banque de proximité en Italie**, reste soutenue au troisième trimestre 2023, alors que le marché italien est en baisse. Le trimestre a en effet été marqué par le succès de l'offre promotionnelle de CA Italia en crédits habitat⁶⁹. La conquête brute sur le troisième trimestre 2023 a ainsi atteint 46 000 nouveaux clients, et le fonds de commerce a cru de 15 000 clients⁷⁰. Le taux d'équipement assurance dommage⁷¹ poursuit sa progression (+2,2 points de pourcentage par rapport au troisième trimestre 2022) pour s'établir à 18,3%.

En parallèle, les encours de crédit de CA Italia à fin septembre 2023 s'établissent à 59,5⁷² milliards d'euros, en hausse de +0,9% par rapport à fin septembre 2022, contrairement au marché italien en baisse⁷³. La hausse des encours est d'ailleurs particulièrement marquée sur l'habitat avec +3,6% par rapport à fin septembre 2022, s'appuyant sur une production très dynamique, en hausse de +50% comparée au troisième trimestre 2022. Le taux moyen du stock de crédits poursuit sa progression, en hausse de +34 points de base rapport au deuxième trimestre 2023.

Enfin, les encours de collecte à fin septembre 2023 s'élèvent à 113,2 milliards d'euros, en hausse de +3,2% par rapport à fin septembre 2022. En particulier, la collecte bilan s'améliore de +6,8% par rapport à fin septembre 2022, et reste à un coût raisonnable grâce à l'importance de la collecte des particuliers, malgré la concurrence du titre souverain italien. La collecte hors bilan à l'inverse est en baisse de -1,1% par rapport à fin septembre 2022, du fait d'un effet marché essentiellement mais également d'une décollecte bien que cette dernière soit moins forte que lors des trimestres précédents.

⁶⁹ Offre de prêts habitat à taux fixe à 2,99%, campagne commerciale menée sur les mois de avril à mai 2023.

⁷⁰ Sur neuf mois la conquête brute s'établit à 130 000 clients en 2023 et la conquête nette à 45 000 clients

⁷¹ Assurances automobile, MRH, santé, juridique, tous mobiles/portables ou GAV

⁷² Net des encours POCI

⁷³ Source Abi Monthly Outlook October 23: -4,1% sept/ sept sur l'ensemble des crédits



Activité Groupe Crédit Agricole en Italie⁷⁴

Les **revenus sous-jacents** des entités en Italie progressent de 22%⁷⁴ par rapport aux neuf premiers mois 2022, notamment grâce au dynamisme de la marge nette d'intérêt de CA Italia. Enfin, la contribution de l'Italie aux **résultats** de Crédit Agricole S.A sur les neuf premiers mois 2023 s'élève à 895 millions d'euros, soit une amélioration de +30% par rapport aux neuf mois 2022.

Activité Banque de proximité à l'international hors Italie

Le périmètre de ce pôle inclue l'Egypte, la Pologne et l'Ukraine à fin septembre 2023, et couvrait également le Crédit du Maroc⁷⁵ à fin septembre 2022.

Pour la **Banque de proximité à l'international hors Italie**, l'activité commerciale a été dynamique en Pologne et Egypte.

Les **encours de crédit** des Banques de proximité à l'international hors Italie s'établissent 7,0 milliards d'euros à fin septembre 2023 en baisse de -42,8% par rapport à fin septembre 2022, cette baisse significative s'explique essentiellement par la cession du Crédit du Maroc. Retraitée des encours du Crédit du Maroc la baisse des encours s'établit à -6,6% (+1,7% à change constant) par rapport à fin septembre 2023. Les **encours de collecte** s'établissent à 10,3 milliards d'euros et sont en baisse de -31,4% par rapport à fin septembre 2023, mais stables +0,4% (+18,5% à change constant) une fois retraités des encours du Crédit du Maroc.

Plus particulièrement, à change constant **en Pologne et en Egypte**, les encours de crédit sont en hausse de +5,4% par rapport à fin septembre 2022 et les encours de collecte progressent de +14,4% sur la même période. En Pologne, les encours de crédit augmentent de +4,3% par rapport à septembre 2022 notamment tirés par la banque de détail et par la production de crédits très dynamique (+25% par rapport au troisième trimestre 2022), la collecte bilan progresse +3,0%. En **Egypte**, les encours de crédit augmentent de +10,7% à change constant par rapport à fin septembre 2022. Les encours de collecte bilan sont en forte progression de +50,3% à change constant par rapport à fin septembre 2023.

L'excédent net de collecte sur les crédits de la Pologne et de l'Egypte s'élève à 2,2 milliards d'euros au 30 septembre 2023, et atteint 3,7 milliards d'euros en incluant le périmètre de l'Ukraine⁷⁶.

Au 30 septembre 2023, le pôle **Banque de proximité** contribue à hauteur de 23% au résultat net part du Groupe des pôles métiers de Crédit Agricole S.A hors AHM et de 30% aux revenus sous-jacents hors AHM.

Au 30 septembre 2023, les fonds propres alloués au pôle s'élèvent à 9,6 milliards d'euros dont 5,0 milliards d'euros sur la Banque de proximité en France, 4,6 milliards d'euros sur la Banque de proximité à l'international. Les emplois pondérés du pôle sont de 100,3 milliards d'euros dont 52,2 milliards d'euros sur la Banque de proximité en France et 48,1 milliards d'euros sur la Banque de proximité à l'international.

Résultats Banque de proximité en France

Au troisième trimestre 2023, le produit net bancaire de LCL est en hausse de +5,9% par rapport au troisième trimestre 2022, et atteint 996 millions d'euros⁷⁷. Hors reprise sur provision Epargne Logement, le produit net bancaire reste stable à +0,4% par rapport au troisième trimestre 2022 et s'établit à 944 millions d'euros. La marge nette d'intérêt, hors reprise sur provision Epargne Logement, est en légère hausse par rapport au troisième trimestre 2022 (+0,7%) et en hausse de 6,5% par rapport au trimestre précédent, tirée par la hausse du rendement des crédits grâce à la hausse progressive du taux moyen des crédits à l'actif et par les gains issus de la macrocouverture, mais toujours pénalisée par l'augmentation du coût des ressources clients et du

⁷⁴ Au 30 septembre 2023, ce périmètre correspond à l'agrégation de l'ensemble des entités du Groupe présents en Italie : CA Italia, CACF (Agos, Leasys, CA Auto Bank), CAA (CA Vita, CACI, CA Assicurazioni), Amundi, CACIB, CAIWM, CACEIS

⁷⁵ Cession de 63,7% du capital de Crédit du Maroc le 6 décembre 2022

⁷⁶ Excédent de liquidité en Ukraine déposé essentiellement auprès de la Banque centrale en Ukraine et rémunéré en moyenne à 19,2% au troisième trimestre 2023

⁷⁷ Dont reprise sur provision Epargne Logement pour 52M€

COMMUNIQUE DE PRESSE – 3^{ème} trimestre et 9 mois 2023



refinancement. Ce trimestre les commissions restent stables également (+0,2%) sur tous les types de services. Les **charges hors FRU** sont maitrisées et s'établissent à -589 millions d'euros, en légère hausse de +3,0% par rapport au troisième trimestre 2022, en lien avec la hausse des frais de personnel (revalorisation). Le coefficient d'exploitation hors FRU diminue de 1,7 point de pourcentage, à 59,1% et demeure à un niveau bas. Le résultat brut d'exploitation est ainsi en hausse de 10,5%, à 407 millions d'euros. Le **coût du risque** poursuit sa normalisation, en hausse de +29,4% par rapport au troisième trimestre 2022 à -70 millions d'euros (stable par rapport au deuxième trimestre 2023). Le coût du risque sur encours⁷⁸ s'élève à 17 points de base. Le taux de couverture s'établit à 62,0% à fin septembre, en baisse de -0,8 point de pourcentage ce trimestre par rapport à fin juin 2023. Le taux de créances douteuses atteint 1,9% à fin septembre 2023, stable par rapport à fin juin 2023. Finalement, le **résultat net part du Groupe** atteint 264 millions d'euros, en hausse de +16,4% par rapport au troisième trimestre 2022.

Sur les neuf premiers mois de l'année 2023, les revenus de LCL diminuent de -1,5% par rapport aux neuf premiers mois de l'année 2022 et atteignent 2 891 millions d'euros, sous l'effet de la contraction de la marge nette d'intérêt (-8,1%) dans un contexte de hausse du coût du refinancement et des ressources, mais avec une hausse des commissions (+5,9%), notamment celles sur l'assurance vie et non-vie et les moyens de paiement. Les charges hors FRU sont stables (+0,1%) et le coefficient d'exploitation hors FRU reste maitrisé (+1,0 point de pourcentage) à 60,2%. Le résultat brut d'exploitation diminue ainsi de -2,0% et le coût du risque augmente de +29,2%. Au final, la contribution du métier au résultat net part du groupe atteint 673 millions d'euros et diminue de -4,0%.

Au final, le métier contribue à hauteur de 12% au **résultat net part du Groupe sous-jacent** des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors pôle AHM) aux neuf premiers mois de l'année 2023 et de 15% aux **revenus sous-jacents** hors AHM.

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent de LCL s'établit quant à lui à 15,9% au 30 septembre 2023.

Résultats Banque de proximité à l'international⁷⁹

Au troisième trimestre 2023, les revenus de la Banque de proximité à l'international s'établissent à 1 024 millions d'euros, en progression de +27,3% (+32,1% à change constant) par rapport au troisième trimestre 2022, tirés principalement par la hausse de la marge nette d'intérêt dans le contexte de hausse des taux. Les charges d'exploitation restent maitrisées malgré le contexte inflationniste et s'élèvent à -504 millions d'euros, soit +3,7% par rapport au troisième trimestre 2022, +5,6% à change constant. Ainsi, le résultat brut d'exploitation s'établit à 520 millions d'euros, en hausse de +63,3% (+75% à change constant) par rapport au troisième trimestre 2022. Le coût du risque atteint -121 millions d'euros, stable par rapport au troisième trimestre 2022. Le résultat net part du Groupe de la Banque de proximité à l'international s'établit ainsi à 225 millions d'euros, soit le double des résultats du troisième trimestre 2022 (x1,2 à change constant).

Sur les neuf premiers mois 2023, les revenus de de la Banque de proximité à l'international augmentent de +23,8% pour s'établir à 2 975 millions d'euros (+17,6% à change constant). Les charges hors FRU sont maitrisées à -1 531 millions d'euros, stables par rapport aux neuf mois 2022 à cours courant (+1,1%) et constant (+0,5%), bénéficiant d'un effet de base avec des charges d'intégration de Creval retraitées en sous-jacent en 2022 pour 30 millions d'euros. Le résultat brut d'exploitation s'établit à 1 444 millions d'euros, en hausse de +62,1% (+43,5% à change constant). Le coût du risque est en baisse de -29,1% à -362 millions d'euros par rapport aux neuf premiers mois 2022, principalement sous l'effet du provisionnement prudent au titre du risque sur l'Ukraine, retraité en résultat sous-jacent du premier trimestre 2022⁸⁰. Au final, le résultat net part du Groupe de la Banque de proximité à l'international s'établit à 600 millions d'euros, contre 123 millions aux neuf premiers mois 2022⁸⁰.

⁷⁹ Au 30 septembre 2023 ce périmètre inclus les entités de CA Italia, CA Polska, CA Egypte et CA Ukraine

⁷⁸ Sur 4 trimestres glissants

⁸⁰ Provisionnement de -195 millions d'euros au titre du risque sur l'Ukraine, retraité en résultat sous-jacent du T1-2022



Sur les neuf premiers mois 2023, la Banque de Proximité à l'International contribue à hauteur de 12% au résultat net part du Groupe sous-jacent des pôles métiers de Crédit Agricole S.A. (hors AHM) et de 15% à leurs revenus sous-jacents hors AHM.

Résultats Banque de proximité en Italie

Au troisième trimestre 2023, les revenus de Crédit Agricole Italia s'établissent à 783 millions d'euros, en hausse de +26,8% par rapport au troisième trimestre 2022. La hausse des taux continue de soutenir la marge nette d'intérêt ayant un impact positif sur le taux moyen du stock de crédits à l'actif (+34 points de base comparé au deuxième trimestre 2023). Néanmoins, la marge nette d'intérêts du troisième trimestre 2023 se stabilise comparée au deuxième trimestre 2023. Les charges d'exploitation hors FRU sont en hausse (+4,8%) par rapport au troisième trimestre 2022, à -394 millions d'euros portées les charges de personnel. Ainsi, le résultat brut d'exploitation augmente significativement (+60,9%) par rapport au troisième trimestre 2022, s'établissant à 389 millions d'euros. Le coût du risque du deuxième trimestre s'élève à -84 millions d'euros, en hausse de +35,7% par rapport au troisième trimestre 2022, dont -74 millions au titre du risque avéré, et -7 millions au titre du provisionnement pour encours sains. Le coût du risque sur encours⁸¹ est à 60⁸² points de base, en hausse de 3 points de base par rapport au deuxième trimestre 2023. Le taux de créances douteuses s'établit à 3,6%, en légère hausse par rapport au deuxième trimestre 2023 (+0,1 point) et le taux de couverture à 69,4% (+1,7 point de pourcentage par rapport au deuxième trimestre 2023). Le résultat net part du Groupe de CA Italia s'établit ainsi à 166 millions d'euros en hausse de +64,8% par rapport au troisième trimestre 2022.

Sur les **neuf premiers mois 2023**, **les revenus** de **Crédit Agricole Italia** augmentent de +23,9% pour s'établir à 2 304 millions d'euros. Les **charges hors FRU** sont maitrisées à 1 163 millions d'euros, stables par rapport aux neuf premiers mois 2022, et en hausse de +4,2% une fois retraités des coûts d'intégration Creval de -30 millions d'euros constatés en 2022. Ainsi, le **résultat brut d'exploitation** s'établit à 1 101 millions d'euros, en hausse de +63,3% par rapport aux neuf premiers mois 2022 (+56,3% après retraitement des coûts d'intégration de Creval de 2022). Le **coût du risque** est en hausse de +29,2% à -234 millions d'euros par rapport aux neuf premiers mois 2022, impacté principalement par la hausse du provisionnement des encours sains (+46 millions d'euros). Au final, **le résultat net part du Groupe** de CA Italia s'établit à 476 millions d'euros, en hausse de +68,4% par rapport aux neuf premiers mois 2022.

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent de CA Italia s'établit à 21,6% au 30 septembre 2023.

Résultats Banque de proximité à l'international - hors Italie83

Au troisième trimestre 2023, les revenus de la Banque de proximité à l'international hors Italie s'établissent à 241 millions d'euros, en progression de +29,3% (+53,3% à change constant) par rapport au troisième trimestre 2022. La hausse des revenus est marquée en Pologne et en Egypte avec +33,9% par rapport au troisième trimestre 2022 (+64,4% à change constant) portée par une marge nette d'intérêts en hausse de +81% à cours courant (+45% à cours constant). Les charges d'exploitations restent maitrisées et s'élèvent à 110 millions d'euros, stables par rapport au troisième trimestre 2022 (+8,6% à change constant). Le résultat brut d'exploitation s'établit à 131 millions d'euros, en hausse de +70,9% (x1,3 à change constant) par rapport au troisième trimestre 2022. Le coût du risque atteint -36 millions d'euros, en baisse de -37,0%, intégrant au troisième trimestre 2023 le provisionnement des prêts CHF en Pologne. Par ailleurs, à fin septembre 2023, le taux de couverture des encours de crédit reste très élevé en Pologne et en Egypte à 129% et à 160% respectivement. En Ukraine, le taux de couverture locale reste prudent. Au final, la contribution de la Banque de

.

⁸¹ Sur quatre trimestres glissants

⁸² Le coût du risque sur encours s'établit à 56 points de base en trimestre annualisé

⁸³ L'entité Crédit du Maroc est classée en IFRS 5 depuis le premier trimestre 2022 et la cession du contrôle (63,7%) a eu lieu au quatrième trimestre 2022. Les 15% restant sont à céder sous 18 mois

COMMUNIQUE DE PRESSE – 3^{ème} trimestre et 9 mois 2023



proximité à l'international hors Italie au résultat net part du Groupe est de 59 millions d'euros, x6,2 par rapport au troisième trimestre 2022.

Sur les neuf mois 2023, les revenus de la Banque de proximité à l'international hors Italie s'établissent à 671 millions d'euros, en hausse de +23,4% (+48,0% à change constant) par rapport aux neuf premiers mois 2022, tirée par la hausse de la marge net d'intérêt. Les charges d'exploitation hors FRU sont stables bénéficiant d'un effet change favorable (+0,2% par rapport aux neuf mois 2022, +10,7% à change constant) et s'élèvent à -328 millions d'euros. Ainsi, le résultat brut d'exploitation s'établit à 343 millions d'euros, en hausse de +58,4% (x1,2 à change constant) par rapport aux neuf premiers mois 2022. Le coût du risque s'établit à -128 millions d'euros, en baisse de -61,2% par rapport aux neuf premiers mois 2022 qui était impacté par le provisionnement de -195 millions d'euros au titre de l'Ukraine, retraité en résultat sous-jacent du premier trimestre 2022. Le résultat sur les activités arrêtées se réduit de 21 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2022 à 7 millions d'euros sur les neuf mois 2023, en lien avec la cession du contrôle de Crédit du Maroc au quatrième trimestre 2022. Au final, la contribution de la Banque de proximité à l'international hors Italie au résultat net part du Groupe est de 124 millions d'euros (-159 millions d'euros aux neuf premiers mois 2022, impacté alors par le provisionnement de l'Ukraine).

Le RoNE (retour sur fonds propres alloués normalisés) sous-jacent de la Banque de proximité à l'international hors Italie s'établit à 24,5% au 30 septembre 2023.

Résultat Activités hors métiers

L'effet lié aux « marges internes » au moment de la consolidation de l'activité assurances au niveau de Crédit Agricole a été comptabilisé dans le pôle Activités Hors Métiers, contribuant à réduire davantage le coefficient d'exploitation de Crédit Agricole S.A. L'impact trimestriel des marges internes est de -211 millions d'euros en revenus et de + 211 millions d'euros en charges ; l'impact sur les neuf premiers mois 2023 est de -607 millions d'euros en revenus et de + 607 millions d'euros en charges.

Le résultat net part du Groupe sous-jacent des activités hors métiers s'établit à -55 millions au troisième trimestre 2023, en hausse de +191 millions d'euros par rapport au troisième trimestre 2022. La contribution du pôle Activités hors métiers s'analyse en distinguant la contribution « structurelle » (-24 millions d'euros) des autres éléments (-31 millions d'euros).

La contribution de la **composante « structurelle »** est en hausse de +275 millions d'euros par rapport au troisième trimestre 2022 et se décompose en trois types d'activités :

- Les activités et fonctions d'organe central de Crédit Agricole S.A. entité sociale. Cette contribution atteint -64 millions d'euros au troisième trimestre 2023, en hausse de +251 millions d'euros, intégrant notamment un impact favorable de +171 millions d'euros lié à la reprise de la provision Epargne Logement.
- Les métiers non rattachés aux pôles métiers, comme CACIF (*Private equity*), CA Immobilier et BforBank intégrés en mise en équivalence. Leur contribution s'élève à +37 millions d'euros au troisième trimestre 2023, en hausse de +30 millions d'euros, bénéficiant d'un impact favorable de la revalorisation des titres Banco BPM (+30 millions d'euros avec un cours au 30 septembre 2023 à 4,535€, +6% par rapport au 30 juin 2023).
- Les **activités support du Groupe**. Leur contribution s'élève à +4 millions d'euros ce trimestre (-5 millions d'euros par rapport au troisième trimestre 2022).

La contribution des « **autres éléments** » est en baisse de -85 millions d'euros par rapport au troisième trimestre 2022, du fait d'impacts négatifs liés à la saisonnalité inflation et à la volatilité OIS/BOR ce trimestre.

Sur les neuf premiers mois 2023, le résultat net part du Groupe sous-jacent du pôle AHM s'élève à -375 millions d'euros, en hausse de +133 millions d'euros, par rapport au neuf premiers mois 2022. La composante structurelle contribue à hauteur de -480 millions d'euros et les autres éléments du pôle enregistrent une contribution de +105 millions d'euros sur les neuf premiers mois 2023.



COMMUNIQUE DE PRESSE – 3^{ème} trimestre et 9 mois 2023

La contribution de la composante « structurelle » est en hausse de +236 millions d'euros comparé au neuf premiers mois 2022 et se décompose en trois types d'activités :

- Les activités et fonctions d'organe central de Crédit Agricole S.A. entité sociale. Cette contribution atteint
 -681 millions d'euros, en hausse de +91 millions d'euros par rapport au neuf premiers mois 2022, tenant compte de la reprise de provision Epargne Logement de +171 millions d'euros.
- Les métiers non rattachés aux pôles métiers, comme CACIF (*Private equity*), CA Immobilier et BforBank: leur contribution, à +188 millions d'euros, est en hausse de +149 millions d'euros par rapport au neuf premiers mois 2022.
- Les fonctions support du Groupe : leur contribution est de +12 millions d'euros, en baisse de -4 millions d'euros comparé avec la contribution sur les neuf premier mois 2022.

La contribution des « autres éléments » s'établit à 105 millions d'euros, en baisse de -104 millions d'euros par rapport au neuf premiers mois 2022.

Au 30 septembre 2023, les emplois pondérés sont de 26,0 milliards d'euros.

* *

*



Solidité financière

Groupe Crédit Agricole

Au 30 septembre 2023, le **ratio Common Equity Tier 1 (CET1) phasé** du groupe Crédit Agricole s'établit à 17,5% en vision phasée, en baisse de 10 points de base par rapport à fin juin 2023. Ainsi, le Groupe Crédit Agricole affiche un coussin substantiel de 8,2 points de pourcentage entre le niveau de son ratio CET1 et l'exigence SREP⁸⁴ fixée à 9,3% et affiche l'écart au *SREP* le plus important parmi les *GSIB* européennes⁸⁵. Le ratio CET1 non phasé atteint 17,3%.

Au cours du troisième trimestre 2023 :

- L'anticipation de l'impact de l'achat d'actions Crédit Agricole S.A. par la SAS Rue la Boétie avant la fin du premier semestre 2024 réduit le ratio CET1 de -17 points de base
- Le ratio CET1 bénéficie d'un impact de +31 points de base lié au **résultat conservé**, qui est supérieur à la croissance organique des métiers,
- L'évolution des emplois pondérés liée à la croissance organique des métiers impacte le ratio CET1 du Groupe à hauteur de -22 points de base, correspondant à la hausse des emplois pondérés des métiers (dont +2,1 milliards d'euros pour les Caisses régionales),

Le ratio Tier 1 phasé ressort à 18,7% et le ratio global phasé est à 21,5% à fin septembre 2023.

Le **ratio de levier phasé** ressort à 5,6%, bien au-dessus de l'exigence réglementaire de 3,5%. A l'exigence minimale de 3% s'ajoute, depuis le 01/01/2023 et uniquement pour les établissements d'importance systémique mondiale (G-SII) un coussin de ratio de levier, défini comme la moitié du coussin G-SII de l'entité soit s'élevant à 0,5% pour le Groupe Crédit Agricole.

Les **emplois pondérés** du Groupe Crédit Agricole s'élèvent à 605,5 milliards euros, en hausse de +9,6 milliards d'euros par rapport au 30 juin 2023. **La croissance organique des métiers** (y compris change) contribue à cette évolution pour +6,4 milliards d'euros dont +2,1 milliards d'euros d'emplois pondérés sur les Caisses régionales. **Les opérations de fusions-acquisition** concernent l'intégration de RBC IS en Europe pour 1,8 milliards d'euros, d'ALD/LeasePlan pour 1,6 milliards d'euros, ces deux opérations étant partiellement compensées par la prise en compte de la titrisation synthétique de CA Auto Bank pour -3,2 milliards d'euros. Enfin les **effets méthodologies et règlementaires**, hors impact du changement de traitement prudentiel du goodwill de l'assurance, ont un effet favorable ce trimestre de -0,9 milliard d'euros.

Seuils de déclenchement du montant maximum de distribution (MMD et L-MMD)

La transposition de la réglementation bâloise dans la loi européenne (CRD) a instauré un mécanisme de restriction des distributions applicables aux dividendes, aux instruments AT1 et aux rémunérations variables. Le principe du Montant Maximal Distribuable (MMD, somme maximale qu'une banque est autorisée à consacrer aux distributions) vise à restreindre les distributions lorsque ces dernières entraineraient en un non-respect de l'exigence globale de coussins de fonds propres.

La distance au seuil de déclenchement du MMD correspond ainsi au minimum entre les distances respectives aux exigences SREP en capital CET1, Tier 1 et Fonds propres totaux.

Le Groupe Crédit Agricole, au 30 septembre 2023, dispose d'une marge de sécurité de 768 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 47 milliards d'euros de capital CET1.

⁸⁴ Au 30 septembre 2023, hausse du coussin contracyclique (43 bps au 30/09/2023 vs. coussin de 40bps au 30/06/2023), remontant l'exigence SREP à 9,3%

⁸⁵ Sur la base des données publiques des 12 G-SIB européennes, soit au 30/09/2023, pour GCA, Barclays, BNPP, Deutsche Bank, HSBC, ING, Santander, Standard Chartered, Société Générale, Unicredit, UBS et au 30/06/2023, pour BPCE. Données CASA au 30/09/2023. Ecart au SREP ou exigence en CET1 équivalente

COMMUNIQUE DE PRESSE – 3ème trimestre et 9 mois 2023



Crédit Agricole S.A., au 30 septembre 2023, dispose d'une marge de sécurité de 354 points de base audessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 14 milliards d'euros de capital CET1.

Le non-respect de l'exigence de coussin de ratio de levier entraînerait une restriction de distributions et le calcul d'un montant maximal distribuable (L-MMD).

Au 30 septembre 2023, le Groupe Crédit Agricole dispose d'une marge de sécurité de 213 points de base audessus du seuil de déclenchement du L-MMD, soit 43 milliards d'euros de capital Tier 1.

TLAC

L'exigence de ratio TLAC a été transposée en droit de l'Union européenne *via* CRR2 et s'applique depuis le 27 juin 2019. Le Groupe Crédit Agricole doit satisfaire à tout moment aux exigences de ratio TLAC suivantes :

- un ratio TLAC supérieur à 18% des actifs pondérés des risques (*Risk Weighted Assets* RWA), niveau auquel s'ajoute, d'après la directive européenne CRD5, une exigence globale de coussins de fonds propres (incluant pour le Groupe Crédit Agricole un coussin de conservation de 2,5%, un coussin G-SIB de 1% et le coussin contracyclique fixé à 0,43% pour le groupe Crédit Agricole au 30/09/23). En tenant compte de l'exigence globale de coussins de fonds propres, le Groupe Crédit Agricole doit respecter un ratio TLAC supérieur à 21,9%;
- un ratio TLAC supérieur à 6,75% de l'exposition en levier (Leverage Ratio Exposure LRE).

L'objectif 2025 du Groupe Crédit Agricole est de conserver un ratio TLAC supérieur ou égal à 26% des RWA hors dette senior préférée éligible.

Au 30 septembre 2023, le ratio TLAC du Groupe Crédit Agricole s'élève à 27,1% des RWA et 8,2% de l'exposition en levier, hors dette senior préférée éligible⁸⁶, soit bien au-delà des exigences. Le ratio TLAC exprimé en pourcentage des actifs pondérés des risques est stable sur le trimestre, en lien avec la hausse des RWA compensée par la progression des fonds propres et éléments éligibles sur la période. Exprimé en pourcentage de l'exposition en levier (LRE), le ratio TLAC est en hausse de 10 bp par rapport à juin 2023.

Le Groupe présente ainsi un ratio TLAC hors dette senior préférée éligible supérieur de 520 points de base, soit 31 milliards d'euros, au-delà de l'exigence actuelle de 21,9% des RWA.

Au 3 octobre 2023, 5,2 milliards d'euros équivalent ont été émis sur le marché (dette senior non préférée et Tier 2) en plus des 1,25 milliard d'euros AT1. A fin septembre, le montant de titres senior non préférés du Groupe Crédit Agricole pris en compte dans le calcul du ratio TLAC s'élève à 27,6 milliards d'euros.

MREL

Les niveaux minimums à respecter sont déterminés dans des décisions prises par les autorités de résolution et notifiées à chaque établissement, puis révisées périodiquement. Le Groupe Crédit Agricole doit respecter depuis le 1er janvier 2022 une exigence minimale de MREL total de :

- 21,04% des RWA, niveau auquel s'ajoute d'après la directive européenne CRD5, une exigence globale de coussins de fonds propres (incluant pour le Groupe Crédit Agricole un coussin de conservation de 2,5%, un coussin G-SIB de 1% et le coussin contracyclique fixé à 0,43% pour le Groupe CA au 30/09/23). En tenant compte de l'exigence globale de coussins de fonds propres, le Groupe Crédit Agricole doit respecter un ratio MREL total supérieur à 25,0%;
- 6,02% de la LRE.

⁻

⁸⁶ Dans le cadre de l'analyse annuelle de sa résolvabilité, le Groupe Crédit Agricole a choisi de renoncer à la possibilité prévue par l'article 72ter(3) de CRR d'utiliser de la dette senior préférée pour le respect du TLAC en 2023.



COMMUNIQUE DE PRESSE - 3ème trimestre et 9 mois 2023

Au 30 septembre 2023, le Groupe Crédit Agricole présente un ratio MREL à 32,2% des RWA et 9,7% de l'exposition en levier, bien au-delà de l'exigence de MREL total.

Une exigence de subordination additionnelle au TLAC (« MREL subordonné ») est également déterminée par les autorités de résolution et exprimée en pourcentage des RWA et de la LRE, dans laquelle les instruments de dette senior sont exclus, à l'instar du TLAC, dont le ratio est équivalent à celui du MREL subordonné pour le Groupe Crédit Agricole. Depuis le 1er janvier 2022, cette exigence de MREL subordonné pour le Groupe Crédit Agricole n'excède pas l'exigence de TLAC.

La distance au seuil de déclenchement du montant maximum de distribution liée aux exigences de MREL (M- MMD) correspond au minimum entre les distances respectives aux exigences de MREL, MREL subordonné et TLAC exprimées en RWA.

Le Groupe Crédit Agricole, au 30 septembre 2023, dispose ainsi d'une marge de sécurité de 520 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du M-MMD, compte tenu de l'exigence TLAC applicable au 30/09/2023, soit 31 milliards d'euros de capital CET1.



Crédit Agricole S.A.

Au 30 septembre 2023, le ratio de solvabilité de Crédit Agricole S.A. s'établit au-dessus de la cible du Plan à Moyen Terme, avec un **ratio Common Equity Tier 1 (CET1)** de 11,8% en vision phasée, en hausse de 21 points de base par rapport au 30 juin 2023. Ainsi, Crédit Agricole S.A. affiche un coussin confortable de 3,6 points de pourcentage entre le niveau de son ratio CET1 et l'exigence *SREP* 87 fixée à 8,2%. Le coussin est en hausse par rapport aux 3,4 points de pourcentage à fin juin 2023 malgré la légère hausse sur le trimestre du coussin contracyclique. Le ratio CET1 non phasé atteint 11,7% au cours du troisième trimestre 2023 :

- Le ratio CET1 bénéficie d'un impact positif de +20 points de base lié au résultat conservé. Cet impact correspond au résultat net part du Groupe net des coupons AT1 et de la distribution de 50% du résultat, soit une provision pour dividendes de 26 centimes par action au troisième trimestre 2023, et une provision pour dividendes de 76 centimes par action au titre des neuf premiers mois 2023,
- L'évolution des emplois pondérés liée à la **croissance organique des métiers** impacte le ratio CET1 à hauteur de -15 points de base, intégrant une hausse des emplois pondérés des métiers à hauteur +4,9 milliards d'euros concentrée sur le pôle Grandes clientèles à hauteur de +2,1 milliards d'euros en partie liée à un effet change EUR/USD défavorable, sur le pôle Banque de proximité à hauteur de 1,5 milliards d'euros (notamment en France et en Italie) et sur l'assurance à hauteur de 1,4 milliards d'euros avec la hausse de la VME⁸⁸ en raison du résultat conservé du troisième trimestre.
- Les effets méthodologies et règlementaires qui impactent favorablement le ratio CET1 à hauteur de +16 points de base concernent principalement le changement de traitement prudentiel des goodwills de l'assurance en application de la FAQ de l'EBA qui permet d'arrêter la déduction directe des goodwills associés aux participations indirectes. Ce changement de méthode a un impact de +15 points de base.
- Les opérations de fusions-acquisitions impactent le ratio CET1 à hauteur de -4 points de base avec l'acquisition de RBC IS Europe pour -7 points de base, de ALD/LeasePlan pour -6 points de base partiellement compensées par la prise en compte ce trimestre de la titrisation synthétique de CA Auto Bank pour +11 points de base.
- Les **OCI et Autres** impactent le ratio CET1 à hauteur de +4 points de base.

Le **ratio de levier** phasé s'établit à 4,0% à fin septembre 2023, stable par rapport à fin juin 2023, au-dessus de l'exigence de 3%.

Le ratio Tier 1 phasé ressort à 13,7% et le ratio global phasé est à 17,9% ce trimestre.

Les **emplois pondérés** de Crédit Agricole S.A. s'élèvent à 383,9 milliards euros à fin septembre 2023, en hausse de +7,0 milliards d'euros par rapport au 30 juin 2023. **La contribution des métiers** (y compris effet change) s'élève à +4,0 milliards d'euros, intégrant une hausse des emplois pondérés du pôle Grandes clientèles à hauteur +2,1 milliards d'euros liée principalement à un effet change EUR/USD défavorable et la croissance du pôle Gestion de l'Epargne et Assurances compte tenu du résultat conservé de l'assurance du troisième trimestre de +0,4 milliards d'euros (y compris OCI). **Les opérations de fusions-acquisitions** décrites ci-dessus contribuent à la croissance des RWA à hauteur de +0,2 milliard d'euros (l'impact de l'acquisition de RBC IS Europe et d'ALD/LeasePlan est compensé par l'effet favorable de la titrisation CA Auto Bank).

⁸⁷ Au 30 septembre 2023, hausse du coussin contracyclique (coussin de 39 pb au 30/09/2023 vs. 34 pb au 30/06/2023), remontant l'exigence SREP à 8,2%

⁸⁸ Evolution de la VME hors OCI



Liquidité et Refinancement

L'analyse de la liquidité est réalisée à l'échelle du Groupe Crédit Agricole.

Afin de fournir une information, simple, pertinente et auditable de la situation de liquidité du Groupe, l'excédent de ressources stables du bilan cash bancaire est calculé trimestriellement.

Le bilan cash bancaire est élaboré à partir des comptes en normes IFRS du Groupe Crédit Agricole. Il repose d'abord sur l'application d'une table de passage entre les états financiers IFRS du Groupe et les compartiments du bilan cash et dont la définition est communément admise sur la place. Il correspond au périmètre bancaire, les activités d'assurance étant gérées avec leur propre contrainte prudentielle.

À la suite de la répartition des comptes IFRS dans les compartiments du bilan cash, des calculs de compensation (nettings) sont effectués. Ils concernent certains éléments de l'actif et du passif dont l'impact est symétrique en termes de risque de liquidité. Ainsi, les impôts différés, impacts de la juste valeur, dépréciations collectives, ventes à découvert et autres actifs et passifs font l'objet d'un netting pour un montant de 36 milliards d'euros à fin septembre 2023. De même, 140 milliards d'euros de repos/reverse repos sont éliminés, dans la mesure où ces encours sont la traduction de l'activité du desk Titres effectuant des opérations de prêts/emprunts de titres qui se compensent. Les autres nettings effectués pour la construction du bilan cash, pour un montant total de 202 milliards d'euros à fin septembre 2023, sont relatifs aux dérivés, appels de marge, comptes de régularisation / règlement / liaison et aux titres non liquides détenus par la Banque de financement et d'investissement (BFI) et sont intégrés au compartiment des « Actifs de négoce à la clientèle ».

Il est à noter que la centralisation à la Caisse des Dépôts et Consignations ne fait pas l'objet d'un netting dans la construction du bilan cash ; le montant de l'épargne centralisée (93 milliards d'euros à fin septembre 2023) étant intégré à l'actif dans les « Actifs de négoce à la clientèle » et au passif dans les « Ressources clientèle ».

Dans une dernière étape, d'autres retraitements permettent de corriger les encours que les normes comptables attribuent à un compartiment, alors qu'ils relèvent économiquement d'un autre compartiment. Ainsi, les émissions Senior dans les réseaux bancaires ainsi que les refinancements de la Banque Européenne d'Investissements et Caisse des Dépôts et Consignations et les autres refinancements de même type adossés à des prêts clientèle, dont le classement comptable engendrerait une affectation au compartiment « Ressources marché long terme », sont retraités pour apparaître comme des « Ressources clientèle ».

On notera que parmi les opérations de refinancement banques centrales, les encours correspondant au T-LTRO (*Targeted Longer-Term Refinancing Operations*) sont intégrés dans les « Ressources marché long terme ». En effet, les opérations de T-LTRO 3 sont assimilées à un refinancement sécurisé de long terme, identique du point de vue du risque de liquidité à une émission sécurisée.

Les opérations de pension livrée (repos) moyen-long terme sont également comprises dans les « Ressources marché long terme ».

Enfin, les contreparties bancaires de la BFI avec lesquelles nous avons une relation commerciale sont considérées comme de la clientèle pour la construction du bilan cash.

Le bilan cash bancaire du Groupe, à 1 658 milliards d'euros au 30 septembre 2023, fait apparaître un excédent des ressources stables sur emplois stables de 178 milliards d'euros, en hausse de 6 milliards d'euros par rapport à fin juin 2023 après remboursement de l'échéance de TLTRO du mois de septembre (8 Mds€).

L'encours total T-LTRO 3 pour le Groupe Crédit Agricole s'élève à 37,6 milliards d'euros⁸⁹ au 30 septembre 2023, en baisse de 8 milliards d'euros⁹⁰ remboursé sur le trimestre. A noter, concernant la position en ressources stables, que le pilotage interne du Groupe exclut le surplus temporaire de ressources stables apportées par

⁸⁹ Y compris CA Auto Bank

⁹⁰ Y compris CA Auto Bank

COMMUNIQUE DE PRESSE – 3^{ème} trimestre et 9 mois 2023



l'augmentation du refinancement T-LTRO 3, afin de sécuriser l'objectif du Plan à Moyen Terme de 110-130 milliards d'euros, indépendamment de la stratégie de remboursement.

Par ailleurs, compte-tenu des excédents de liquidité, le Groupe demeure en position prêteuse à court terme au 30 septembre 2023 (dépôts Banques centrales supérieurs au montant de l'endettement court terme net).

Les ressources de marché à moyen-long terme s'élèvent à 262 milliards d'euros au 30 septembre 2023, en hausse de 2 milliards d'euros par rapport à fin juin 2023. La hausse de la collecte stable et l'exécution du plan de refinancement compensent le remboursement de ressources T-LTRO 3 en septembre 2023.

Elles comprennent les dettes seniors collatéralisées à hauteur de 106 milliards d'euros, les dettes seniors préférées à hauteur de 104 milliards d'euros, les dettes seniors non préférées pour 30 milliards d'euros et des titres Tier 2 s'élevant à 22 milliards d'euros.

Les réserves de liquidité du Groupe, en valeur de marché et après décotes, s'élèvent à 419 milliards d'euros au 30 septembre 2023, en hausse de 15 milliards d'euros par rapport au 30 juin 2023 proforma.

Elles couvrent plus de deux fois l'endettement court terme net (hors replacements en Banques centrales).

Cette hausse des réserves de liquidité s'explique principalement par la hausse de la collecte clientèle et la réalisation du plan de financement Moyen Long Terme.

Le Groupe Crédit Agricole a par ailleurs poursuivi ses efforts afin de maintenir les réserves immédiatement disponibles (après recours au financement BCE). Les actifs non-HQLA éligibles en banque centrale après décote s'élèvent à 126 milliards d'euros.

Les établissements de crédit sont assujettis à un seuil sur le ratio LCR, fixé à 100% depuis le 1er janvier 2018.

Au 30 septembre 2023, les ratios LCR moyens sur 12 mois s'élèvent respectivement à 150,8% pour le Groupe Crédit Agricole et 145,2% pour Crédit Agricole S.A. Les ratios LCR de fin de mois s'élèvent respectivement à 143,3% pour le Groupe Crédit Agricole (soit un excédent de 86,9 milliards d'euros) et 144% pour Crédit Agricole S.A. (soit un excédent de 78,5 milliards d'euros). Ils sont supérieurs à l'objectif du Plan à Moyen Terme (environ 110%).

Par ailleurs, les ratios NSFR du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. sont supérieurs à 100%, conformément à l'exigence règlementaire entrée en application le 28 juin 2021 et supérieurs à l'objectif du Plan à Moyen Terme (>100%).

Le Groupe continue de suivre une politique prudente en matière de **refinancement à moyen long terme**, avec un accès très diversifié aux marchés, en termes de base investisseurs et de produits.

Au 30 septembre 2023, les principaux émetteurs du Groupe ont levé sur le marché l'équivalent de 56,6 milliards d'euros^{91,92} de dette à moyen long terme, dont 44% émis par Crédit Agricole S.A. On note notamment les montants suivants pour le Groupe :

- Crédit Agricole CIB a émis 14 milliards d'euros en format structuré ;
- Crédit Agricole Consumer Finance a émis 5,8 milliards d'euros sous forme de titrisations ABS et 1,9 milliards d'euros équivalent en émission MTN à travers l'entité Crédit Agricole Auto Bank (CAAB);
- Crédit Agricole Assurances a émis un Tier 2 à 10 ans pour 500 millions d'euros et a réalisé une offre de rachat sur deux souches subordonnées perpétuelles (FR0012444750 & FR0012222297) pour 500 millions d'euros en octobre

Le financement à moyen long terme du Groupe peut se décomposer à travers les catégories suivantes :

- 15,6 milliards d'euros de financement sécurisé ;
- o 19,4 milliards d'euros de financement non sécurisé vanille ;
- 14,5 milliards d'euros de financement structuré ;

⁹¹ Montant brut avant rachats et amortissements

⁹² Hors émission AT1

COMMUNIQUE DE PRESSE – 3ème trimestre et 9 mois 2023



o 7,1 milliards d'euros de dépôts institutionnels long-terme et CD.

Par ailleurs, 16,9 milliards d'euros ont également été levés hors marché et se répartissent entre :

- 12,2 milliards d'euros au travers des réseaux de banques (Banque de proximité du Groupe ou réseaux externes);
- o 3,3 milliards d'euros auprès des organismes supranationaux et institutions financières ;
- 1,4 milliard d'euros auprès de véhicules de refinancement nationaux (dont CRH).

Au 30 septembre 2023, Crédit Agricole S.A. a levé sur le marché l'équivalent de 24,8 milliards d'euros 93,94 :

La banque a levé l'équivalent de 24,8 milliards d'euros, dont 3,5 milliards d'euros en dette senior non préférée et 1,7 milliard d'euros en dette Tier 2, ainsi que 12,1 milliards d'euros de dette senior préférée et 7,5 milliards d'euros de dette senior collatéralisée. Le financement est diversifié en formats et en devises avec notamment :

- o 7,3 milliards d'euros⁹⁵;
- o 5,85 milliards de dollars américains (5,5 milliards d'euros équivalent) ;
- 1.3 milliard de livres sterling (1,4 milliard d'euros équivalent);
- o 177 milliards de yen japonais⁹⁶ (1,2 milliard d'euros équivalent) ;
- o 0,6 milliard de francs suisses (0,7 milliard d'euros équivalent) ;
- o 0,9 milliard de dollars australiens (0,6 milliard d'euros équivalent) ;
- o 0,9 milliard dollars singapouriens (0,6 milliard d'euros équivalent).
- o 1,0 milliard de Hong-Kong dollars (0,1 milliard d'euros équivalent).
- 1,0 milliard de Yuan chinois (0,1 milliard d'euros équivalent).

A noter que Crédit Agricole S.A. a réalisé 58% de son refinancement en devises hors euros depuis le début de l'année. 97,98

De plus, Crédit Agricole S.A. a émis le 3 janvier 2023 un AT1 Perpétuel NC6 ans pour 1,25 milliard d'euros au taux initial de 7,25%.

A fin septembre, le plan de financement MLT s'élève à 24,8 milliards d'euros soit une réalisation de 99% du programme de financement 2023 de 25 milliards d'euros.

_

⁹³ Montant brut avant rachats et amortissements

⁹⁴ Hors émission AT1

⁹⁵ Hors émissions senior collatéralisées

⁹⁶ Hors émissions senior collatéralisées

⁹⁷ Hors émissions senior collatéralisées

⁹⁸ Hors émission AT1



Annexe 1 – Eléments spécifiques, Groupe Crédit Agricole et Crédit Agricole S.A.

Groupe Crédit Agricole – Eléments spécifiques, T3-23, T3-22, 9M-23 et 9M-22

	T3	-23	Т3	-22	9M	-23	9M	-22
€m	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG
DVA (GC)	2	2	14	10	(21)	(15)	5	4
Couvertures de portefeuilles de prêts (GC)	(2)	(1)	(14)	(11)	(26)	(19)	59	44
Provisions Epargne logement (LCL)	52	38	-	-	52	38	34	26
Provisions Epargne logement (AHM)	230	171	-	-	230	171	53	39
Provisions Epargne logement (CR)	118	88	-	-	118	88	412	306
Déclassement d'actifs en cours de cession - PNB (BPI)	-	-	_	_	-	-	0	0
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	1	0	-	-	300	214	-	_
Provision exceptionnelle sur les moratoires en Pologne (BPI)	-	-	(21)	(17)	-	-	(21)	(17)
Amende Echange Images Chèques (AHM)	-	-	-	-	42	42	-	-
Amende Echange Images Chèques (LCL)	-	-	-	-	21	21	-	-
Amende Echange Images Chèques (CR)	-	-	-	-	42	42	-	-
Total impact en PNB	402	298	(22)	(17)	758	581	543	401
Coûts d'intégration Creval (BPI)	-	-	-	-	-	-	(30)	(18)
Coûts d'intégration Lyxor (GEA)	-	-	(9)	(4)	-	-	(59)	(31)
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	-	-	-	-	(18)	(13)	-	-
Total impact en Charges	-	-	(9)	(4)	(18)	(13)	(90)	(49)
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	-	-	-	-	(85)	(61)	-	-
Provision pour risque fonds propres Ukraine (BPI)	-	-	-	-	-	-	(195)	(195)
Total impact coût du risque de crédit	-	-	-	-	(85)	(61)	(195)	(195)
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	(26)	(26)	-	-	(39)	(39)	-	-
Total impact mise en équivalence	(26)	(26)	-	-	(39)	(39)	-	-
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	61	45	-	-	89	57	-	-
Total impact en Gains ou pertes nets sur autres actifs	61	45	-	-	89	57	-	-
Plus-value Cession La Médicale (GEA)	-	-	101	101	-	-	101	101
Déclassement d'actifs en cours de cession (BPI)	-	-	-	-	-	-	(7)	(10)
Total impact en Activités en cours de cession	-	-	101	101	-	-	94	91
Impact total des retraitements	436	317	71	79	705	525	352	248
Gestion de l'épargne et Assurances	-		92	97	-		42	70
Banque de proximité-France	170	126		-	233	189	446	331
Banque de proximité-International			(21)	(17)			(253)	(240)
Services financiers spécialisés	35	19	-	-	247	159	-	-
Grandes Clientèles	1	0	(1)	(0)	(47)	(35)	64	48
Activités hors métiers	230	171		-	272	213	53	39

^{*} Impacts avant impôts et avant intérêts minoritaires



Crédit Agricole S.A. – Eléments spécifiques, T3-23, T3-22, 9M-23 et 9M-22

	T 3	-23	<i>T</i> 3	-22	91/	1-23	9M	l-22
En m€	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG	Impact brut*	Impact en RNPG
DVA (GC)	2	2	14	10	(21)	(15)	5	4
Couvertures de portefeuilles de prêts (GC)	(2)	(1)	(14)	(10)	(26)	(19)	59	43
Provisions Epargne logement (LCL)	52	37	-	-	52	37	34	24
Provisions Epargne logement (AHM)	230	171	_	_	230	171	53	39
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	1	0	_	_	300	214	-	-
Amende Echange Images Chèques (AHM)	-	-	_	_	42	42	_	_
Amende Echange Images Chèques (LCL)	-	-	_	_	21	20	_	_
Provision exceptionnelle sur les moratoires en Pologne (BPI)	-	-	(21)	(17)	-	-	(21)	(17)
Total impact en PNB	284	209	(22)	(17)	598	450	131	93
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	-	-	-	-	(18)	(13)	-	-
Coûts d'intégration Creval (BPI)	-	-	-	-	-	-	(30)	(16)
Coûts d'intégration Lyxor (GEA)	-	-	(9)	(4)	-	-	(59)	(30)
Total impact en Charges	-	-	(9)	(4)	(18)	(13)	(90)	(46)
Provision pour risque fonds propres Ukraine (BPI)	-	-	-	-	-	-	(195)	(195)
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	-	-	-	-	(85)	(61)	-	-
Total impact coût du risque de crédit	-	-	-	-	(85)	(61)	(195)	(195)
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	(26)	(26)	-	-	(39)	(39)	-	-
Total impact Mise en équivalence	(26)	(26)	-	-	(39)	(39)	-	-
Réorganisation des activités Mobilité (SFS)	61	45	-	-	89	57	-	-
Total impact Gains ou pertes sur autres actifs	61	45	-	-	89	57	-	-
Déclassement d'actifs en cours de cession (BPI)	-	-	-	-	-	-	(7)	(10)
Plus-value Cession La Médicale (GEA)	-	-	101	101	-	-	101	101
Total impact en Activités en cours de cession	-	-	101	101	-	-	94	91
Impact total des retraitements	318	227	71	79	545	394	(60)	(57)
Gestion de l'épargne et Assurances	-	-	92	97	-	-	42	71
Banque de proximité-France	52	37	-	-	73	57	34	24
Banque de proximité-International	-		(21)	(17)	-		(253)	(238)
Services financiers spécialisés	35	19	-	-	247	159	-	
Grandes Clientèles	1	0	(1)	(0)	(47)	(34)	64	47
Activités hors métiers	230	171	-	-	272	213	53	39

^{*} Impacts avant impôts et avant intérêts minoritaires



Annexe 2 – Groupe Crédit Agricole : résultats par pôle

Groupe Crédit Agricole – Résultats par pôle, T3-23 et T3-22

				T3-23	3 (publié))		
En m€	CR	LCL	BPI	GEA	SFS	GC	АНМ	Total
Book March Languign	0.045	000	4.040	4.057	000	4 000	(507)	0.040
Produit net bancaire	3 345	996	1 046	1 657	883	1 888	(567)	9 249
Charges d'exploitation hors FRU	(2 328)	(589)	(522)	(718)	(424)	(1 139)	454	(5 265)
FRU	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat brut d'exploitation	1 018	407	524	939	460	749	(113)	3 984
Coût du risque	(254)	(70)	(126)	(0)	(224)	(13)	(6)	(693)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	1	-	1	24	5	6	0	37
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0	18	1	(5)	57	(2)	(0)	69
Résultat avant impôt	765	355	400	958	298	740	(119)	3 397
Impôts	(178)	(79)	(118)	(221)	(77)	(203)	65	(810)
Rés. net des activités abandonnées	(0)	-	2	-	(0)	-	-	2
Résultat net	587	277	284	737	220	537	(53)	2 588
Intérêts minoritaires	(0)	(0)	(42)	(110)	(17)	(39)	4	(204)
Résultat net part du Groupe	587	277	242	628	204	497	(49)	2 384

	T3-22 (publié)							
En m€	CR	LCL	GEA	BPI	SFS	GC	АНМ	Total
Produit net bancaire	3 335	940	1 512	823	699	1 607	(694)	8 222
Charges d'exploitation hors FRU	(2 226)	(572)	(713)	(503)	(358)	(978)	406	(4 943)
FRU	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat brut d'exploitation	1 109	368	799	320	341	630	(288)	3 280
Coût du risque	(273)	(54)	(0)	(119)	(151)	(34)	(5)	(636)
Coût du risque juridique	-	-	-	-	-	-	-	-
Sociétés mises en équivalence	0	-	24	0	82	5	0	111
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1	0	(2)	0	6	1	0	6
Résultat avant impôt	837	314	821	202	278	602	(293)	2 762
Impôts	(209)	(75)	(213)	(61)	(47)	(156)	25	(736)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	114	9	1	(1)	(0)	123
Résultat net	628	240	721	151	232	445	(268)	2 149
Intérêts minoritaires	(0)	2	(104)	(27)	(27)	(27)	6	(178)
Résultat net part du Groupe	628	242	617	124	205	418	(262)	1 971



Groupe Crédit Agricole – Résultats par pôle, 9M-23 et 9M-22

				9M-2	3 (publié))		
En m€	CR	LCL	BPI	GEA	SFS	GC	АНМ	Total
Produit net bancaire	10 032	2 891	3 040	5 144	2 717	5 844	(1 946)	27 722
Charges d'exploitation hors FRU	(7 217)	(1 742)	(1 542)	(2 148)	(1 224)	(3 298)	1 389	(15 782)
FRU	(111)	(44)	(40)	(6)	(29)	(312)	(77)	(620)
Résultat brut d'exploitation	2 704	1 105	1 458	2 989	1 465	2 234	(634)	11 321
Coût du risque	(831)	(205)	(366)	(1)	(686)	(81)	(8)	(2 179)
Sociétés mises en équivalence	9	-	1	73	90	17	-	190
Gains ou pertes nets sur autres actifs	6	21	1	(5)	81	3	(1)	107
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	1 887	921	1 095	3 057	950	2 173	(643)	9 438
Impôts	(467)	(217)	(321)	(696)	(254)	(561)	222	(2 293)
Rés. net des activités abandonnées	(0)	-	7	1	(0)	-	-	7
Résultat net	1 421	704	781	2 361	696	1 612	(421)	7 153
Intérêts minoritaires	(1)	(0)	(121)	(343)	(61)	(93)	(0)	(619)
Résultat net part du Groupe	1 420	704	660	2 018	635	1 519	(421)	6 534

				9M-22	(publié)			
En m€	CR	LCL	GEA	BPI	SFS	GC	АНМ	Total
Produit net bancaire	10 760	2 936	4 269	2 457	2 072	5 300	(1 841)	25 953
Charges d'exploitation hors FRU	(6 911)	(1 740)	(2 138)	(1 521)	(1 084)	(2 905)	1 278	(15 021)
FRU	(156)	(69)	(7)	(38)	(34)	(442)	(56)	(803)
Résultat brut d'exploitation	3 693	1 128	2 123	898	954	1 953	(620)	10 129
Coût du risque	(830)	(158)	(6)	(511)	(388)	(236)	(11)	(2 139)
Sociétés mises en équivalence	5	-	64	2	240	11	0	323
Gains ou pertes nets sur autres actifs	25	5	1	6	4	0	(0)	41
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	2 893	974	2 184	395	810	1 729	(631)	8 354
Impôts	(725)	(250)	(544)	(173)	(161)	(435)	78	(2 211)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	124	21	4	(1)	-	148
Résultat net	2 168	724	1 764	243	652	1 292	(553)	6 291
Intérêts minoritaires	(1)	(0)	(310)	(85)	(83)	(63)	2	(539)
Résultat net part du Groupe	2 168	724	1 454	159	569	1 229	(551)	5 752



Annexe 3 – Crédit Agricole S.A. : Résultats par pôle

Crédit Agricole S.A. – Résultats par pôle, T3-23 et T3-22

				Г3-23 (pub	lié)		
En m€	GEA	GC	SFS	BP (LCL)	ВРІ	АНМ	Total
Produit net bancaire	1 656	1 888	883	996	1 024	(103)	6 343
Charges d'exploitation hors FRU	(718)	(1 139)	(424)	(589)	(504)	(2)	(3 376)
FRU	-	-	-	-	-	-	-
Résultat brut d'exploitation	937	748	460	407	520	(105)	2 967
Coût du risque	(0)	(13)	(224)	(70)	(121)	(2)	(429)
Sociétés mises en équivalence	24	6	5	-	1	(12)	23
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(5)	(2)	57	18	1	(0)	69
Résultat avant impôt	956	739	298	355	401	(119)	2 630
Impôts	(221)	(203)	(77)	(79)	(118)	65	(633)
Rés. net des activités abandonnées	-	-	(0)	-	2	-	2
Résultat net	736	536	220	277	285	(55)	1 999
Intérêts minoritaires	(114)	(48)	(17)	(12)	(60)	0	(251)
Résultat net part du Groupe	621	488	204	264	225	(55)	1 748

		T3-22 (publié)								
En m€	GEA	GC	SFS	BP (LCL)	BPI	АНМ	Total			
Produit net bancaire	1 502	1 607	699	940	804	(232)	5 321			
Charges d'exploitation hors FRU	(713)	(978)	(358)	(572)	(486)	(21)	(3 127)			
FRU	-	-	-	-	-	-	-			
Résultat brut d'exploitation	789	630	341	368	319	(252)	2 195			
Coût du risque	(0)	(34)	(151)	(54)	(120)	(1)	(360)			
Sociétés mises en équivalence	24	5	82	-	0	(9)	102			
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(2)	1	6	0	0	0	5			
Résultat avant impôt	811	602	278	314	199	(262)	1 942			
Impôts	(211)	(156)	(47)	(75)	(60)	17	(533)			
Rés. net des activités abandonnées	114	(1)	1	-	9	(0)	123			
Résultat net	714	445	232	240	148	(246)	1 533			
Intérêts minoritaires	(106)	(33)	(27)	(13)	(38)	1	(217)			
Résultat net part du Groupe	607	412	205	227	110	(245)	1 316			



Crédit Agricole S.A. – Résultats par pôle, 9M-23 et 9M-22

			91	M-23 (publ	ié)		
En m€	GEA	GC	SFS	BP (LCL)	ВРІ	АНМ	Total
Produit net bancaire	5 133	5 844	2 717	2 891	2 975	(421)	19 140
Charges d'exploitation hors FRU	(2 148)	(3 298)	(1 224)	(1 742)	(1 491)	(20)	(9 922)
FRU	(6)	(312)	(29)	(44)	(40)	(77)	(509)
Résultat brut d'exploitation	2 979	2 234	1 465	1 105	1 444	(519)	8 709
Coût du risque	(1)	(81)	(686)	(205)	(362)	(2)	(1 338)
Sociétés mises en équivalence	73	17	90	-	2	(45)	136
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(5)	3	81	21	1	(0)	102
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	3 047	2 173	950	921	1 085	(566)	7 609
Impôts	(699)	(561)	(254)	(217)	(320)	218	(1 832)
Rés. net des activités abandonnées	1	-	(0)	-	7	-	7
Résultat net	2 349	1 612	696	704	772	(348)	5 785
Intérêts minoritaires	(353)	(125)	(61)	(31)	(172)	(27)	(771)
Résultat net part du Groupe	1 996	1 486	635	673	600	(375)	5 014

			9	<mark>9M-22 (p</mark> ul	blié)		
En m€	GEA	GC	SFS	BP (LCL)	ВРІ	АНМ	Total
Produit net bancaire	4 245	5 301	2 072	2 936	2 403	(432)	16 525
Charges d'exploitation hors FRU	(2 138)	(2 905)	(1 084)	(1 740)	(1 474)	(43)	(9 383)
FRU	(7)	(442)	(34)	(69)	(38)	(56)	(647)
Résultat brut d'exploitation	2 100	1 954	954	1 128	891	(531)	6 495
Coût du risque	(6)	(236)	(388)	(158)	(510)	(5)	(1 303)
Sociétés mises en équivalence	64	11	240	-	2	(27)	291
Gains ou pertes nets sur autres actifs	1	0	4	14	6	0	26
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	2 160	1 730	810	983	389	(563)	5 509
Impôts	(537)	(436)	(161)	(250)	(172)	73	(1 483)
Rés. net des activités abandonnées	124	(1)	4	-	21	-	147
Résultat net	1 747	1 293	652	733	238	(490)	4 174
Intérêts minoritaires	(320)	(82)	(83)	(33)	(115)	(18)	(651)
Résultat net part du Groupe	1 427	1 211	569	700	123	(508)	3 523

Annexe 4 - Données par action

Crédit Agricole S.A. – Bénéfice par action, actif net par action et RoTE

Crédit Agricole S.A. - données par action

(en m€)		T3-2023 IFRS17	T3-2022 IFRS4	9M-23 IFRS17	9M-22 IFRS4
Résultat net part du Groupe - publié		1 748	1 352	5 014	3 880
- Intérêts sur AT1 y compris frais d'émission, avant IS		(136)	(119)	(371)	(327)
RNPG attribuable aux actions ordinaires - publié	[A]	1 612	1 233	4 643	3 553
Nombre d'actions moyen, hors titres d'auto-contrôle (m)	[B]	3 043	3 029	3 031	2 957
Résultat net par action - publié	[A]/[B]	0,53 €	0,41 €	1,53 €	1,20 €
RNPG sous-jacent		1 520	1 273	4 620	3 937
RNPG sous-jacent attribuable aux actions ordinaires	[C]	1 384	1 154	4 249	3 610
Résultat net par action - sous-jacent	[C]/[B]	0,46 €	0,38 €	1,40 €	1,22 €

(en m€)	
Capitaux propres - part du Groupe	
- Emissions AT1	
- Réserves latentes OCI - part du Groupe	
Actif net non réévalué (ANC) attrib. aux actions ord.	[D]
- Écarts d'acquisition & incorporels** - part du Groupe	
ANC tangible non réévalué (ANT) attrib. aux actions ord.	[E]
Nombre d'actions, hors titres d'auto-contrôle (fin de période, m)	[F]
ANC par action, après déduction du dividende à verser (€)	[D]/[F]
ANT par action, après déduction du dividende à verser (€)	[G]=[E]/[F]

^{*} dividende proposé par le Conseil d'administration et en attente de versement ** y compris les écarts d'acquisition dans les participations ne donnant pas le contrôle

(en m€)	
Résultat net part du Groupe - publié	[K]
Dépréciation d'immobilisation incorporelle IFRIC	[L] [M]
RNPG publié annualisé	[N] = ([K]-[L]- [M])*4/3+[M]
Intérêts sur AT1 y compris frais d'émission, avant IS, annualisés	[0]
Résultat publié ajusté	[P] = [N] + [O]
AN tangible moyen non réévalué attribuable aux actions ordinaires (3)	[J]
ROTE publié ajusté (%)	= [P] / [J]
Résultat net part du Groupe sous-jacent	[Q]
RNPG sous-jacent annualisé	[R] = ([Q]- [M])*4/3+[M]
Résultat sous-jacent ajusté	[S] = [R] + [O]
ROTE sous-jacent ajusté (%)	= [S] / [J]

15,3 €	14,2 €
	-
	- -
9M-23 IFRS17	9M-22 IFRS4
5 014 0 -542	3 880 0 -682
6 866 -495	5 401 -436
6 371	4 965
43 200	40 195
14,7% 4 620	12,4% 3 937
6 341	5 477
5 846 13 5%	5 041 12 5%

30/09/23

IFRS17

69 416 (7 235)

1 644

63 825

(17255)

46 570

3 051,7

20,9€

30/09/22

IFRS4 64 295

(5988)

3 338

61 644

(18386)

43 258

3 039,5

20,3€

^{***} y compris hypothèse de distribution du résultat en cours de formation

⁽¹⁾ Moyenne de l'ANC tangible non réévalué attribuable aux actions ordinaires calculée entre les bornes 31/12/2022 et 30/09/2023

⁽²⁾ ROTE calculé sur la base d'un RNPG annualisé et de charges IFRIC linéarisées



Indicateurs Alternatifs de Performance⁹⁹

ANC Actif net comptable (non réévalué)

L'actif net comptable non réévalué correspond aux capitaux propres part du Groupe duquel ont été retraités le montant des émissions AT1, des réserves latentes liées aux valorisations par capitaux propres recyclables et du projet de distribution de dividende sur résultat annuel.

ANPA Actif Net Par Action - ANTPA Actif net tangible par action

L'actif net par action est une des méthodes de calcul pour évaluer une action. Il correspond à l'Actif net comptable rapporté au nombre d'actions en circulation en fin de période hors titres d'autocontrôle.

L'actif net tangible par action correspond à l'actif net comptable retraité des actifs incorporels et écarts d'acquisition, rapporté au nombre d'actions en circulation en fin de période hors titres d'autocontrôle.

BNPA Bénéfice Net Par Action

C'est le résultat net part du groupe de l'entreprise, net des intérêts sur la dette AT1, rapporté au nombre moyen d'actions en circulation hors titres d'autocontrôle. Il indique la part de bénéfice qui revient à chaque action (et non pas la part du bénéfice distribué à chaque actionnaire qu'est le dividende). Il peut diminuer, à bénéfice total inchangé, si le nombre d'actions augmente.

Coefficient d'exploitation

Le coefficient d'exploitation est un ratio calculé en divisant les charges par le produit net bancaire ; il indique la part de produit net bancaire nécessaire pour couvrir les charges.

Coût du risque sur encours

Le coût du risque sur encours est calculé en rapportant la charge du coût du risque (sur quatre trimestres glissants) aux encours de crédit (sur une moyenne des quatre derniers trimestres, début de période). Le coût du risque sur encours peut également être calculé en rapportant la charge annualisée du coût du risque du trimestre aux encours de crédit début de trimestre. De manière similaire, le coût du risque de la période peut être annualisé et rapporté à la moyenne encours début de période.

Depuis le premier trimestre 2019, les encours pris en compte sont les encours de crédit clientèle, avant déduction des provisions.

Le mode de calcul de l'indicateur est spécifié lors de chaque utilisation de l'indicateur.

Créance douteuse

Une créance douteuse est une créance en défaut. Un débiteur est considéré en situation de défaut lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- l'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Créance dépréciée

Une créance dépréciée est une créance ayant fait l'objet d'une provision pour risque de nonremboursement.

MREL

Le ratio MREL (*Minimum Requirement for Own Funds and Eligible Liabilities*) est défini dans la Directive européenne « Redressement et Résolution des Banques » (*Bank Recovery and Resolution Directive* -

⁹⁹ Les IAP sont des indicateurs financiers non présentés dans les comptes ou définis dans les normes comptables et utilisés dans le cadre de la communication financière, comme le RNPG sous-jacent ou le ROTE, à titre d'exemples. Ils sont utilisés pour faciliter la compréhension de la performance réelle de la société. Chaque IAP est rapproché dans sa définition à des données comptables.



BRRD). Cette directive établit un cadre pour la résolution des banques dans l'ensemble de l'Union Européenne, visant à doter les autorités de résolution d'instruments et de pouvoirs communs pour s'attaquer préventivement aux crises bancaires, préserver la stabilité financière et réduire l'exposition des contribuables aux pertes. La directive (UE) 2019/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée en droit français par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Le ratio MREL correspond à un coussin de fonds propres et de passifs éligibles devant être disponibles pour absorber les pertes en cas de résolution. Sous BRRD2, le ratio MREL est calculé comme étant le montant de fonds propres et de passifs éligibles exprimé en pourcentage des actifs pondérés des risques (RWA), ainsi qu'en pourcentage de l'exposition en levier (LRE). Sont éligibles au numérateur du ratio MREL total les fonds propres prudentiels du Groupe, ainsi que les passifs éligibles émis par l'organe central et le réseau des affiliés, c'est-à-dire les titres subordonnés, les dettes senior non préférées et certaines dettes senior préférées d'échéance résiduelle de plus d'un an.

Taux de couverture des créances dépréciées (ou douteux)

Ce taux rapporte les encours de provisions aux encours de créances clientèles brutes dépréciées.

Taux des créances dépréciées (ou douteux)

Ce taux rapporte les encours de créances clientèle brutes dépréciées sur base individuelle, avant provisions, aux encours de créances clientèle brutes totales.

TLAC

Le Conseil de stabilité financière (Financial Stability Board - FSB) a défini le calcul d'un ratio visant à estimer l'adéquation des capacités d'absorption de pertes et de recapitalisation des banques systémiques (Global Systemically Important Banks - G-SIBs). Ce ratio de Total Loss Absorbing Capacity (TLAC) fournit aux autorités de résolution le moyen d'évaluer si les G- SIBs ont une capacité suffisante d'absorption de pertes et de recapitalisation avant et pendant la résolution. Il s'applique aux établissements d'importance systémique mondiale, donc au groupe Crédit Agricole.

Sont éligibles au numérateur du ratio TLAC les fonds propres prudentiels du Groupe, ainsi que les titres subordonnés et les dettes senior non préférées éligibles d'échéance résiduelle de plus d'un an émis par Crédit Agricole SA.

RNPG Résultat net part du Groupe

Le résultat net correspond au bénéfice ou à la perte de l'exercice (après impôt sur les sociétés). Le résultat net part du Groupe est égal à ce résultat diminué de la quote-part revenant aux actionnaires minoritaires des filiales consolidées globalement.

RNPG sous-jacent

Le résultat net part du Groupe sous-jacent correspond au résultat net part du Groupe publié duquel a été retraité des éléments spécifiques (i.e. non récurrents ou exceptionnels) afin de faciliter la compréhension du résultat réel de la société.

RNPG attribuable aux actions ordinaires

Le Résultat net part du Groupe attribuable aux actions ordinaires correspond au résultat net part du Groupe duquel ont été déduits les intérêts sur la dette AT1 y compris les frais d'émissions avant impôt.

RoTE Retour sur fonds propres tangibles - Return on Tangible Equity

Le RoTE (Return on Tangible Equity) est une mesure de la rentabilité sur fonds propres tangibles en rapportant le RNPG annualisé à l'ANC du groupe retraité des immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition. Le RNPG annualisé correspond à l'annualisation du RNPG (T1x4; S1x2; 9Mx4/3) hors dépréciation d'immobilisations incorporelles et en retraitant chaque période des impacts IFRIC afin de les linéariser sur l'année.



Avertissement

L'information financière de Crédit Agricole S.A. et du Groupe Crédit Agricole pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois 2023 est constituée de ce communiqué de presse, des slides de présentation et, des annexes à cette présentation, disponibles sur le site https://www.credit-agricole.com/finance/publications-financieres.

Ce communiqué de presse peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement délégué UE 2019/980 du 14 mars 2019 (chapitre 1, article 1,d).

Ces éléments sont issus de scenarios fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés. De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs.

Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

Normes applicables et comparabilité

Les chiffres présentés au titre de la période de neuf mois close au 30 septembre 2023 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, et avec la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour. Ces informations financières ne constituent pas des états financiers pour une période intermédiaire, tels que définis par la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et n'ont pas été auditées.

Sauf mention contraire, l'ensemble des chiffres présentés dans cette présentation pour l'année 2022 sont en proforma IFRS 17

Note: Les périmètres de consolidation des groupes Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole n'ont pas changé de façon matérielle depuis le dépôt auprès de l'AMF du Document d'enregistrement universel 2022 de Crédit Agricole S.A. et de l'amendement A.01 de ce Document d'enregistrement universel 2022 comprenant les informations réglementées pour le Groupe Crédit Agricole.

La somme des valeurs contenues dans les tableaux et analyses peut différer légèrement du total en raison de l'absence de gestion des arrondis.

Au 30 juin 2023, Crédit Agricole Auto Bank est le nom de la nouvelle entité issue de la reprise à 100% de FCA Bank par Crédit Agricole Consumer Finance. Crédit Agricole Auto Bank est consolidée selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés de Crédit Agricole S.A.

Au 30 juin 2023, Leasys est la nouvelle filiale commune entre CACF et Stellantis, elle est consolidée selon la méthode de mise en équivalence dans les comptes consolidés de Crédit Agricole S.A.

Au 30 septembre 2023, Crédit Agricole Consumer Finance a finalisé l'acquisition des activités d'ALD et Lease Plan dans six pays européens. L'acquisition est réalisée par Drivalia, filiale de Crédit Agricole Auto Bank, et Leasys.

Au 30 septembre 2023, l'acquisition de RBC Investor Services' en Europe, hors entités Jersey et UK, est finalisée et l'entité a été renommée CACEIS Investor Services Bank (« ISB »). ISB est intégrée dans le périmètre de consolidation de Crédit Agricole S.A. en tant que filiale de CACEIS.



Agenda financier

8 février 2024 Publication des résultats du quatrième trimestre et de l'année 2023

3 mai 2024 Publication des résultats du premier trimestre 2024

22 mai 2024 Assemblée générale

1 août 2024 Publication des résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2024

6 novembre 2024 Publication des résultats du troisième trimestre et des neuf mois 2024

Contacts

CONTACTS PRESSE CREDIT AGRICOLE

Alexandre Barat	+ 33 1 57 72 12 19	alexandre.barat@credit-agricole-sa.fr
Olivier Tassain	+ 33 1 43 23 25 41	olivier.tassain@credit-agricole-sa.fr
Mathilde Durand	+ 33 1 57 72 19 43	mathilde.durand@credit-agricole-sa.fr
Bénédicte Gouvert	+ 33 1 49 53 43 64	benedicte.gouvert@ca-fnca.fr

CONTACTS RELATIONS INVESTISSEURS CREDIT AGRICOLE S.A.

Investisseurs institutionnels Actionnaires individuels	+ 33 1 43 23 04 31 + 33 800 000 777 (numéro vert France uniquement)	investor.relations@credit-agricole-sa.fr relation@actionnaires.credit-agricole.com
Cécile Mouton	+ 33 1 57 72 86 79	cecile.mouton@credit-agricole-sa.fr

Relations investisseurs actions:

Jean-Yann Asseraf	+ 33 1 57 72 23 81	jean-yann.asseraf@credit-agricole-sa.fr
Fethi Azzoug	+ 33 1 57 72 03 75	fethi.azzoug@credit-agricole-sa.fr
Joséphine Brouard	+ 33 1 43 23 48 33	joséphine.brouard@credit-agricole-sa.fr
Oriane Cante	+ 33 1 43 23 03 07	oriane.cante@credit-agricole-sa.fr
Nicolas lanna	+ 33 1 43 23 55 51	nicolas.ianna@credit-agricole-sa.fr
Leila Mamou	+ 33 1 57 72 07 93	leila.mamou@credit-agricole-sa.fr
Anna Pigoulevski	+ 33 1 43 23 40 59	anna.pigoulevski@credit-agricole-sa.fr
Annabelle Wiriath	+ 33 1 43 23 55 52	annabelle.wiriath@credit-agricole-sa.fr

Relations investisseurs crédit et agences de notation :

Rhita Alami Hassani	+ 33 1 43 23 15 27	rhita.alamihassani@credit-agricole-sa.fr
Gwenaëlle Lereste	+ 33 1 57 72 57 84	gwenaelle.lereste@credit-agricole-sa.fr
Florence Quintin de Kercadio	+ 33 1 43 23 25 32	florence.quintindekercadio@credit-agricole-sa.fr

Tous nos communiqués de presse sur : www.creditagricole.info





Crédit_Agricole in, Groupe Crédit Agricole oréditagricole_sa





AGIR CHAQUE JOUR DANS L'INTÉRÊT DE NOS CLIENTS ET DE LA SOCIÉTÉ

RÉSULTATS

DU 3^{EME} TRIMESTRE ET DES 9 PREMIERS MOIS 2023



Avertissement

L'information financière de Crédit Agricole S.A. et du Groupe Crédit Agricole pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois 2023 est constituée de cette présentation, des annexes à cette présentation et du communiqué de presse attachés, disponibles sur le site https://www.creditagricole.com/finance/publications-financieres.

Cette présentation peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement délégué UE 2019/980 du 14 mars 2019 (chapitre 1, article 1,d).

Ces éléments sont issus de scenarios fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés. De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs.

Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

Les chiffres présentés au titre de la période de neuf mois close au 30 septembre 2023 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, et avec la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour. Ces informations financières ne constituent pas des états financiers pour une période intermédiaire, tels que définis par la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et n'ont pas été auditées.

Sauf mention contraire, l'ensemble des chiffres présentés dans cette présentation pour l'année 2022 sont en proforma IFRS 17

Note : Les périmètres de consolidation des groupes Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole n'ont pas changé de façon matérielle depuis le dépôt auprès de l'AMF du Document d'enregistrement universel 2022 de Crédit Agricole S.A. et de l'amendement A.01 de ce Document d'enregistrement universel 2022 comprenant les informations réglementées pour le Groupe Crédit Agricole.

La somme des valeurs contenues dans les tableaux et analyses peut différer légèrement du total en raison de l'absence de gestion des arrondis.

Au 30 juin 2023, Crédit Agricole Auto Bank est le nom de la nouvelle entité issue de la reprise à 100% de FCA Bank par Crédit Agricole Consumer Finance. Crédit Agricole Auto Bank est consolidée selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés de Crédit Agricole S.A.

Au 30 juin 2023, Leasys est la nouvelle filiale commune entre CACF et Stellantis, elle est consolidée selon la méthode de mise en équivalence dans les comptes consolidés de Crédit Agricole S.A.

Au 30 septembre 2023, Crédit Agricole Consumer Finance a finalisé l'acquisition des activités d'ALD et Lease Plan dans six pays européens. L'acquisition est réalisée par Drivalia, filiale de Crédit Agricole Auto Bank, et Leasys.

Au 30 septembre 2023, l'acquisition de RBC Investor Services' en Europe, hors entités Jersey et UK, est finalisée et l'entité a été renommée CACEIS Investor Services Bank (« ISB »). ISB est intégrée dans le périmètre de consolidation de Crédit Agricole S.A. en tant que filiale de CACEIS.

NOTE

Le périmètre de consolidation du Groupe Crédit Agricole comprend :

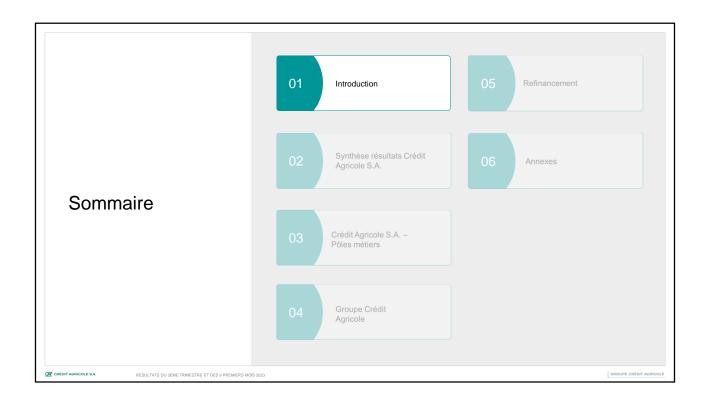
les Caisses régionales, les Caisses locales, Crédit Agricole S.A. et leurs filiales. Il s'agit du périmètre qui a été privilégié par les autorités compétentes lors des exercices de Stress tests récents pour apprécier la situation du Groupe.

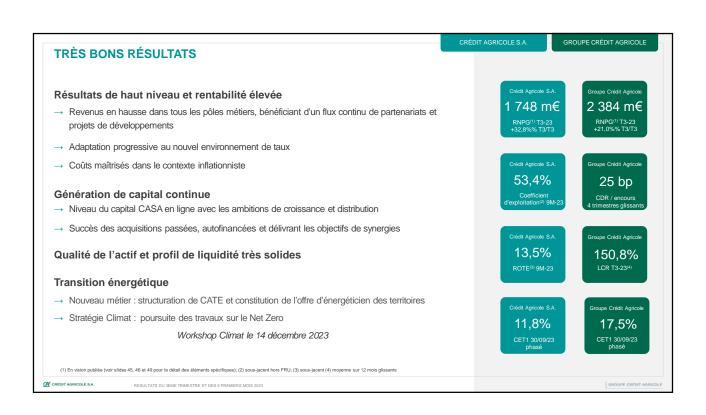
Crédit Agricole S.A.
est l'entité cotée,
qui détient notamment
les filiales mêtier (Gestion de
l'épargne et Assurances,
Grandes clientéles, Services
financiers spécialisés ainsi que
Banque de proximité en France
ct à l'integrational)

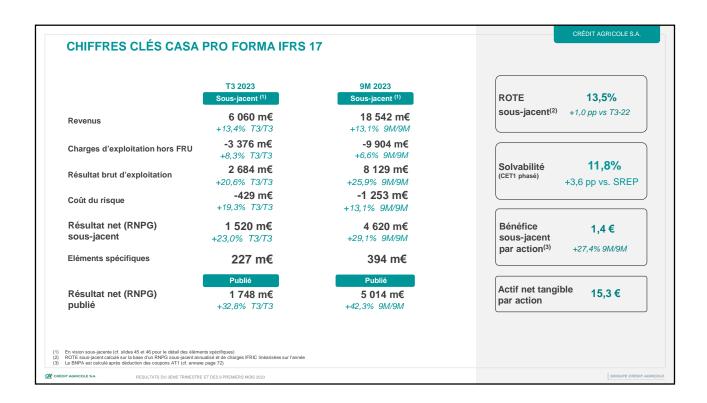
CRÉDIT AGRICOLE SA

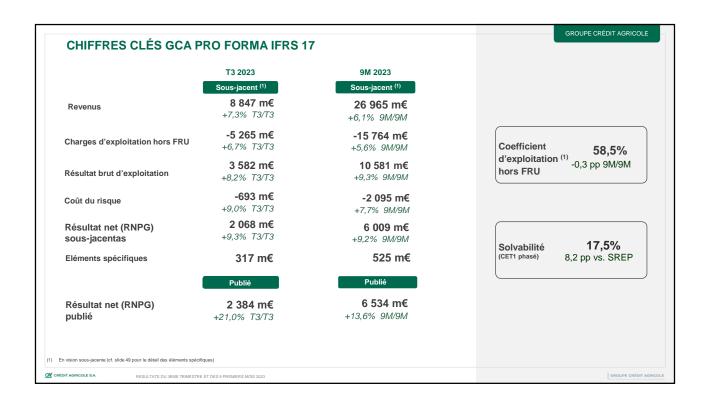
RESULTATS DU 3EME TRIMESTRE ET DES 9 PREMIERS MOIS 2023

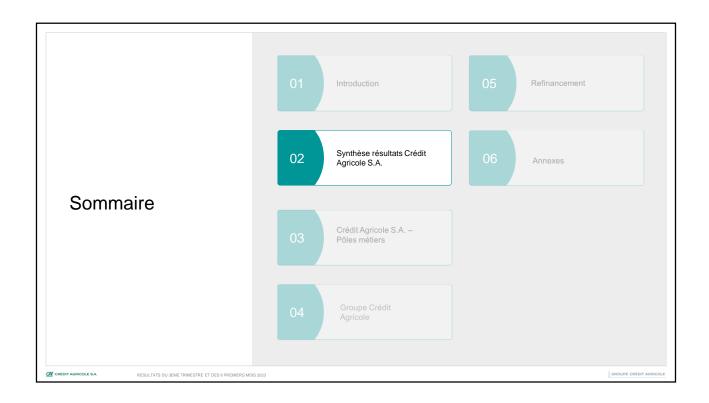
GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

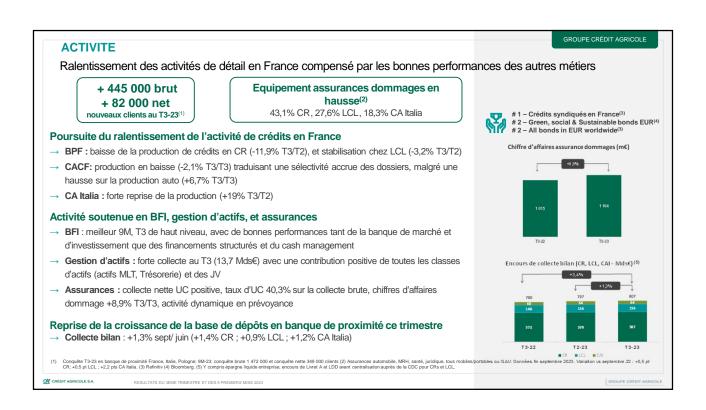




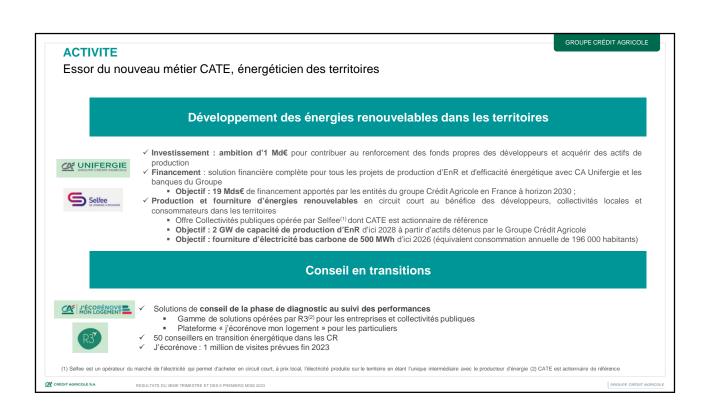


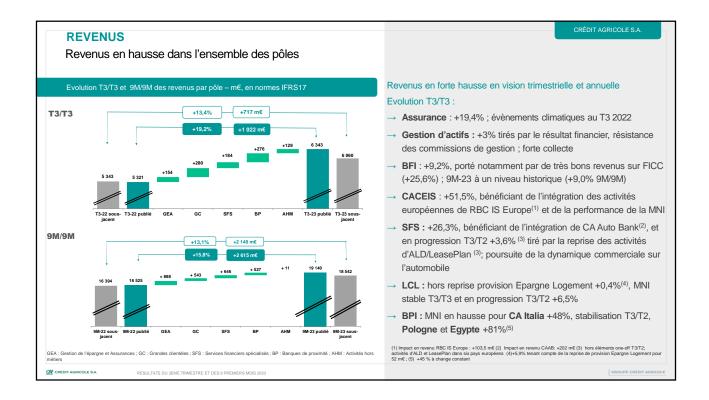


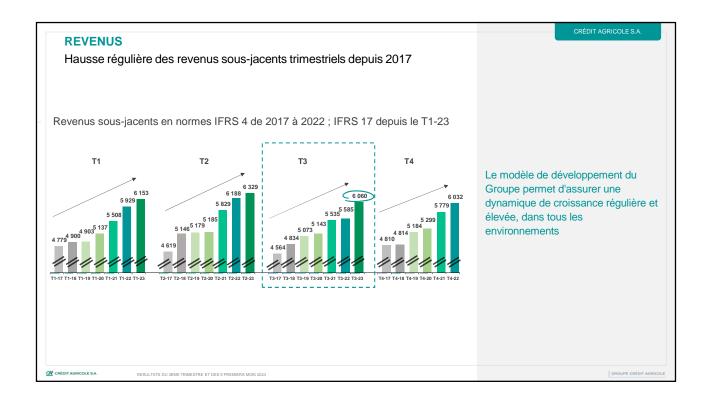


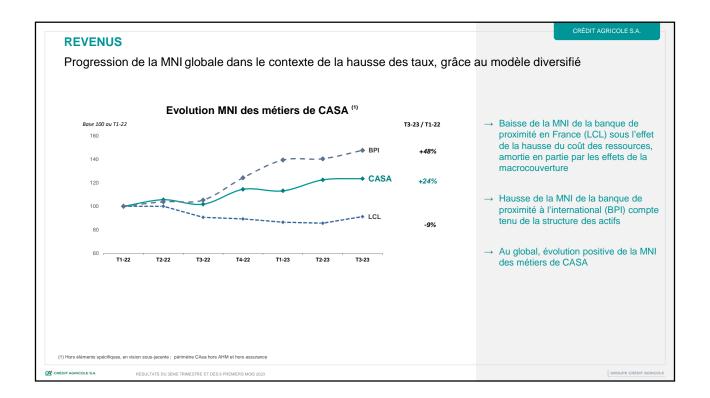


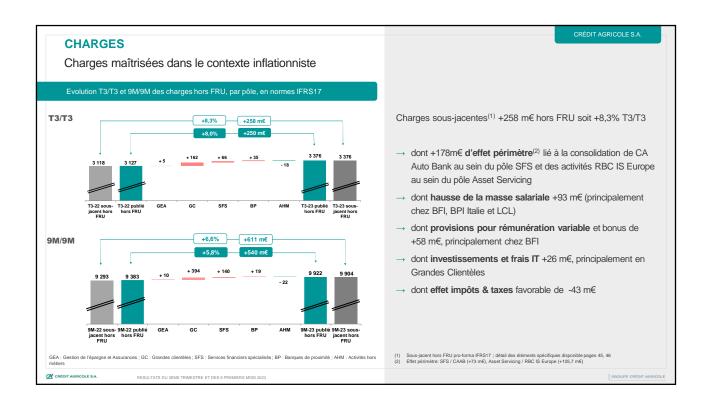


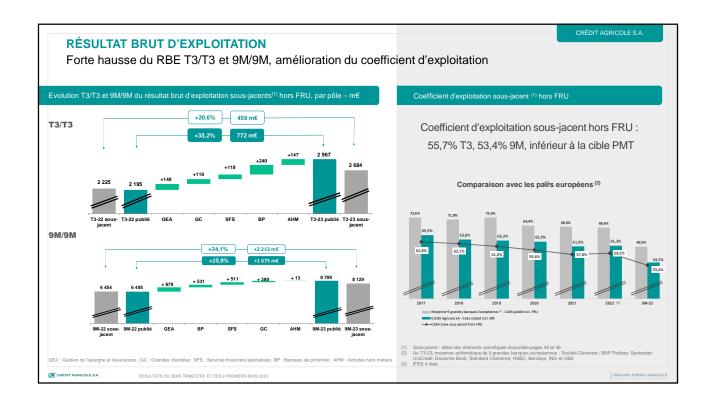


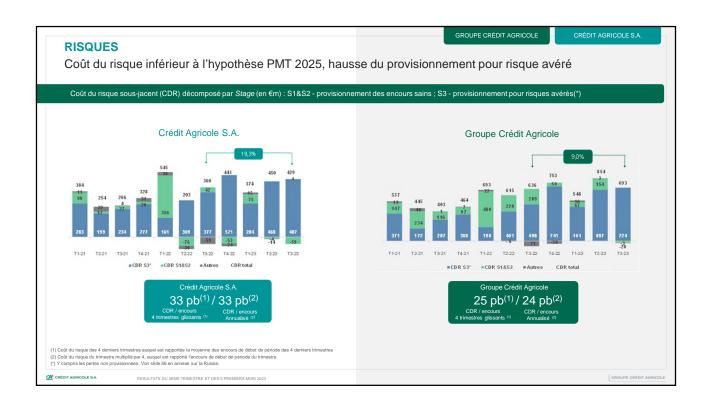


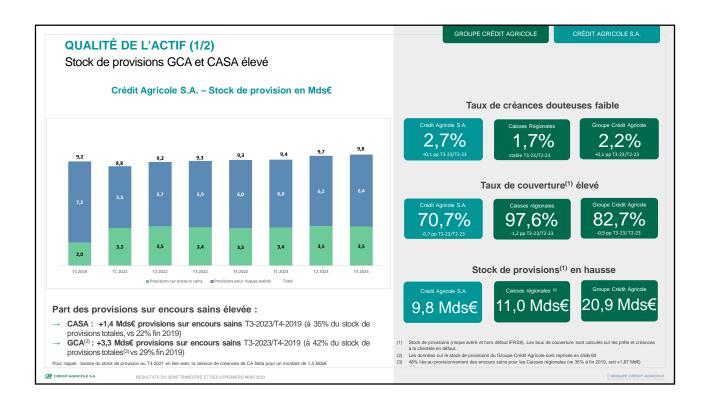


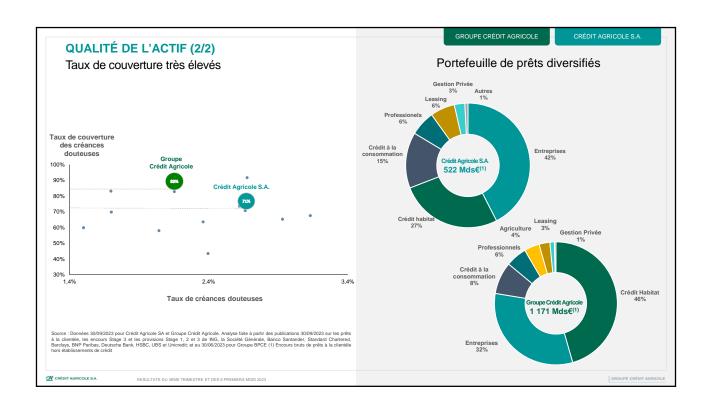


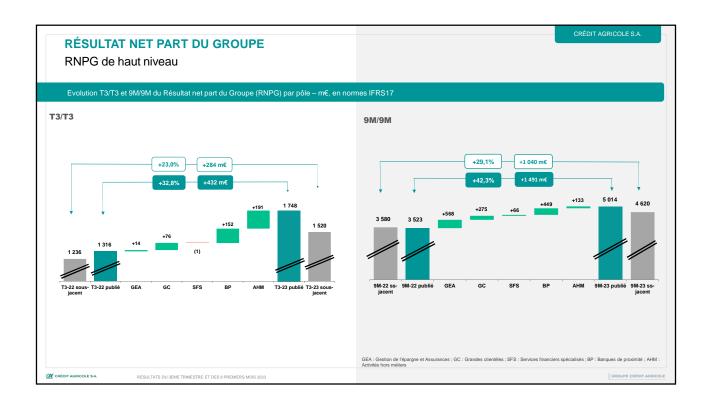


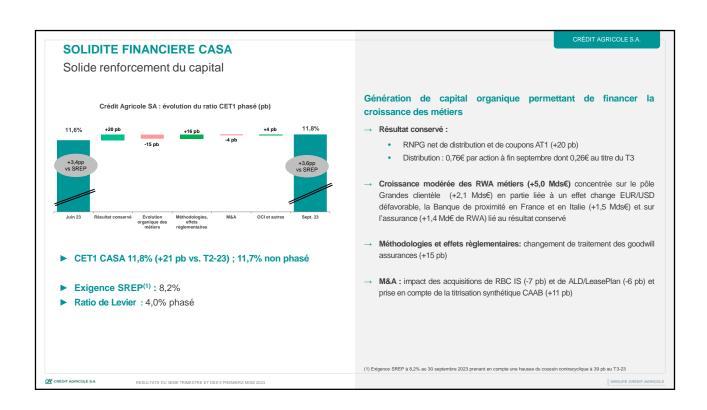


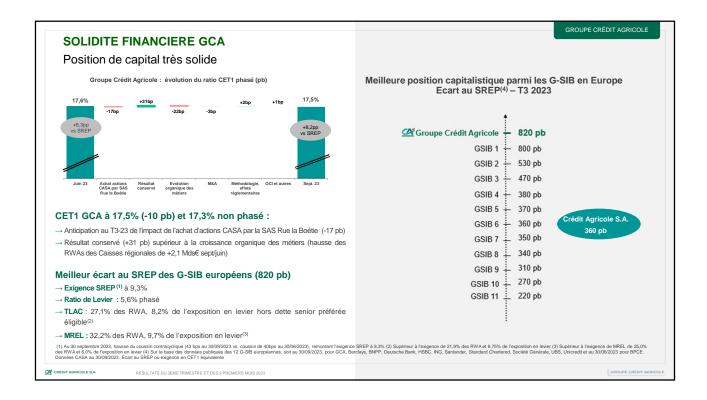


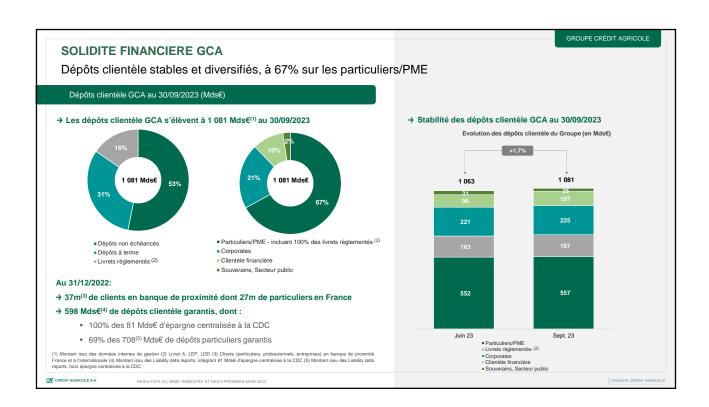


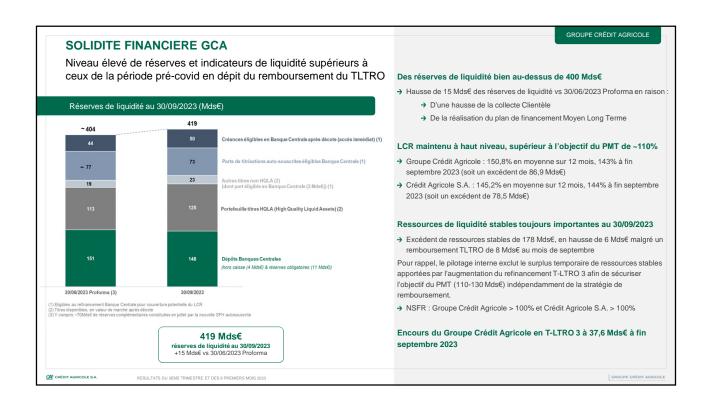


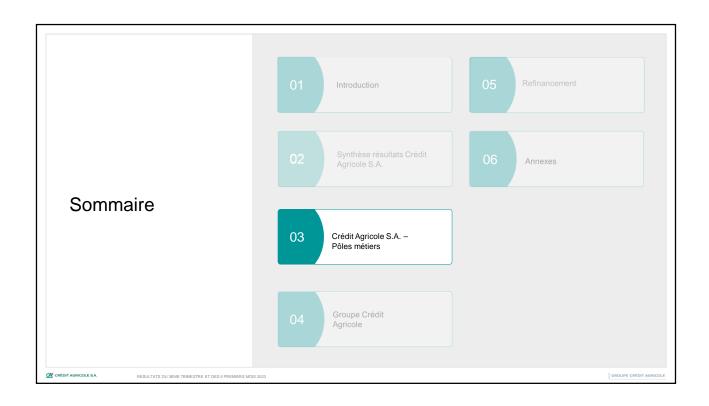


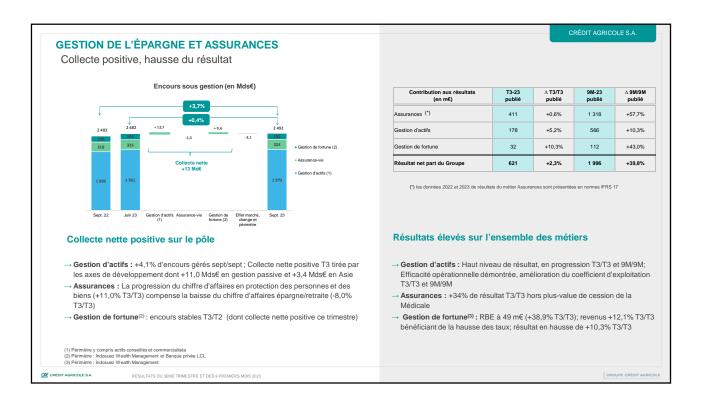


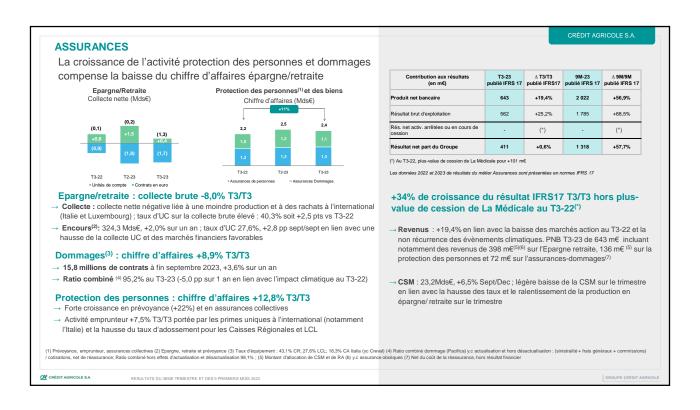


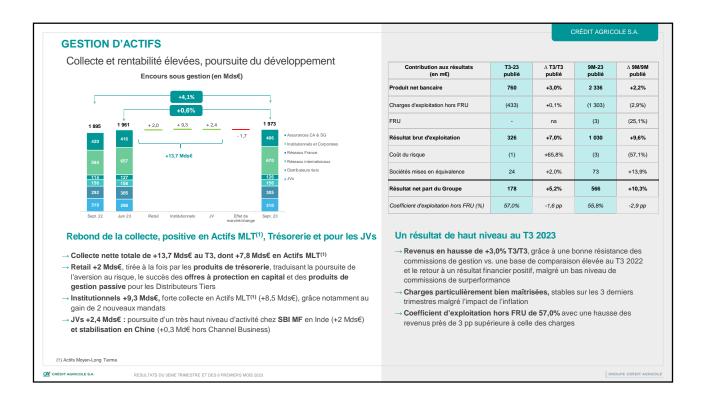


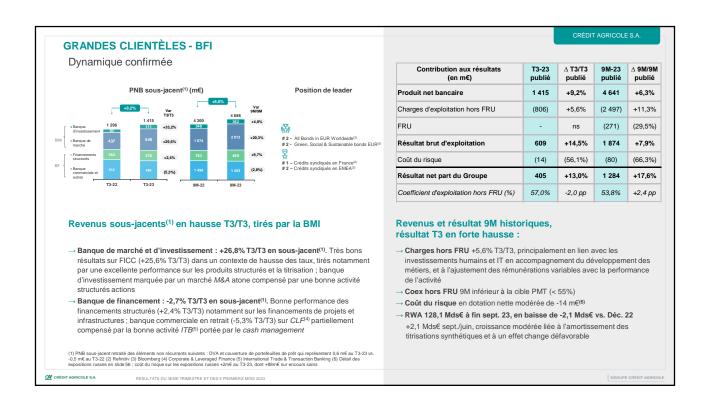


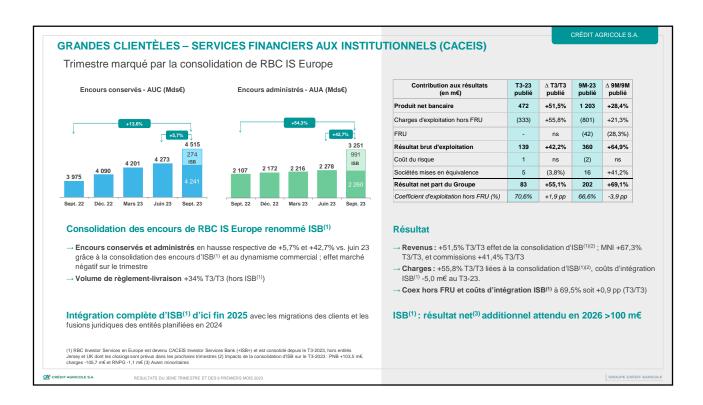


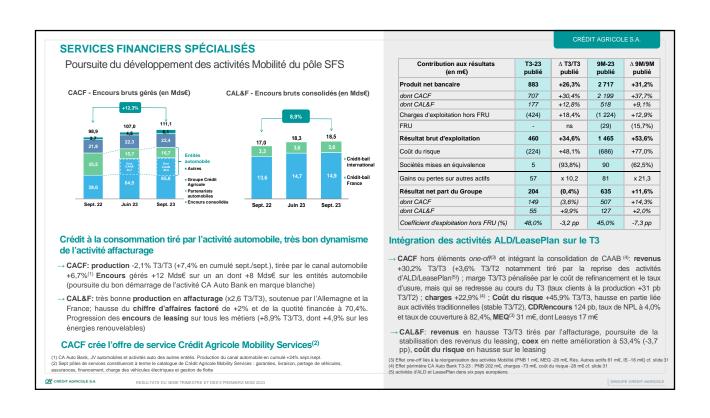




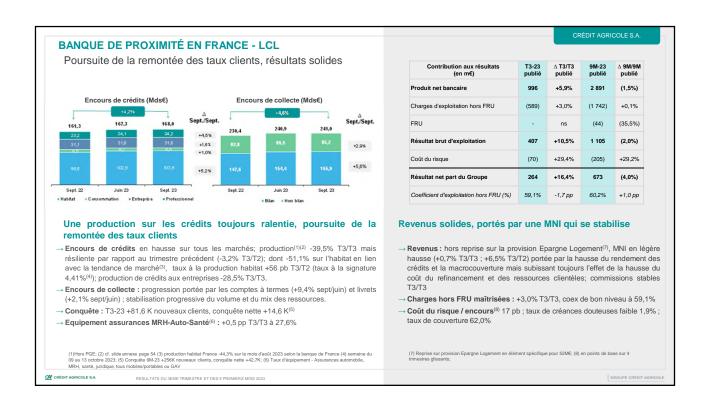


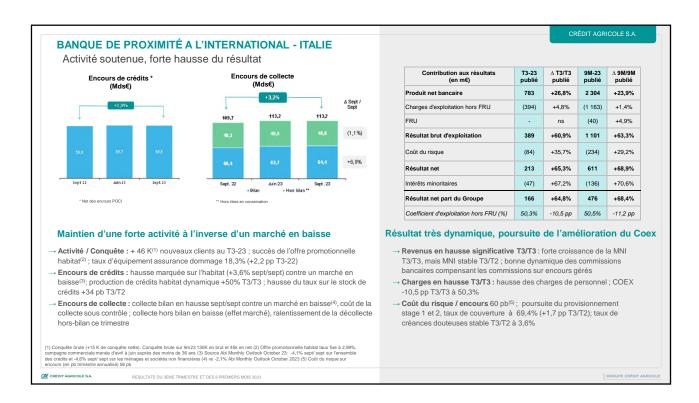


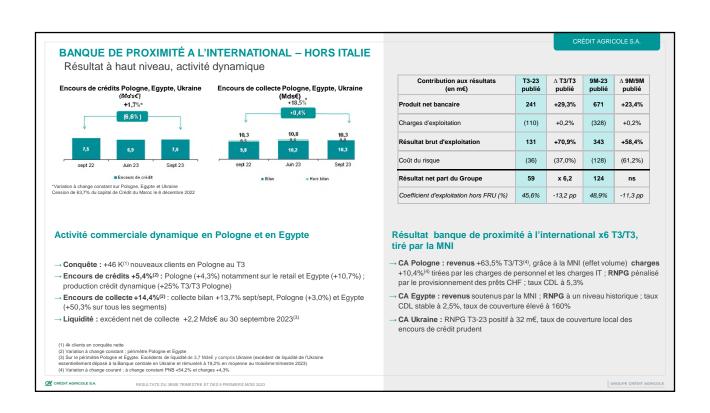


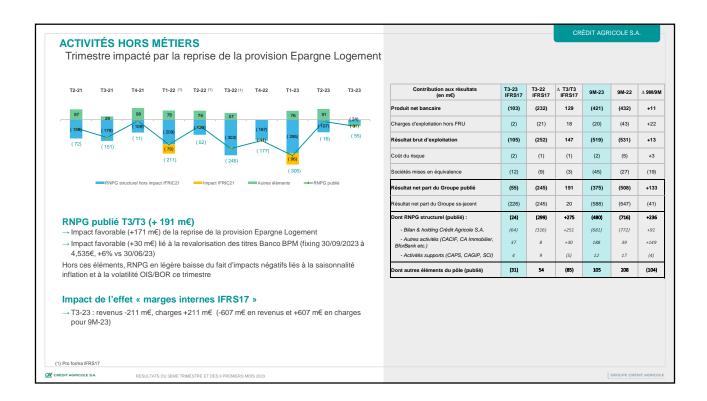


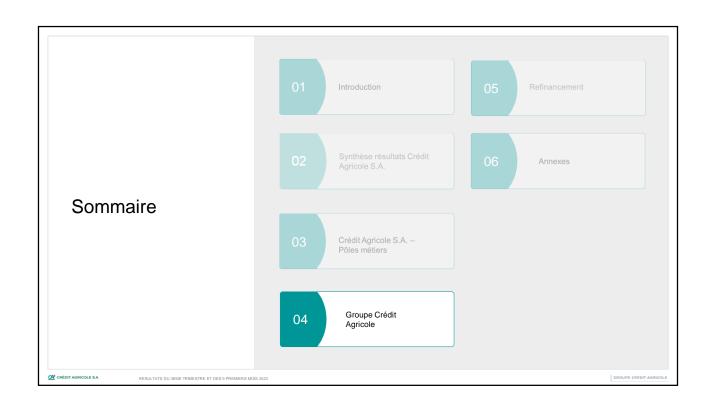


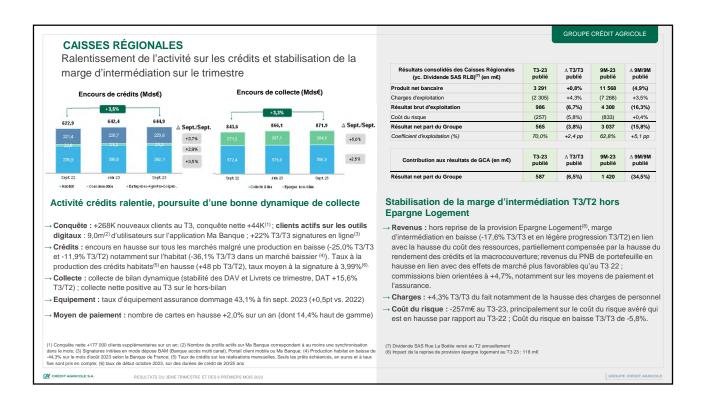




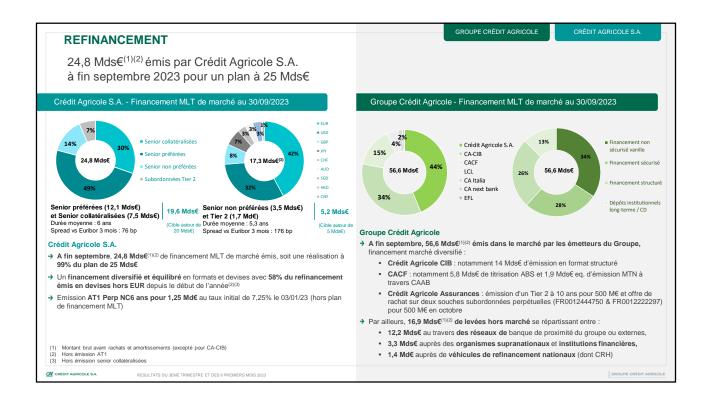




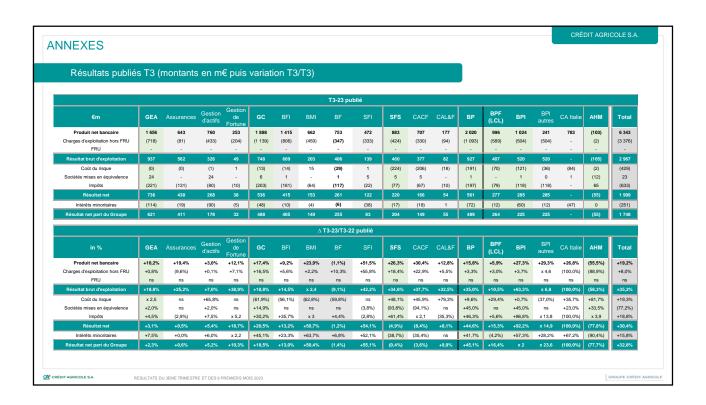


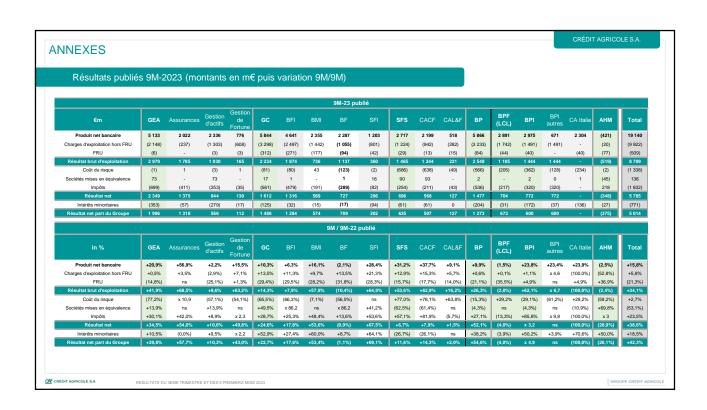


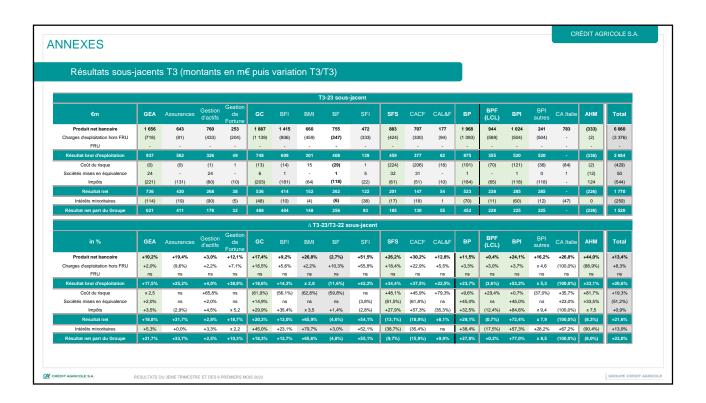


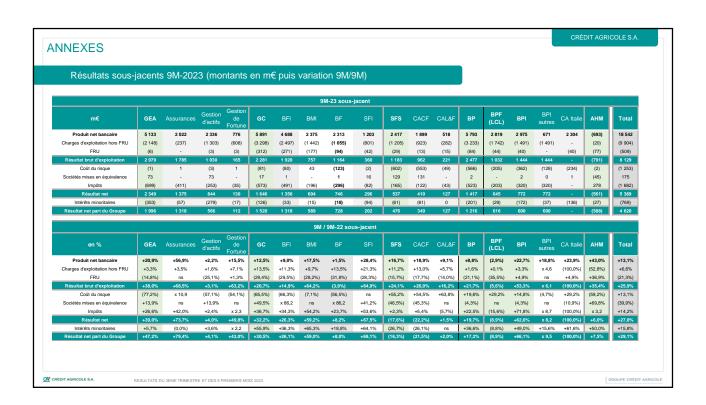




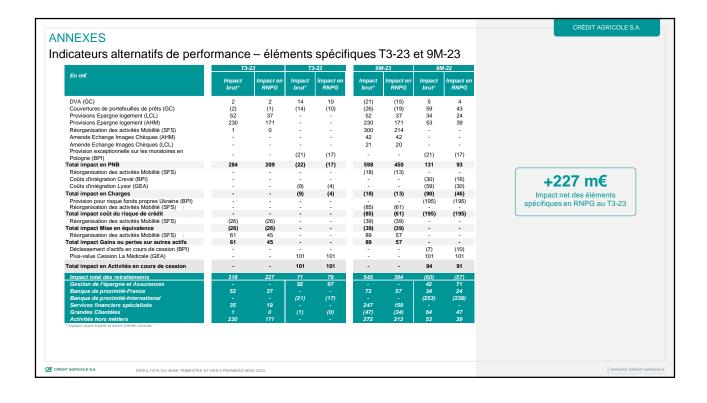






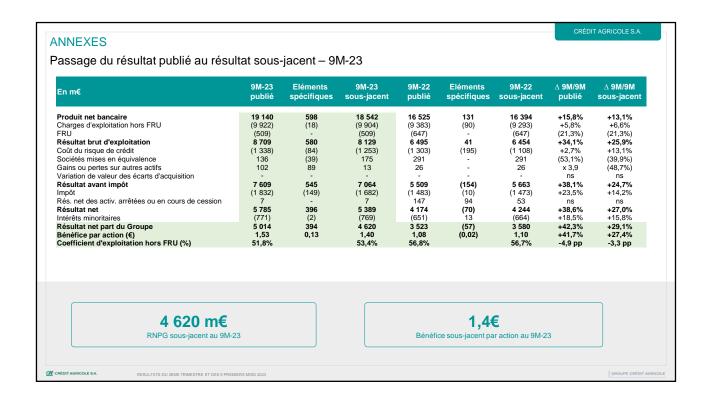


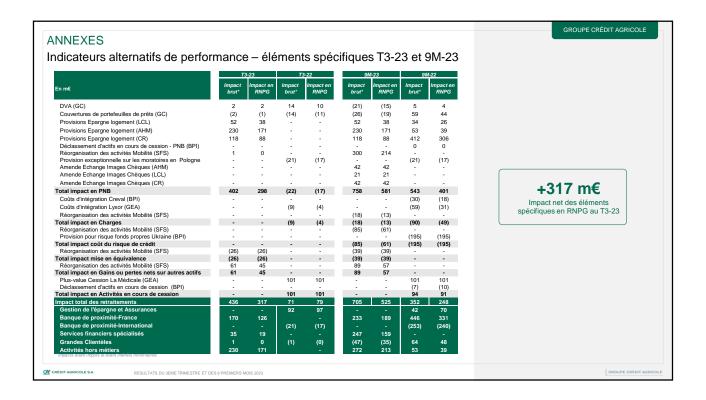
ANNEXES Éléments spécifiques T3-22 : +79 m€ en RNPG Éléments spécifiques T3-23 : +227 m€ en RNPG Eléments non récurrents :+19 m€ en RNPG Eléments non récurrents : 80 m€ en RNPG → CACF : réorganisation des activités « mobilité »(1) : -26 m€ en MEE, +61 m€ en → Plus-value de cession de La Médicale (GEA): +101 m€ en RNPG gains et pertes sur autres actifs et +19 m€ en RNPG → Amundi (frais d'intégration Lyxor) : -9 m€ en charges, -4 m€ en RNPG → BPI hors Italie (moratoire sur les crédits habitats en Pologne) : -21 m€ en PNB, -17 m€ en RNPG Eléments récurrents : -0,4 m€ en RNPG Eléments récurrents : +208 m€ en RNPG → BFI: DVA, partie spread émetteur de la FVA et secured lending : +14 m€ en → LCL: reprise provision Epargne Logement: +37 m€ en RNPG PNB et +10 m€ en RNPG → AHM : reprise provision Epargne Logement : +171 m€ en RNPG → BFI: couverture du portefeuille de prêts : -14 m€ en PNB, -10,4 m€ en → BFI : DVA, partie spread émetteur de la FVA et secured lending : +2 m€ en RNPG → BFI : couverture du portefeuille de prêts : -1 m€ en RNPG Détail des éléments spécifiques disponible en slide 46 pour CASA et slide 49 pour le Groupe Crédit Agricole

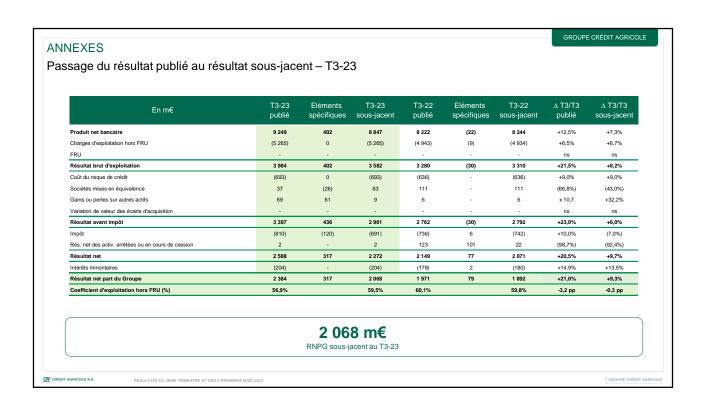


RESULTATS DU 3EME TRIMESTRE ET DES 9 PREMIERS MOIS 2023

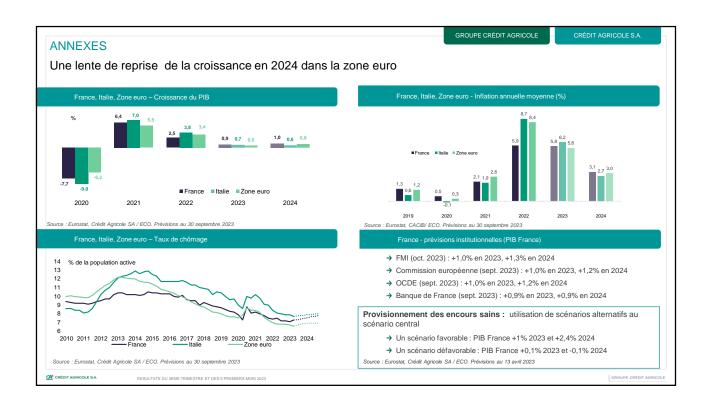
En m€	T3-23 publié	Eléments spécifiques	T3-23 sous-jacent	T3-22 publié	Eléments spécifiques	T3-22 sous-jacent	∆ T3/T3 publié	∆ T3/T3 sous-jacent
Produit net bancaire Charges d'exploitation hors FRU FRU	6 343 (3 376)	284 0	6 060 (3 376)	5 321 (3 127)	(22) (9)	5 343 (3 118)	+19,2% +8,0% ns	+13,4% +8,3% ns
Résultat brut d'exploitation Coût du risque de crédit Sociétés mises en équivalence Gains ou pertes sur autres actifs	2 967 (429) 23 69	284 0 (26) 61	2 684 (429) 50 8	2 195 (360) 102 5	(30)	2 225 (360) 102 5	+35,2% +19,3% (77,2%) x 12,6	+20,6% +19,3% (51,2%) +52,8%
Variation de valeur des écarts d'acquisition Résultat avant impôt mpôt Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession Résultat net	2 630 (633) 2 1 999	- 318 (89) - 229	2 312 (544) 2 1 770	1 942 (533) 123 1 533	(30) 6 101 77	1 973 (539) 22 1 455	ns +35,4% +18,8% ns +30,4%	ns +17,2% +0,9% ns +21,6%
ntérêts minoritaires Résultat net part du Groupe Bénéfice par action (€) Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	(251) 1 748 0,53	(2) 227 0,07	(250) 1 520 0,46 55,7%	(217) 1 316 0,41 58.8%	2 79 0,03	(219) 1 236 0,38 58.4%	+15,8% +32,8% +30,1%	+13,9% +23,0% +19,5%
Joenicient d'exploitation nors PRO (%)	53,2%		55,7%	30,0%		36,4%	-5,5 pp	-2,6 pp
1 520 m€	-			Dáná	0,40	6€ par action au T3-:	20	

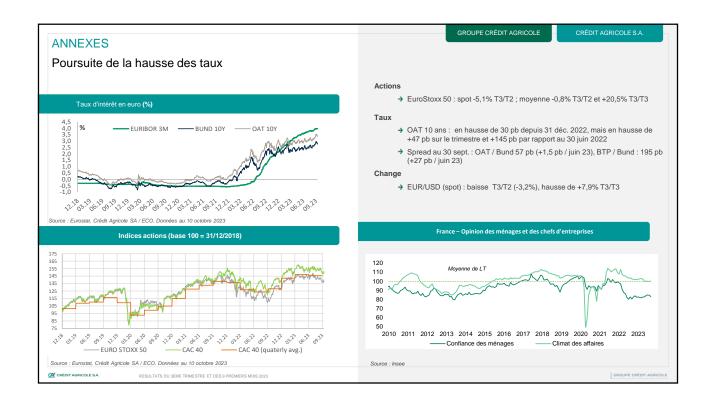


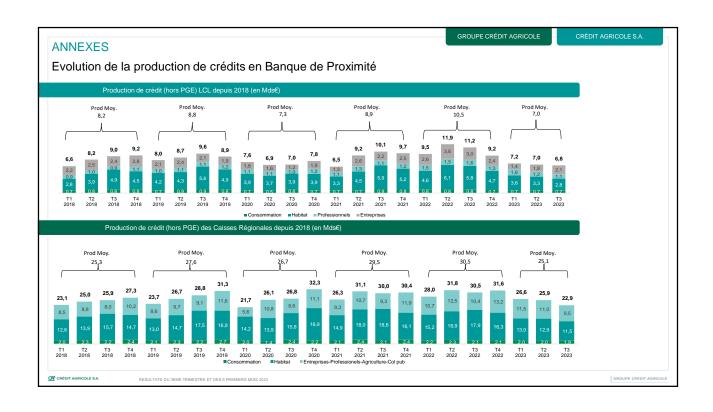


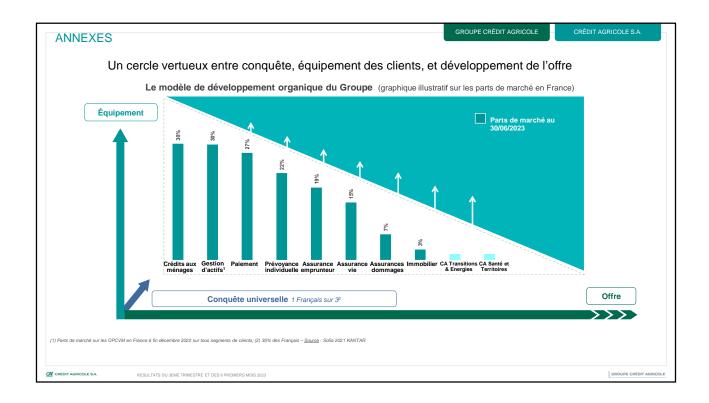


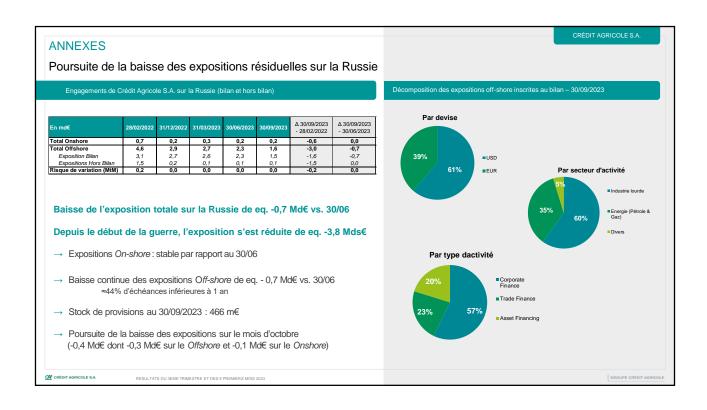
En m€	9M-23 publié	Eléments spécifiques	9M-23 sous-jacent	9M-22 publié	Eléments spécifiques	9M-22 sous-jacent	∆ 9M/9M publié	Δ 9M/9M sous-jacent
Produit net bancaire	27 722	758	26 965	25 953	543	25 410	+6,8%	+6,1%
Charges d'exploitation hors FRU	(15 782)	(18)	(15 764)	(15 021)	(90)	(14 931)	+5,1%	+5,6%
RU	(620)	-	(620)	(803)	-	(803)	(22,8%)	(22,8%)
Résultat brut d'exploitation	11 321	739	10 581	10 129	453	9 677	+11,8%	+9,3%
Coût du risque de crédit	(2 179)	(84)	(2 095)	(2 139)	(195)	(1 944)	+1,9%	+7,7%
Sociétés mises en équivalence	190	(39)	229	323	-	323	(41,0%)	(29,0%)
Gains ou pertes sur autres actifs	107	89	18	41	-	41	x 2,6	(56,0%)
/ariation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-		-	-	ns	ns
Résultat avant impôt	9 438	705	8 733	8 354	258	8 096	+13,0%	+7,9%
mpôt	(2 293)	(180)	(2 113)	(2 211)	(117)	(2 094)	+3,7%	+0,9%
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	7	-	7	148	94	53	(95,0%)	(86,2%)
Résultat net	7 153	525	6 628	6 291	235	6 056	+13,7%	+9,4%
ntérêts minoritaires	(619)	(0)	(619)	(539)	13	(552)	+14,7%	+12,1%
Résultat net part du Groupe	6 534	525	6 009	5 752	248	5 504	+13,6%	+9,2%
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	56,9%		58,5%	57,9%		58,8%	-0,9 pp	-0,3 pp

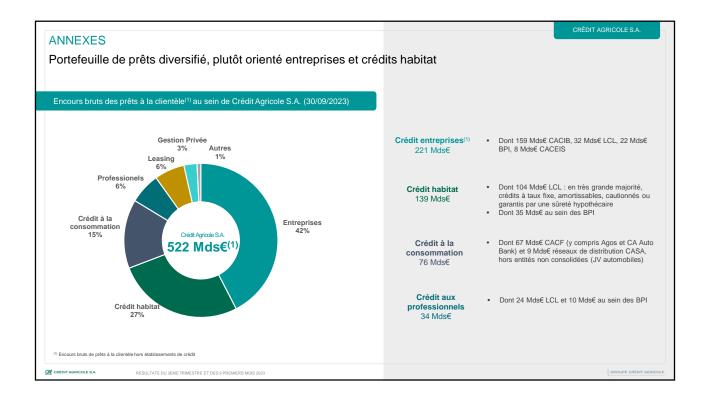


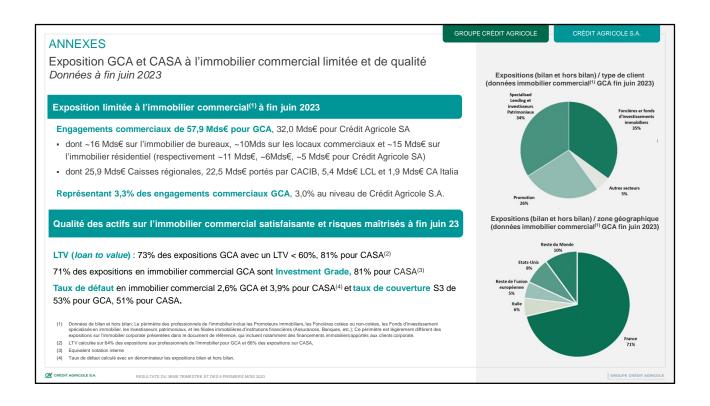


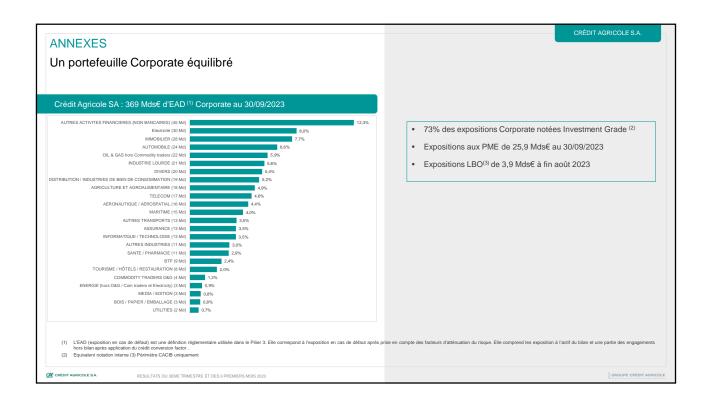


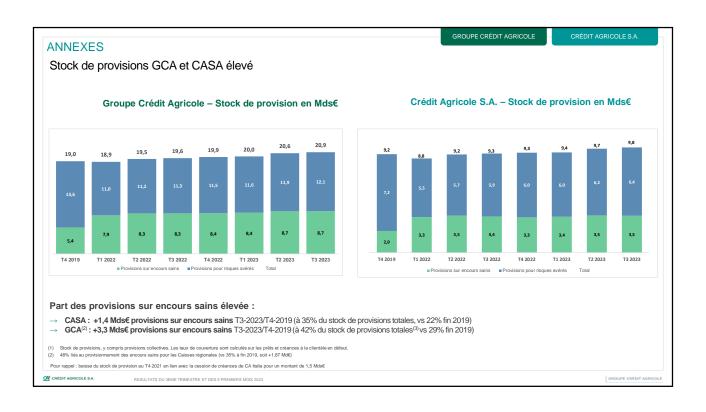


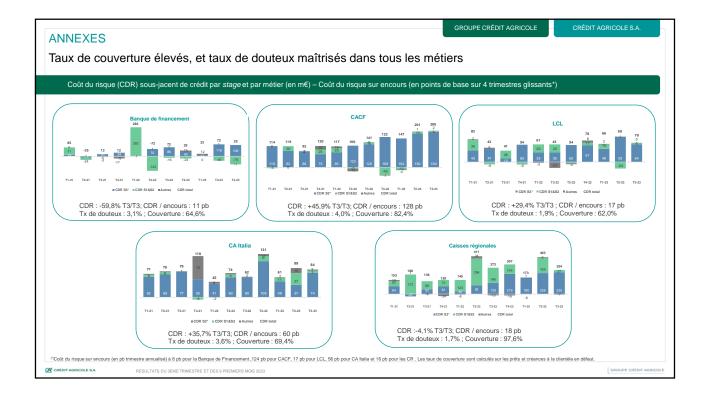


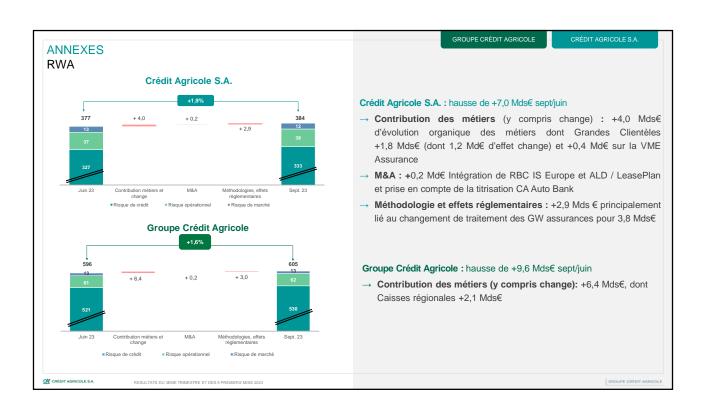


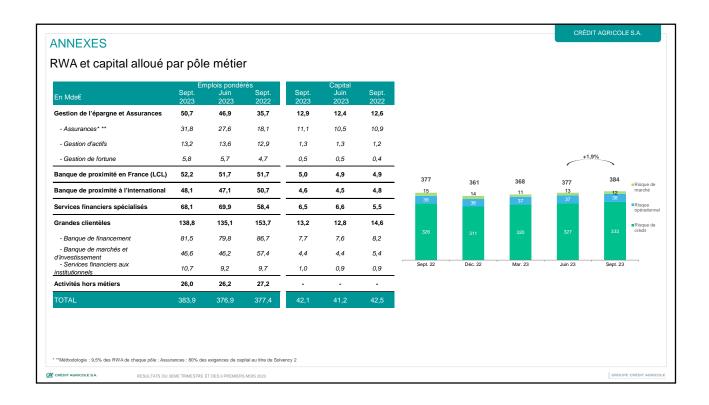


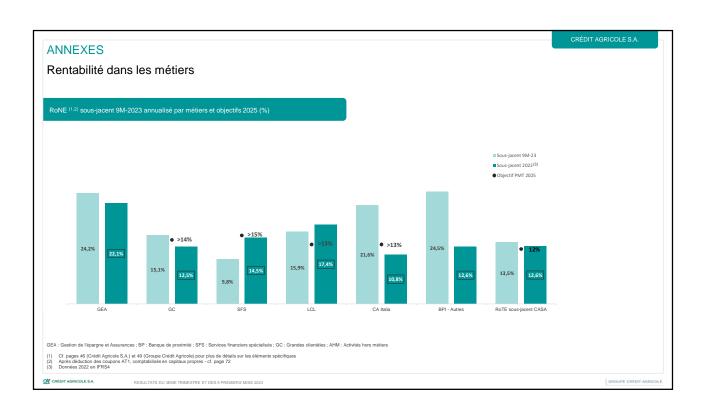


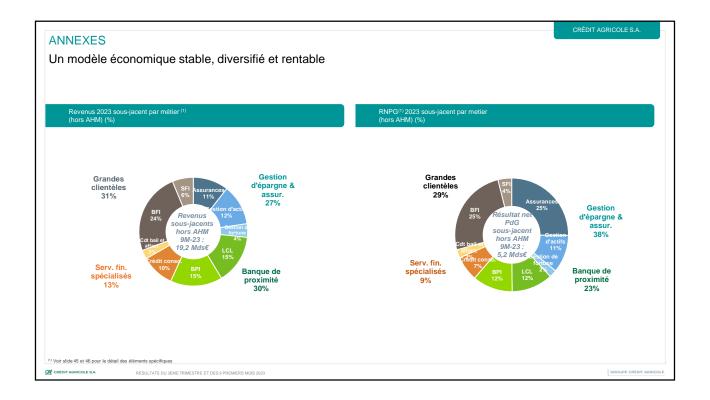


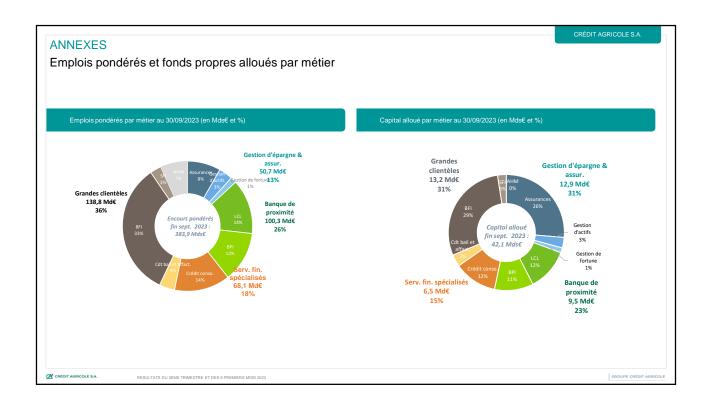


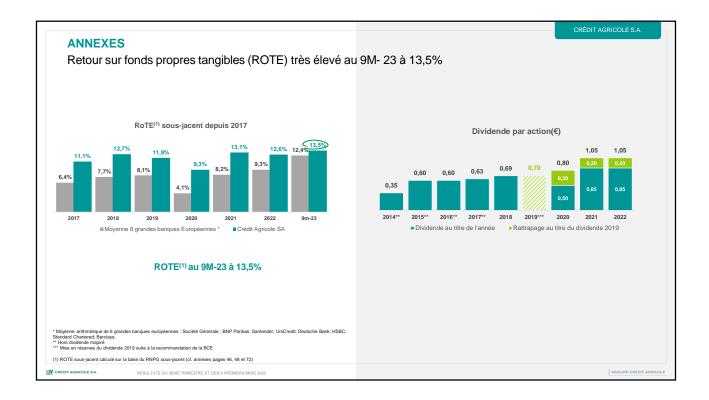


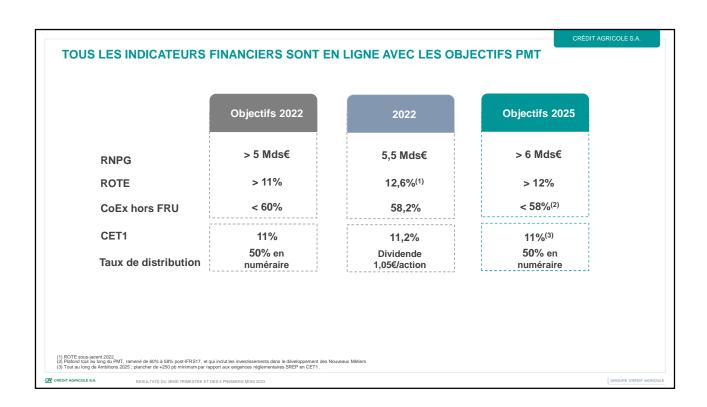


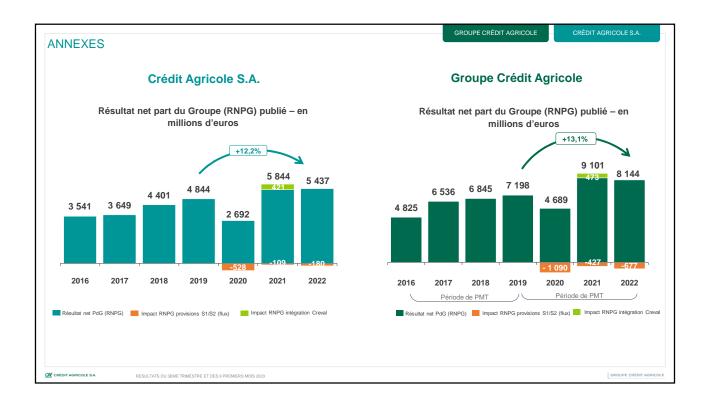


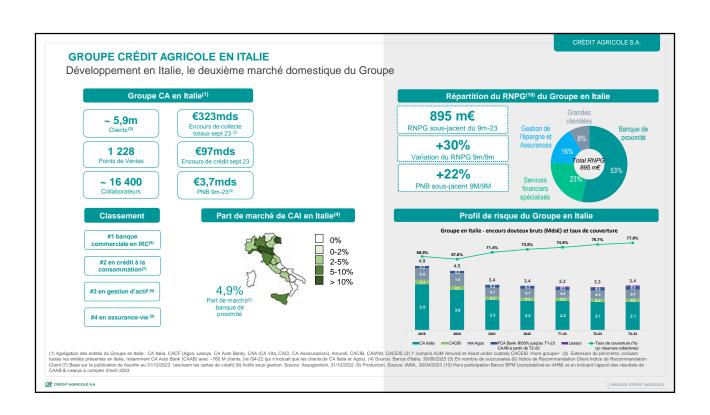


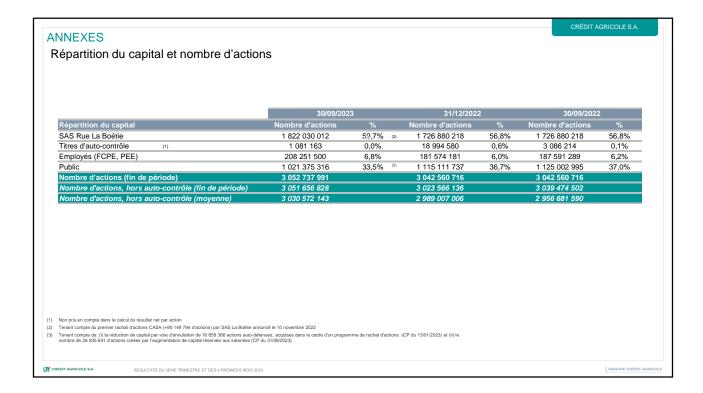


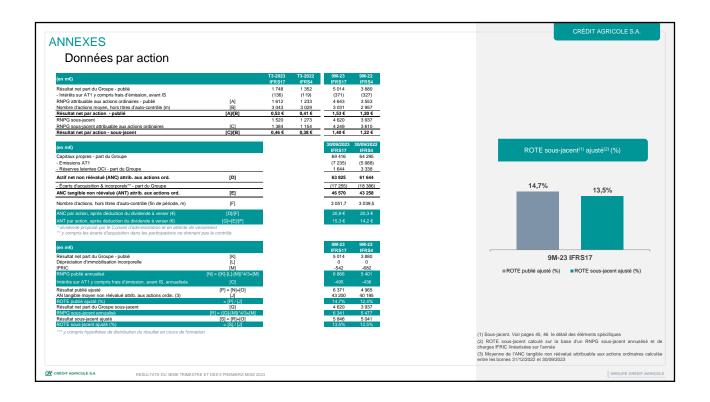


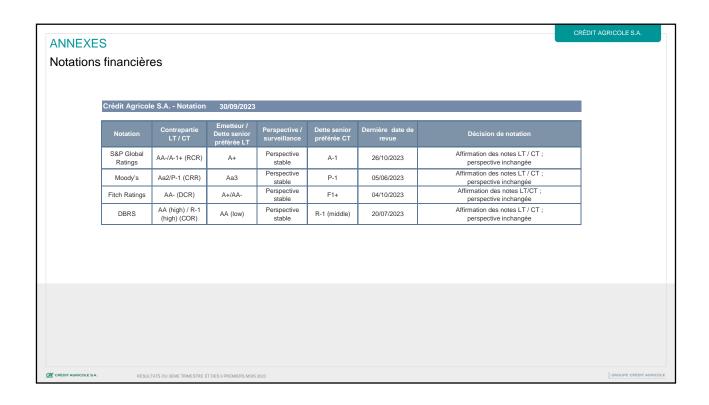


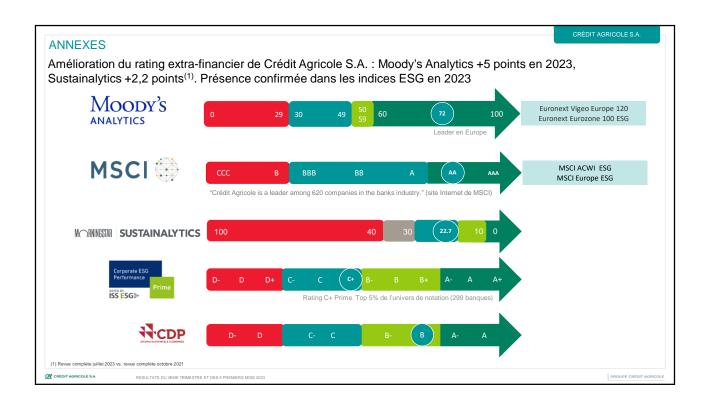


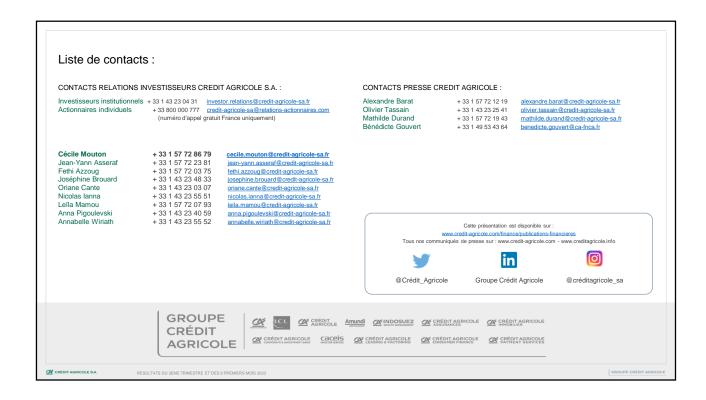














AGIR CHAQUE JOUR DANS L'INTÉRÊT DE NOS CLIENTS ET DE LA SOCIÉTÉ

RÉSULTATS

DU 3^{ème} TRIMESTRE ET DES 9 PREMIERS MOIS 2023 Annexes



Avertissement

L'information financière de Crédit Agricole S.A. et du Groupe Crédit Agricole pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois 2023 est constituée de des annexes disponibles sur le site https://www.credit-agricole.com/finance/publications-financières.

Cette présentation peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement délégué UE 2019/980 du 14 mars 2019 (chapitre 1, article 1,d).

Ces éléments sont issus de scenarios fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés. De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs.

Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

Les chiffres présentés au titre de la période de neuf mois close au 30 septembre 2023 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, et avec la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour. Ces informations financières ne constituent pas des états financiers pour une période intermédiaire, tels que définis par la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » et n'ont pas été auditées.

Sauf mention contraire, l'ensemble des chiffres présentés dans cette présentation pour l'année 2022 sont en proforma IFRS 17

Note : Les périmètres de consolidation des groupes Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole n'ont pas changé de façon matérielle depuis le dépôt auprès de l'AMF du Document d'enregistrement universel 2022 de Crédit Agricole S.A. et de l'amendement A.01 de ce Document d'enregistrement universel 2022 comprenant les informations réglementées pour le Groupe Crédit Agricole.

La somme des valeurs contenues dans les tableaux et analyses peut différer légèrement du total en raison de l'absence de gestion des arrondis.

Au 30 juin 2023, Crédit Agricole Auto Bank est le nom de la nouvelle entité issue de la reprise à 100% de FCA Bank par Crédit Agricole Consumer Finance. Crédit Agricole Auto Bank est consolidée selon la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés de Crédit Agricole S.A.

Au 30 juin 2023, Leasys est la nouvelle filiale commune entre CACF et Stellantis, elle est consolidée selon la méthode de mise en équivalence dans les comptes consolidés de Crédit Agricole S.A.

Au 30 septembre 2023, Crédit Agricole Consumer Finance a finalisé l'acquisition des activités d'ALD et Lease Plan dans six pays européens. L'acquisition est réalisée par Drivalia, filiale de Crédit Agricole Auto Bank, et Leasys.

Au 30 septembre 2023, l'acquisition de RBC Investor Services' en Europe, hors entités Jersey et UK, est finalisée et l'entité a été renommée CACEIS Investor Services Bank (« ISB »). ISB est intégrée dans le périmètre de consolidation de Crédit Agricole S.A. en tant que filiale de CACEIS.

NOTE

Le périmètre de consolidation du Groupe Crédit Agricole comprend :

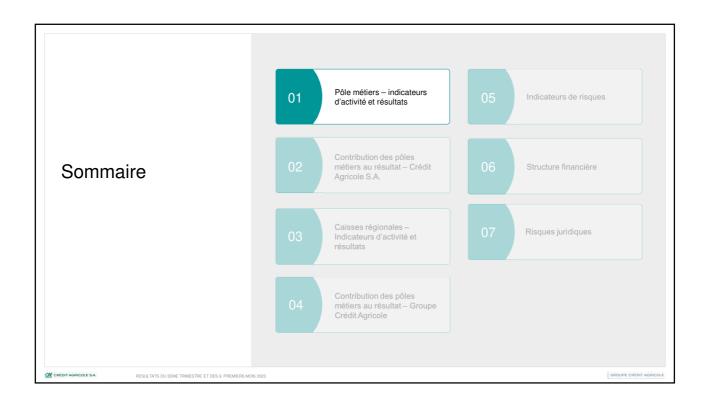
Caisses régionales, les Caisses locales, Crédit Agricole S.A. et leurs filiales. Il s'agit du périmètre qui a été privilégié par les autorités compétentes lors des exercices de Stress tests récents pour apprécier la situation du Groupe.

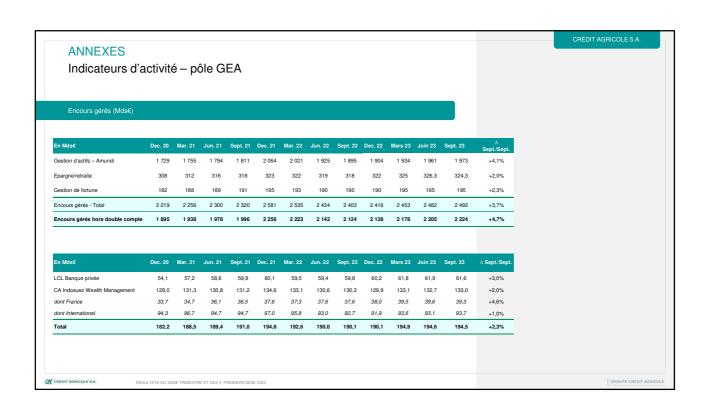
Crédit Agricole S.A. est l'entité cotée, qui détient notamment les filiales métier (Gestion de l'épargne et Assurances, Grandes clientèles, Services financiers spécialisés ainsi que Banque de proximité en France et à l'international)

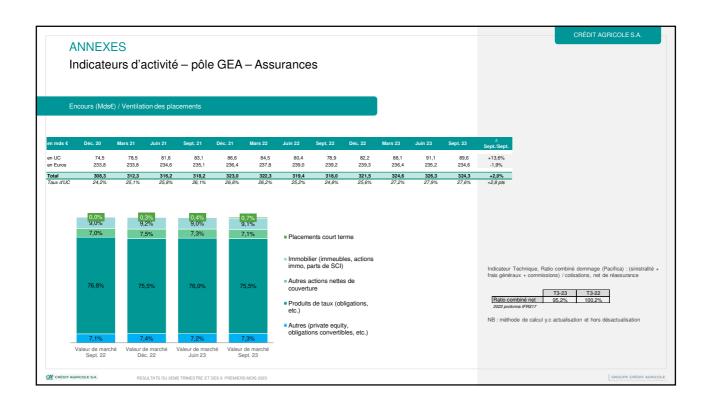
CRÉDIT AGRICOLE S.A.

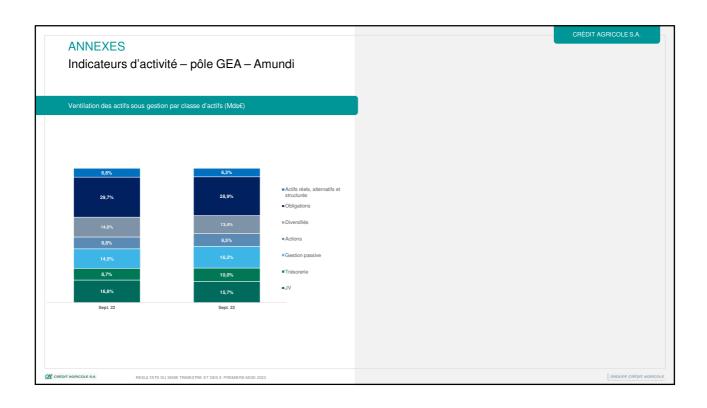
RESULTATS DU 3EME TRIMESTRE ET DES 9 PREMIERS MOIS 2023

GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

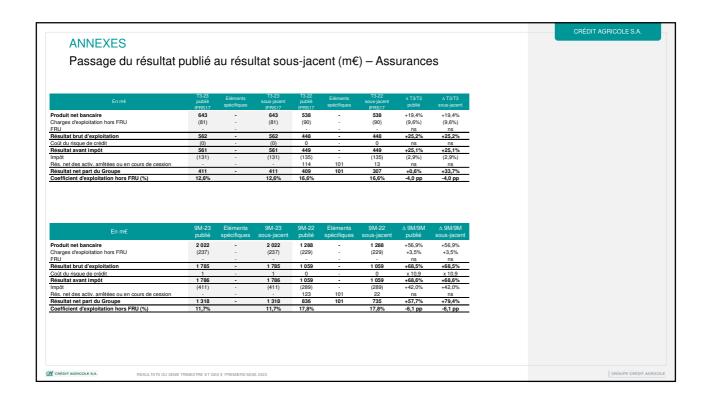




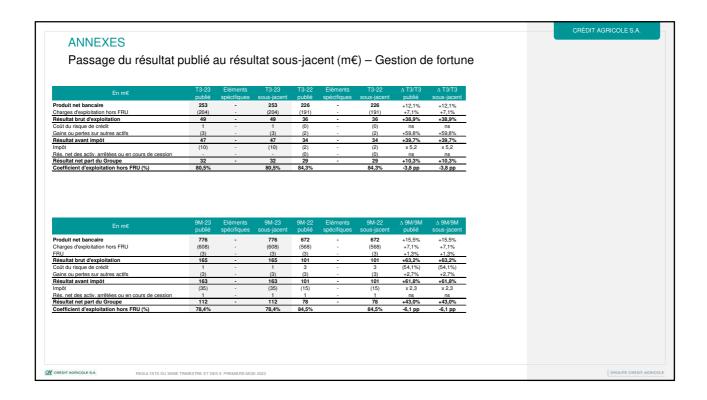


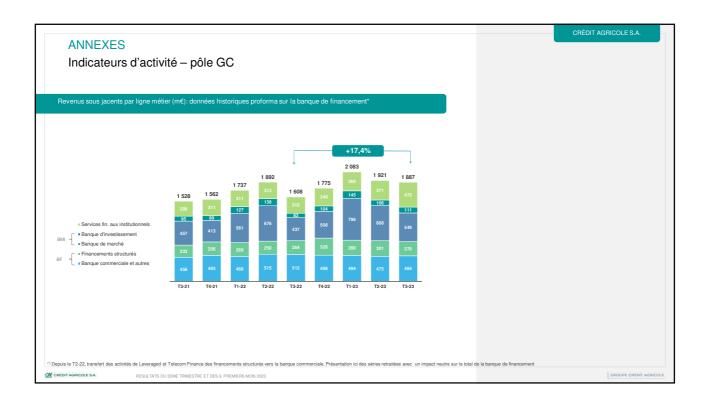


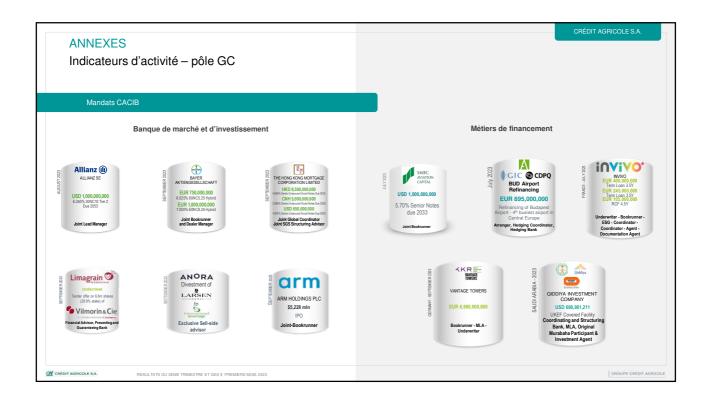
Passage du résulta	at publié a	au résu	ıltat soı	us-jac	ent (m€	€) – Pôl	e GEA		
r assage aa result	at public t	au 1030	mai soi	io jao	Citt (iiit	., 101	Caln		
	T3-23	Eléments	T3-23	T3-22	Eléments	T3-22	Δ T3/T3	Δ T3/T3	
	publié IERS17	spécifiques	sous-jacent IFBS17	publié IERS17	spécifiques	sous-jacent IFRS17	publié	sous-jacent	
Produit net bancaire	1 656		1 656	1 502		1 502	+10,2%	+10,2%	
Charges d'exploitation hors FRU	(718)		(718)	(713)	(9)	(704)	+0,8%	+2,0%	
-RU	(,	-	()	()	-	-	ns	ns	
Résultat brut d'exploitation	937		937	789	(9)	798	+18,8%	+17,5%	
Coût du risque	(0)	-	(0)	(0)	-	(0)	x 2,5	x 2,5	
Sociétés mises en équivalence	24	-	24	24	-	24	+2,0%	+2,0%	
Gains ou pertes sur autres actifs	(5)	-	(5)	(2)	-	(2)	x 2,9	x 2,9	
Résultat avant impôt	956	-	956	811	(9)	820	+17,9%	+16,7%	
mpôt	(221)		(221)	(211)	2	(213)	+4,5%	+3,5%	
Résultat net	736	-	736	714	95	619	+3,1%	+18,8%	
ntérêts minoritaires	(114)	-	(114)	(106)	2	(109)	+7,5%	+5,3%	
ntérêts minoritaires Résultat net part du Groupe	(114) 621		(114) 621	(106) 607		(109) 510	+7,5% +2,3%	+5,3% +21,7%	
Résultat net Intérêts minoritaires Résultat net part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	(114)		(114)	(106)	2	(109)	+7,5%	+5,3%	
ntérêts minoritaires Résultat net part du Groupe	(114) 621		(114) 621	(106) 607	2	(109) 510	+7,5% +2,3%	+5,3% +21,7%	
ntérêts minoritaires Résultat net part du Groupe	(114) 621 43,4%	- - Eléments	(114) 621 43,4%	(106) 607 47,5%	2 97	(109) 510 46,9%	+7,5% +2,3% -4,1 pp	+5,3% +21,7% -3,5 pp	
ntérêts minoritaires Résultat net part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	(114) 621 43,4% 9M-23 publié	Eléments spécifiques	(114) 621 43,4% 9M-23 sous-jacent	(106) 607 47,5% 9M-22 publié	2 97 Eléments spécifiques	(109) 510 46,9% 9M-22 sous-jacent	+7,5% +2,3% -4,1 pp Δ 9M/9M publié	+5,3% +21,7% -3,5 pp	
Intérêts minoritaires Résultain et part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) En m Froduit net bancaire	(114) 621 43,4% 9M-23 publié 5 133	Eléments spécifiques	(114) 621 43,4% 9M-23 sous-jacent 5 133	(106) 607 47,5% 9M-22 publié 4 245	2 97 Eléments spécifiques	(109) 510 46,9% 9M-22 sous-jacent 4 245	+7.5% +2,3% -4,1 pp Δ 9M/9M publié +20,9%	+5,3% +21,7% -3,5 pp	
ntérêts minoritaires Résultat net part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) Enme Produit net bancaire Charges d'exploitation	(114) 621 43,4% 9M-23 publié 5 133 (2 148)	Eléments spécifiques	(114) 621 43,4% 9M-23 sous-jacent 5133 (2148)	(106) 607 47,5% 9M-22 publié 4 245 (2 138)	2 97 Eléments spécifiques - (59)	(109) 510 46,9% 9M-22 sous-jacent 4 245 (2 079)	+7.5% +2,3% -4,1 pp A 9M/9M publié +20,9% +0,5%	+5,3% +21,7% -3,5 pp A 9M/9M sous-jacent +20,9% +3,3%	
Interêts minoritaires Résultain et part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) Enmé Produit net bancaire Charges d'exploitation	(114) 621 43,4% 9M-23 publid 5 133 (2 148) (6)	Eléments spécifiques	(114) 621 43,4% 9M-23 sous-jacent 5133 (2148) (6)	(106) 607 47,5% 9M-22 publié 4 245 (2 138) (7)	2 97 Eléments spécifiques - (59)	(109) 510 46,9% 9M-22 sous-jacent 4 245 (2 079) (7)	+7,5% +2,3% -4,1 pp A 9M/9M publié +20,9% +0,5% (14,8%)	+5,3% +21,7% -3,5 pp A 9M/9M sous-jacent +20,9% +3,3% (14,8%)	
ntérêts minoritaires Résultat net part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) En m Froduit net bancaire Charges d'exploitation Résultat brut d'exploitation Résultat brut d'exploitation	(114) 621 43,4% 9M-23 publié 5 133 (2 148) (6) 2 979	Eléments spécifiques	(114) 621 43,4% 9M-23 sous-jacent 5 133 (2 148) (6) 2 979	9M-22 publié 4 245 (2 138) (7) 2 100	Eléments spécifiques - (59)	9M-22 sous-jacent 4 245 (2 079) 2 159	+7,5% +2,3% -4,1 pp A 9M/9M publié +20,9% +0,5% (14,8%) +41,9%	+5,3% +21,7% +3,5 pp A 9M/9M sous-jacent +20,9% +3,3% (14,8%) +38,0%	
Interês minoritaires Résultain et part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) Enim Produit net bancaire Charges d'exploitation FRU Résultat but d'exploitation	9M-23 publié 5 133 (2 148) (6) 2 979 (1)	Eléments spécifiques	(114) 621 43,4% 9M-23 sous-jacent 5133 (2148) (6) 2979 (1)	9M-22 publié 4 245 (2 138) (7) 2 100 (6)	2 97 Eléments spécifiques - (59)	(109) 510 46,9% 9M-22 sous-jacent 4 245 (2 079) (7) 2 159 (6)	+7,5% +2,3% -4,1 pp Δ 9M/9M publié +20,9% +0,5% (14,8%) +41,9% (77,2%)	+5.3% +21,7% -3,5 pp A 9M/9M sous-jacent +20,9% +3,3% (14.8%) +38,0% (77.2%)	
Interêts minoritaires Résultat net part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) En m En m Produit net bancaire Charges d'exploitation Résultat brut d'exploitation Coti du risque Codréts misses en équivalence	9M-23 publib 5 133 (2 148) (6) 2 979 (1)	Eléments spécifiques	9M-23 sous-jacent 5 133 (2 148) (6) 2 979 (1) 73	9M-22 publié 4 245 (2 138) (7) 2 100	Eléments spécifiques - (59)	9M-22 sous-jacent 4 245 (2 079) 2 159	+7.5% +2,3% +2,3% -4,1 pp Δ 9M/9M publis +20,9% +0.5% (14,8%) +41,9% (77,2%) +13,9%	+5,3% +21,7% -3,5 pp A 9M9M sous-jacent +20,9% +3,3% (14,8%) +38,0% (77,2%) +13,9%	
Interês minoritaires Résultain et part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) Enim Produit net bancaire Charges d'exploitation FRU Résultat but d'exploitation	9M-23 publié 5 133 (2 148) (6) 2 979 (1)	Eléments spécifiques - - -	(114) 621 43,4% 9M-23 sous-jacent 5133 (2148) (6) 2979 (1)	9M-22 publié 4 245 (2 138) (7) 2 100 (6) 64	2 97 Eléments spécifiques - (59) - (59)	9M-22 50us-jacent 4 245 (2 079) (7) 2 159 (6) 64	+7,5% +2,3% -4,1 pp Δ 9M/9M publié +20,9% +0,5% (14,8%) +41,9% (77,2%)	+5.3% +21,7% -3,5 pp A 9M/9M sous-jacent +20,9% +3,3% (14.8%) +38,0% (77.2%)	
referês minoritaires Résultat net part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) En m€ Produit net bancaire Charges d'exploitation FBU Résultat brut d'exploitation Coût du risque Cocrétés mises en équivalence Jains ou perles sur autres actifs Resultat tent impôt	(114) 621 43,4% 43,4% 9M-23 publio 5 133 (2 148) (6) 2 979 (1) 73 (5) 3 047	Eléments spécifiques	(114) 621 43,4% 9M-23 sous-jacent 5 133 (2 148) (6) 2 979 (1) 73 (5) 3 047	9M-22 publié 4 245 (2 138) (7) 2 100 (6) 64 1 2 160	2 97 Eléments spécifiques (59)	(109) 510 46,9% 9M-22 sous-jacent 4 245 (2 079) (7) 2 159 (6) 64 1	+7.5% +2,3% +2,3% -4,1 pp Δ 9M/9M publié +20,9% +0,5% (14,8%) +41,9% (77,2%) +13,9% ns +41,0%	±5.3% +21,7% -3,5 pp A 9M9M Sous-jabent +20,9% +3,3% (14,8%) +38,0% (77,2%) +13,9% ns	
ntferêts minoritaires Résultain et part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) Enim€ Produit net bancaire Charges d'exploitation Cott du risque Coci du ris	(114) 621 43,4% 9M-23 public 5 133 (2 148) (6) 2 979 (1) 73 (5)	Eléments spécifiques - - -	(114) 621 43,4% 9M-23 sous-jacent 5133 (2148) (6) 2979 (1) 73 (5)	9M-22 publi6 4 245 (2 138) (7) 2 100 (6) 64	2 97 Eléments spécifiques - (59) - - -	(109) 510 46,9% 9M-22 sous-jacent 4 245 (2 079) (7) 2 159 (6) 64 1	+7.5% +2,3% +2,3% -4,1 pp -4,1 pp -40.5% +0.5% (14.6%) +41,9% (77.2%) ns	+5.3% +21,7% -3,5 pp Δ 9M/9M sous-jacent +20,9% +3.3% (14.8%) +38,0% (77,2%) +13,9% ns	
Interêts minoritaires Résultan test part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) Enmé Produit net bancaire Parges d'exploitation Résultat brut d'exploitation Cott du risque Sociétés mises en équivalence Sains ou pertes sur autres actifs Résultat avant impôt mpôt	(114) 621 43,4% 9M-23 public 5 133 (2 148) (6) 9 (1) 73 (5) 3 047	Eléments spécifiques 	(114) 621 43,4% 9M-23 sous-jacent 5 133 (2 148) (6) 2 979 (1) 73 (5) 3 047 (699)	9M-22 publis 4 245 (2 138) (7) 2 100 (6) 1 1 2 160 (537)	2 97 Eléments spécifiques - (59) - (59) - (59)	(109) 510 46,9% 9M-22 sous-jacent 4 245 (2 079) (7) 2 159 (6) 64 1 2 219 (552)	+7,5% +2,3% +2,3% -4,1 pp A 9M/9M publid +20,9% +0,5% (14,8%) +41,9% (77,2%) +13,9% ns +41,0% +30,1%	+5.3% +21,7% -3,5 pp Δ 9M/9M sous-jacent +20,9% +3.3% (14,8%) +38,0% (77,2%) +13,9% ns +37,3% +26,6%	
Interest minoritaires Besultat net part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) Enme Produit net bancaire charges d'exploitation FRU Besultat brut d'exploitation Codides mises en équivalence Sains ou pertes sur autres actifs Resultat vant impôt mpôt Resultat vent	(114) 621 43,4% 43,4% 9M, 23 publid 5133 (2 148) (6) 2 2979 (1) 73 (5) 3 3 047 (699) 2 349	Eléments spécifiques	(114) 621 43,4% 9M-23 sous-jacent 5 133 (2 148) (6) 2 979 (1) 73 (5) 3 047 (699) 2 349	9M-22 publié 4 245 (2 138) (7) 2 100 (6) 64 4 1 2 160 (537) 1 747	2 97 Eléments spécifiques - (59) - - (59) 15 15 57	(109) 510 46,9% 9M-22 sous-jacent 4 245 (2 079) (7) 2 159 (6) 64 1 2 219 (552) 1 690	+7.5% +2,3% +2,3% -4,1 pp A 9M/9M publie +20,9% +0,5% (14,8%) +41,9% +31,9% +30,1%	+5,3% +21,7% -3,5 pp -3,5 pp -3,5 pp -3,5 pp -3,3% -14,3% -14,3% -14,3% -13,3% -14,3% -13,3%	



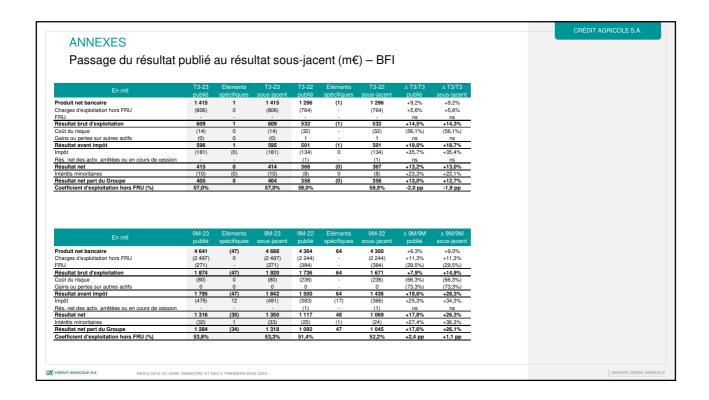
Passage du résulta	t publié a	au résul	tat sou	s-jace	ent (m€) – Ges	tion d	actifs	
J .	•			•	`	,			
	T3-23	Eléments	T3-23	T3-22	Eléments	T3-22	Δ T3/T3	Δ Τ3/Τ3	
En m€	publié	spécifiques	sous-jacent	publié	spécifiques	sous-jacent	publié	sous-jacent	
roduit net bancaire	760		760	738	-	738	+3,0%	+3,0%	
harges d'exploitation hors FRU	(433)	-	(433)	(433)	(9)	(424)	+0,1%	+2,2%	
lésultat brut d'exploitation	326		326	305	(9)	314	+7,0%	+4,0%	
oût du risque	(1)	-	(1)	(0)	-	(0)	+65,8%	+65,8%	
Sociétés mises en équivalence	24	-	24	24	-	24	+2,0%	+2,0%	
Résultat avant impôt	348		348	328	(9)	337	+5,9%	+3,2%	
mpôt	(80)	-	(80)	(74)	2	(76)	+7,5%	+4,5%	
Résultat net ntérêts minoritaires	(90)		268	(85)	(7)	261 (87)	+5,4%	+2,8%	
Résultat net part du Groupe	178	-:-	(90) 178	169	(4)	174	+5,2%	+3,3%	
Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	57,0%		57,0%	58,6%	(7	57,5%	-1,6 pp	-0,4 pp	
(%)					(7				
	57,0%		57,0%	58,6%		57,5%	-1,6 pp	-0,4 pp	
oefficient d'exploitation hors FRU (%) En m€		Eléments spécifiques			Eléments spécifiques				
En m€	57,0% 9M-23	Eléments	57,0% 9M-23	58,6% 9M-22	Eléments	57,5% 9M-22	-1,6 pp Δ 9M/9M	-0, 4 pp Δ 9M/9M	
En m€ Produit net bancaire	57,0% 9M-23 publié	Eléments spécifiques	57,0% 9M-23 sous-jacent	58,6% 9M-22 publié	Eléments spécifiques	57,5% 9M-22 sous-jacent	-1,6 pp ∆ 9M/9M publié	-0,4 pp Δ 9M/9M sous-jacent	
En m€ rroduit net bancaire charges d'exploitation hors FRU RU	9M-23 publié 2 336 (1 303) (3)	Eléments spécifiques	9M-23 sous-jacent 2 336 (1 303) (3)	9M-22 publié 2 286 (1 341) (5)	Eléments spécifiques - (59)	9M-22 sous-jacent 2 286 (1 282) (5)	-1,6 pp Δ 9M/9M publié +2,2% (2,9%) (25,1%)	Δ 9M/9M sous-jacent +2,2% +1,6% (25,1%)	
En m€ roduit net bancaire charges d'exploitation hors FRU RU RU fesultat brut d'exploitation	9M-23 publié 2 336 (1 303) (3) 1 030	Eléments spécifiques	9M-23 sous-jacent 2 336 (1 303) (3) 1 030	9M-22 publié 2 286 (1 341) (5) 940	Eléments spécifiques - (59)	9M-22 sous-jacent 2 286 (1 282) (5) 999	-1,6 pp Δ 9M/9M publié +2,2% (2,9%) (25,1%) +9,6%	Δ 9M/9M sous-jacent +2,2% +1,6% (25,1%) +3,1%	
En m€ Produit net bancaire harges d'exploitation hors FRU RRU Résultat hort d'exploitation Out du risque de crédit	9M-23 publié 2 336 (1 303) (3)	Eléments spécifiques	9M-23 sous-jacent 2 336 (1 303) (3) 1 030 (3)	9M-22 publié 2 286 (1 341) (5) 940 (8)	Eléments spécifiques (59)	9M-22 sous-jacent 2 286 (1 282) (5) 999 (8)	-1,6 pp Δ 9M/9M publié +2,2% (2,9%) (25,1%) +9,6% (57,1%)	Δ 9M/9M SOUS-jacent +2,2% +1,6% (25,1%) +3,1% (57,1%)	
En m€ Produit net bancaire Charges d'exploitation hors FRU RU RU RU Resultat brut d'exploitation Oolt du risque de crédit Cocidés misses ne dejuvialence	9M-23 publié 2 336 (1 303) (3) 1 030 (3) 73	Eléments spécifiques	9M-23 sous-jacent 2 336 (1 303) (3) 1 030 (3) 73	9M-22 publié 2 286 (1 341) (5) 940 (8) 64	Eléments spécifiques - (59)	9M-22 sous-jacent 2 286 (1 282) (5) 999 (8) 64	-1,6 pp A 9M/9M publié +2,2% (2,9%) (25,1%) +9,6% (57,1%) +13,9%	Δ 9M/9M sous-jacent +2,2% +1,6% (25,1%) +3,1% (57,1%) +13,9%	
En m€ Produit net bancaire Parages d'exploitation hors FRU RU Bésultar brut d'exploitation Octi du risque de crédit sociétés mises en équivalence alains ou pertes sur autres actifs	9M-23 publié 2 336 (1 303) 1 030 (3) 73 (2)	Eléments spécifiques 	9M-23 sous-jacent 2 336 (1 303) (3) 1 030 (3) 73 (2)	9M-22 publié 2 286 (1 341) (5) 940 (8) 64 4	Eléments spécifiques (59) (59)	9M-22 sous-jacent 2 286 (1 282) (5) 999 (8) 64 4	Δ 9M/9M publié +2,2% (2,9%) +9,6% (57,1%) +13,9% ns	Δ 9M/9M sous-jacent +2,2% +1,6% (25,1%) +3,1% 13,9% ns	
En m€ Produit net bancaire Pharges d'exploitation hors FRU RU RU Resultat brut d'exploitation Oolt du risque de crédit Cocidés misse ne équivalence sains ou pertes sur autres actifs Resultat avant impôt	9M-23 publié 2 336 (1 303) (3) 1 030 (3) 73 (2)	Eléments spécifiques - - - - -	9M-23 sous-jacent 2 336 (1 303) (3) 1 030 (3) 73 (2) 1 098	9M-22 publié 2 286 (1 341) (5) 940 (8) 64 4	Eléments spécifiques - (59) - - - (59)	9M-22 sous-jacent 2 286 (1 282) (5) 999 (8) 64 4 1 059	Δ 9M/9M publié +2,2% (2,9%) (25,1%) +13,9% ns +9,8%	Δ 9M/9M sous-jacent +2.2% (25.1%) +3.1% (57.1%) 13.9% ns +3.6%	
En m€ Produit net bancaire Parages d'exploitation hors FRU RRU Besultar brut d'exploitation Ocid du risque de crédit sociétés mises en équivalence sains ou pertes sur autres actifs Résultat avant impôt mpôt	9M-23 publié 2 336 (1 303) (3) 73 (2) 1 098 (253)	Eléments spécifiques - - - -	9M-23 sous-jacent 2 336 (1 303) (3) 1 030 (3) 73 (2) 1 098 (253)	9M-22 publié 2 286 (1 341) (5) 940 (8) 64 4 1 000 (233)	Eléments spécifiques (59) (59) (59) (59)	57,5% 9M-22 sous-jacent 2 286 (1 282) (5) 999 (8) 64 4 1 059 (247)	Δ 9M/9M publié +2,2% (2,9%) +9,6% (57,1%) +13,9% ns +9,8% +9,8%	A 9M/9M sous-jacent +2,2% +1,6% (25,1%) +3,1% (57,1%) +13,9% ns +3,6% +2,4%	
En m€ Produit net bancaire Pharges d'exploitation hors FRU RU RU RU Resultat brut d'exploitation Oolt du risque de crédit Cocidés mises en équivalence sains ou pertes sur autres actifs Resultat avant impôt Resultat avant impôt	9M-23 publié 2 336 (1 303) (3) 1 030 (3) 73 (2) 1 098 (253) 844	Eléments spécifiques 	9M-23 Sous-jacent 2 336 (1 303) (3) 1 030 (3) 73 (2) 1 098 (253)	9M-22 publié 2 286 (1 341) (5) 940 (8) 64 4 1 000 (233) 767	Eléments spécifiques - (59) - (59) (59) 15 (45)	9M-22 sous-jacent 2 286 (1 282) (5) 999 (8) 64 4 1 059 (247) 812	Δ 9M/9M publié +2,2% (25,1%) +9,6% +13,9% +8,8% +8,9% +10,0%	Δ 9M/9M sous-jacent +2.2% +1.6% (25,1%) +3,1% (57,1%) +13,9% ns +3,6% +2,4% +2,4%	
En m¢ roduit net bancaire harges d'exploitation hors FRU RU essultat brut d'exploitation ooit du risque de crédit cociétés mises en équivalence alans ou pertes sur autres acitis fésultat avant impôt mpôt fésultat avant impôt fresultat net flestes traines en équivalence alans ou pertes sur autres acitis fésultat avant impôt mpôt fésultat net	9M-23 publié 2 336 (1 303) (3) 1 030 (2) 1 098 (253) 844 (279)	Eléments spécifiques	9M-23 sous-jacent 2 336 (1 303) (3) 1 030 (3) 73 (2) 1 098 (253) 844	9M-22 publié 2 286 (1 341) (5) 940 (8) 64 4 1 000 (233) 767 (254)	Eléments spécifiques (59) (59) (59) 15 (45)	9M-22 sous-jacent 2 286 (1 282) (5) 999 (8) 64 4 1 059 (247) 812 (269)	Δ 9M/9M publié +2.2% (25.1%) +9.6% (57.1%) +13.9% ns +9.8% +10.0%	-0,4 pp A 9M/9M Sous-jacent +2,2% +1,6% (25,1%) +3,1% (71,1%) +13,9% 18 42,4% +4,0% +3,5%	
En m€ Produit net bancaire Pharges d'exploitation hors FRU RU RU RU Resultat brut d'exploitation Oolt du risque de crédit Cocidés mises en équivalence sains ou pertes sur autres actifs Resultat avant impôt Resultat avant impôt	9M-23 publié 2 336 (1 303) (3) 1 030 (3) 73 (2) 1 098 (253) 844	Eléments spécifiques 	9M-23 Sous-jacent 2 336 (1 303) (3) 1 030 (3) 73 (2) 1 098 (253)	9M-22 publié 2 286 (1 341) (5) 940 (8) 64 4 1 000 (233) 767	Eléments spécifiques - (59) - (59) (59) 15 (45)	9M-22 sous-jacent 2 286 (1 282) (5) 999 (8) 64 4 1 059 (247) 812	Δ 9M/9M publié +2,2% (25,1%) +9,6% +13,9% +8,8% +8,9% +10,0%	Δ 9M/9M sous-jacent +2.2% +1.6% (25,1%) +3,1% (57,1%) +13,9% ns +3,6% +2,4% +2,4%	



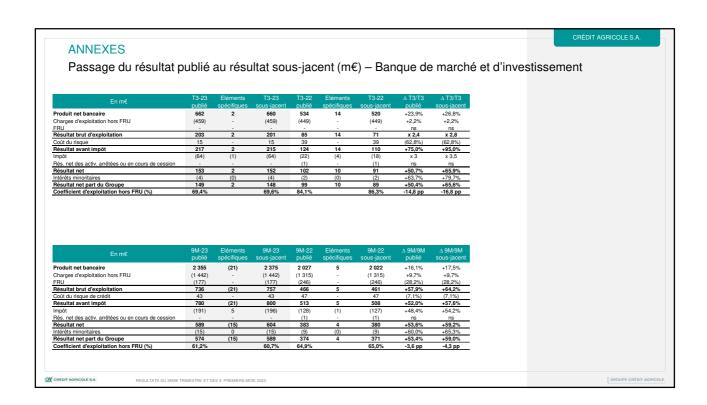




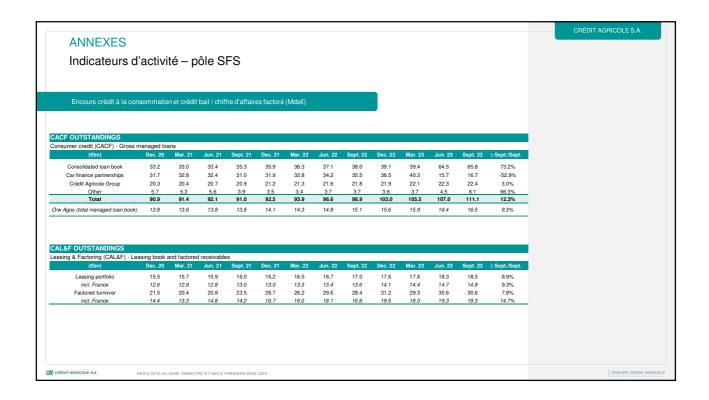
ANNEXES Passage du résultat pub	ıblié a	au résu	ıltat sou	ıs-jac	ent (m€	E) – pôle	GC		
•	ıblié a	au résu	ıltat sou	ıs-jac	ent (m€	E) – pôle	GC		
•	iblic (au 1030	ilai 30t	io jac	Citt (iiic) poic	, 40		
	T3-23	Eléments	T3-23	T3-22	Eléments	T3-22	Δ T3/T3	Δ Τ3/Τ3	
		spécifiques	sous-jacent	publié	spécifiques	sous-jacent	publié	sous-jacent	
roduit net bancaire	1 888	1	1 887	1 607	(1)	1 608	+17,4%	+17,4%	
	(1 139)	0	(1 139)	(978)	-	(978)	+16,5%	+16,5%	
RU ésultat brut d'exploitation	748	1	748	630	(1)	630	ns +18.8%	ns +18.6%	
	(13)	0	(13)	(34)	- (1)	(34)	(61,9%)	(61,9%)	
ociétés mises en équivalence	6	(0)	6	5		5	+14,9%	+14,9%	
iains ou pertes sur autres actifs	(2)	0	(2)	1	-	1	ns	ns	
ésultat avant impôt	739	1	739	602	(1)	603	+22,8%	+22,6%	
mpôt ((203)	(0)	(203)	(156)	0	(156)	+30,2%	+29,9%	
és. net des activ. arrêtées ou en cours de cession				(1)		(1)	ns	ns	
lésultat net	536	0	536	445	(0)				
		U			(0)	445	+20,5%	+20,3%	
ntérêts minoritaires	(48)	(0)	(48)	(33)	0	(33)	+45,1%	+45,0%	
ntérêts minoritaires lésultat net part du Groupe	(48) 488		(48) 488	(33) 412		(33) 412	+45,1% +18,5%	+45,0%	
ntérêts minoritaires Résultat net part du Groupe	(48)	(0)	(48)	(33)	0	(33)	+45,1%	+45,0%	
ntérés minoritaires itésulai net part du Groupe coefficient d'exploitation hors FRU (%) 6	(48) 488 60,4%	(0) 0	(48) 488 60,4%	(33) 412 60,8%	0 (0)	(33) 412 60,8%	+45,1% +18,5% -0,5 pp	+45.0% +18,3% -0,4 pp	
Ttédés minoritaires tésultai net part du Groupe cefficient d'exploitation hors FRU (%) En m€ 9 p	(48) 488 60,4% 9M-23 publié	(0) 0 Eléments spécifiques	(48) 488 60,4% 9M-23 sous-jacent	(33) 412 60,8% 9M-22 publié	0 (0)	(33) 412 60,8% 9M-22 sous-jacent	+45,1% +18,5% -0,5 pp Δ 9M/9M publié	+45,0% +18,3% -0,4 pp Δ 9M/9M sous-jacent	
ntérêts minoritaires désultat net part du Groupe coefficient d'exploitation hors FRU (%) En m€ 9 roduit net bancaire	(48) 488 60,4% 9M-23 publié 5 844	(0) 0 Eléments spécifiques (47)	(48) 488 60,4% 9M-23 sous-jacent 5 891	(33) 412 60,8% 9M-22 publié 5 301	0 (0) Eléments spécifiques 64	(33) 412 60,8% 9M-22 sous-jacent 5 237	+45,1% +18,5% -0,5 pp Δ 9M/9M publié +10,3%	+45.0% +18,3% -0,4 pp Δ 9M/9M sous-jacent +12,5%	
Titleds minoritaires Idesultain net part du Groupe Cefficient d'exploitation hors FRU (%) En IME Produit net bancaire charges d'exploitation hors FRU (8)	9M-23 publié 5 844 (3 298)	(0) 0 Eléments spécifiques (47) 0	(48) 488 60,4% 9M-23 sous-jacent 5 891 (3 298)	(33) 412 60,8% 9M-22 publié 5 301 (2 905)	0 (0) Eléments spécifiques 64	(33) 412 60,8% 9M-22 sous-jacent 5 237 (2 905)	+45,1% +18,5% -0,5 pp Δ 9M/9M publić +10,3% +13,5%	+45.0% +18,3% -0,4 pp \[\Delta 9M/9M \] \[\text{sous-jacent} \] +12,5% +13,5%	
térêts minoritaires ésultat net part du Groupe cefficient d'exploitation hors FRU (%) En m€ 9 roduit net bancaire harges d'exploitation hors FRU (%) (%)	(48) 488 60,4% 9M-23 publié 5 844 (3 298) (312)	(0) 0 Eléments spécifiques (47) 0	(48) 488 60,4% 9M-23 sous-jacent 5 891 (3 298) (312)	(33) 412 60,8% 9M-22 publié 5 301 (2 905) (442)	0 (0) Eléments spécifiques 64	(33) 412 60,8% 9M-22 sous-jacent 5 237 (2 905) (442)	+45,1% +18,5% -0,5 pp Δ 9M/9M publié +10,3% +13,5% (29,4%)	+45.0% +18,3% -0,4 pp A 9M/9M sous-jacent +12,5% +13,5% (29,4%)	
Tided's minoritaires idesultat net part du Groupe cerficient d'exploitation hors FRU (%) En IME Produit net bancaire charges d'exploitation hors FRU RU (guissillation d'exploitation	(48) 488 60,4% 9M-23 publié 5 844 (3 298) (312) 2 234	(0) 0 Eléments spécifiques (47) 0 -	(48) 488 60,4% 9M-23 sous-jacent 5 891 (3 298) (312) 2 281	(33) 412 60,8% 9M-22 publié 5 301 (2 905) (442) 1 954	0 (0) Eléments spécifiques 64	(33) 412 60,8% 9M-22 sous-jacent 5 237 (2 905) (442) 1 890	+45,1% +18,5% -0,5 pp Δ 9M/9M publié +10,3% +13,5% (29,4%) +14,3%	+45.0% +18,3% -0,4 pp A 9M/9M sous-jacent +12,5% +13,5% (29,4%) +20,7%	
ntérêts minoritaires ésoulta ret part du Groupe cefficient d'exploitation hors FRU (%) En m¢ 9 roduit net bancaire tharges d'exploitation hors FRU (%) (\$100 to \$100 to	9M-23 publié 5 844 (3 298) (312) 2 234 (81)	(0) 0 Eléments spécifiques (47) 0 - (47) 0	(48) 488 60,4% 9M-23 sous-jacent 5 891 (3 298) (312) 2 281 (81)	(33) 412 60,8% 9M-22 publié 5 301 (2 905) (442) 1 954 (236)	0 (0) Eléments spécifiques 64	(33) 412 60,8% 9M-22 sous-jacent 5 237 (2 905) (442) 1 890 (236)	+45,1% +18,5% -0,5 pp Δ 9M/9M publié +10,3% +13,5% (29,4%) +14,3% (65,5%)	+45.0% +18,3% -0,4 pp Δ 9M/9M sous-jacent +12,5% +13,5% (29,4%) +20,7% (65,5%)	
rtééés minoritaires éssultai net part du Groupe cefficient d'exploitation hors FRU (%) 6 En m€ 9 rroduit net bancaire 5 RU (() RU () éssultai truit d'exploitation hors FRU () Goût du risque cocités misses en équivalence	(48) 488 60,4% 9M-23 publié 5 844 (3 298) (312) 2 234	(0) 0 Eléments spécifiques (47) 0 - (47) 0 (0)	(48) 488 60,4% 9M-23 sous-jacent 5 891 (3 298) (312) 2 281	(33) 412 60,8% 9M-22 publié 5 301 (2 905) (442) 1 954	0 (0) Eléments spécifiques 64	(33) 412 60,8% 9M-22 sous-jacent 5 237 (2 905) (442) 1 890	+45,1% +18,5% -0,5 pp Δ 9M/9M publié +10,3% +13,5% (29,4%) +14,3% (65,5%) +49,5%	+45.0% +18,3% -0,4 pp A 9M/9M sous-jacent +12,5% +13,5% (29,4%) +20,7% (65,5%) +49,5%	
Tideds minoritaires itésultan tent part du Groupe certificient d'exploitation hors FRU (%) En m€ 9 roduit net bancaire charges d'exploitation hors FRU (%) RU (5 RU desultat brut d'exploitation 20 coli du risque cociétés mises en équivalence sians ou pertes sur autres actifs	(48) 488 60,4% 9M-23 publié 5 844 (3 298) (312) 2 234 (81) 17 3	(0) 0 Eléments spécifiques (47) 0 - (47) 0 0 0	(48) 488 60,4% 9M-23 sous-jacent 5 891 (3 298) (312) 2 281 (81) 17 3	(33) 412 60,8% 9M-22 publié 5 301 (2 905) (442) 1 954 (236) 11 0	0 (0) Eléments spécifiques 64	(33) 412 60,8% 9M-22 sous-jacent 5 237 (2 905) (442) 1 890 (236) 11	+45,1% +18,5% -0,5 pp A 9M/9M publié +10,3% +13,5% (29,4%) +14,3% (65,5%) +49,5% × 6,7	+45,0% +18,3% -0,4 pp A 9M/9M sous-jacent +12,5% +20,7% (65,5%) +49,5% × 6,7	
ride/ds minoritaires idseutait net part du Groupe coefficient d'exploitation hors FRU (%) En m€ 9 rroduit net bancaire harges d'exploitation hors FRU (() RU () coefficient d'exploitation coefficient d'exploitation coefficient d'exploitation coefficient d'exploitation coefficient au coefficient de la coef	9M-23 publié 5 844 (3 298) (312) 2 234 (81) 17	(0) 0 Eléments spécifiques (47) 0 - (47) 0 (0)	(48) 488 60,4% 9M-23 sous-jacent 5 891 (3 298) (312) 2 281 (81) 17	9M-22 publié 5 301 (2 905) (442) 1 954 (236)	0 (0) Eléments spécifiques 64 -	(33) 412 60,8% 9M-22 sous-jacent 5 237 (2 905) (442) 1 890 (236) 11	+45,1% +18,5% -0,5 pp Δ 9M/9M publié +10,3% +13,5% (29,4%) +14,3% (65,5%) +49,5%	+45.0% +18,3% -0,4 pp A 9M/9M sous-jacent +12,5% +13,5% (29,4%) +20,7% (65,5%) +49,5%	
ride/ds minoritaires idseutait net part du Groupe coefficient d'exploitation hors FRU (%) En m€ 9 rroduit net bancaire harges d'exploitation hors FRU (() RU () coefficient d'exploitation coefficient d'exploitation coefficient d'exploitation coefficient d'exploitation coefficient au coefficient de la coef	(48) 488 60,4% 9M-23 publié 5 844 (3 298) (312) 2 234 (81) 17 3	(0) 0 Eléments spécifiques (47) 0 - (47) 0 (0) 0 (47)	(48) 488 60,4% 9M-23 sous-jacent 5 891 (3 298) (312) 2 281 (81) 17 3	9M-22 publié 5 301 (2 905) (442) 1 954 (236) 1 1 0	0 (0) Eléments spécifiques 64 64 64	(33) 412 60,8% 9M-22 sous-jacent 5 237 (2 905) (442) 1 890 (236) 11 0	+45,1% +18,5% -0,5 pp A 9M/9M publié +10,3% +13,5% (29,4%) +14,3% (65,5%) +49,5% × 6,7 +25,6%	+45,0% +18,3% -0.4 pp A 9M/9M SOUS-jacent +12,5% +13,5% (29,4%) +20,7% (65,5%) +49,5% × 6,7 × 3,2%	
ritérés minoritaires itésulait net part du Groupe cefficient d'exploitation hors FRU (%) En m€ 9 rroduit net bancaire harges d'exploitation hors FRU (() RU () desuitat brut d'exploitation 2 coli du risque cociétés mises en équivalence sains ou perfes sur autres actifs fésultat avant impôt pôt (i) (i) (ii) (iii)	(48) 488 60,4% 9M-23 publié 5 844 (3 298) (312) 2 234 (81) 17 3 2 173 (561)	(0) 0 Eléments spécifiques (47) 0 - (47) 0 (0) 0 (47) 12	(48) 488 60,4% 9M-23 sous-jacent 5 891 (3 298) (312) 2 281 (81) 17 3 2 220 (573)	(33) 412 60,8% 9M-22 publié 5 301 (2 905) (442) 1 954 (236) 11 0 1 730 (436)	0 (0) Eléments spécifiques 64 - - 64 - - 64 (17)	(33) 412 60,8% 9M-22 sous-jacent 5 237 (2 905) (442) 1 890 (236) 1 10 666 (419)	+45,1% +18,5% -0,5 pp Δ 9M/9M publié +10,3% +13,5% (29,4%) +14,3% × 6,7 +25,6% +28,7%	+45,0% +18,3% -0,4 pp A SM/9M sous-jacent +12,5% +13,5% (29,4%) +20,7% (65,5%) +49,5% +35,7%	
Titérés minoritaires tésultat net part du Groupe coefficient d'exploitation hors FRU (%) En mc 9 roduit net bancaire 5 charges d'exploitation hors FRU (%) RU 6 Sesultat brut d'exploitation 6 Soci du riesue 6 Cocités mises en équivalence 6 ains ou pertes sur autres actifs desultat vant l'impôt 2 mpôt (ses net des activ. anétées ou en cours de cession fésultat en traite.)	(48) 488 60,4% 9M-23 publié 5 844 (3 298) (312) 2 234 (81) 17 3 2 173 (561)	(0) 0 0 Eléments spécifiques (47) 0 (0) 0 (0) 0 (47) 12	(48) 488 60,4% 9M-23 sous-jacent 5 891 (3 298) (312) 2 281 (81) 17 3 2 220 (573)	(33) 412 60,8% 9M-22 publié 5 301 (2 905) (442) 1 954 (236) 11 0 1 730 (436) (1)	0 (0) Eléments spécifiques 64 - - - 64 - - - - - -	(33) 412 60,8% 9M-22 sous-jacent 5 237 (2 905) (442) 1 890 (236) 1 1 0 1 666 (419) (1)	+45,1% +18,5% -0,5 pp Δ 9M/9M publié +10,3% +13,5% (29,4%) (65,5%) +49,5% × 6,7 +25,6% +28,7% ns	+45,0% +18,3% -9,4 pp -9,4 pp -0,4 pp -0,4 pp -12,5% +13,5% (29,4%) +20,7% (65,5%) +49,5% × 6,7 +33,2% +36,7% ns	
Intérês minoritaires desultat net part du Groupe oefficient d'exploitation hors FRU (%) En m€ 9 roduit net bancaire harges d'exploitation hors FRU (€) EU GU GU GU GU GU GU GU GU GU	(48) 488 60,4% 9M-23 publié 5 844 (3 298) (312) 2 234 (81) 17 3 2 173 (561)	(0) 0 Eléments spécifiques (47) 0 (0) 0 (0) 0 (47) 12	(48) 488 60,4% 9M-23 sous-jacent 5 891 (3 298) (312) 2 281 (81) 17 3 2 220 (573)	(33) 412 60,8% 9M-22 publié 5 301 (2 905) (442) 1 1 954 (236) 11 0 1 730 (436) (1) 1 293	0 (0) Eléments spécifiques 64	(33) 412 60,8% 9M-22 sous-jacent 5 237 (2 905) (236) 11 0 1 666 (419) (1)	+45.1% +18.5% -0.5 pp -0.5 pp -0.5 pp +10.3% (29.4%) +14.3% (65.5%) +49.5% × 6.7, ns	+45.0% +18.3% -0.4 pp A SM/9M sous-jacent +12.5% +13.5% (29.4%) +20.7% (65.5%) +49.5% x 6.7 +33.2% +33.2% rs 13.2%	



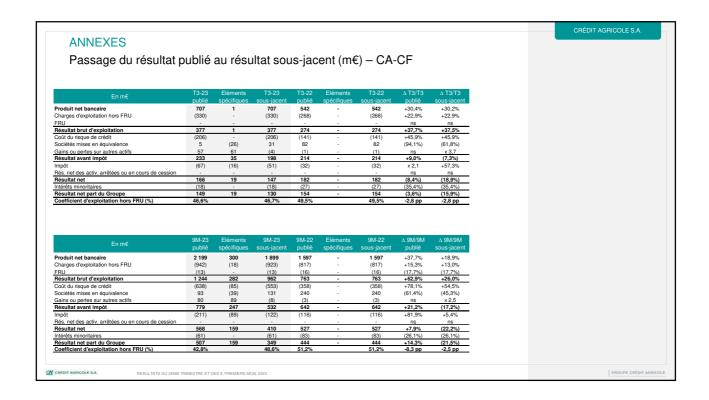
ANNEXES										_	
Passage du résulta	t nuhlié	au rési	ıltat sou	เร-เลด	ent (m€	:) – Ran	aue de	finance	ment		
r abbage da robana	t pablic	aa i ooc	iitat ooc	io jao	0111 (1110	.) Dan	quo uc	miano	,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,		
	T3-23	Eléments	T3-23	T3-22	Eléments	T3-22	Δ Τ3/Τ3	Δ Τ3/Τ3			
En m€								71 7			
	publié	spécifiques	sous-jacent	publié	spécifiques	sous-jacent	publié	sous-jacent			
roduit net bancaire	753	(2)	755	761	(14)	776	(1,1%)	(2,7%)			
harges d'exploitation hors FRU	(347)	0	(347)	(315)	-	(315)	+10,3%	+10,3%			
RU		-					ns	ns			
ésultat brut d'exploitation	406	(2)	408	447	(14)	461	(9,1%)	(11,6%)			
oût du risque	(29)	0	(29)	(72)	-	(72)	(59,8%)	(59,8%)			
ains ou pertes sur autres actifs	(0)	0	(0)	11		1	ns	ns			
ésultat avant impôt	378	(1)	380	377	(14)	391	+0,5%	(2,8%)			
•		0	(118)	(112)	4	(116)	+4,4%	+1,4%			
	(117)										
ésultat net	261	(1)	262	264	(11)	275	(1,2%)	(4,6%)			
ésultat net térêts minoritaires	261 (6)	(1) 0	(6)	(6)) O	(6)	+6,8%	+3,0%			
Sultat net térêts minoritaires ésultat net part du Groupe	261	(1)									
ésultat net térêts minoritaires ésultat net part du Groupe	261 (6) 255	(1) 0	(6) 256	(6) 259) O	(6) 269	+6,8%	+3,0%			
ésultat net térêts minoritaires ésultat net part du Groupe	261 (6) 255	(1) 0	(6) 256	(6) 259) O	(6) 269	+6,8%	+3,0%			
issultat net terfets minoritaires, dissultat net part du Groupe desultat net part du Groupe cefficient d'exploitation hors FRU (%) En m€	261 (6) 255 46,1%	(1) 0 (1) Eléments spécifiques	(6) 256 46,0%	(6) 259 41,3%	0 (10)	(6) 269 40,5%	+6,8% (1,4%) +4,8 pp \$\Delta\$ 9M/9M publié	+3,0% (4,8%) +5,4 pp			
esultat net Infets minoritaires ésultat net part du Groupe oefficient d'exploitation hors FRU (%) En m€ roduit net bancaire	261 (6) 255 46,1% 9M-23 publié	(1) 0 (1)	(6) 256 46,0% 9M-23 sous-jacent	(6) 259 41,3% 9M-22 publié	0 (10) Eléments spécifiques	(6) 269 40,5% 9M-22 sous-jacent 2 278	+6,8% (1,4%) +4,8 pp	+3,0% (4,8%) +5,4 pp			
esuitat net threfts minoritaires. esuitat net part du Groupe cefficient d'exploitation hors FRU (%) En me roduit net bancaire harges d'exploitation hors FRU	261 (6) 255 46,1% 9M-23 publié 2 287 (1 055)	(1) 0 (1) Eléments spécifiques (26)	(6) 256 46,0% 9M-23 sous-jacent 2 313 (1 055)	9M-22 publié 2 337 (929)	0 (10) Eléments spécifiques 59	(6) 269 40,5% 9M-22 sous-jacent 2 278 (929)	+6,8% (1,4%) +4,8 pp Δ 9M/9M publié (2,1%) +13,5%	+3,0% (4,8%) +5,4 pp A 9M/9M sous-jacent +1,5% +13,5%			
esultat net Infets minoritaires ésultat net part du Groupe oefficient d'exploitation hors FRU (%) En me roduit net bancaire harges d'exploitation hors FRU RU	261 (6) 255 46,1% 9M-23 publié 2 287	(1) 0 (1) Eléments spécifiques (26)	(6) 256 46,0% 9M-23 sous-jacent 2 313	(6) 259 41,3% 9M-22 publié 2 337	0 (10) Eléments spécifiques 59	(6) 269 40,5% 9M-22 sous-jacent 2 278	+6,8% (1,4%) +4,8 pp Δ 9M/9M publié (2,1%)	+3.0% (4.8%) +5,4 pp A 9M/9M sous-jacent +1,5%			
esuitat net threfts minoritaires esuitat net part du Groupe cefficient d'exploitation hors FRU (%) En mé roduit net bancaire harges d'exploitation hors FRU RU RU	261 (6) 255 46,1% 9M-23 publié 2 287 (1 055) (94) 1 137	(1) 0 (1) Eléments spécifiques (26) 0	(6) 256 46,0% 9M-23 sous-jacent 2 313 (1 055) (94) 1 164	9M-22 publié 2 2 37 (138) 1 270	0 (10) Eléments spécifiques 59	(6) 269 40,5% 9M-22 sous-jacent 2 278 (929) (138) 1 210	+6,8% (1,4%) +4,8 pp Δ 9M/9M publié (2,1%) +13,5% (31,8%) (10,4%)	+3.0% (4.8%) +5.4 pp Δ 9M/9M sous-jacent +1.5% +13.5% (31.8%) (3.9%)			
esultat net firefes minoritaires ésultat net part du Groupe oefficient d'exploitation hors FRU (%) En m€ roduit net bancaire harges d'exploitation hors FRU RU esultat het d'exploitation fors FRU RU esultat brut d'exploitation oid du risque	261 (6) 255 46,1% 9M-23 publié 2 287 (1 055) (94)	(1) 0 (1) Eléments spécifiques (26) 0	(6) 256 46,0% 9M-23 sous-jacent 2 313 (1 055) (94)	(6) 259 41,3% 9M-22 publié 2 337 (929) (138)	0 (10) Eléments spécifiques 59 59	(6) 269 40,5% 9M-22 sous-jacent 2 278 (929) (138)	+6,8% (1,4%) +4,8 pp Δ 9M/9M publié (2,1%) +13,5% (31,8%)	+3.0% (4.8%) +5.4 pp A 9M/9M sous-jacent +1.5% +13.5% (31.8%)			
esuitat net threfts minoritaires esuitat net part du Groupe cefficient d'exploitation hors FRU (%) En m6 roduit net bancaire harges d'exploitation hors FRU RU RU esuitat brut d'exploitation oût du risque ains ou pertes sur autres actifs	261 (6) 255 46,1% 9M-23 publid 2 287 (1 055) (94) 1 137 (123)	(1) 0 (1) Eléments spécifiques (26) 0 -	(6) 256 46,0% 9M-23 sous-jacent 2 313 (1 055) (94) 1 164 (123)	9M-22 publié 2 337 (929) (138) 1 270 (283)	0 (10) Eléments spécifiques 59 -	(6) 269 40,5% 9M-22 sous-jacent 2 278 (929) (138) 1 210 (283)	+6,8% (1,4%) +4,8 pp Δ 9M/9M publié (2,1%) +13,5% (31,8%) (10,4%) (56,5%)	+3,0% (4,8%) +5,4 pp A 9M/9M sous-jacent +1,5% (31,8%) (39%) (56,5%)			
esuitat net firefes minoritaires ésuitat net part du Groupe eefficient d'exploitation hors FRU (%) En m€ roduit net bancaire harges d'exploitation hors FRU RU RUItat brut d'exploitation fors FRU RUItat brut d'exploitation off du risque ains ou pertes sur autres actifs ésuitat avant impôt	261 (6) 255 46,1% 9M-23 publié 2 287 (1 055) (94) 1 137 (123) 0	(1) 0 (1) Eléments spécifiques (26) 0 - (26) 0	(6) 256 46,0% 9M-23 sous-jacent 2 313 (1 055) (94) 1 164 (123) 0	9M-22 publié 2 337 (929) (138) 1 270 (283) 0	Eléments spécifiques 59 - - 59	(6) 269 40,5% 9M-22 sous-jacent 2 278 (929) (138) 1 210 (283) 0	Δ.9M/9M publié (2,1%) +1,8 pp Δ.9M/9M publié (2,1%) (10,4%) (56,5%) (73,3%)	+3.0% (4.8%) +5.4 pp A 9M/9M sous-jacent +1,5% +13,5% (3.1,8%) (3.9%) (56,5%) (73,3%)			
issuitat net tertest minoritaires desultat net part du Groupe cefficient d'exploitation hors FRU (%) En me roduit net bancaire harges d'exploitation hors FRU RU RU desultat brut d'exploitation oùt du risque ains ou pertes sur autres actifs desultat avant impôt pôt	261 (6) 255 46,1% 9M-23 publié 2 287 (1 055) (94) 1 137 (123) 0	(1) 0 (1) Eléments spécifiques (26) 0 - (26) 0 0 0 (26)	(6) 256 46,0% 9M-23 sous-jacent 2 313 (1 055) (94) 1 164 (123) 0	9M-22 publié 2 337 (929) 1 270 (283) 987	Eléments spécifiques 59 - - 59 59	(6) 269 40,5% 9M-22 sous-jacent 2 278 (929) (138) 1 210 (283) 0	+6,8% (1,4%) +4,8 pp A 9M/9M publié (2,1%) +13,5% (31,8%) (56,5%) (73,3%)	+3,0% (4.8%) +5,4 pp A 9M/9M Sous-jacent +1,5% (31.8%) (31.8%) (56.5%) (73.3%) +12,2%			
apót essultat net terés minoritaires essultat net terés minoritaires essultat net part du Groupe oefficient d'exploitation hors FRU (%) En mc roduit net bancaire harges d'exploitation hors FRU RU essultat brut d'exploitation oût du risque aims ou pertes sur autres actifs essultat avant impôt ppôt desultat net teréste minoritaires	261 (6) 255 46,1% 9M-23 publié 2 287 (1 055) (94) 1 137 (123) 0 1 1 016 (289)	(1) 0 (1) (1) Eléments spécifiques (26) 0 - (26) 0 0 (26) 7	(6) 256 46,0% 9M-23 sous-jacent 2 313 (1 055) (94) 1 164 (123) 0 1 042 (296)	(6) 259 41,3% 41,3% 9M-22 publié 2 337 (929) (138) 0 987 (263) 0 987 (254)	Eléments spécifiques 59 59 - (15)	(6) 269 40,5% 9M-22 sous-jacent 2 278 (929) (138) 1 210 (283) 0 928 (239)	+6.8% (1,4%) +4.8 pp Δ 9M/9M publić (2,1%) +13,5% (31,8%) (10,4%) (73,3%) +2,8%	+3.0% (4.8%) +5.4 pp A 9M/9M sous-jacent +1,5% +13,5% (31,8%) (3,9%) (56,5%) (73,3%) +12,2% +23,7%			
esuitat net Inferies minoritaires esuitat net part du Groupe estitat net part du Groupe cefficient d'exploitation hors FRU (%) En me roduit net bancaire harges d'exploitation hors FRU EU EU esuitat brut d'exploitation off du risque ains ou pertes sur autres actifs esuitat avant impôt pôt	261 (6) 255 46,1% 46,1% 9M-23 publié 2 287 (1 055) (94) 1 137 (123) 0 1 016 (289) 727	(1) 0 (1) Eléments spécifiques (26) 0 - (26) 0 0 (26) 7 (19)	(6) 256 46,0% 9M-23 sous-jacent 2 313 (1 055) (94) 1 164 (123) 0 1 042 (296) 746	(6) 259 41,3% 41,3% 9M-22 publié 2 337 (929) (138) 1 270 (283) 0 987 (254) 733	0 (10) Eléments spécifiques 59 59 59 (15) 44	(6) 269 40,5% 40,5% 9M-22 SOUS-jacent 2 278 (283) 0 (283) 0 928 (239) 689	+6,8% (1,4%) +4,8 pp A 9M/9M public (2,1%) +13,5% (31,8%) (56,5%) (73,3%) +2,8% +13,6% (0,9%)	+3,0% (4.8%) +5,4 pp 			
issuitat net tertest minoritaires desultat net part du Groupe cefficient d'exploitation hors FRU (%) En me roduit net bancaire harges d'exploitation hors FRU RU RU desultat brut d'exploitation oùt du risque ains ou pertes sur autres actifs desultat avant impôt pôt desultat net tertest minoritaires	261 (6) 255 46,1% 9M-23 publid 2 287 (1 055) (94) 1 137 (123) 0 1 1016 (289) 727 (17)	(1) 0 (1) (1) Eléments spécifiques (26) 0 - (26) 0 0 (26) 7 (19)	9M-23 9M-23 SOUS-jacent 2 313 (1 055) (94) 1 164 (1 164 (2 266) 746 (18)	9M-22 publié 2 337 (929) (138) 0 967 (254) 733 (16)	0 (10) Eléments spécifiques 59	(6) 269 40,5% 40,5	Δ 9M/9M public (2,1%) (16,5%) (56,5%) (73,3%) +13,6% (10,4%) (10,4%) (10,4%) (10,4%) (10,4%) (10,4%) (10,4%) (10,4%) (10,4%) (10,4%)	+3.0% (4.8%) +5.4 pp +5.4 pp A 9M/9M sous-jacent +13.5% (3.9%) (56.5%) (73.3%) +12.2% +23.7% +8.2% +18.8%			

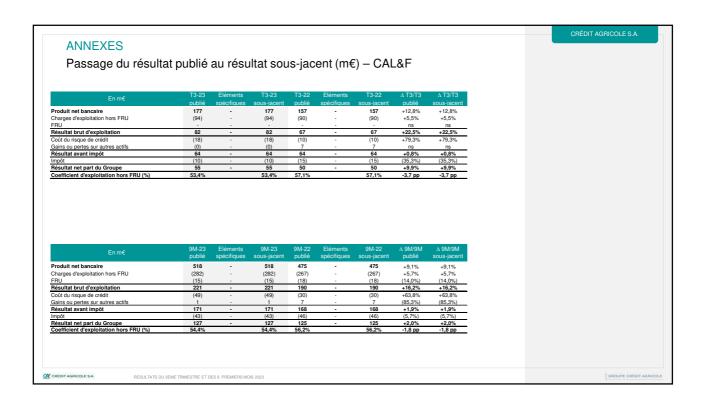


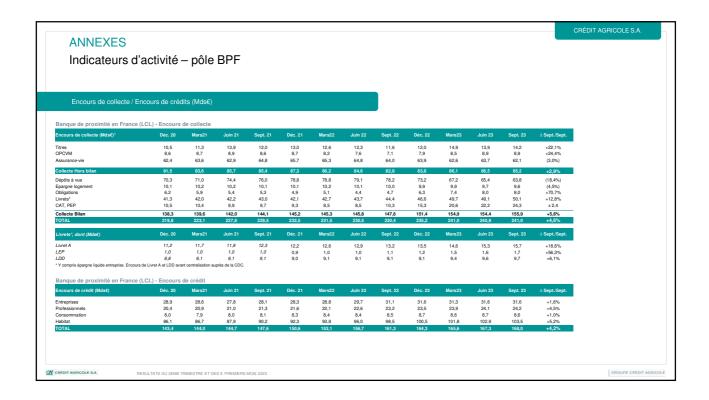
Passage du résultat	t publié	au résu	Itat sou	ıs-jac	ent (m€	:) – SFI			
r assage du resulta	i publie	au 165u	ilai sut	is-jac	ent (me	.) – 31 1			
	T3-23	Eléments	T3-23	T3-22	Eléments	T3-22	Δ T3/T3	Δ T3/T3	
En m€	publié	spécifiques	sous-jacent	publié	spécifiques	sous-jacent	publié	sous-jacent	
Produit net bancaire	472	-	472	312	-	312	+51,5%	+51,5%	
Charges d'exploitation hors FRU	(333)		(333)	(214)		(214)	+55,8%	+55,8%	
FRU	` - '				-		ns	ns	
Résultat brut d'exploitation	139	-	139	98		98	+42,2%	+42,2%	
Coût du risque de crédit	1	-	1	(2)		(2)	ns	ns	
Sociétés mises en équivalence	5	-	5	5	-	5	(3,8%)	(3,8%)	
Résultat avant impôt	143		143	101	-	101	+41,6%	+41,6%	
Impôt	(22)		(22)	(22)		(22)	(2,8%)	(2,8%)	
Résultat net	122	-	122	79		79	+54,1%	+54,1%	
Intérêts minoritaires	(38)		(38)	(25)		(25)	+52,1%	+52,1%	
ntérêts minoritaires Résultat net part du Groupe	83	- :	83	54	- :	54	+55,1%	+55,1%	
Intérêts minoritaires Résultat net part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%)									
ntérêts minoritaires Résultat net part du Groupe	83		83	54		54	+55,1%	+55,1%	
ntérêts minoritaires Résultat net part du Groupe	83 70,6%	·	83 70,6%	54 68,6%	·	54 68,6%	+55,1% +1,9 pp	+55,1% +1,9 pp	
Intérêts minoritaires Résultat net part du Groupe	83		83	54		54	+55,1%	+55,1%	
Interêts minoritaires Résultat net part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) En m€	9M-23 publié	- Eléments	83 70,6% 9M-23 sous-jacent	54 68,6% 9M-22 publié	- Eléments	54 68,6% 9M-22 sous-jacent	+55,1% +1,9 pp Δ 9M/9M publié	+55,1% +1,9 pp Δ 9M/9M sous-jacent	
Intérêts minoritaires Résultat net part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) En m€ roduit net bancaire	9M-23 publié 1 203	Eléments spécifiques	9M-23 sous-jacent	54 68,6% 9M-22 publié 937	Eléments spécifiques	54 68,6% 9M-22 sous-jacent 937	+55,1% +1,9 pp Δ 9M/9M publié +28,4%	+55,1% +1,9 pp A 9M/9M sous-jacent +28,4%	
Intérêts minoritaires Résultat net part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) En m€ roduit net bancaire harges d'exploitation hors FRU	9M-23 publié 1 203 (801)	Eléments spécifiques	9M-23 sous-jacent 1 203 (801)	9M-22 publié 937 (660)	Eléments spécifiques	54 68,6% 9M-22 sous-jacent 937 (660)	+55,1% +1,9 pp Δ 9M/9M publié +28,4% +21,3%	+55,1% +1,9 pp Δ 9M/9M sous-jacent +28,4% +21,3%	
Intérêts minoritaires Résultat net part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) En m€ roduit net bancaire harges d'exploitation hors FRU RU	9M-23 publié 1 203	Eléments spécifiques	9M-23 sous-jacent	54 68,6% 9M-22 publié 937	Eléments spécifiques	54 68,6% 9M-22 sous-jacent 937	+55,1% +1,9 pp Δ 9M/9M publié +28,4% +21,3% (28,3%)	+55,1% +1,9 pp Δ 9M/9M sous-jacent +28,4% +21,3% (28,3%)	
Interests minoritaires Résultat net part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) En m¢ roduit net bancaire harges d'exploitation hors FRU RU RU	83 70,6% 9M-23 publié 1 203 (801) (42) 360	Eléments spécifiques	9M-23 sous-jacent 1 203 (801) (42) 360	9M-22 publié 937 (660) (58)	Eléments spécifiques	54 68,6% 9M-22 sous-jacent 937 (660) (58)	+55,1% +1,9 pp Δ 9M/9M publié +28,4% +21,3%	+55,1% +1,9 pp Δ 9M/9M sous-jacent +28,4% +21,3%	
Intérêts minoritaires Résultat net part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) En m€ roduit net bancaire harges d'exploitation hors FRU RU ésultat hut d'exploitation oit du risque de crédit	9M-23 publié 1 203 (801) (42)	Eléments spécifiques	9M-23 sous-jacent 1 203 (801) (42)	9M-22 publié 937 (660) (58) 219	Eléments spécifiques	54 68,6% 9M-22 sous-jacent 937 (660) (58) 219	Δ 9M/9M publié +28,4% +21,3% +64,9%	+55.1% +1,9 pp Δ 9M/9M sous-jacent +28,4% +21,3% (28,3%) +64,9%	
Interests minoritaires Resultan ten part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) En m€ roduit net bancaire harges d'exploitation hors FRU RU RU essultat brut d'exploitation oût du risque de crédit coétés misses ne faquivalence	83 70,6% 9M-23 publié 1 203 (801) (42) 360 (2)	Eléments spécifiques	9M-23 sous-jacent 1 203 (801) (42) 360 (2)	9M-22 publié 937 (660) (58) 219	Eléments spécifiques	54 68,6% 9M-22 sous-jacent 937 (660) (58) 219	Δ 9M/9M publié +28,4% +21,3% (28,3%) rs	Δ 9M/9M sous-jacent +28.4% +21.3% (28.3%) +64.9% ns	
Intérêts minoritaires Résultat net part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) En m€ roduit net bancaire harges d'exploitation hors FRU RU esultat brut d'exploitation oit du risque de crédit coiétés mises en équivalence ésultat avent des	9M-23 publié 1 203 (801) (42) 360 (2)	Eléments spécifiques	9M-23 sous-jacent 1 203 (801) (42) 360 (2)	9M-22 publié 937 (660) (58) 219 0	Eléments spécifiques	54 68,6% 9M-22 sous-jacent 937 (660) (58) 219 0	+55,1% +1,9 pp Δ 9M/9M publié +28,4% +21,3% (28,3%) +64,9% ns +41,2%	+55.1% +1.9 pp Δ 9M/9M sous-jacent +28.4% +21.3% (28.3%) +64.9% ns +41.2%	
Intérêts minoritaires Resultan ten part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) En m€ roduit net bancaire harges d'exploitation hors FRU RU RU seultat brut d'exploitation oût du risque de crédit cociétés mises en équivalence ésultat avant impót npot	83 70,6% 9M-23 publié 1 203 (801) (42) 360 (2) 16	Eléments spécifiques	9M-23 sous-jacent 1 203 (801) (42) 360 (2) 16 378	9M-22 publié 937 (660) (58) 219 0 11	Eléments spécifiques - - -	9M-22 sous-jacent 937 (660) (58) 219 0 111 230	+55,1% +1,9 pp Δ 9M/9M publié +28,4% +21,3% (28,3%) rs +41,2% +64,3%	455,1% +1,9 pp Δ 9M/9M sous-jacent +28,4% +21,3% +64,9% ns +41,2% +64,3%	
Interests minoritaires Résultat net part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) En m€ roduit net bancaire harges d'exploitation hors FRU RU Eu d'exploitation hors FRU RU d'exploitation hors FRU RU desultat brut d'exploitation oût du risque de crédit cociétés mises en équivalence ésultat part impôt pôt ésultat trut d'exploitation	83 70,6% 9M-23 publié 1 203 (801) (42) 360 (2) 16 378 (82)	Eléments spécifiques 	9M-23 Sous-Jacent 1 203 (801) (42) 360 (2) 16 378 (82)	9M-22 publié 937 (660) (58) 0 11 230 (53)	Eléments spécifiques 	9M-22 sous-jacent 937 (660) (58) 219 0 11 230 (53)	+55,1% +1,9 pp A 9M/9M publié +28,3% (28,3%) +64,9% ns +41,2% +64,3%	455.1% +1,9 pp A 9M/9M Sous-Jacent +28.4% +21.3% (23.5%) +64.9% ns +41.2% +64.3%	
Interests minoritaires Résultat net part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) En m€ roduit net bancaire harges d'exploitation hors FRU RU Eu d'exploitation hors FRU RU d'exploitation hors FRU RU desultat brut d'exploitation oût du risque de crédit cociétés mises en équivalence ésultat part impôt pôt ésultat trut d'exploitation	83 70,6% 9M-23 publié 1 203 (801) (42) 360 (2) (2) (3) (82) (82)	Eléments spécifiques 	9M-23 SOUS-jacent 1 203 (801) (42) 360 (2) 16 378 (82) 226	9M-22 publié 937 (660) (58) 219 0 11 230 (53)	Eléments spécifiques 	9M-22 sous-jacent 937 (660) (58) 219 0 11 230 (53)	+55,1% +1,9 pp Δ 9M/9M publié +28,4% +21,3% (28,3%) +64,9% ns +41,2% +64,3% +53,6%	455,1% +1,9 pp A 9M/9M SOUS-jacent +28,4% +21,3% (28,3%) +64,9% ns +41,2% +64,5% +53,6% +67,5%	
Intérêts minoritaires Résultat net part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	9M-23 publié 1 203 (801) (42) 360 (2)	Eléments spécifiques	9M-23 sous-jacent 1 203 (801) (42) 360 (2)	9M-22 publié 937 (660) (58) 219 0	Eléments spécifiques	54 68,6% 9M-22 sous-jacent 937 (660) (58) 219 0	Δ 9M/9M publié +28,4% +21,3% (28,3%) rs	Δ 9M/9M sous-jacent +28.4% +21.3% (28.3%) +64.9% ns	
Interests minoritaires Résultat net part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) En m€ roduit net bancaire tharges d'exploitation hors FRU RU RU esultat brut d'exploitation oid du risque de crédit cociétés mises en équivalence ésultat avent impôt	83 70,6% 9M-23 publié 1 203 (801) (42) 360 (2) 16	Eléments spécifiques	9M-23 sous-jacent 1 203 (801) (42) 360 (2) 16 378	9M-22 publié 937 (660) (58) 219 0 11	Eléments spécifiques - - -	9M-22 sous-jacent 937 (660) (58) 219 0 111 230	+55,1% +1,9 pp Δ 9M/9M publié +28,4% +21,3% (28,3%) rs +41,2% +64,3%	455,1% +1,9 pp Δ 9M/9M sous-jacent +28,4% +21,3% +64,9% ns +41,2% +64,3%	
Interests minoritaires Resultant en part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) En m€ roduit net bancaire harges d'exploitation hors FRU RU RU sesultat brut d'exploitation oût du risque de crédit cociétés mises e réquivalence éssultat avant impôt mpôt	83 70,6% 9M-23 publié 1 203 (801) (42) 360 (2) 16 378 (82)	Eléments spécifiques 	9M-23 Sous-Jacent 1 203 (801) (42) 360 (2) 16 378 (82)	9M-22 publié 937 (660) (58) 0 11 230 (53)	Eléments spécifiques 	9M-22 sous-jacent 937 (660) (58) 219 0 11 230 (53)	+55,1% +1,9 pp A 9M/9M publié +28,3% (28,3%) +64,9% ns +41,2% +64,3%	455.1% +1,9 pp A 9M/9M Sous-Jacent +28.4% +21.3% (23.5%) +64.9% ns +41.2% +64.3%	
Intérêts minoritaires Resultan ten part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) En m€ roduit net bancaire harges d'exploitation hors FRU RU RU seultat brut d'exploitation oût du risque de crédit cociétés mises en équivalence ésultat avant impót npot	83 70,6% 9M-23 publié 1 203 (801) (42) 360 (2) 16 378 (82)	Eléments spécifiques 	9M-23 Sous-Jacent 1 203 (801) (42) 360 (2) 16 378 (82)	9M-22 publié 937 (660) (58) 0 11 230 (53)	Eléments spécifiques 	9M-22 sous-jacent 937 (660) (58) 219 0 11 230 (53)	+55,1% +1,9 pp A 9M/9M publié +28,3% (28,3%) +64,9% ns +41,2% +64,3%	455.1% +1,9 pp A 9M/9M Sous-Jacent +28.4% +21.3% (23.5%) +64.9% ns +41.2% +64.3%	
Intérêts minoritaires Resultan ten part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) En m€ roduit net bancaire harges d'exploitation hors FRU RU RU seultat brut d'exploitation oût du risque de crédit cociétés mises en équivalence ésultat avant impót npot	83 70,6% 9M-23 publié 1 203 (801) (42) 360 (2) 16 378 (82)	Eléments spécifiques 	9M-23 Sous-Jacent 1 203 (801) (42) 360 (2) 16 378 (82)	9M-22 publié 937 (660) (58) 0 11 230 (53)	Eléments spécifiques 	9M-22 sous-jacent 937 (660) (58) 219 0 11 230 (53)	+55,1% +1,9 pp A 9M/9M publié +28,3% (28,3%) +64,9% ns +41,2% +64,3%	455.1% +1,9 pp A 9M/9M Sous-Jacent +28.4% +21.3% (23.5%) +64.9% ns +41.2% +64.3%	
Interêts minoritaires Résultat net part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) En m€ roduit net bancaire harges d'exploitation hors FRU RU RU sesultat brut d'exploitation oût du risque de crédit cocidés misses en équivalence desultat avant impót ppot	83 70,6% 9M-23 publié 1 203 (801) (42) 360 (2) 16 378 (82)	Eléments spécifiques 	9M-23 Sous-Jacent 1 203 (801) (42) 360 (2) 16 378 (82)	9M-22 publié 937 (660) (58) 0 11 230 (53)	Eléments spécifiques 	9M-22 sous-jacent 937 (660) (58) 219 0 11 230 (53)	+55,1% +1,9 pp A 9M/9M publié +28,3% (28,3%) +64,9% ns +41,2% +64,3%	455.1% +1,9 pp A 9M/9M Sous-Jacent +28.4% +21.3% (23.5%) +64.9% ns +41.2% +64.3%	
Interêts minoritaires Résultat net part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) En m€ roduit net bancaire harges d'exploitation hors FRU RU RU sesultat brut d'exploitation oût du risque de crédit cocidés misses en équivalence desultat avant impót ppot	83 70,6% 9M-23 publié 1 203 (801) (42) 360 (2) 16 378 (82)	Eléments spécifiques 	9M-23 Sous-Jacent 1 203 (801) (42) 360 (2) 16 378 (82)	9M-22 publié 937 (660) (58) 219 0 11 230 (53)	Eléments spécifiques 	9M-22 sous-jacent 937 (660) (58) 219 0 11 230 (53)	+55,1% +1,9 pp A 9M/9M publié +28,3% (28,3%) +64,9% ns +41,2% +64,3%	455.1% +1,9 pp A 9M/9M Sous-Jacent +28.4% +21.3% (23.5%) +64.9% ns +41.2% +64.3%	
Interêts minoritaires Résultat net part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) En m€ roduit net bancaire harges d'exploitation hors FRU RU ésultat brut d'exploitation hors FRU RU ésultat brut d'exploitation obt du risque de crédit cociétés mises en équivalence ésultat avant impôt pôt ésultat trut d'exploitation	83 70,6% 9M-23 publié 1 203 (801) (42) 360 (2) (2) (3) (82) (82)	Eléments spécifiques 	9M-23 SOUS-jacent 1 203 (801) (42) 360 (2) 16 378 (82) 226	9M-22 publié 937 (660) (58) 219 0 11 230 (53)	Eléments spécifiques 	9M-22 sous-jacent 937 (660) (58) 219 0 11 230 (53)	+55,1% +1,9 pp Δ 9M/9M publié +28,4% +21,3% (28,3%) +64,9% ns +41,2% +64,3% +53,6%	455,1% +1,9 pp A 9M/9M SOUS-jacent +28,4% +21,3% (28,3%) +64,9% ns +41,2% +64,5% +53,6% +67,5%	
Interests minoritaires Resultan et part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) En m€ roduit net bancaire harges d'exploitation hors FRU RU RU seultat brut d'exploitation oût du risque de crédit cociétés mises n'equivalence esuitat avant impôt npôt festitat net terrêts minoritaires	83 70,6% 9M-23 publié 1 203 (801) (42) 360 (2) 16 6 378 (82) 296 (94)	Eléments spécifiques	9M-23 50us-jacent 1 203 (801) (42) 360 (2) 16 378 (82) 29 (94)	54 68,6% 9M-22 publié 937 (660) (58) 0 11 230 (53) 177 (57)	Eléments spécifiques	54 68,6% 9M-22 sous-jacent 937 (660) (58) 219 0 11 230 (53) 177 (57)	+55.1% +1.9 pp A 9M/9M publié +28,4% +21,3% +64,9% ns +41,2% +64,9% +64,3% +65.6% +67.5%	455.1% +1,9 pp A 9M/9M Sous-jacent +26.4% +21.3% (24.3%) +64.9% ns ns +41.2% +64.3% +45.5% +67.5% +64.1%	
Interests minoritaires Resultan et part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) En m€ roduit net bancaire harges d'exploitation hors FRU RU RU seultat brut d'exploitation oût du risque de crédit cociétés mises n'equivalence esuitat avant impôt npôt festitat net terrêts minoritaires	83 70,6% 9M-23 publié 1 203 (801) (42) 360 (2) 16 6 378 (82) 296 (94)	Eléments spécifiques	9M-23 50us-jacent 1 203 (801) (42) 360 (2) 16 378 (82) 29 (94)	54 68,6% 9M-22 publié 937 (660) (58) 0 11 230 (53) 177 (57)	Eléments spécifiques	54 68,6% 9M-22 sous-jacent 937 (660) (58) 219 0 11 230 (53) 177 (57)	+55.1% +1.9 pp A 9M/9M publié +28,4% +21,3% +64,9% ns +41,2% +64,9% +64,3% +65.6% +67.5%	455.1% +1,9 pp A 9M/9M Sous-jacent +26.4% +21.3% (24.3%) +64.9% ns ns +41.2% +64.3% +45.5% +67.5% +64.1%	

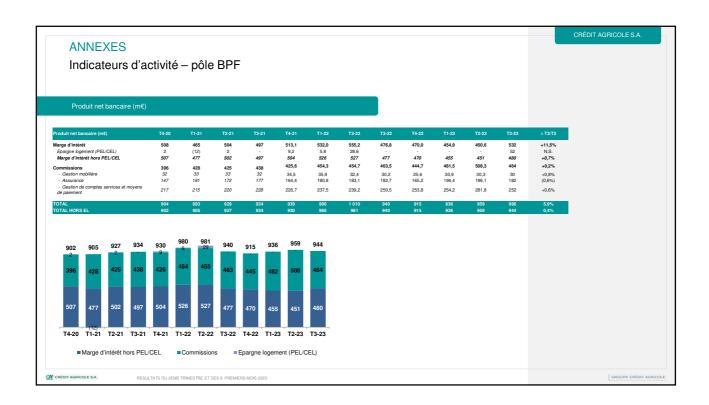


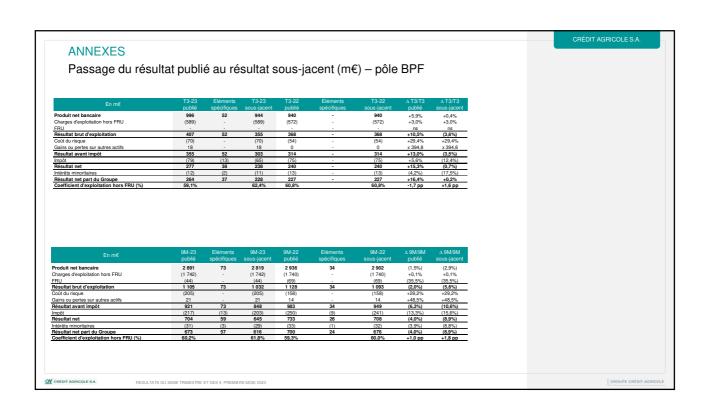
									CRÉDIT AGRICOLE S.A.
									CHEDIT AGRICOLE 3.A.
ANNEXES									
Passage du résultat p	كناطيي	au ráci	iltat eni	ie-ian	ant (m£	 nôle 	SES		
i assage du resultat p	ublic	au iest	illai 30t	is-jac	ciit (iiit	.) — poie	, 01 0		
	T3-23	Eléments	T3-23	T3-22	Eléments	T3-22	Δ T3/T3	Δ T3/T3	
En m€	publié	spécifiques		publié	spécifiques		publié	sous-iacent	
Produit net bancaire	883	1	883	699		699	+26,3%	+26.2%	
Charges d'exploitation hors FRU	(424)		(424)	(358)		(358)	+18,4%	+18,4%	
RU	- (/			-		-	ns	ns	
Résultat brut d'exploitation	460	1	459	341	-	341	+34,6%	+34,4%	
Coût du risque	(224)		(224)	(151)		(151)	+48.1%	+48.1%	
Sociétés mises en équivalence	5	(26)	32	82		82	(93,8%)	(61,5%)	
Gains ou pertes sur autres actifs	57	61	(4)	6		6	x 10,2	ns	
Résultat avant impôt	298	35	263	278	-	278	+7,0%	(5,5%)	
mpôt	(77)	(16)	(61)	(47)	-	(47)	+61,4%	+27,9%	
Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	(0)		(0)	1	-	1	ns	ns	
		- 10	201	232	-	232	(4,9%)	(13,1%)	
	220	19							
Résultat net	220 (17)	- 19	(17)	(27)		(27)	(38,7%)	(38,7%)	
Résultat net ntérêts minoritaires						(27) 205	(38,7%)		
Résultat net neur siminoritaires Résultat net part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	(17)		(17)	(27)	-			(38,7%)	
Résultat net nitérêts minoritaires Résultat net part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	(17) 204 48,0%	19 Eléments	(17) 185 48,0%	(27) 205 51,2%	Eléments	205 51,2%	(0,4%) -3,2 pp Δ 9M/9M	(38,7%) (9,7%) -3,2 pp	
Résultat net Intérêts minoritaires Résultat net part du Groupe	(17) 204 48,0%	19	(17) 185 48,0%	(27) 205 51,2%	-	205 51,2%	(0,4%) -3,2 pp	(38,7%) (9,7%) -3,2 pp	
Résultat net notroiter since and recommender monoraires Résultat net part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) En m€ Produit net bancaire	9M-23 publié 2 717	19 Eléments spécifiques 300	(17) 185 48,0% 9M-23 sous-jacent 2 417	9M-22 publié 2 072	Eléments	205 51,2% 9M-22 sous-jacent 2 072	(0,4%) -3,2 pp Δ 9M/9M publié +31,2%	(38,7%) (9,7%) -3,2 pp A 9M/9M sous-jacent +16,7%	
Aésultat net méréts minoritaires Aésultat net part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) En m€ Produit net bancaire Charges d'exploitation hors FRU	(17) 204 48,0% 9M-23 publié	19 Eléments spécifiques	(17) 185 48,0% 9M-23 sous-jacent	(27) 205 51,2% 9M-22 publié	Eléments spécifiques	205 51,2% 9M-22 sous-jacent	(0,4%) -3,2 pp Δ 9M/9M publié	(38,7%) (9,7%) -3,2 pp A 9M/9M sous-jacent	
Résultat net Intérés mionitaires Résultat net part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) En m€ Produit net bancaire Charges d'exploitation hors FRU FRU	9M-23 publié 2717 (1 224) (29)	Eléments spécifiques 300 (18)	(17) 185 48,0% 9M-23 sous-jacent 2 417 (1 205) (29)	9M-22 publié 2 072 (1 084) (34)	Eléments spécifiques	205 51,2% 9M-22 sous-jacent 2 072 (1 084) (34)	(0,4%) -3,2 pp A 9M/9M publié +31,2% +12,9% (15,7%)	(38,7%) (9,7%) -3,2 pp A 9M/9M sous-jacent +16,7% +11,2% (15,7%)	
Aésultat net méréis minoritaires Aésultat net part du Groupe Defficient d'exploitation hors FRU (%) En m€ Produit net bancaire Charges d'exploitation hors FRU	9M-23 publié 2 71 2 1 465	Eléments spécifiques 300 (18)	9M-23 sous-jacent 2 417 (1 205) (29) 1 183	9M-22 publié 2 072 (1 084) 954	Eléments spécifiques	9M-22 sous-jacent 2 072 (1 084) (34) 954	(0,4%) -3,2 pp A 9M/9M publié +31,2% +12,9% (15,7%) +53,6%	(38,7%) (9,7%) -3,2 pp A 9M/9M sous-jacent +16,7% +11,2% (15,7%) +24,1%	
Produit net barcaire Produit n	9M-23 publié 2 717 (1 224) (29) 1 465 (686)	Eléments spécifiques 300 (18)	(17) 185 48,0% 9M-23 sous-jacent 2 417 (1 205) (29) 1183 (602)	9M-22 publié 2 072 (1 084) 954 (388)	Eléments spécifiques	205 51,2% 9M-22 sous-jacent 2 072 (1 084) (34) 954 (388)	(0,4%) -3,2 pp A 9M/9M publié +31,2% +12,9% (15,7%) +53,6% +77,0%	(38,7%) (9,7%) -3,2 pp A 9M/9M sous-jacent +16,7% +11,2% (15,7%) +24,1% +55,2%	
Ale sultat net miteries minoritaires Résultat net part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) En mc Produit net bancaire Charges d'exploitation hors FRU FRU RESUltat brut d'exploitation Cocidés misque Cocidés misque	9M-23 publié 2 717 (1 224) (29) 1 465 (686) 90	Eléments spécifiques 300 (18) - 282 (85) (39)	9M-23 sous-jacent 2 417 (1 205) (29) 1183 (602) 129	9M-22 publié 2 072 (1 084) (34) 954 (388) 2 40	Eléments spécifiques	9M-22 sous-jacent 2 072 (1 084) (34) 954 (388) 240	Δ 9M/9M publié +31,2% +12,9% (15,7%) +53,6% +77,0% (62,5%)	(38,7%) (9,7%) -3,2 pp -3,2 pp -3,2 pp -3,2 pp -4,10,2% (15,7%) +11,2% (15,7%) +24,1% +55,2% (46,5%)	
Produit net barcaire	9M-23 publié 2 717 (1 224) 1 465 (686) 90 81	Eléments spécifiques 300 (18) - 282 (85) (39) 89	9M-23 sous-jacent 2 417 (1 205) (29) 1183 (602) 129 (7)	9M-22 publié 2 072 (1 084) 954 (388) 240	Eléments spécifiques - - -	205 51,2% 9M-22 sous-jacent 2 072 (1 084) (34) 954 (388) 240 4	(0,4%) -3,2 pp A 9M/9M publié +31,2% +12,9% (15,7%) +53,6% +77,0% (62,5%) x 21,3	(38.7%) (9.7%) -3.2 pp -3.2 pp -3.2 pp -4.17% +11.2% (15.7%) +24.1% +55.2% (46.5%) ns	
Produit net bancaire Produit n	9M-23 publié 2 717 (1 224) (29) 90 81 81 950	Eléments spécifiques 300 (18) 282 (85) (39) 89 247	9M-23 sous-jacent 2 417 (1 205) (29) 1 183 (602) 129 (7)	9M-22 publié 2 072 (1 084) (38) 2 40 4 810	Eléments spécifiques	205 51,2% 9M-22 sous-jacent 2 072 (1 084) (34) 954 (388) 240 4	(0,4%) -3,2 pp Δ 9M/9M publié +31,2% +12,9% (15,7%) +53,6% (62,5%) x 213, x 11,2%	(33.7%) (9.7%) -3.2 pp -3.2 pp -3.2 pp -3.2 pp -4.1(2%) -4.1(2%) -4.1(2%) -4.1(2%) -4.1(3.7%) -4.1(3.7%) -4.1(3.7%) -4.1(3.7%) -4.1(3.7%)	
Ageutata net Interest minoritaires Ageutata net part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) En m€ Produit net bancaire Charges d'exploitation hors FRU FBU Geutata d'exploitation Cott du risque Cocietés mises en équivalence Jains ou pertes sur autres actifs Ageutat avant impôt mpôt	9M-23 publié 2 717 (1 224) (29) 1 465 (686) 90 81 950 (254)	Eléments spécifiques 300 (18) 	(17) 185 48,0% 9M-23 sous-jacent 2 417 (1 205) (29) 1183 (602) 129 (7) 703 (165)	(27) 205 51,2% 9M-22 publié 2 072 (1 084) (34) 954 (388) 240 4 810 (161)	Eléments spécifiques	205 51,2% 9M-22 sous-jacent 2 072 (1 084) (34) 954 (388) 240 4 810 (161)	(0,4%) -3,2 pp A 9M/9M publié +31,2% +12,9% (15,7%) +53,6% +77,0% (62,5%) × 21,3 +17,2% +57,1%	(38.7%) (9.7%) -3.2 pp -3.2 pp -3.2 pp -3.2 pp -4.1.2% -4.1.2% -4.1.2% -4.2.1% -4.2.1% -4.2.1% -4.2.3%	
Résultat net méréts minoritaires Résultat net part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) En m€ Produit net bancaire Charges d'exploitation hors FRU FRU Résultat brut d'exploitation Coit du risque Sociétés mises en équivalence Sains ou perfes sur autres actifs Resultat avant impôt mpôt Aes. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	9M-23 publié 2 717 (1 224) (29) 1 465 (686) 90 81 950 (254) (0)	Eléments spécifiques 300 (18) (18) (282 (85) (39) 247 (89) -	(17) 185 48,0% 9M-23 sous-jacent 2 417 (1 205) (29) 1 183 (602) 129 (7) 703 (165) (0)	9M-22 publié 2 072 (1 084) (388) 240 4 810 (161) 4	Eléments spécifiques - - - - -	205 51,2% 9M-22 sous-jacent 2 072 (1 084) (34) 954 (388) 240 4 810 (161) 4	(0,4%) -3,2 pp A 9M/9M publié +31,2% +12,9% (15,7%) +53,6% +77,0% (62,5%) x 21,3 +17,2% +57,1% ns	(33.7%) (9.7%) -3.2 pp -3.2 pp -3.2 pp -3.2 pp -4.1(2%) -4.1(2%) -4.1(2%) -4.2(1%)	
Résultat net nitrédis minonitaires Résultat net part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) En m€ Produit net bancaire Charge d'exploitation hors FRU FRU Court du risque Cocidés mises en équivalence Jains ou pertes sur autres actifs Résultat avant impôt mpôt Résultat net des activ. arrêtées ou en cours de cession Résultat net des activ. arrêtées ou en cours de cession Résultat net	9M-23 publié 2 717 (1 224) (29) 1 465 (686) 90 81 950 (254) (0)	Eléments spécifiques 300 (18) 	(17) 185 48,0% 48,0% 9M-23 Sous-jacent 2 417 (1 205) (29) 1183 (602) 129 (7) 703 (165) (0) 537	(27) 205 51,2% 9M-22 publié 2 072 (1 084) (34) 94 4 (388) 240 4 810 (161) 4 652	Eléments spécifiques	205 51,2% 9M-22 sous-jacent 2 072 (1 084) (34) 954 (388) 240 4 810 (161) 4 652	(0,4%) -3,2 pp A 9M/9M public +31,2% +12,9% (15,4%) +53,6% +77,0% × 21,3 +17,2% +57,1% ns	(38.7%) (9.7%) -3.2 pp -3.2 pp -3.2 pp -3.2 pp -4.1.2% -4.1.2% -4.1.2% -4.24.1% -4.24.1% -4.2.4% -7.2%	
Pesultat net meréts minoritaires Résultat net part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) En mC Produit net bancaire Charges d'exploitation hors FRU FRU Résultat brut d'exploitation Coult du risque Sociétés mises en équivalence Sains ou pertes sur autres actifs Resultat avant impôt mpôt Rés. net des activ. arrêtées ou en cours de cession Résultat net mérêts minoritaires	9M-23 publié 2 717 (1 224) (29) 1 465 (686) 90 (254) (0) 696 (61)	Eléments spécifiques 300 (18)	(17) 185 48,0% 9M-23 SOUS-jacent 2 417 (1 205) (29) 1183 (602) 129 (7) 703 (165) (0) 537	9M-22 publié 2 072 (1 084) 954 (388) 2 40 4 810 (161) 4 652 (83)	Eléments spécifiques	205 51,2% 9M-22 sous-jacent 2 072 (1 084) (34) 954 (388) 240 4 810 (161) 4 652 (83)	(0,4%) -3,2 pp A 9M/9M publié +31,2% +12,9% (15,7%) +53,6% +77,0% (62,5%) x 21,3 +17,2% +57,1% -6,9%	(33.7%) (9.7%) -3.2 pp -3.2 pp -3.2 pp -3.2 pp -4.1(2%) -4.1(2%) -4.1(2%) -4.1(2%) -4.1(3.7%) -4.2	
Ageutata net intérêts minoritaires Ageutat net part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) En m€ Produit net bancaire Charges d'exploitation hors FRU FRU COUT du risque Coût du risque Coû	9M-23 publié 2 717 (1 224) (29) 1 465 (686) 90 81 950 (254) (0)	Eléments spécifiques 300 (18) 	(17) 185 48,0% 48,0% 9M-23 Sous-jacent 2 417 (1 205) (29) 1183 (602) 129 (7) 703 (165) (0) 537	(27) 205 51,2% 9M-22 publié 2 072 (1 084) (34) 94 4 (388) 240 4 810 (161) 4 652	Eléments spécifiques	205 51,2% 9M-22 sous-jacent 2 072 (1 084) (34) 954 (388) 240 4 810 (161) 4 652	(0,4%) -3,2 pp A 9M/9M public +31,2% +12,9% (15,4%) +53,6% +77,0% × 21,3 +17,2% +57,1% ns	(38.7%) (9.7%) -3.2 pp -3.2 pp -3.2 pp -3.2 pp -4.1.2% -4.1.2% -4.1.2% -4.24.1% -4.24.1% -4.2.4% -7.2%	

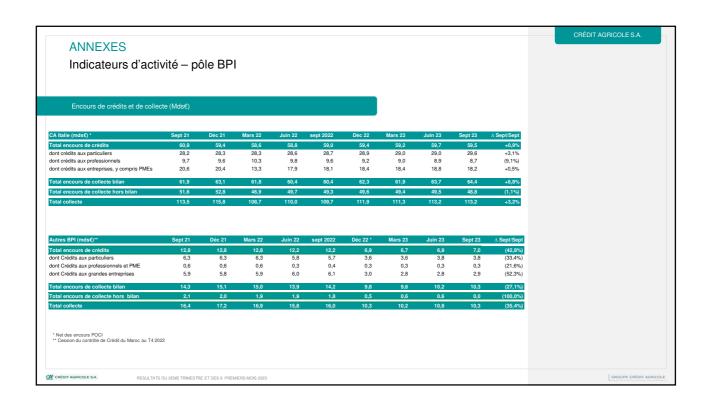


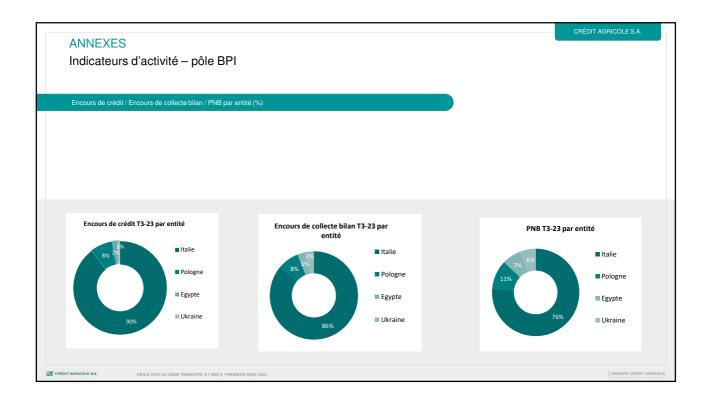




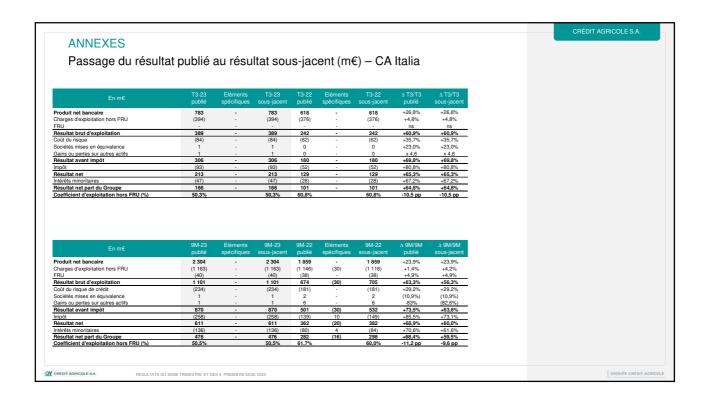


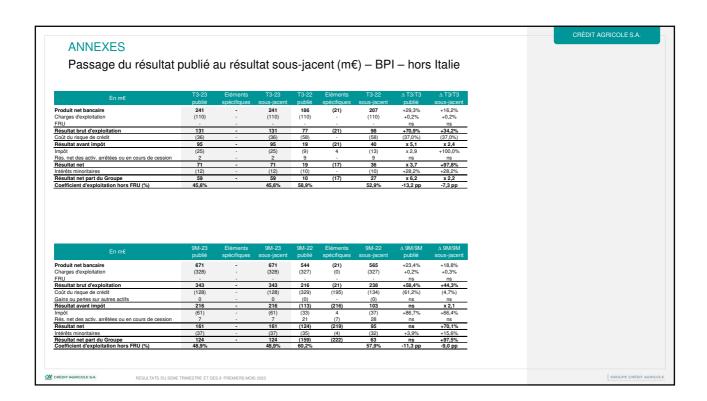


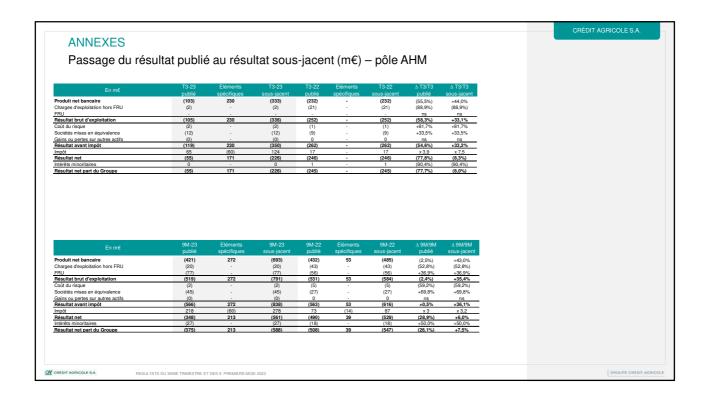


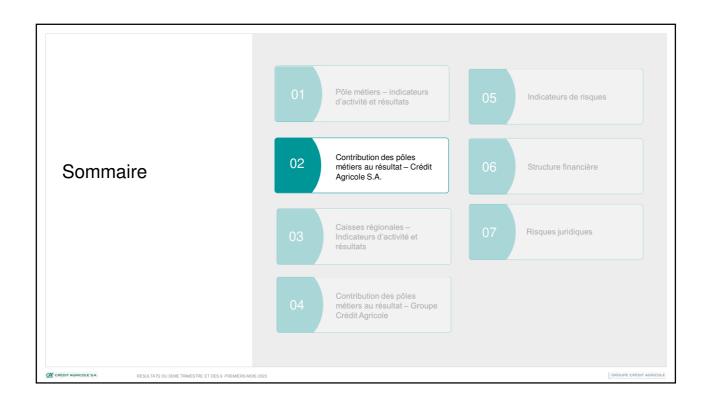


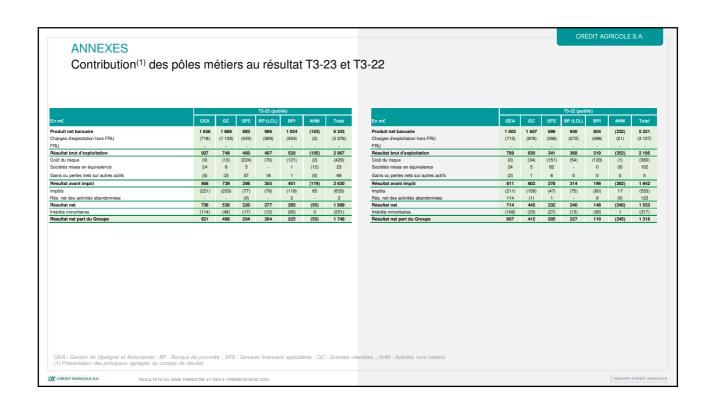
ANNEXES Passage du résultat pu	ublié a	au résul	tat sou	s-jac	ent (m€) – pôle	BPI		
7	ublié a	au résul	tat sou	s-jac	ent (m€) – pôle	BPI		
Passage du résultat pu	ublié a	au résul	tat sou	s-jac	ent (m€) – pôle	BPI		
r assage du resultat pu	JUIIE 6	au resur	iai sou	5-jac	ent (me) — poie	DEI		
En m€	T3-23	Eléments	T3-23	T3-22	Eléments	T3-22	Δ T3/T3	Δ Τ3/Τ3	
	publié	spécifiques	sous-jacent	publié	spécifiques	sous-jacent	publié	sous-jacent	
roduit net bancaire	1 024	-	1 024	804	(21)	825	+27,3%	+24,1%	
harges d'exploitation hors FRU	(504)		(504)	(486)	-	(486)	+3,7%	+3,7%	
RU	-		-		-	-	ns	ns	
ésultat brut d'exploitation	520		520	319	(21)	340	+63,3%	+53,2%	
oût du risque	(121)	-	(121)	(120)	-	(120)	+0,7%	+0,7%	
ociétés mises en équivalence	1		1	0	-	0	+45,0%	+45,0%	
ains ou pertes sur autres actifs	1		1	0		0	x 8,5	x 8,5	
ésultat avant impôt	401	-	401	199	(21)	220	x 2	+82,1%	
npôt	(118)	-	(118)	(60)	4	(64)	+96,8%	+84,6%	
és. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	2		2	9	-	9	ns	ns	
ésultat net	285		285	148	(17)	165	+92,2%	+72,4%	
ntérêts minoritaires	(60)		(60)	(38)	-	(38)	+57,3%	+57,3%	
résultat net part du Groupe coefficient d'exploitation hors FRU (%)	225 49,2%		225 49.2%	110 60,4%	(17)	127 58.8%	x 2	+77,0%	
						00,070	-11,2 pp	-9,7 pp	
						00,0%	-11,2 pp	-9,7 pp	
Fn.me	9M-23	Eléments	9M-23	9M-22	Eléments	9M-22	Δ 9M/9M	Δ 9Μ/9Μ	
Enm€	9M-23 publié	Eléments spécifiques	9M-23 sous-jacent	9M-22 publié	Eléments spécifiques				
						9M-22	Δ 9M/9M	Δ 9Μ/9Μ	
roduit net bancaire	publié		sous-jacent	publié	spécifiques	9M-22 sous-jacent	Δ 9M/9M publié	Δ 9M/9M sous-jacent	
roduit net bancaire harges d'exploitation hors FRU RU	publié 2 975 (1 491) (40)	spécifiques - -	2 975 (1 491) (40)	publié 2 403 (1 474) (38)	spécifiques (21) (31)	9M-22 sous-jacent 2 424 (1 443) (38)	Δ 9M/9M publié +23,8% +1,1% +4,9%	Δ 9M/9M sous-jacent +22,7% +3,3% +4,9%	
roduit net bancaire harges d'exploitation hors FRU RU ésultat brut d'exploitation	publié 2 975 (1 491) (40) 1 444	spécifiques - - - -	2 975 (1 491) (40) 1 444	publié 2 403 (1 474) (38) 891	spécifiques (21) (31) - (51)	9M-22 sous-jacent 2 424 (1 443) (38) 942	Δ 9M/9M publié +23,8% +1,1% +4,9% +62,1%	Δ 9M/9M sous-jacent +22,7% +3,3% +4,9% +53,3%	
roduit net bancaire harges d'exploitation hors FRU RU ésultat frut d'exploitation oût du risque	publié 2 975 (1 491) (40) 1 444 (362)	spécifiques - -	2 975 (1 491) (40) 1 444 (362)	publié 2 403 (1 474) (38) 891 (510)	spécifiques (21) (31)	9M-22 sous-jacent 2 424 (1 443) (38) 942 (315)	Δ 9M/9M publié +23,8% +1,1% +4,9% +62,1% (29,1%)	Δ 9M/9M sous-jacent +22,7% +3,3% +4,9% +53,3% +14,8%	
roduit net bancaire harges d'exploitation hors FRU RU seultat bruit d'exploitation oût du risque ocités mises en équivalence	publié 2 975 (1 491) (40) 1 444 (362) 2	spécifiques - - - -	2 975 (1 491) (40) 1 444 (362) 2	publié 2 403 (1 474) (38) 891 (510) 2	spécifiques (21) (31) - (51)	9M-22 sous-jacent 2 424 (1 443) (38) 942 (315) 2	Δ 9M/9M publié +23,8% +1,1% +4,9% +62,1% (29,1%) (4,3%)	Δ 9M/9M SOUS-Jacent +22,7% +3,3% +4,3% +4,9% +14,9% (4,3%)	
roduit net bancaire harges d'exploitation hors FRU RU sesultat brut d'exploitation oût du risque colétés mises en équivalence ains ou pertes sur autres actifs	publié 2 975 (1 491) (40) 1 444 (362) 2 1	spécifiques - - - -	2 975 (1 491) (40) 1 444 (362) 2 1	publié 2 403 (1 474) (38) 891 (510) 2 6	(21) (31) - (51) (195)	9M-22 sous-jacent 2 424 (1 443) (38) 942 (315) 2 6	Δ 9M/9M publié +23,8% +1,1% +4,9% +62,1% (29,1%) (4,3%) (78,9%)	A 9M/9M sous-jacent +22,7% +3,3% +4,9% +53,3% +14,8% (4,3%) (78,9%)	
roduit net bancaire harges d'exploitation hors FRU RU Besultat brut d'exploitation oùt du risque oùtes mises en équivalence ains ou pertes sur autres actifs ésultat a brut mipot	2 975 (1 491) (40) 1 444 (362) 2 1 1 085	spécifiques	2 975 (1 491) (40) 1 444 (362) 2 1 1 085	publié 2 403 (1 474) (38) 891 (510) 2 6 389	(21) (31) - (51) (195) - - (246)	9M-22 sous-jacent 2 424 (1 443) (38) 942 (315) 2 6 6 635	Δ 9M/9M publié +23,8% +1,1% +4,9% +62,1% (29,1%) (4,3%) (78,9%) x 2,8	Δ 9M/9M Sous-Jacent +22,7% +3,3% +4,9% +4,9% (4,3%) (7,8,9%) 779,9%	
roduit net bancaire harges d'exploitation hors FRU RU Bull Bull Brut d'exploitation otif du risque ociétés mises en équivalence ains ou pertes sur autres actifs ésuitat avant impôt ppôt	publié 2 975 (1 491) (40) 1 444 (362) 2 1 1 085 (320)	spécifiques	2 975 (1 491) (40) 1 444 (362) 2 1 1 085 (320)	publié 2 403 (1 474) (38) 891 (510) 2 6 389 (172)	(21) (31) (51) (195) (246) 14	9M-22 sous-jacent 2 424 (1 443) (38) 942 (315) 2 6 6 635 (186)	Δ 9M/9M publié +23,8% +1,1% +4,9% +62,1% (29,1%) (4,3%) (78,9%) x 2,8 +85,8%	Δ 9M/9M SOUS-jacent +22,7% +3,3% +4,3% +53,3% +14,8% (4,3%) (78,9%) +70,9%	
roduit net bancaire harges d'exploitation hors FRU RU disultat brut d'exploitation Oit du risque coitées mises en équivalence ains ou pertes sur autres actifs ésultat avant limpôt npôt 6s. net des activ. arrêtées ou en cours de cession	publié 2 975 (1 491) (40) 1 444 (362) 2 1 1 1 085 (320) 7	spécifiques	sous-jacent 2 975 (1 491) (40) 1 444 (362) 2 1 1 085 (320) 7	publié 2 403 (1 474) (38) 891 (510) 2 6 389 (172) 21	spécifiques (21) (31) - (51) (195) (246) 14 (7)	9M-22 sous-jacent 2 424 (1 443) (38) 942 (315) 2 6 6 635 (186) 28	Δ 9M/9M publié +23,8% +1,1% +4,9% +62,1% (29,1%) (4,3%) (78,9%) x 2,8 +85,8% ns	Δ 9M9M Sous-Jacont +22,7% +3,3% +4,9% +33,5% +14,8% (4,3%) (73,9%) +70,9% +71,8% ns	
roduit net bancaire harges d'exploitation hors FRU RU Bul	publié 2 975 (1 491) (40) 1 444 (362) 2 1 1 085 (320) 7	spécifiques	sous-jacent 2 975 (1 491) (40) 1 444 (362) 2 1 1 085 (320) 7 7772	publié 2 403 (1 474) (38) 891 (510) 2 6 389 (172) 21	spécifiques (21) (31) - (51) (195) (246) 14 (7) (239)	9M-22 sous-jacent 2 424 (1 443) (38) 942 (315) 2 6 6 635 (186) 28	Δ 9M/9M publié +23,8% +1,1% +4,9% +62,1% (29,1%) (4,3%) (78,9%) × 2,8 +85,8% ns × 3,2	A 9M/9M SOUS-jacont +22,7% +3,3% +4,3% +53,33% +14,8% (4,3%) (78,9%) +70,9% +71,8% ns	
roduit net bancaire harges d'exploitation hors FRU RU ésultat brut d'exploitation off du risque cotiétes mises en équivalence ains ou pertes sur autres actifs ésultat avant limpôt rpôt és. net des activ. arrêtées ou en cours de cession ésultat net	publié 2 975 (1 491) (40) 1 444 (362) 2 1 1 085 (320) 7 772 (172)	spécifiques	2 975 (1 491) (40) 1 444 (362) 2 1 1 085 (320) 7 7772 (172)	publié 2 403 (1 474) (38) 891 (510) 2 6 389 (172) 21 238 (115)	spécifiques (21) (31) (51) (195) (195) (246) 14 (7) (239)	9M-22 sous-jacent 2 424 (1 443) (38) 942 (315) 2 6 6 635 (186) 28 477 (116)	A 9M/9M publié +23.8% +1.1% +4.9% +62.1% (29.1%) (4.3%) x 2.8 +85.8% x 3.2	A 9M/9M Sous-jacent +22,7% +3,3% +4,9% +53,3% +14,6% (4,3%) +70,9% +71,8% ns +62,0% +49,0%	
roduit net bancaire harges d'exploitation hors FRU RU RU desultat brut d'exploitation otit du risque ociétés mises en équivalence ains ou pertes sur autres actifs desultat avant impôt pôt de, net des activ. arrêtées ou en cours de cession desultat net	publié 2 975 (1 491) (40) 1 444 (362) 2 1 1 085 (320) 7	spécifiques	sous-jacent 2 975 (1 491) (40) 1 444 (362) 2 1 1 085 (320) 7 7772	publié 2 403 (1 474) (38) 891 (510) 2 6 389 (172) 21	spécifiques (21) (31) - (51) (195) (246) 14 (7) (239)	9M-22 sous-jacent 2 424 (1 443) (38) 942 (315) 2 6 6 635 (186) 28	Δ 9M/9M publié +23,8% +1,1% +4,9% +62,1% (29,1%) (4,3%) (78,9%) × 2,8 +85,8% ns × 3,2	A 9M/9M SOUS-jacont +22,7% +3,3% +4,3% +53,33% +14,8% (4,3%) (78,9%) +70,9% +71,8% ns	

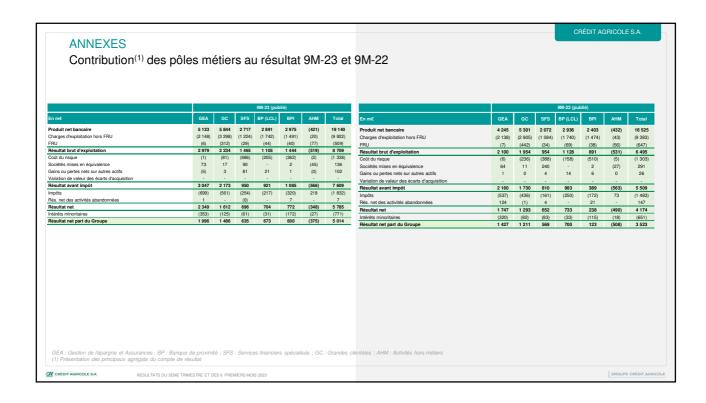


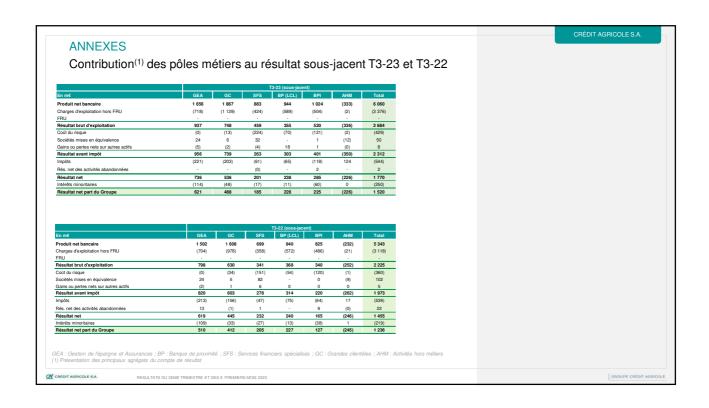


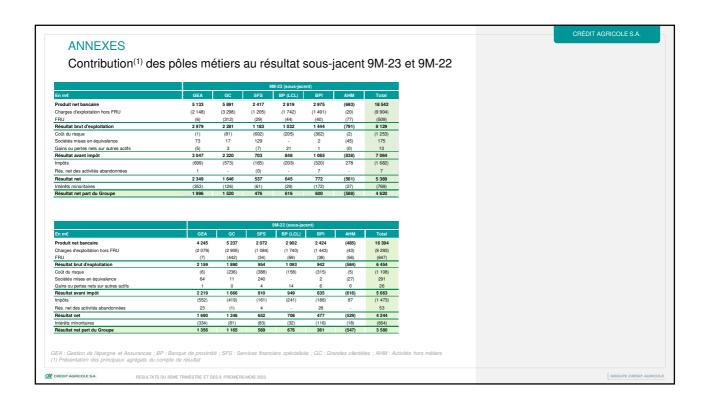


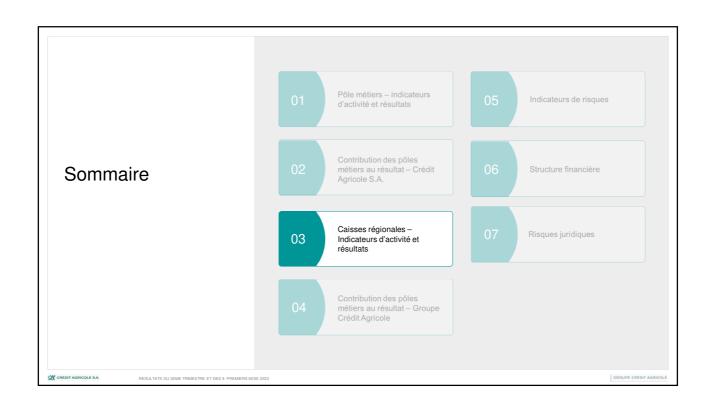


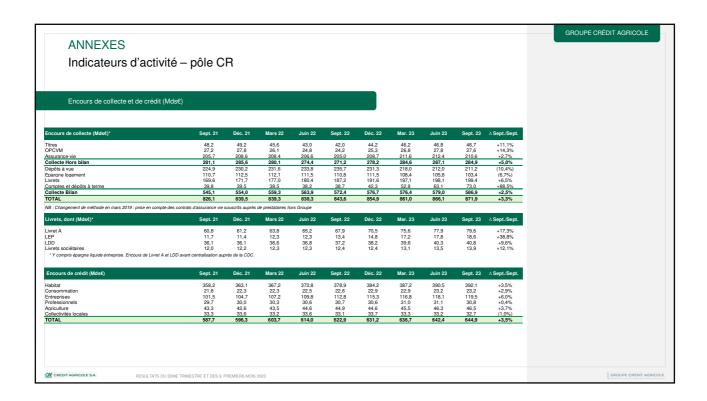


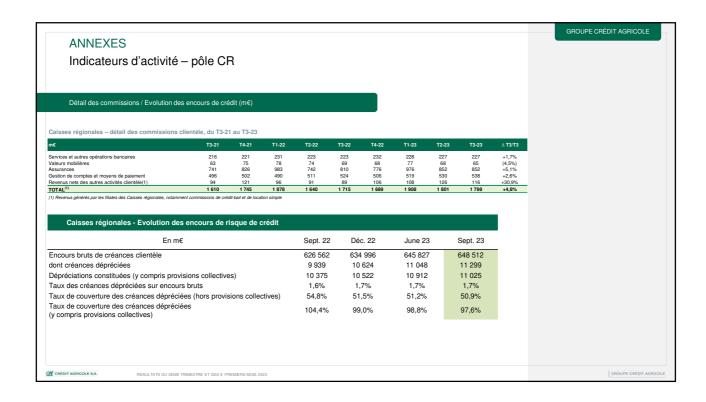




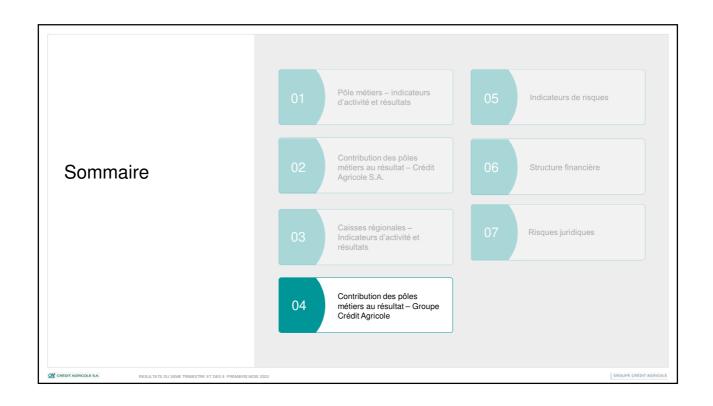


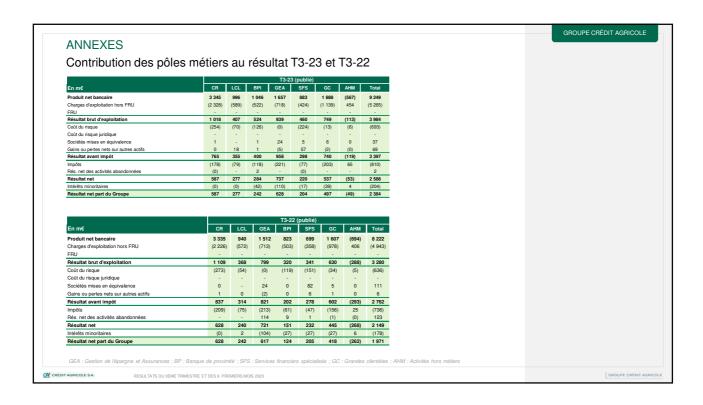


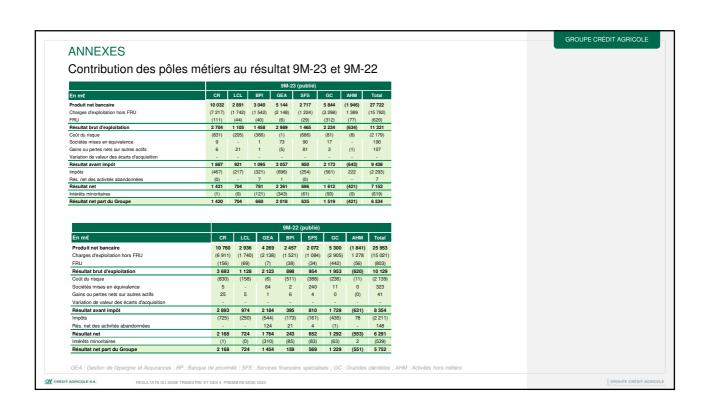


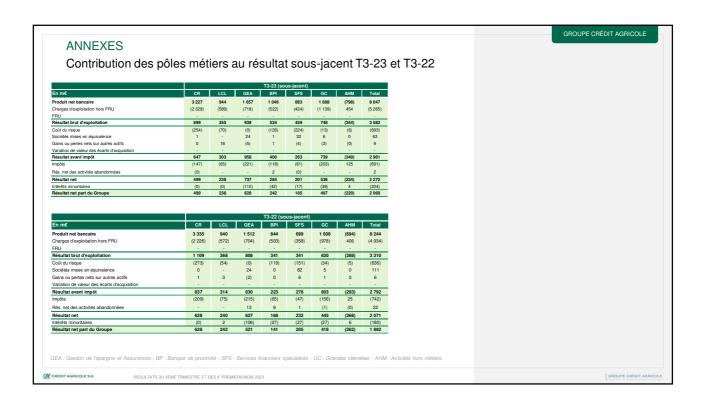


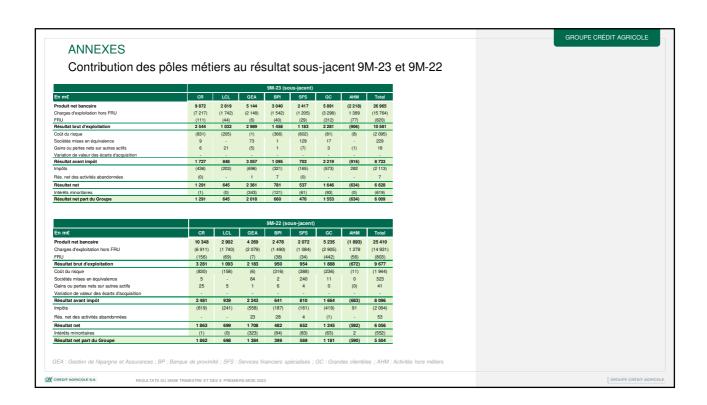
En m€	T3-23 publié	Eléments spécifiques	T3-23 sous-jacent	T3-22 publié	Eléments spécifiques	T3-22 sous-iacent	∆ T3/T3 publié	Δ T3/T3 sous-jacent
Produit net bancaire	3 345	118	3 227	3 335	-	3 335	+0,3%	(3,2%)
Charges d'exploitation hors FRU FRU	(2 328)	:	(2 328)	(2 226)	:	(2 226)	+4,6% ns	+4,6% ns
Résultat brut d'exploitation	1 018	118	899	1 109		1 109	(8,3%)	(18,9%)
Coût du risque de crédit	(254)	-	(254)	(273)	-	(273)	(6,8%)	(6,8%)
Sociétés mises en équivalence	1	-	1	0	-	0	x 44,3	x 44,3
Gains ou pertes sur autres actifs	0	-	0	1	-	1	(78,8%)	(78,8%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	765		647	837	-		ns	ns
Résultat avant impôt Impôt	(178)	(31)	(147)	(209)	-	(209)	(8,6%)	(22,8%)
				(209)				(29,7%)
				620				(20 E9/)
Résultat net part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%)	587 69,6%	88	499 72,1%	628 66,7%	•	628 66,7%	(6,5%) +2,8 pp	(20,5%) +5,4 pp
Résultat net part du Groupe	587 69,6% 9M-23	88 Eléments	499 72,1% 9M-23	66,7% 9M-22	Eléments	628 66,7% 9M-22	(6,5%) +2,8 pp Δ 9M/9M	+5,4 pp Δ 9M/9M
Résultat net part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) En m€	587 69,6% 9M-23 publié	88 Eléments spécifiques	499 72,1% 9M-23 sous-jacent	66,7% 9M-22 publié	Eléments spécifiques	628 66,7% 9M-22 sous-jacent	(6,5%) +2,8 pp Δ 9M/9M publié	+5,4 pp A 9M/9M sous-jacent
Résultat net part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) En m€ Produit net bancaire	587 69,6% 9M-23 publié 10 032	Eléments spécifiques 160	499 72,1% 9M-23 sous-jacent 9 872	9M-22 publié 10 760	Eléments	628 66,7% 9M-22 sous-jacent 10 348	(6,5%) +2,8 pp Δ 9M/9M publié (6,8%)	+5,4 pp Δ 9M/9M sous-jacent (4,6%)
Résultat net part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) En m¢ Produit net bancaire Charges d'exploitation hors FRU	587 69,6% 9M-23 publié 10 032 (7 217)	Eléments spécifiques 160	499 72,1% 9M-23 sous-jacent 9 872 (7 217)	9M-22 publié 10 760 (6 911)	Eléments spécifiques	9M-22 sous-jacent 10 348 (6 911)	(6,5%) +2,8 pp △ 9M/9M publié (6,8%) +4,4%	+5,4 pp Δ 9M/9M sous-jacent (4,6%) +4,4%
Résultat net part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) En mC Produit net bancaire Charges d'exploitation hors FRU FRU	587 69,6% 9M-23 publié 10 032 (7 217) (111)	Eléments spécifiques 160	499 72,1% 9M-23 sous-jacent 9 872 (7 217) (111)	9M-22 publié 10 760 (6 911) (156)	Eléments spécifiques 412 -	628 66,7% 9M-22 sous-jacent 10 348 (6 911) (156)	(6,5%) +2,8 pp A 9M/9M publié (6,8%) +4,4% (28,7%)	+5,4 pp Δ 9M/9M sous-jacent (4,6%) +4,4% (28,7%)
Résultat net part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) En m€ Produit net bancaire Charges d'exploitation hors FRU FRU Résultat brut d'exploitation	587 69,6% 9M-23 publié 10 032 (7 217) (111) 2 704	Eléments spécifiques 160	499 72,1% 9M-23 sous-jacent 9 872 (7 217) (111) 2 544	9M-22 publié 10 760 (6 911) (156) 3 693	Eléments spécifiques 412 - - - 412	9M-22 sous-jacent 10 348 (6 911) (156) 3 281	(6,5%) +2,8 pp A 9M/9M publié (6,8%) +4,4% (28,7%) (26,8%)	A 9M/9M sous-jacent (4,6%) +4,4% (28,7%) (22,5%)
Résultat net part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) En m€ Produit net bancaire Charges d'exploitation hors FRU FRU Résultat brut d'exploitation Coût du risque de crédit	587 69,6% 9M-23 publié 10 032 (7 217) (111) 2 704 (831)	Eléments spécifiques 160	9M-23 sous-jacent 9 872 (7 217) (111) 2 544 (831)	9M-22 publié 10 760 (6 911) (156) 3 693 (830)	Eléments spécifiques 412 -	9M-22 sous-jacent 10 348 (6 911) (156) 3 281 (830)	(6,5%) +2,8 pp Δ 9M/9M publié (6,8%) +4,4% (28,7%) (26,8%) +0,2%	Δ 9M/9M sous-jacent (4,6%) +4,4% (28,7%) (22,5%) +0,2%
Résultat net part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) En mC Produit net bancaire Charges d'exploitation hors FRU FRU Résultat brut d'exploitation Coût du risque de crédit Sociétés misses né dyulvalence	587 69,6% 9M-23 publié 10 032 (7 217) (111) 2 704 (831) 9	Eléments spécifiques 160	9M-23 sous-jacent 9 872 (7 217) (111) 2 544 (831) 9	9M-22 publié 10 760 (6 911) (156) 3 693 (830) 5	Eléments spécifiques 412 - - - 412	9M-22 sous-jacent 10 348 (6 911) (156) 3 281 (830) 5	(6,5%) +2,8 pp Δ 9M/9M publié (6,8%) +4,4% (28,7%) (26,8%) +0,2% +76,5%	Δ 9M/9M sous-jacent (4,6%) +4,4% (28,7%) (22,5%) +0,2% +76,5%
Résultat net part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) En mC Produit net bancaire Charges d'exploitation hors FRU FRU FRU Résultat brut d'exploitation Coût du risque de crédit Sociétés mises en équivalence Gains ou perfes sur autres actits	587 69,6% 9M-23 publié 10 032 (7 217) (111) 2 704 (831)	Eléments spécifiques 160 	9M-23 sous-jacent 9 872 (7 217) (111) 2 544 (831)	9M-22 publié 10 760 (6 911) (156) 3 693 (830)	Eléments spécifiques 412 412	9M-22 sous-jacent 10 348 (6 911) (156) 3 281 (830)	(6,5%) +2,8 pp Δ 9M/9M publié (6,8%) +4,4% (28,7%) (26,8%) +0,2% +76,5% (76,0%)	Δ 9M/9M sous-jacent (4,6%) +4,4% (28,7%) +0,2% +76,5% (76,0%)
Résultat net part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) En m€	587 69,6% 9M-23 publié 10 032 (7 217) (111) 2 704 (831) 9	Eléments spécifiques 160 - - 160	9M-23 sous-jacent 9 872 (7 217) (111) 2 544 (831) 9	9M-22 publié 10 760 (6 911) (156) 3 693 (830) 5	Eléments spécifiques 412 412	9M-22 sous-jacent 10 348 (6 911) (156) 3 281 (830) 5 5	(6,5%) +2,8 pp Δ 9M/9M publié (6,8%) +4,4% (28,7%) (26,8%) +0,2% +76,5%	Δ 9M/9M sous-jacent (4,6%) +4,4% (28,7%) (22,5%) +0,2% +76,5%
Résultat net part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) En mC Produit net bancaire Charges d'exploitation hors FRU FFU Résultat brut d'exploitation Coût du risque de crédit Sociétés mises en équivalence Gains ou perles sur autres actifs Variation de valeur des écarts d'acquisition	587 69,6% 9M-23 publié 10 032 (7 217) (111) 2 704 (831) 9 6	Eléments spécifiques 160 - - 160	9M-23 sous-jacent 9 872 (7 217) (111) 2 544 (831) 9 6	9M-22 publié 10 760 (6 911) (156) 3 693 (830) 5 25	Eléments spécifiques 412 - - 412 - -	9M-22 sous-jacent 10 348 (6 911) (156) 3 281 (830) 5 25	(6,5%) +2,8 pp A 9M/9M publie (6,8%) +4,4% (28,7%) (26,8%) +0,2% +76,5% (76,0%) ns	+5,4 pp A 9M/9M sous-jacent (4,6%) +4,4% (28,7%) (22,5%) +0,2% +76,5% (76,0%) ns
Résultat net part du Groupe Coefficient d'exploitation hors FRU (%) En mC Produit net bancaire Charges d'exploitation hors FRU FRU REU REU REU Goule de crédit Sociétés mises en équivalence Gains ou pertes sur autres actifs Variation de valeur des écarls d'acquisition Résultat taunt d'exploitation Coût du risque de crédit Sociétés mises en équivalence Gains ou pertes sur autres actifs Variation de valeur des écarls d'acquisition Résultat avant impôt	587 69,6% 9M-23 publié 10 032 (7 217) (111) 2 704 (831) 9 6	Eléments spécifiques 160	9M-23 sous-jacent 9872 (7 217) (111) 2 544 (831) 9 6	9M-22 publié 10 760 (6 911) (156) 3 693 (830) 5 25 -	Eléments spécifiques 412 - - 412 - - - -	628 66,7% 9M-22 sous-jacent 10 348 (6 911) (156) 3 281 (830) 5 25	(6,5%) +2,8 pp A 9M/9M publié (6,8%) +4,4% (28,7%) (26,8%) +0,2% +76,5% (76,0%) ns (34,8%)	A 9M/9M sous-jacent (4,6%) +4,4% (28,7%) (22,5%) +0,2% +76,5% (76,0%) ns (30,4%)

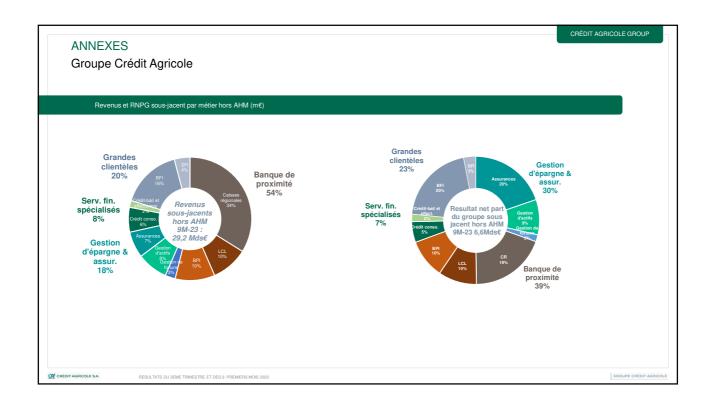


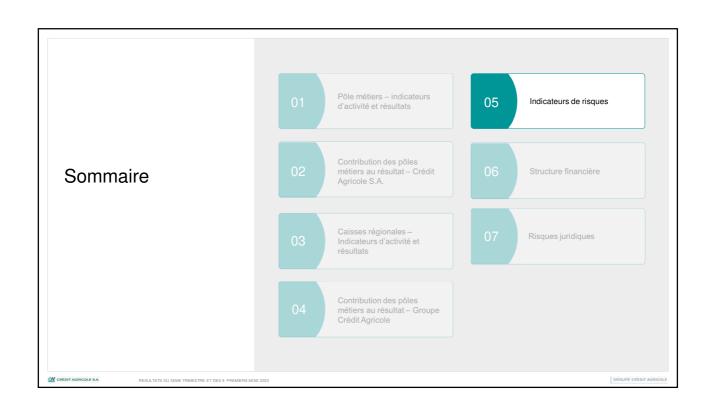


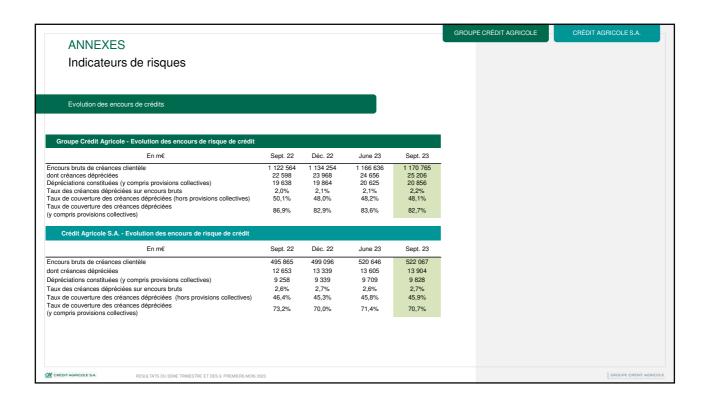


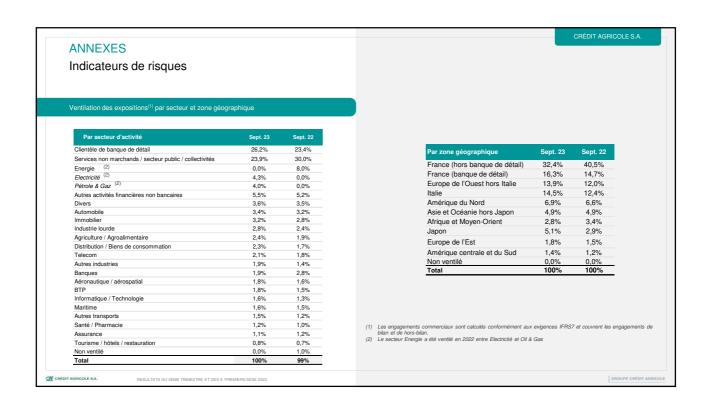


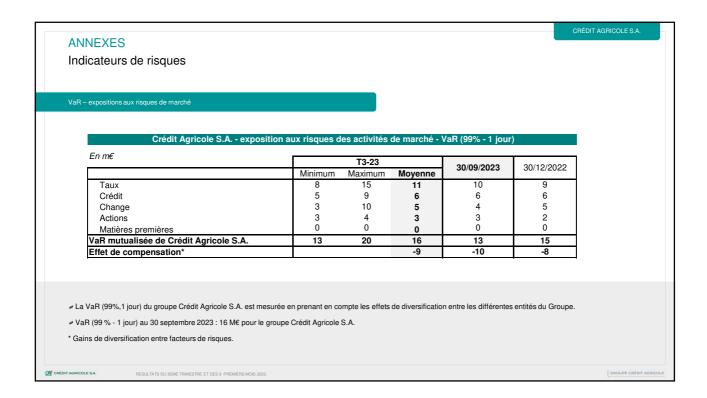


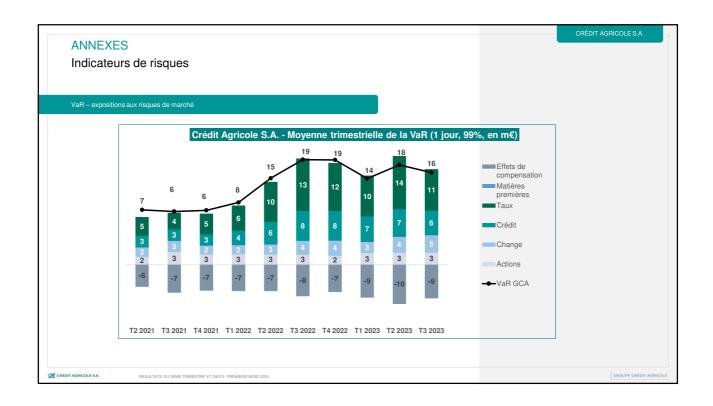


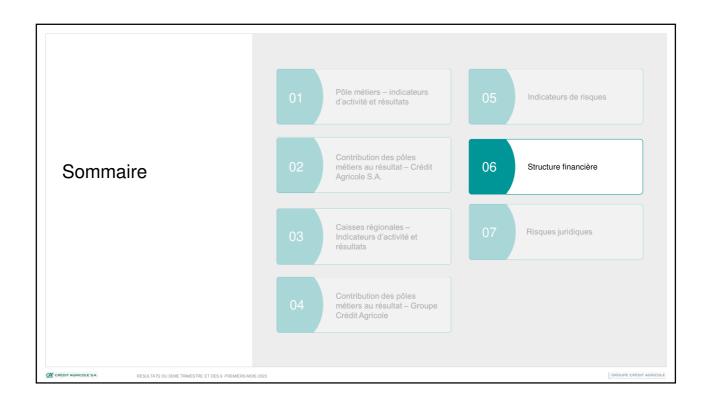


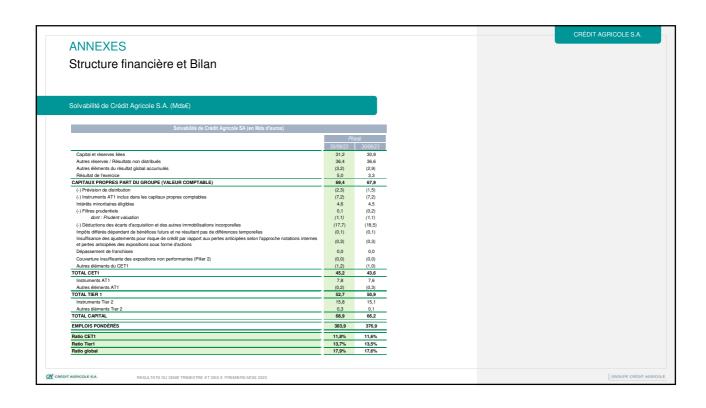


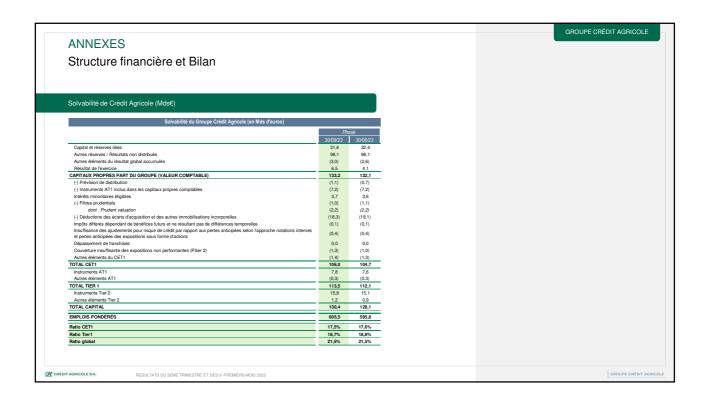


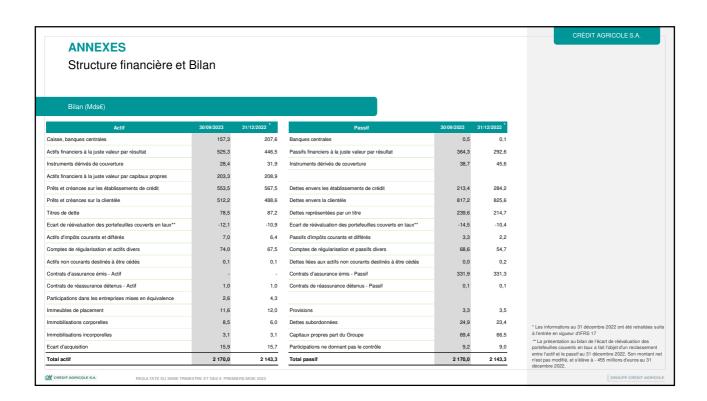


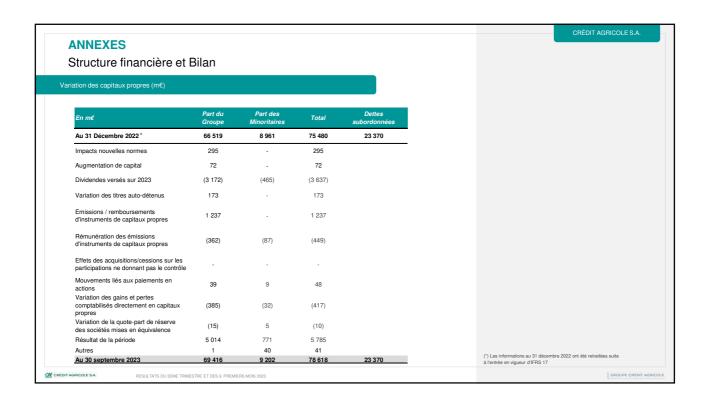


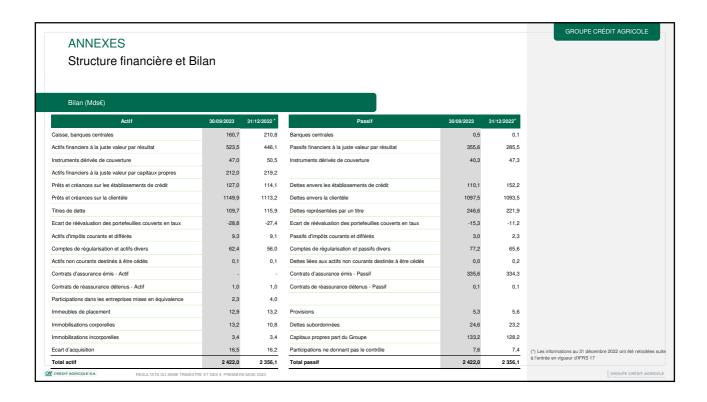


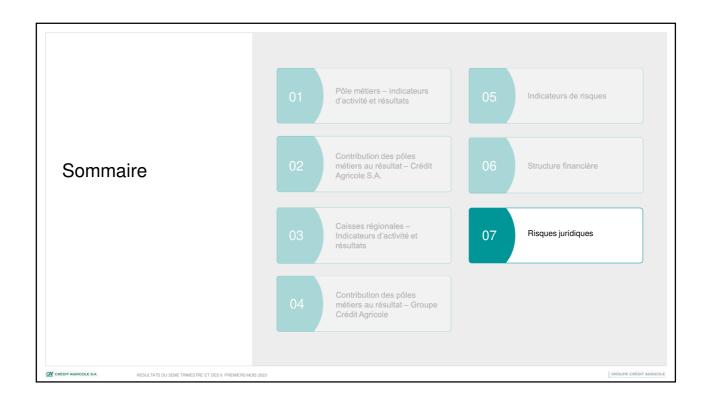


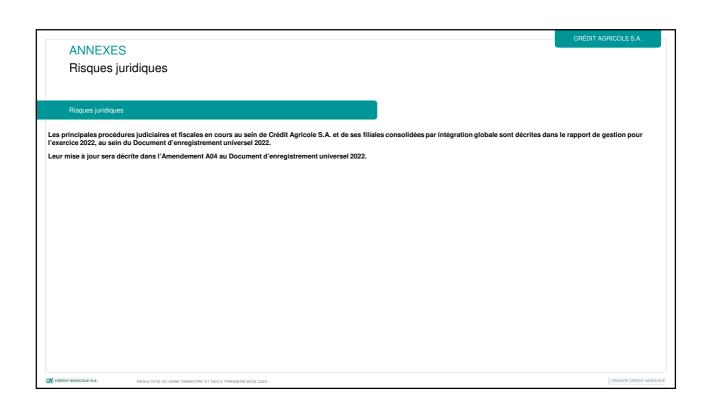


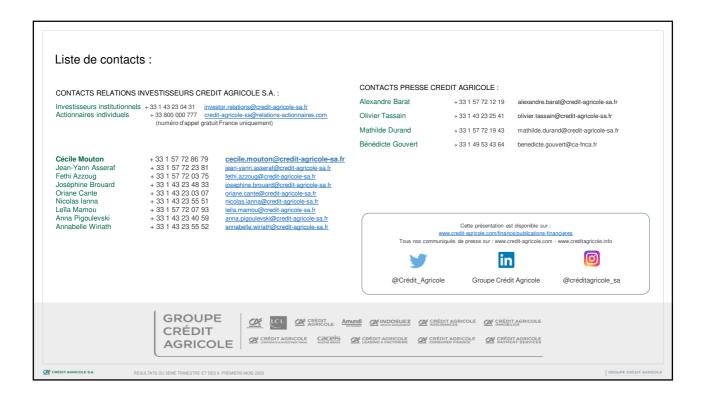












Solidité financière

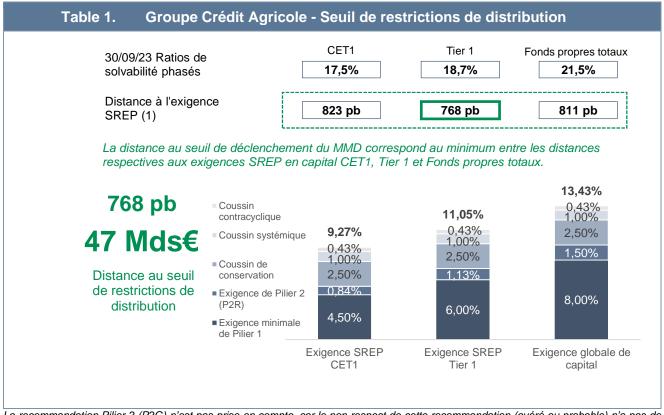
Solvabilité

La transposition de la réglementation bâloise dans la loi européenne (CRD) a instauré un mécanisme de restriction des distributions applicables aux dividendes, aux instruments AT1 et aux rémunérations variables. Le principe du Montant Maximal Distribuable (MMD, somme maximale qu'une banque est autorisée à consacrer aux distributions) vise à restreindre les distributions lorsque ces dernières entraineraient en un non-respect de l'exigence globale de coussins de fonds propres.

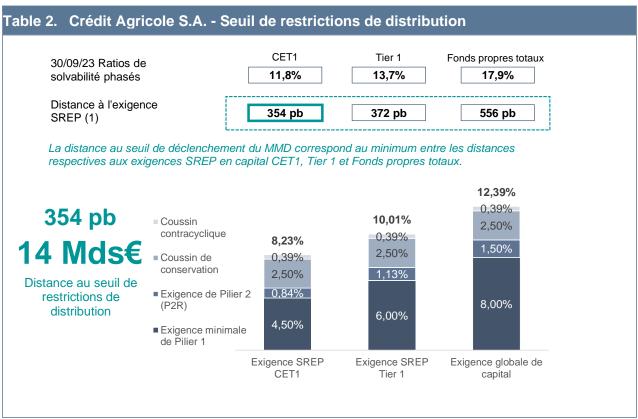
La distance au seuil de déclenchement du MMD correspond ainsi au minimum entre les distances respectives aux exigences SREP en capital CET1, Tier 1 et Fonds propres totaux.

Le Groupe Crédit Agricole, au 30 septembre 2023, dispose d'une marge de sécurité de 768 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 47 milliards d'euros de capital CET1.

Crédit Agricole S.A., au 30 septembre 2023, dispose d'une marge de sécurité de 354 points de base audessus du seuil de déclenchement du MMD, soit 14 milliards d'euros de capital CET1.



La recommandation Pilier 2 (P2G) n'est pas prise en compte, car le non-respect de cette recommandation (avéré ou probable) n'a pas de conséquence automatique sur les distributions.



La recommandation Pilier 2 (P2G) n'est pas prise en compte, car le non-respect de cette recommandation (avéré ou probable) n'a pas de conséquence automatique sur les distributions.

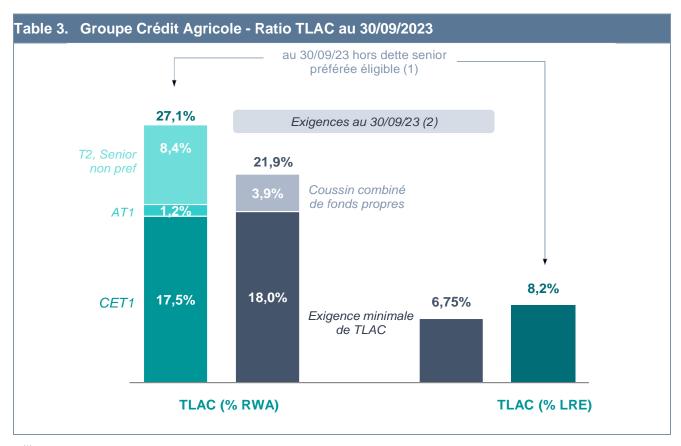
Le non-respect de l'exigence de coussin de ratio de levier entraînerait une restriction de distributions et le calcul d'un montant maximal distribuable (L-MMD).

Au 30 septembre 2023, le Groupe Crédit Agricole dispose d'une marge de sécurité de 213 points de base audessus du seuil de déclenchement du L-MMD, soit 43 milliards d'euros de capital Tier 1.

TLAC

L'exigence de ratio TLAC a été transposée en droit de l'Union européenne *via* CRR2 et s'applique depuis le 27 juin 2019. Le Groupe Crédit Agricole doit satisfaire à tout moment aux exigences de ratio TLAC suivantes :

- un ratio TLAC supérieur à 18% des actifs pondérés des risques (*Risk Weighted Assets -* RWA), niveau auquel s'ajoute, d'après la directive européenne CRD5, une exigence globale de coussins de fonds propres (incluant pour le Groupe Crédit Agricole un coussin de conservation de 2,5%, un coussin G-SIB de 1% et le coussin contracyclique fixé à 0,43% pour le groupe Crédit Agricole au 30/09/23). En tenant compte de l'exigence globale de coussins de fonds propres, le Groupe Crédit Agricole doit respecter un ratio TLAC supérieur à 21,9%;
- un ratio TLAC supérieur à 6,75% de l'exposition en levier (Leverage Ratio Exposure LRE).



⁽¹⁾ Dans le cadre de l'analyse annuelle de sa résolvabilité, le Groupe Crédit Agricole a choisi de renoncer à la possibilité prévue par l'article 72ter(3) de CRR d'utiliser de la dette senior préférée pour le respect du TLAC en 2023

L'objectif 2025 du Groupe Crédit Agricole est de conserver un ratio TLAC supérieur ou égal à 26% des RWA hors dette senior préférée éligible.

Au 30 septembre 2023, le ratio TLAC du Groupe Crédit Agricole s'élève à 27,1% des RWA et 8,2% de l'exposition en levier, hors dette senior préférée éligible, soit bien au-delà des exigences. Le ratio TLAC exprimé en pourcentage des actifs pondérés des risques est stable sur le trimestre, en lien avec la hausse des RWA compensée par la progression des fonds propres et éléments éligibles sur la période. Exprimé en pourcentage de l'exposition en levier (LRE), le ratio TLAC est en hausse de 10 bp par rapport à juin 2023.

Le Groupe présente ainsi un ratio TLAC hors dette senior préférée éligible supérieur de 520 points de base, soit 31 milliards d'euros, au-delà de l'exigence actuelle de 21,9% des RWA.

Au 3 octobre 2023, 5,2 milliards d'euros équivalent ont été émis sur le marché (dette senior non préférée et Tier 2) en plus des 1,25 milliard d'euros AT1. A fin septembre, le montant de titres senior non préférés du Groupe Crédit Agricole pris en compte dans le calcul du ratio TLAC s'élève à 27,6 milliards d'euros.

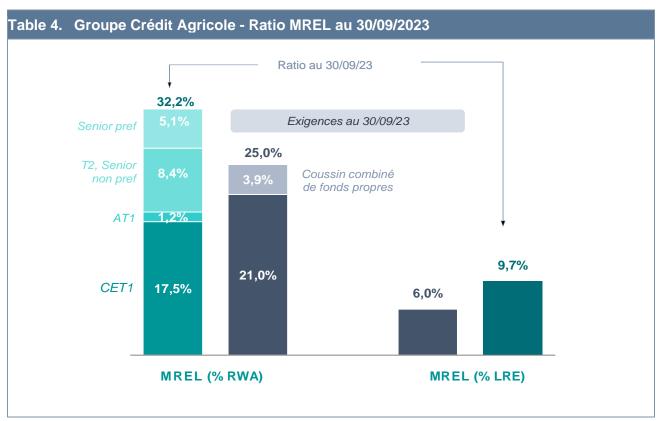
⁽²⁾ D'après la directive CRD5, l'exigence globale de coussins de fonds propres (coussin combiné) qui s'ajoute à l'exigence minimale de TLAC exprimée en % des RWA inclut 2,5% de coussin de conservation, 1% de coussin systémique et le coussin contracyclique, fixé à 0,43% pour le Groupe Crédit Agricole au 30/09/23

MREL

Les niveaux minimums à respecter sont déterminés dans des décisions prises par les autorités de résolution et notifiées à chaque établissement, puis révisées périodiquement. Le Groupe Crédit Agricole doit respecter depuis le 1er janvier 2022 une exigence minimale de MREL total de :

- 21,04% des RWA, niveau auquel s'ajoute d'après la directive européenne CRD5, une exigence globale de coussins de fonds propres (incluant pour le Groupe Crédit Agricole un coussin de conservation de 2,5%, un coussin G-SIB de 1% et le coussin contracyclique fixé à 0,43% pour le Groupe CA au 30/09/23). En tenant compte de l'exigence globale de coussins de fonds propres, le Groupe Crédit Agricole doit respecter un ratio MREL total supérieur à 25,0%;
- 6.02% de la LRE.

Au 30 septembre 2023, le Groupe Crédit Agricole présente un ratio MREL à 32,2% des RWA et 9,7% de l'exposition en levier, bien au-delà de l'exigence de MREL total.



Une exigence de subordination additionnelle au TLAC (« MREL subordonné ») est également déterminée par les autorités de résolution et exprimée en pourcentage des RWA et de la LRE, dans laquelle les instruments de dette senior sont exclus, à l'instar du TLAC, dont le ratio est équivalent à celui du MREL subordonné pour le Groupe Crédit Agricole. Depuis le 1er janvier 2022, cette exigence de MREL subordonné pour le Groupe Crédit Agricole n'excède pas l'exigence de TLAC.

La distance au seuil de déclenchement du montant maximum de distribution liée aux exigences de MREL (M- MMD) correspond au minimum entre les distances respectives aux exigences de MREL, MREL subordonné et TLAC exprimées en RWA

Le Groupe Crédit Agricole, au 30 septembre 2023, dispose ainsi d'une marge de sécurité de 520 points de base au-dessus du seuil de déclenchement du M-MMD, compte tenu de l'exigence TLAC applicable au 30/09/2023, soit 31 milliards d'euros de capital CET1.

Liquidité et Refinancement

L'analyse de la liquidité est réalisée à l'échelle du Groupe Crédit Agricole.

Afin de fournir une information, simple, pertinente et auditable de la situation de liquidité du Groupe, l'excédent de ressources stables du bilan cash bancaire est calculé trimestriellement.

Le bilan cash bancaire est élaboré à partir des comptes en normes IFRS du Groupe Crédit Agricole. Il repose d'abord sur l'application d'une table de passage entre les états financiers IFRS du Groupe et les compartiments du bilan cash et dont la définition est communément admise sur la place. Il correspond au périmètre bancaire, les activités d'assurance étant gérées avec leur propre contrainte prudentielle.

À la suite de la répartition des comptes IFRS dans les compartiments du bilan cash, des calculs de compensation (nettings) sont effectués. Ils concernent certains éléments de l'actif et du passif dont l'impact est symétrique en termes de risque de liquidité. Ainsi, les impôts différés, impacts de la juste valeur, dépréciations collectives, ventes à découvert et autres actifs et passifs font l'objet d'un netting pour un montant de 36 milliards d'euros à fin septembre 2023. De même, 140 milliards d'euros de repos/reverse repos sont éliminés, dans la mesure où ces encours sont la traduction de l'activité du desk Titres effectuant des opérations de prêts/emprunts de titres qui se compensent. Les autres nettings effectués pour la construction du bilan cash, pour un montant total de 202 milliards d'euros à fin septembre 2023, sont relatifs aux dérivés, appels de marge, comptes de régularisation / règlement / liaison et aux titres non liquides détenus par la Banque de financement et d'investissement (BFI) et sont intégrés au compartiment des « Actifs de négoce à la clientèle ».

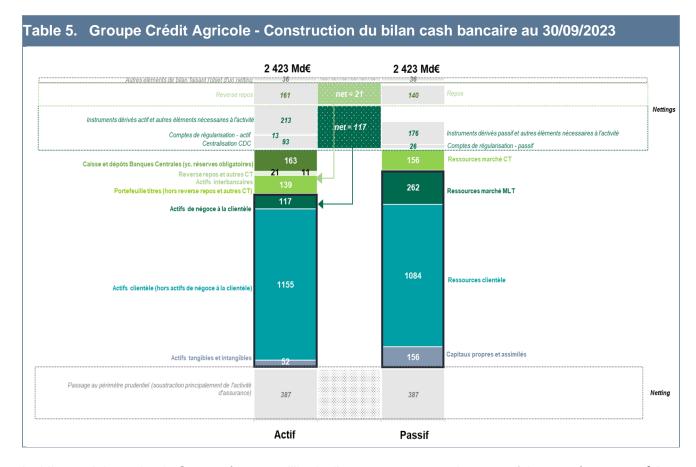
Il est à noter que la centralisation à la Caisse des Dépôts et Consignations ne fait pas l'objet d'un netting dans la construction du bilan cash ; le montant de l'épargne centralisée (93 milliards d'euros à fin septembre 2023) étant intégré à l'actif dans les « Actifs de négoce à la clientèle » et au passif dans les « Ressources clientèle ».

Dans une dernière étape, d'autres retraitements permettent de corriger les encours que les normes comptables attribuent à un compartiment, alors qu'ils relèvent économiquement d'un autre compartiment. Ainsi, les émissions Senior dans les réseaux bancaires ainsi que les refinancements de la Banque Européenne d'Investissements et Caisse des Dépôts et Consignations et les autres refinancements de même type adossés à des prêts clientèle, dont le classement comptable engendrerait une affectation au compartiment « Ressources marché long terme », sont retraités pour apparaître comme des « Ressources clientèle ».

On notera que parmi les opérations de refinancement banques centrales, les encours correspondant au T-LTRO (*Targeted Longer-Term Refinancing Operations*) sont intégrés dans les « Ressources marché long terme ». En effet, les opérations de T-LTRO 3 sont assimilées à un refinancement sécurisé de long terme, identique du point de vue du risque de liquidité à une émission sécurisée.

Les opérations de pension livrée (repos) moyen-long terme sont également comprises dans les « Ressources marché long terme ».

Enfin, les contreparties bancaires de la BFI avec lesquelles nous avons une relation commerciale sont considérées comme de la clientèle pour la construction du bilan cash.



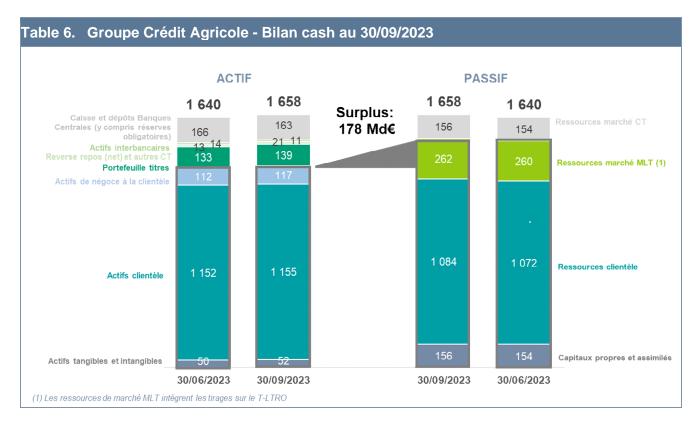
Le bilan cash bancaire du Groupe, à 1 658 milliards d'euros au 30 septembre 2023, fait apparaître un excédent des ressources stables sur emplois stables de 178 milliards d'euros, en hausse de 6 milliards d'euros par rapport à fin juin 2023 après remboursement de l'échéance de TLTRO du mois de septembre (8 Mds€).

L'encours total T-LTRO 3 pour le Groupe Crédit Agricole s'élève à 37,6 milliards d'euros¹ au 30 septembre 2023, en baisse de 8 milliards d'euros² remboursé sur le trimestre. A noter, concernant la position en ressources stables, que le pilotage interne du Groupe exclut le surplus temporaire de ressources stables apportées par l'augmentation du refinancement T-LTRO 3, afin de sécuriser l'objectif du Plan à Moyen Terme de 110-130 milliards d'euros, indépendamment de la stratégie de remboursement.

Par ailleurs, compte-tenu des excédents de liquidité, le Groupe demeure en position prêteuse à court terme au 30 septembre 2023 (dépôts Banques centrales supérieurs au montant de l'endettement court terme net).

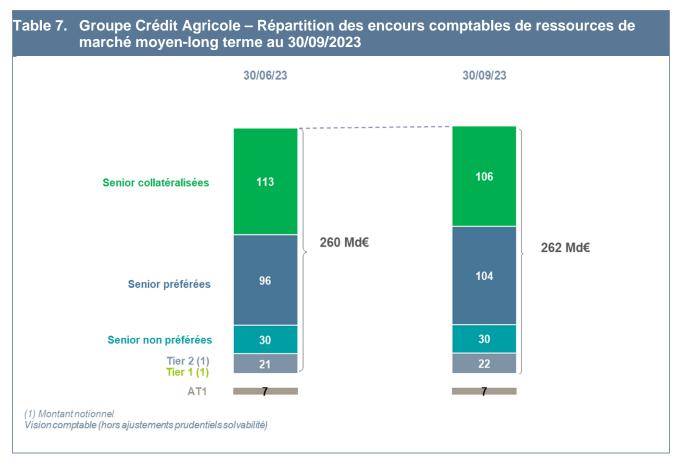
¹ Y compris CA Auto Bank

² Y compris CA Auto Bank



Les ressources de marché à moyen-long terme s'élèvent à 262 milliards d'euros au 30 septembre 2023, en hausse de 2 milliards d'euros par rapport à fin juin 2023. La hausse de la collecte stable et l'exécution du plan de refinancement compensent le remboursement de ressources T-LTRO 3 en septembre 2023.

Elles comprennent les dettes seniors collatéralisées à hauteur de 106 milliards d'euros, les dettes seniors préférées à hauteur de 104 milliards d'euros, les dettes seniors non préférées pour 30 milliards d'euros et des titres Tier 2 s'élevant à 22 milliards d'euros.

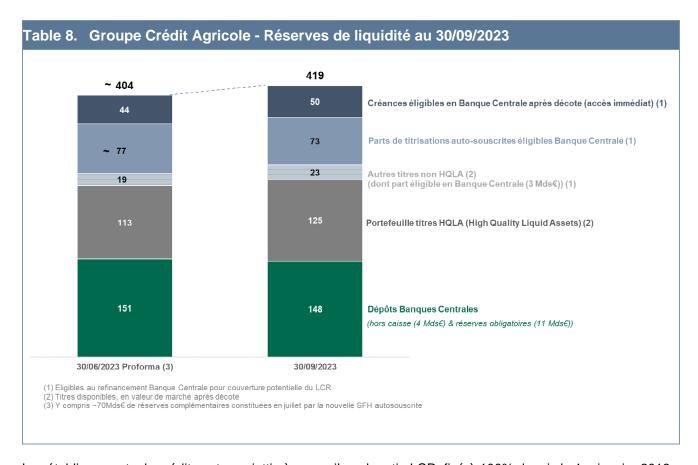


Les réserves de liquidité du Groupe, en valeur de marché et après décotes, s'élèvent à 419 milliards d'euros au 30 septembre 2023, en hausse de 15 milliards d'euros par rapport au 30 juin 2023 proforma.

Elles couvrent plus de deux fois l'endettement court terme net (hors replacements en Banques centrales).

Cette hausse des réserves de liquidité s'explique principalement par la hausse de la collecte clientèle et la réalisation du plan de financement Moyen Long Terme.

Le Groupe Crédit Agricole a par ailleurs poursuivi ses efforts afin de maintenir les réserves immédiatement disponibles (après recours au financement BCE). Les actifs non-HQLA éligibles en banque centrale après décote s'élèvent à 126 milliards d'euros.



Les établissements de crédit sont assujettis à un seuil sur le ratio LCR, fixé à 100% depuis le 1er janvier 2018.

Au 30 septembre 2023, les ratios LCR moyens sur 12 mois s'élèvent respectivement à 150,8% pour le Groupe Crédit Agricole et 145,2% pour Crédit Agricole S.A. Les ratios LCR de fin de mois s'élèvent respectivement à 143,3% pour le Groupe Crédit Agricole (soit un excédent de 86,9 milliards d'euros) et 144% pour Crédit Agricole S.A. (soit un excédent de 78,5 milliards d'euros). Ils sont supérieurs à l'objectif du Plan à Moyen Terme (environ 110%).

Par ailleurs, les ratios NSFR du Groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A. sont supérieurs à 100%, conformément à l'exigence règlementaire entrée en application le 28 juin 2021 et supérieurs à l'objectif du Plan à Moyen Terme (>100%).

Le Groupe continue de suivre une politique prudente en matière de **refinancement à moyen long terme**, avec un accès très diversifié aux marchés, en termes de base investisseurs et de produits.

Au 30 septembre 2023, les principaux émetteurs du Groupe ont levé sur le marché l'équivalent de 56,6 milliards d'euros^{3,4} de dette à moyen long terme, dont 44% émis par Crédit Agricole S.A. On note notamment les montants suivants pour le Groupe :

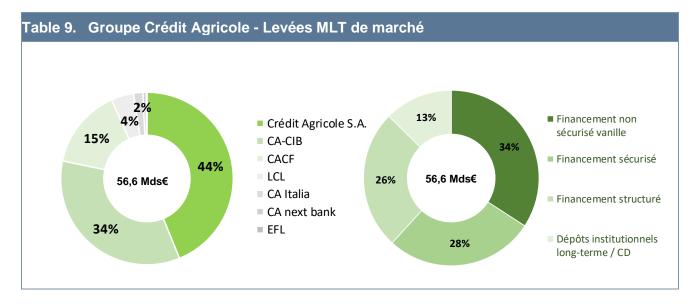
- Crédit Agricole CIB a émis 14 milliards d'euros en format structuré ;
- Crédit Agricole Consumer Finance a émis 5,8 milliards d'euros sous forme de titrisations ABS et 1,9 milliards d'euros équivalent en émission MTN à travers l'entité Crédit Agricole Auto Bank (CAAB);
- Crédit Agricole Assurances a émis un Tier 2 à 10 ans pour 500 millions d'euros et a réalisé une offre de rachat sur deux souches subordonnées perpétuelles (FR0012444750 & FR0012222297) pour 500 millions d'euros en octobre

Le financement à moyen long terme du Groupe peut se décomposer à travers les catégories suivantes :

- 15,6 milliards d'euros de financement sécurisé ;
- o 19,4 milliards d'euros de financement non sécurisé vanille ;
- 14,5 milliards d'euros de financement structuré ;
- 7,1 milliards d'euros de dépôts institutionnels long-terme et CD.

Par ailleurs, 16,9 milliards d'euros ont également été levés hors marché et se répartissent entre :

- 12,2 milliards d'euros au travers des réseaux de banques (banque de proximité du Groupe ou réseaux externes);
- o 3,3 milliards d'euros auprès des organismes supranationaux et institutions financières ;
- 1,4 milliard d'euros auprès de véhicules de refinancement nationaux (dont CRH).



Au 30 septembre 2023, Crédit Agricole S.A. a levé sur le marché l'équivalent de 24,8 milliards d'euros^{5,6} :

La banque a levé l'équivalent de 24,8 milliards d'euros, dont 3,5 milliards d'euros en dette senior non préférée et 1,7 milliard d'euros en dette Tier 2, ainsi que 12,1 milliards d'euros de dette senior préférée et 7,5 milliards d'euros de dette senior collatéralisée. Le financement est diversifié en formats et en devises avec notamment :

- o 7,3 milliards d'euros⁷;
- o 5,85 milliards de dollars américains (5,5 milliards d'euros équivalent) ;

³ Montant brut avant rachats et amortissements

⁴ Hors émission AT1

⁵ Montant brut avant rachats et amortissements

⁶ Hors émission AT1

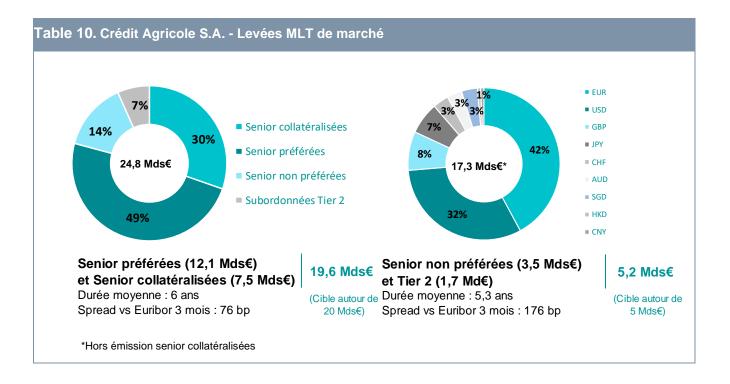
⁷ Hors émissions senior collatéralisées

- o 1.3 milliard de livres sterling (1,4 milliard d'euros équivalent) ;
- o 177 milliards de yen japonais8 (1,2 milliard d'euros équivalent) ;
- 0,6 milliard de francs suisses (0,7 milliard d'euros équivalent);
- 0,9 milliard de dollars australiens (0,6 milliard d'euros équivalent);
- 0,9 milliard dollars singapouriens (0,6 milliard d'euros équivalent).
- 1,0 milliard de Hong-Kong dollars (0,1 milliard d'euros équivalent).
- 1,0 milliard de Yuan chinois (0,1 milliard d'euros équivalent).

A noter que Crédit Agricole S.A. a réalisé 58% de son refinancement en devises hors euros depuis le début de l'année. 9,10

De plus, Crédit Agricole S.A. a émis le 3 janvier 2023 un AT1 Perpétuel NC6 ans pour 1,25 milliard d'euros au taux initial de 7,25%.

A fin septembre, le plan de financement MLT s'élève à 24,8 milliards d'euros soit une réalisation de 99% du programme de financement 2023 de 25 milliards d'euros.



⁸ Hors émissions senior collatéralisées

⁹ Hors émissions senior collatéralisées

¹⁰ Hors émission AT1

Facteurs de risque

Les principaux risques auxquels Crédit Agricole S.A. et le Groupe Crédit Agricole sont exposés sont présentés, respectivement, aux pages 133 à 157 et aux pages 325 à 349 de l'amendement A03 au Document d'enregistrement universel 2022.

Gouvernement d'entreprise

A la date de publication du présent document, la composition du Comité exécutif est la suivante :

Composition du Comité exécutif au 1er novembre 2023

Le Directeur général	Philippe Brassac
Le Directeur général délégué, en charge de la Banque Universelle	Olivier Gavalda
Le Directeur général délégué, en charge du Pilotage et des fonctions de Contrôle	Jérôme Grivet
Le Directeur général délégué, en charge des Grandes clientèles	Xavier Musca
La Directrice générale adjointe en charge de l'Asset Management	Valérie Baudson
La Directrice des risques	Alexandra Boleslawski
La Directrice de la conformité	Martine Boutinet
Le Directeur de l'Engagement Sociétal	Eric Campos
La Directrice des ressources humaines Groupe	Bénédicte Chrétien
Le Directeur général adjoint en charge des Assurances	Philippe Dumont
La Secrétaire générale	Véronique Faujour
Le Directeur général adjoint en charge du pôle Client et Développement	Gérald Grégoire
Le Directeur de Crédit Agricole Italie	Giampiero Maioli
Le Directeur général adjoint en charge des Banques de Proximité	Michel Mathieu
Le Directeur général adjoint en charge des Technologies, du Digital et des Paiements	Jean-Paul Mazoyer
Le Directeur général adjoint en charge des Services Financiers Spécialisés	Stéphane Priami
L'Inspectrice générale	Laurence Renoult

Composition du Comité de direction au 1er novembre 2023

Le Comité de direction est composé du Comité exécutif auquel se rajoutent :

Le Directeur des affaires publiques	Alban Aucoin
Le Directeur général délégué de Crédit Agricole CIB – Financement	Jean-François Balaÿ
Le Directeur du pôle Clients Institutionnels et Corporate et ESG d'Amundi	Jean-Jacques Barbéris
Le Directeur général délégué et Directeur financier de Crédit Agricole CIB	Olivier Bélorgey
Le Directeur général de CA-GIP	Olivier Biton
Le Directeur général délégué et Directeur du pôle Stratégie, Finance et Contrôle d'Amundi	Nicolas Calcoen
Le Directeur général de CA Auto Bank et Directeur des partenariats internationaux de CACF	Giacomo Carelli
Le Directeur des achats Groupe	Bertrand Chevallier
La Directrice de la communication	Julie de La Palme
Le Directeur général de Predica et Directeur général délégué de Crédit Agricole Assurances	Nicolas Denis
Le Senior Regional Officer pour la région Asie-Pacifique de Crédit Agricole CIB	Jean-François Deroche
Le Directeur général d'Agos Ducato	François Édouard Drion
La Directrice des Études stratégiques	Selma Drissi
Le Senior Regional Officer Amériques et Senior Country Officer pour les États-Unis de Crédit Agricole CIB	Stéphane Ducroizet
La Directrice Merchant Services	Meriem Echcherfi
Le Directeur de finances Groupe	Paul Foubert
Le Directeur du développement retail de LCL	Laurent Fromageau
Le Directeur général adjoint et responsable mondial du <i>Coverage</i> et de la banque d'investissement de Crédit Agricole CIB	Didier Gaffinel
Le Directeur général délégué et Responsable mondial des marchés de capitaux de Crédit Agricole CIB	Pierre Gay
Le Directeur général délégué de CA Italia et Directeur général de Creval	Roberto Ghisellini
Le Directeur général de CA Santé & Territoires	Pierre Guillocheau
La Directrice des études économiques	Isabelle Job-Bazille
Le Directeur du développement des banques à l'international	Michel Le Masson
Le Directeur de la Division des Opérations, Services et Technologies d'Amundi	Guillaume Lesage
Le Directeur général de Crédit Agricole Payment Services	Philippe Marquetty
Le Directeur général de BforBank	Jean-Bernard Mas
Le Directeur pilotage et impulsion Projet de Groupe	Pierre Metge
Le Directeur général de CACEIS	Jean-Pierre Michalowski
Le Directeur des gestions d'Amundi	Vincent Mortier
Le Directeur général de Crédit Agricole Bank Polska et Senior Country Officer Groupe pour la Pologne	Bernard Muselet
Le Directeur Entreprises, Institutionnels, Gestion de fortune de LCL	Olivier Nicolas
Le Directeur des relations avec les Caisses régionales	Guilhem Nouvel-Alaux
Le Directeur général de Crédit Agricole Immobilier	Marc Oppenheim
Le Directeur général de Pacifica et Directeur général délégué de Crédit Agricole Assurances	Guillaume Oreckin
Le Directeur général de CA Indosuez Wealth Management	Jacques Prost
Le Directeur général délégué de CA Italia, en charge du Retail Banking, Private & Digital	Vittorio Ratto
La Directrice du pôle Réseaux Partenaires International et Directrice de l'Italie d'Amundi	Cinzia Tagliabue
Le Directeur du pôle Agri-Agro, Garantie et Capital développement	Jean-Pierre Touzet
Le Directeur général de Crédit Agricole Egypt et Senior Country Officer Groupe pour l'Égypte	Jean-Pierre Trinelle
Le Directeur général de Crédit Agricole Leasing & Factoring	Hervé Varillon
Le Directeur juridique	Francis Vicari
La Directrice générale adjointe International, Assurances, Finance et Juridique Groupe et Dirigeant effectif de CACF	Valérie Wanquet

Evolution des risques juridiques

Les principales procédures judiciaires et fiscales en cours au sein de Crédit Agricole S.A. et de ses filiales consolidées par intégration globale sont décrites dans le rapport de gestion pour l'exercice 2022. Par rapport aux faits exceptionnels et litiges exposés dans ce document et actualisés au deuxième trimestre 2023 dans le document A03, les seules évolutions se trouvent :

- au dernier alinéa du paragraphe « Bonds SSA »,
- à l'avant- dernier et dernier alinéas du paragraphe « O'Sullivan and Tavera ».

En Pologne, les prêts hypothécaires libellés ou indexés en francs suisse commercialisés par CA Bank Polska font l'objet de contentieux, tel que précisé ci-après au paragraphe « CA Bank Polska ».

Faits exceptionnels et litiges

Affaire EIC (échange image chèques)

LCL et Crédit Agricole S.A., ainsi que dix autres banques, avaient reçu en mars 2008 une notification de griefs du Conseil de la concurrence auquel a succédé l'Autorité de la concurrence.

Il leur était reproché d'avoir, de façon concertée, mis en place et appliqué des commissions interbancaires dans le cadre de l'encaissement des chèques, depuis le passage à l'échange image chèques, soit depuis 2002 jusqu'en 2007. Selon l'Autorité de la concurrence, ces commissions auraient été constitutives d'ententes anticoncurrentielles sur les prix au sens des articles 81, paragraphe 1, du traité instituant la Communauté européenne et de l'article L. 420-1 du Code de commerce, et auraient causé un dommage à l'économie.

En défense, les banques avaient réfuté catégoriquement le caractère anticoncurrentiel des commissions et contesté la régularité de la procédure suivie.

Par décision du 20 septembre 2010, l'Autorité de la concurrence avait jugé que la Commission d'échange image chèques (CEIC) était anticoncurrentielle par son objet. Pour ce qui concerne l'une des commissions pour services connexes dite AOCT (annulation d'opérations compensées à tort), l'Autorité de la concurrence avait enjoint les banques de procéder à la révision de leur montant dans les six mois de la notification de la décision.

Les banques mises en cause avaient été sanctionnées pour un montant global de 384,92 millions d'euros.

LCL et le Crédit Agricole avaient été condamnés à payer respectivement 20,7 millions d'euros et 82,1 millions d'euros pour la CEIC et 0,2 million d'euros et 0,8 million d'euros pour la commission AOCT.

L'ensemble des banques avait fait appel de la décision devant la Cour d'appel de Paris. Cette dernière avait, par un arrêt du 23 février 2012, annulé la décision estimant que l'Autorité de la concurrence n'avait pas démontré l'existence de restrictions de concurrence constitutives d'une entente par objet.

Sur pourvoi de l'Autorité de la concurrence, la Cour de cassation avait cassé, le 14 avril 2015, la décision de la Cour d'appel de Paris du 23 février 2012 et renvoyé l'affaire devant cette même Cour, au seul motif que les interventions volontaires des associations UFC - Que Choisir et l'ADUMPE devant la Cour

d'appel avaient été déclarées sans objet, sans que les moyens de ces parties ne soient examinés par la Cour.

La Cour de cassation n'avait pas tranché l'affaire sur le fond et le Crédit Agricole avait saisi la juridiction de renvoi

Par arrêt du 21 décembre 2017, la Cour d'Appel de Paris avait confirmé la décision de l'Autorité de la concurrence du 20 septembre 2010 tout en réduisant de 82 940 000 euros à 76 560 000 euros les sanctions pécuniaires infligées au Crédit Agricole. La sanction pour LCL est demeurée inchangée à 20 930 000 euros.

Comme les autres banques parties à cette procédure, LCL et le Crédit Agricole s'étaient pourvus en cassation.

Par une décision du 29 janvier 2020, la Cour de cassation avait cassé l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 21 décembre 2017 au motif que la Cour d'appel n'avait pas caractérisé l'existence de restrictions de concurrence par objet et renvoyé l'affaire devant la Cour d'appel de Paris.

Par un arrêt du 2 décembre 2021, la Cour d'appel de Paris avait réformé la décision de l'Autorité de la concurrence et jugé qu'il n'est pas établi que l'instauration de la CEIC et de la commission AOCT constituait des pratiques anticoncurrentielles par objet ou par effets.

L'Autorité de la concurrence s'était pourvue en cassation contre cet arrêt le 31 décembre 2021.

Par un arrêt en date du 28 juin 2023, la Cour de cassation a rejeté le pourvoi de l'Autorité de la concurrence, en confirmant de manière définitive que la CEIC et la commission AOCT ne constituaient pas une restriction de concurrence par objet, et qu'il n'était pas établi que la CEIC avait eu pour effet de fausser, restreindre ou empêcher le jeu normal de la concurrence entre les banques. Cette décision met ainsi un terme définitif à cette affaire.

Office of Foreign Assets Control (OFAC)

Crédit Agricole S.A. et sa filiale Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB) ont conclu au mois d'octobre 2015 des accords avec les autorités fédérales américaines et de l'État de New York dans le cadre de l'enquête relative à un certain nombre de transactions libellées en dollars avec des pays faisant l'objet de sanctions économiques américaines. Les faits visés par cet accord sont intervenus entre 2003 et 2008.

Crédit Agricole CIB et Crédit Agricole S.A., qui ont coopéré avec les autorités fédérales américaines et celles de l'État de New York au cours de cette enquête, ont accepté de s'acquitter d'une pénalité de 787,3 millions de dollars US (soit 692,7 millions d'euros). Le paiement de cette pénalité est venu s'imputer sur les provisions déjà constituées et n'a donc pas affecté les comptes du second semestre 2015.

Les accords avec le Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale américaine (Fed) et le Département des services financiers de l'État de New York (NYDFS) ont été conclus avec Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB. L'accord avec le bureau de l'OFAC du Département du Trésor (OFAC) a été conclu avec Crédit Agricole CIB qui a également signé des accords de suspension des poursuites pénales (Deferred Prosecution Agreements) avec l'US Attorney Office du District de Columbia (USAO) et le District Attorney de New York (DANY), pour une durée de trois ans. Le 19 octobre 2018, les deux accords de suspension des poursuites avec l'USAO et le DANY ont pris fin au terme de la période de trois ans, CACIB ayant satisfait à l'ensemble des obligations qui lui étaient fixées.

Le Crédit Agricole poursuit le renforcement de ses procédures internes et de ses programmes de conformité à la réglementation sur les sanctions internationales et continuera de coopérer pleinement avec les autorités fédérales américaines et de l'État de New York, comme avec la Banque centrale européenne, l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution et l'ensemble de ses régulateurs à travers son réseau mondial.

Conformément aux accords passés avec le NYDFS et la Réserve fédérale américaine, le programme de conformité de Crédit Agricole est soumis à des revues régulières afin d'évaluer son efficacité. Ces revues comprennent une revue par un consultant indépendant nommé par le NYDFS pour une durée d'un an et des revues annuelles par un conseil indépendant agréé par la Réserve fédérale américaine.

Euribor/Libor et autres indices

Crédit Agricole S.A. ainsi que sa filiale Crédit Agricole CIB, en leur qualité de contributeurs à plusieurs taux interbancaires, ont reçu des demandes d'information provenant de différentes autorités dans le cadre d'enquêtes concernant d'une part la détermination du taux Libor (London Interbank Offered Rates) sur plusieurs devises, du taux Euribor (Euro Interbank Offered Rate) et de certains autres indices de marché, et d'autre part des opérations liées à ces taux et indices. Ces demandes couvrent plusieurs périodes s'échelonnant de 2005 à 2012.

Dans le cadre de leur coopération avec les autorités, Crédit Agricole S.A. ainsi que sa filiale Crédit Agricole CIB, ont procédé à un travail d'investigation visant à rassembler les informations sollicitées par ces différentes autorités et en particulier les autorités américaines – DOJ (Department of Justice) et la CFTC (Commodity Future Trading Commission) – avec lesquelles elles sont en discussion. Il n'est pas possible de connaître l'issue de ces discussions, ni la date à laquelle elles se termineront.

Par ailleurs, Crédit Agricole CIB fait l'objet d'une enquête ouverte par l'Attorney General de l'État de Floride sur le Libor et l'Euribor.

À la suite de son enquête et d'une procédure de transaction qui n'a pas abouti, la Commission européenne a fait parvenir le 21 mai 2014 à Crédit Agricole S.A. et à Crédit Agricole CIB, une communication de griefs relative à des accords ou pratiques concertées ayant pour objet et/ou pour effet d'empêcher, restreindre ou fausser le jeu de la concurrence des produits dérivés liés à l'Euribor.

Par une décision en date du 7 décembre 2016, la Commission européenne a infligé à Crédit Agricole S.A. et à Crédit Agricole CIB solidairement une amende de 114 654 000 euros pour leur participation à une entente concernant des produits dérivés de taux d'intérêt en euros. Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB contestent cette décision et ont demandé l'annulation devant le Tribunal de l'Union européenne. L'audience devant le Tribunal s'est tenue le 17 mars 2022 et la date du délibéré n'est pas connue à ce stade.

Crédit Agricole S.A. a fait l'objet, à l'instar de plusieurs banques suisses et étrangères, d'une enquête de la COMCO, autorité suisse de la concurrence, concernant le marché des produits dérivés de taux d'intérêt dont l'Euribor. Cette enquête a été clôturée à la suite d'une transaction, aux termes de laquelle Crédit Agricole S.A. a accepté de s'acquitter d'une pénalité de CHF 4.465.701 et de coûts de procédure d'un montant de CHF 187.012, sans aucune reconnaissance de culpabilité.

Par ailleurs, l'enquête ouverte au mois de septembre 2015 par l'autorité sud-coréenne de la concurrence (KFTC) visant Crédit Agricole CIB, et portant sur les indices Libor sur plusieurs devises, Euribor et Tibor, a fait l'objet d'une décision de classement par la KFTC au mois de juin 2016. L'enquête ouverte sur certains produits dérivés du marché des changes (ABS-NDF) a été close par la KFTC, selon une décision notifiée à CA-CIB le 20 décembre 2018.

S'agissant des deux actions de groupe (class actions) aux États-Unis dans lesquelles Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB sont nommés, depuis 2012 et 2013, avec d'autres institutions financières, tous deux comme défendeurs pour l'une (« Sullivan » pour l'Euribor) et seulement Crédit Agricole S.A. pour l'autre (« Lieberman » pour le Libor), l'action de groupe « Lieberman » est désormais clôturée, les demandeurs ayant décidé de renoncer à la procédure. S'agissant de l'action de groupe « Sullivan », Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB avaient présenté une motion to dismiss visant à rejeter la demande des plaignants, à laquelle la Cour fédérale de New-York, statuant en première instance, avait fait droit. Le 14 juin 2019, les demandeurs avaient interjeté appel de cette décision. Dans l'attente du délibéré sur cet appel, la Cour d'appel fédérale du 2ème district a rendu le 31 décembre 2021, dans une affaire distincte (dite GELBOIM), une décision modifiant sa jurisprudence sur la compétence personnelle des juridictions américaines à l'égard de défendeurs étrangers. Afin d'éviter de possibles effets négatifs de ce revirement de jurisprudence sur l'appel en cours, Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB avaient négocié avec les demandeurs un accord destiné à mettre un terme définitif à la procédure prévoyant le versement aux demandeurs d'un montant de 55 millions de dollars US, lequel est intervenu en 2022. Cet accord, qui ne comporte aucune reconnaissance de culpabilité de la part de Crédit agricole S.A. et de Crédit Agricole CIB, a été homologué par le tribunal de New York le 15 novembre 2022, décision qui n'a fait l'objet d'aucun appel. Suivant les engagements standards de coopération pris dans ce type d'accord, une demande de communication de pièces (confirmatory discovery) pourrait encore être éventuellement adressée en 2023 à Crédit Agricole SA et Crédit Agricole CIB par les demandeurs, dans l'hypothèse où ceux-ci en auraient le besoin dans le cadre de discussions avec d'autres parties n'ayant pas encore transigé.

Depuis le 1er juillet 2016, Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB, ainsi que d'autres banques sont également cités comme parties dans une nouvelle action de groupe (class action) aux États-Unis (« Frontpoint ») relative aux indices SIBOR (Singapore Interbank Offered Rate) et SOR (Singapore Swap Offer Rate). Après avoir accepté une première motion to dismiss présentée par Crédit Agricole SA et Crédit Agricole CIB, la cour fédérale de New York, statuant sur une nouvelle demande des plaignants, a écarté Crédit Agricole SA de l'action Frontpoint, au motif qu'elle n'avait pas contribué aux indices concernés. La cour a en revanche considéré, en tenant compte d'évolutions récentes de la jurisprudence, que sa compétence juridictionnelle pouvait s'appliquer à l'égard de Crédit Agricole CIB, comme à l'égard de l'ensemble des banques membres du panel de l'indice SIBOR. Les allégations contenues dans la plainte relative aux indices SIBOR/USD et SOR ont par ailleurs été écartées par la cour, ne demeure donc pris en compte que l'indice SIBOR/dollar singapourien. Le 26 décembre2018, les plaignants ont déposé une nouvelle plainte visant à réintroduire dans le champ de l'action Frontpoint les manipulations alléquées des indices Sibor et Sor ayant affecté les transactions en dollars américains. Crédit Agricole CIB, aux côtés des autres défendeurs, s'est opposé à cette nouvelle plainte lors de l'audience qui s'est tenue le 2 mai 2019 devant la cour fédérale de New York. Le 26 juillet 2019. la cour fédérale a fait droit aux arguments présentés par les défendeurs. Les plaignants ont relevé appel de cette décision le 26 août 2019.

Le 17 mars 2021, un panel de trois juges de la cour d'appel fédérale du 2ème circuit a fait droit à l'appel des plaignants, considérant dès lors la nouvelle plainte recevable et renvoyant l'affaire devant la cour fédérale de New York pour reprise de la procédure. Les défendeurs, incluant Crédit Agricole CIB, ont demandé à la cour d'appel fédérale, statuant en formation plénière, de reconsidérer cette décision. Cette demande a été rejetée par la cour d'appel le 6 mai 2021. Un autre recours a été déposé le 12 mai 2021 par les défendeurs afin d'obtenir la suspension de ce retour du dossier devant la juridiction de première instance, lequel a été rejeté le 24 mai 2021. Le 1er octobre 2021, les défendeurs ont déposé un recours devant la Cour Suprême des Etats-Unis, laquelle a pris la décision, le 10 janvier 2022, de ne pas examiner l'affaire. Une nouvelle requête, en cours d'examen, a été déposée par les défendeurs devant la Cour fédérale pour tenter de mettre un terme à cette action.

Le 27 mai 2022, l'ensemble des 13 défendeurs a signé un accord transactionnel avec les demandeurs afin de mettre un terme définitif à cette action. Cet accord prévoit le versement d'un montant forfaitaire aux demandeurs avec une clé de répartition pour chacun des demandeurs. Il prévoit en conséquence le versement par Crédit Agricole CIB d'un montant de 7,3 millions de dollars US (8,03 % du montant total). Cet accord, qui ne comporte aucune reconnaissance de culpabilité de la part de Crédit Agricole CIB, a été homologué par le tribunal de New York le 29 novembre 2022, décision qui n'a fait l'objet d'aucun appel.

Bonds SSA

Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont reçu des demandes de renseignements de différents régulateurs, dans le cadre d'enquêtes relatives aux activités d'un certain nombre de banques intervenant sur le marché secondaire des obligations SSA (Supranational, Sub-Sovereign and Agencies) libellées en dollars américains. Dans le cadre de sa coopération avec lesdits régulateurs, Crédit Agricole CIB a procédé à des investigations internes afin de réunir les informations requises disponibles. Le 20 décembre 2018, la Commission européenne a adressé une communication des griefs à plusieurs banques dont Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB dans le cadre de son enquête sur une éventuelle infraction à des règles du droit européen de la concurrence sur le marché secondaire des obligations SSA libellées en dollars américains. Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont pris connaissance des griefs et y ont répondu le 29 mars 2019, puis au cours d'une audition qui s'est tenue les 10 et 11 juillet 2019.

Par une décision en date du 28 avril 2021, la Commission européenne a infligé à Crédit Agricole S.A. et à Crédit Agricole CIB solidairement une amende de 3 993 000 euros pour leur participation à une entente sur le marché secondaire des obligations SSA libellées en dollars américains. Le 7 juillet 2021, Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole CIB ont interjeté appel de cette décision devant le Tribunal de l'Union européenne. L'audience devant le Tribunal s'est tenue le 16 juin 2023 et la date du délibéré n'est pas connue à ce stade.

Crédit Agricole CIB est cité avec d'autres banques, dans une action de groupe (class action) consolidée putative devant le Tribunal Fédéral du District Sud de New York. Les plaignants n'ayant pas réussi à établir un dommage suffisant, cette action a été rejetée par une décision du 29 août 2018 qui leur a donné néanmoins la possibilité d'y remédier. Le 7 novembre 2018, les plaignants ont déposé une plainte modifiée. Crédit Agricole CIB ainsi que les autres défendeurs ont déposé des « motions to dismiss » visant à rejeter cette plainte. S'agissant de CACIB la plainte a été jugée irrecevable, le 30 septembre 2019, pour défaut de compétence de la juridiction new-yorkaise et, dans une décision ultérieure, le Tribunal a jugé que les plaignants avaient en tout état de cause échoué à établir une violation de la loi antitrust américaine. En juin 2020 les plaignants ont fait appel de ces deux décisions. Le 19 juillet 2021, la Cour d'appel fédérale du 2ème circuit a confirmé la position du Tribunal selon laquelle les plaignants n'ont pas réussi à établir une violation de la loi antitrust américaine. Le délai imparti aux plaignants pour saisir la Cour suprême des États-Unis afin de contester cette décision a expiré le 2 décembre 2021, sans que les plaignants n'engagent une action en ce sens. Les plaignants ont ensuite demandé l'autorisation de déposer une motion visant à annuler le jugement du tribunal de première instance, au motif que le juge de ce tribunal n'avait pas divulgué un conflit d'intérêts au début de l'action. L'action a été affectée à un nouveau juge afin d'examiner cette demande, lequel nouveau juge a ordonné aux parties de soumettre leurs observations sur ce point. Le 3 octobre 2022, ce juge, le District Judge Valerie Caproni, a rendu une opinion et une ordonnance rejetant la requête des plaignants en annulation du jugement et donnant instruction au greffier de clore l'affaire. Les plaignants n'ont pas fait appel de cette décision du juge Caproni.

Le 7 février 2019, une autre action de groupe contre Crédit Agricole CIB et les défendeurs également cités dans l'action de groupe déjà en cours a été déposée devant le Tribunal Fédéral du District Sud de New York. En juillet 2020 les plaignants ont volontairement interrompu l'action mais elle pourrait être reprise.

Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole-CIB ont reçu notification, le 11 juillet 2018, d'une citation avec d'autres banques dans une action de groupe déposée au Canada devant la Cour Supérieure de Justice de l'Ontario. Une autre action, a été déposée le même jour devant la Cour fédérale. L'action devant la Cour Supérieure de Justice de l'Ontario a été radiée en date du 19 février 2020. Crédit Agricole S.A. et Crédit Agricole-CIB ont conclu un accord de principe visant à mettre un terme à la procédure devant la Cour fédérale. L'accord définitif doit encore être homologué par la Cour.

O'Sullivan and Tavera

Le 9 novembre 2017, un certain nombre de personnes (ou des membres de leur famille ou leurs exécuteurs testamentaires) qui soutiennent avoir été victimes d'attaques en Irak, ont assigné plusieurs banques dont Crédit Agricole S.A. et sa filiale Crédit Agricole Corporate and Investment Bank (Crédit Agricole CIB), devant le Tribunal Fédéral du District de New-York (« O' Sullivan I »).

Le 29 décembre 2018, le même groupe de personnes auxquelles se sont joints 57 nouveaux plaignants ont assigné les mêmes défendeurs (« O'Sullivan II »).

Le 21 décembre 2018, un groupe différent de personnes ont également assigné les mêmes défendeurs (« Tavera »).

Les trois assignations prétendent que Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole CIB et les autres défendeurs auraient conspiré avec l'Iran et ses agents en vue de violer les sanctions américaines et auraient conclu des transactions avec des entités iraniennes en violation du US Anti-Terrorism Act et du Justice Against Sponsors of Terrorism Act. Plus particulièrement, elles soutiennent que Crédit Agricole S.A., Crédit Agricole CIB et les autres défendeurs auraient traité des opérations en dollars américains pour l'Iran et des entités iraniennes en violation de sanctions édictées par le US Treasury Department's Office of Foreign Assets Control, ce qui aurait permis à l'Iran de financer des organisations terroristes qui, comme il est allégué, seraient les auteurs des attaques précitées. Les demandeurs réclament des dommages intérêts pour un montant qui n'est pas précisé.

Le 2 mars 2018, Crédit Agricole CIB et d'autres défendeurs ont déposé une « motion to dismiss » visant à rejeter les prétentions des demandeurs dans la procédure « O'Sullivan I ». Le 28 mars 2019 le juge a fait droit à cette demande de Crédit Agricole CIB et des autres défendeurs. Les plaignants ont déposé le 22 avril 2019 une requête en vue de modifier leur plainte. Les défendeurs se sont opposés à cette requête le 20 mai 2019 et les plaignants ont répondu le 10 juin 2019. Le 25 février 2020 la requête des plaignants en vue de modifier leur plainte a été refusée et leur plainte initiale a été rejetée.

Le 28 mai 2020, les plaignants ont déposé une nouvelle requête en vue d'obtenir une décision finale susceptible d'appel. Le 11 juin 2020, les défendeurs se sont opposés à cette requête et le 18 juin 2020 les plaignants ont répondu. Le 29 juin 2021, le Tribunal a rejeté la requête des plaignants.

Concernant les procédures : Dans l'affaire « O'Sullivan », le 28 juillet 2021, le Tribunal a sursis à statuer sur l'action « O'Sullivan I » en attendant qu'une décision soit rendue dans le cadre de la procédure d'appel en cours dans une affaire Freeman v. HSBC Holdings, PLC, n° 19-3970 (2d. Cir.). (Les affaires « O'Sullivan II » et « Tavera » avaient été précédemment suspendues en attendant l'issue de cette procédure d'appel). Le 20 janvier 2023, le Tribunal a prolongé la suspension des actions « O'Sullivan II » en attendant une décision de la Cour suprême des États-Unis dans l'affaire Twitter, Inc. c. Tamneh, et al., qui portait sur l'application du US Anti-Terrorism Act aux entreprises de

médias sociaux, laquelle est intervenue le 18 mai 2023. Le 5 juin 2023, le Tribunal a prolongé la suspension des actions « O'Sullivan I » et « O'Sullivan II » dans l'attente d'une décision de la Cour suprême des États-Unis dans l'affaire Freeman. Le 2 octobre 2023, la Cour suprême a rejeté la demande d'examen de la décision rendue par la Cour d'appel du deuxième circuit dans l'affaire Freeman. Les parties doivent soumettre un rapport de situation le 1er novembre 2023.

Dans l'affaire « *Tavera* », le 31 janvier 2023, les parties ont demandé au Tribunal de surseoir à statuer jusqu'à la décision de la Cour suprême des Etats-Unis dans l'affaire Twitter, laquelle est intervenue le 18 mai 2023. Le 12 septembre 2023, le Tribunal a prolongé le sursis à statuer jusqu'à la décision de la Cour suprême dans l'affaire Freeman. Le 2 octobre 2023, la Cour suprême a rejeté la demande d'examen de la décision rendue par la Cour d'appel du deuxième circuit dans l'affaire Freeman. Les parties doivent soumettre un rapport de situation le 1er novembre 2023.

Crédit Agricole Consumer Finance Nederland B.V.

Les conditions de révision des taux d'intérêts de crédits renouvelables commercialisés par Crédit Agricole Consumer Finance Nederland B.V., filiale à 100% de Crédit Agricole Consumer Finance SA, et ses filiales font l'objet de réclamations d'un certain nombre d'emprunteurs qui portent sur les critères de révision de ces taux et d'éventuels trop-perçus d'intérêts.

Le 21 janvier 2019, dans deux affaires concernant des filiales de Crédit Agricole Consumer Finance Nederland B.V., la commission des appels de la KIFID (instance néerlandaise spécialisée dans les litiges concernant les services financiers) a jugé que, en cas d'absence d'information ou d'information insuffisante sur les éléments précis déterminant le taux d'intérêt, celui-ci devait suivre l'évolution des taux d'intérêt du marché des prêts à la consommation.

Crédit Agricole Consumer Finance Nederland B.V. a mis en place en mai 2020 un plan de compensation au profit de clients emprunteurs qui tient compte des décisions de la KIFID précitées. D'autres établissements aux Pays-Bas ont mis en place des plans de compensation. Le Conseil de surveillance de Crédit Agricole Consumer Finance Nederland B.V. a décidé de clôturer ce plan de compensation le 1er mars 2021.

CACEIS Allemagne

CACEIS Allemagne a reçu des autorités fiscales bavaroises le 30 avril 2019 une demande de restitution d'impôts sur dividendes remboursés à certains de ses clients en 2010.

Cette demande portait sur un montant de 312 millions d'euros. Elle était assortie d'une demande de paiement de 148 millions d'euros d'intérêts (calculés au taux de 6% l'an).

CACEIS Allemagne (CACEIS Bank SA) conteste vigoureusement cette demande qui lui apparaît dénuée de tout fondement. CACEIS Allemagne a déposé des recours auprès de l'administration fiscale pour, d'une part, contester sur le fond cette demande et d'autre part, solliciter un sursis à exécution du paiement dans l'attente de l'issue de la procédure au fond. Le sursis à exécution a été accordé pour le paiement des 148 millions d'euros d'intérêts et rejeté pour la demande de restitution du montant de 312 millions d'euros. CACEIS Bank SA a contesté cette décision de rejet. La décision de rejet étant exécutoire, le paiement de la somme de 312 millions a été effectué par CACEIS Bank SA qui a inscrit dans ses comptes, compte tenu des recours intentés, une créance d'un montant équivalent. Par une décision du 25 novembre 2022, les services fiscaux de Munich ont rejeté le recours de CACEIS Bank SA sur le fond. CACEIS Bank SA a saisi le 21 décembre 2022 le tribunal fiscal de Munich d'une action en contestation de la décision précitée des services fiscaux de Munich et de la demande de restitution d'impôts sur dividendes précitée. Confiant dans ses arguments, CACEIS Bank SA n'a opéré aucune modification dans ses comptes.

CA Bank Polska

Entre 2007 et 2008, CA Bank Polska ainsi que d'autres banques polonaises ont accordé des prêts hypothécaires libellés ou indexés sur la monnaie suisse (CHF) et remboursables en PLN. L'augmentation significative du taux de change du CHF par rapport à la monnaie polonaise (PLN) a occasionné une augmentation importante de la charge de remboursement pour les emprunteurs.

Les tribunaux considérant que les clauses de ces contrats de prêts qui permettent aux banques de déterminer unilatéralement le taux de change applicable sont abusives, le nombre de litiges avec les banques est en constante augmentation.

En mai 2022, CA Bank Polska a ouvert un programme de règlement amiable des réclamations soulevées par les emprunteurs.

Dépendances éventuelles

Crédit Agricole S.A. n'est dépendant d'aucun brevet ou licence ni contrat d'approvisionnement industriel, commercial ou financier.

ACTUALISATION DU PILIER 3 DE CREDIT AGRICOLE SA AU 30 SEPTEMBRE 2023

INFORMATIONS AU TITRE DU PILIER 3

Indicateurs clés phasés au niveau de Crédit Agricole S.A. (EU KM1)

Le tableau des indicateurs clés ci-dessous répond aux exigences de publication des articles 447 (points a à g) et 438 (b) de CRR2. Il présente une vue globale des différents ratios prudentiels de solvabilité, de levier et de liquidité de l'établissement, leurs composants et les exigences minimales qui leur sont associées.

Depuis le 1er janvier 2023, les entités d'assurance de Crédit Agricole S.A. appliquent la norme IFRS 17.

À noter que les montants composant les ratios prudentiels de solvabilité et de levier affichés ci-après tiennent compte des dispositions transitoires relatives à l'introduction de la norme IFRS 9 et des dispositions transitoires relatives aux instruments de dette hybride. Ces montants incluent également le résultat conservé de la période¹.

¹ Les ratios de solvabilité réglementaires CET1, Tier 1, Total capital et Levier, qui n'intègrent pas le résultat conservé de la période, s'élèvent au 30/09/2023 à respectivement 11,49%, 13,45%, 17,68% et 3,96%.

EU KM1	- Indicateurs clés phasés en millions d'euros	30/09/2023	30/06/2023	31/03/2023	31/12/2022	30/09/2022			
Fonds	Fonds propres disponibles (montants)								
1	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	45 196	43 575	42 736	40 615	41 420			
2	Fonds propres de catégorie 1	52 732	50 931	50 151	46 865	48 128			
3	Fonds propres totaux	68 908	66 186	65 888	63 073	64 535			
Montan	ts d'expositions pondérées								
4	Montant total d'exposition au risque	383 921	376 873	368 072	361 269	377 360			
Ratios des fonds propres (en pourcentage % du montant d'exposition au risque)									
5	Ratio de fonds propres de base de catégorie 1 (%)	11,77%	11,56%	11,61%	11,24%	10,98%			
6	Ratio de fonds propres de catégorie 1 (%)	13,74%	13,51%	13,63%	12,97%	12,75%			
7	Ratio de fonds propres totaux (%)	17,95%	17,56%	17,90%	17,46%	17,10%			
Exigen	ces de fonds propres supplémentaires pour faire face aux	risques autr	es que le levi	er excessif (e	n pourcentag	je du montar			
EU 7a	Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face aux risques autres que le risque de levier excessif	1,50%	1,50%	1,50%	1,50%	1,50%			
EU 7b	dont: à satisfaire avec des fonds propres CET1 (points de pourcentage)	0,84	0,84	0,84	0,84	0,84			
EU 7c	dont: à satisfaire avec des fonds propres de catégorie 1 (points de pourcentage)	1,13	1,13	1,13	1,13	1,13			
EU 7d	Exigences totales de fonds propres SREP (%)	9,50%	9,50%	9,50%	9,50%	9,50%			
Exigen	ces globales de coussin et exigence globale de fonds pro	pres (en pour	rcentage du n	nontant d'exp	osition au ris	que)			
8	Coussin de conservation des fonds propres (%)	2,50%	2,50%	2,50%	2,50%	2,50%			
EU 8a	Coussin de conservation découlant du risque macro- prudentiel ou systémique constaté au niveau d'un Etat membre (%)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%			
9	Coussin de fonds propres contracyclique spécifique à l'établissement (%)	0,39%	0,34%	0,08%	0,06%	0,03%			
EU 9a	Coussin pour le risque systémique (%)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%			
10	Coussin pour les établissements d'importance systémique mondiale (%)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%			
EU 10a	Coussin pour les autres établissements d'importance systémique (%)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%			
11	Exigence globale de coussin (%)	2,89%	2,84%	2,58%	2,56%	2,53%			
EU 11a	Exigences globales de fonds propres (%)	12,39%	12,34%	12,08%	12,06%	12,03%			
12	Fonds propres CET1 disponibles après le respect des exigences totales de fonds propres SREP (%)	6,43%	6,22%	6,27%	5,85%	5,63%			

EU KM1	- Indicateurs clés phasés en millions d'euros	30/09/2023	30/06/2023	31/03/2023	31/12/2022	30/09/2022		
Ratio de levier								
13	Mesure de l'exposition totale	1 303 165	1 280 000	1 321 592	1 284 306	1 420 719		
14	Ratio de levier (%)	4,05%	3,98%	3,79%	3,65%	3,39%		
Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face au risque de levier excessif (en pourcentage de la mesure de l'expo								
EU 14a	Exigences de fonds propres supplémentaires pour faire face au risque de levier excessif (%)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%		
EU 14b	dont: à satisfaire avec des fonds propres CET 1 (points de pourcentage)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%		
EU 14c	Exigences de ratio de levier SREP totales (%)	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%		
Exigend	ce de coussin lié au ratio de levier et exigence de ratio de	levier globale	e (en pourcer	itage de la m	esure de l'exp	osition total		
EU 14d	Exigence de coussin lié au ratio de levier (%)	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%		
EU 14e	Exigence de ratio de levier globale (%)	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%	3,00%		
Ratio de	e couverture des besoins de liquidité							
15	Actifs liquides de qualité élevée (HQLA) totaux (valeur pondérée -moyenne)	325 740	347 004	360 513	373 224	381 598		
EU 16a	Sorties de trésorerie — Valeur pondérée totale	320 175	332 982	338 782	343 448	343 712		
EU 16b	Entrées de trésorerie — Valeur pondérée totale	95 209	95 245	92 761	89 929	84 858		
16	Sorties de trésorerie nettes totales (valeur ajustée)	224 965	237 737	246 021	253 519	258 854		
17	Ratio de couverture des besoins de liquidité (%)	145,19%	146,44%	147,21%	147,87%	147,82%		
Ratio de	e financement stable net							
18	Financement stable disponible total	939 183	955 461	959 522	954 532	931 283		
19	Financement stable requis total	845 894	847 260	852 394	835 815	803 651		
20	Ratio NSFR (%)	111,03%	112,77%	112,57%	114,20%	115,88%		

À noter : les ratios LCR moyens reportés dans le tableau ci-dessus correspondent désormais à la moyenne arithmétique des 12 derniers ratios de fins de mois déclarés sur la période d'observation, en conformité avec les exigences du règlement européen CRR2.

Les dispositions transitoires d'IFRS 9 ont été appliquées pour la première fois à partir de l'arrêté du 30 juin 2020.

Comparaison des fonds propres et des ratios de fonds propres et de levier des établissements, avec et sans l'application des dispositions transitoires relatives à la norme IFRS 9 ou aux PCA analogues (IFRS 9-FL)

anspositions transitiones relatives a la norme in to 5 ou day 1 on analogues (in to 5 1 L)						
en n	nillions d'euros	30/09/2023	30/06/2023	31/03/2023	31/12/2022	30/09/2022
Fon	ds propres disponibles (montants)					
1	Fonds propres de base de catégorie (CET1)	45 196	43 575	42 736	40 615	41 420
2	Fonds propres de base de catégorie (CET1) si les dispositions transitoires liées à IFRS 9 ou d'ECL analogues n'avaient pas été appliquées	44 810	43 184	42 365	39 857	40 451
3	Fonds Propres de catégorie 1 (T1)	52 732	50 931	50 151	46 865	48 128
4	Fonds propres T1 si les dispositions transitoires liées à IFRS 9 ou d'ECL analogues n'avaient pas été appliquées	52 346	50 540	49 780	46 107	47 159
5	Total Fonds Propres	68 908	66 186	65 888	63 073	64 535
6	Total des Fonds Propres si les dispositions transitoires liées à IFRS 9 ou d'ECL analogues n'avaient pas été appliquées	68 522	65 795	65 517	62 315	63 566
Tota	l des Actifs pondérés en fonction du risque (Montants)					
7	Total des actifs pondérés en fonction du risque	383 921	376 873	368 072	361 269	377 360
8	Total des actifs pondérés comme si les dispositions transitoires liées à IFRS 9 ou d'ECL analogues n'avaient pas été appliquées	383 796	376 763	367 994	361 026	377 019
Rati	os de Fonds Propres					
9	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) (en pourcentage du montant d'exposition au risque)	11,77%	11,56%	11,61%	11,24%	10,98%
10	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) (en pourcentage du montant d'exposition au risque) si les dispositions transitoires liées à IFRS 9 ou d'ECL analogues n'avaient pas été appliquées	11,68%	11,46%	11,51%	11,04%	10,73%
11	Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1) (en pourcentage du montant d'exposition au risque)	13,74%	13,51%	13,63%	12,97%	12,75%
12	Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1) (en pourcentage du montant d'exposition au risque) si les dispositions transitoires liées à IFRS 9 ou d'ECL analogues n'avaient pas été appliquées	13,64%	13,41%	13,53%	12,77%	12,51%
13	Total Fonds Propres (en pourcentage du montant d'exposition au risque)	17,95%	17,56%	17,90%	17,46%	17,10%
14	Total Fonds Propres (en pourcentage du montant de l'exposition au risque) si les dispositions transitoires liées à IFRS 9 ou d'ECL analogues n'avaient pas été appliquées	17,85%	17,46%	17,80%	17,26%	16,86%
Rati	o de levier					
15	Mesure totale de l'exposition aux fins du ratio de levier	1 303 165	1 280 000	1 321 592	1 284 306	1 420 719
16	Ratio de levier	4,05%	3,98%	3,79%	3,65%	3,39%
17	Ratio de levier si les dispositions transitoires liées à IFRS 9 ou d'ECL analogues n'avaient pas été appliquées	4,02%	3,95%	3,77%	3,59%	3,32%

Crédit Agricole S.A. n'applique pas le traitement temporaire décrit à l'article 468 du règlement n°2020/873 et n'est impacté par aucun changement relatif à cette disposition au cours de la période. Les fonds propres et les ratios de fonds propres et de levier de Crédit Agricole S.A. reflètent déjà l'incidence totale des plus-values et des pertes non réalisées mesurées à leur juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global. Ces dispositions ont pris fin au 1^{er} janvier 2023.

Indicateurs clés – Exigence en matière de fonds propres et d'engagements éligibles applicable aux EISm (EU KM2)

Le tableau ci-dessous répond aux exigences de publication de l'article 10 du Règlement d'Exécution (UE) 2021/763 de la Commission. Il présente une vue globale des ratios TLAC et leurs composantes, l'exigence TLAC s'appliquant aux établissements d'importance systémique mondiale, donc au Groupe Crédit Agricole.

	EU KM2 : Fonds propres et engagements éligibles au TLAC, ratios et composantes (en m€)		30/06/2023	31/03/2023	31/12/2022	30/09/2022
1	Fonds propres et engagements éligibles [1]	164 243	161 264	159 849	156 263	156 134
2	Montant total d'exposition au risque (TREA) [2]	605 464	595 839	584 280	574 595	588 643
3	Fonds propres et engagements éligibles en pourcentage du TREA	27,13%	27,06%	27,36%	27,20%	26,52%
4	Mesure de l'exposition totale au niveau du groupe de résolution [2]	2 014 964	1 990 639	2 031 225	2 004 273	2 111 884
5	Fonds propres et engagements éligibles en pourcentage de la mesure de l'exposition totale	8,15%	8,10%	7,87%	7,80%	7,39%
6a	L'exemption de subordination indiquée à l'article 72 ter (4) de CRR s'applique t-elle ? (exemption de 5%)	Non	Non	Non	Non	Non
6b	Montant des instruments d'engagements éligibles non subordonnés autorisés dans le cadre de l'utilisation de l'exemption de subordination prévue à l'article 72 ter (3) de CRR (exemption maximale de 3,5%). [3]	0	0	0	0	0
6c	Si l'exemption limitée de subordination prévue à l'article 72 ter (3) de CRR s'applique, le montant de financement émis qui est de même rang que des engagements exclus et qui est reconnu en ligne 1, divisé par le financement émis qui est de même rang que des engagements exclus et qui serait reconnu en ligne 1 si aucune limite n'était appliquée (%)	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A

^[1] Capacité totale d'absorption des pertes ("TLAC").

Au 30 septembre 2023, le ratio TLAC du Groupe Crédit Agricole s'élève à 27,1% des RWA et 8,2% de l'exposition en levier, hors dette senior préférée éligible². Il est supérieur aux exigences respectives de 21,9% des RWA (exigence incluant le coussin contracyclique de 0,43% au 30 septembre 2023) et de 6,75% de l'exposition en levier.

^[2] Aux fins du calcul des ratios de résolution, le montant total d'exposition au risque (Total Exposure Risk Amount – TREA) du groupe de résolution est équivalent au montant des actifs pondérés des risques (Risk Weighted Assets – RWA) du Groupe Crédit Agricole ; la mesure de l'exposition totale (Total Exposure Measure – TEM) du groupe de résolution est équivalente à l'exposition en levier (Leverage Ratio Exposure – LRE) du Groupe Crédit Agricole. [3] Dans le cadre de l'analyse annuelle de sa résolvabilité, le Groupe Crédit Agricole a choisi de renoncer à la possibilité prévue par l'article 72ter(3) de CRR d'utiliser de la dette senior préférée pour le respect du TLAC en 2023.

² Le ratio TLAC réglementaire, qui n'intègre pas le résultat conservé de la période, s'élève au 30/09/2023 à 26,76% des RWA et 8,04% de l'exposition en levier.

A. COMPOSITION ET ÉVOLUTION DES EMPLOIS PONDÉRÉS

1. Synthèse des emplois pondérés

1.1. Vue d'ensemble des montants totaux d'exposition au risque (OV1)

30/09/20	23	Montants total orisque	RWA	Exigences totales de fonds propres
	ns d'euros)	30/09/2023	30/06/2023	30/09/2023
1	Risque de crédit (hors CCR)	298 092	292 792	23 847
2	Dont approche standard	102 485	104 938	8 199
3	Dont approche NI simple (F-IRB)	14 912	14 588	1 193
4	Dont approche par référencement	-	-	-
EU 4a	Dont actions selon la méthode de pondération simple	44 865	40 410	3 589
5	Dont approche NI avancée (A-IRB)	130 151	127 418	10 412
6	Risque de crédit de contrepartie - CCR	26 059	24 876	2 085
7	Dont approche standard	4 008	3 400	321
8	Dont méthode du modèle interne (IMM)	11 643	11 545	931
EU 8a	Dont expositions sur une CCP	469	409	38
EU 8b	Dont ajustement de la valeur de crédit - CVA	5 058	5 209	405
9	Dont autres CCR	4 881	4 313	390
15	Risque de règlement	29	8	2
16	Expositions de titrisation dans le portefeuille hors négociation (après le plafond)	8 916	8 930	713
17	Dont approche SEC-IRBA	2 227	2 450	178
18	Dont SEC-ERBA (y compris IAA)	5 177	5 187	414
19	Dont approche SEC-SA	1 504	1 286	120
EU 19a	Dont 1250%	7	7	1
20	Risques de position, de change et de matières premières (risque de marché)	12 361	12 787	989
21	Dont approche standard	3 320	2 920	266
22	Dont approche fondée sur les modèles internes	9 041	9 867	723
EU 22a	Grands risques	-	-	
23	Risque opérationnel	38 465	37 479	3 077
EU 23a	Dont approche élémentaire	-	-	-
EU 23b	Dont approche standard	14 956	13 851	1 196
EU 23c	Dont approche par mesure avancée	23 509	23 628	1 881
24	Montants inférieurs aux seuils de déduction (soumis à pondération de 250%)	12 068	11 678	965
29	TOTAL	383 921	376 873	30 714

1.2. Risque de crédit

Évolution des RWA: approche fondée sur les notations internes ÉTAT DES FLUX DES RWA RELATIFS AUX EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT DANS LE CADRE DE L'APPROCHE NI (CR8)

30/09/2023

(en	millions d'euros)	RWA
1	RWA à la fin de la période précédente (30/06/2023)	142 006
2	Taille de l'actif (+/-)	488
3	Qualité de l'actif (+/-)	(216)
4	Mise à jour des modèles (+/-)	-
5	Méthodologie et politiques (+/-)	-
6	Acquisitions et cessions (+/-)	-
7	Variations des taux de change (+/-)	1 037
8	Autres (+/-)	1 748
9	RWA à la fin de la période considérée (30/09/2023)	145 063

La variation figurant en ligne 8 " Autres (+/-) " du tableau CR8 s'explique principalement par l'amortissement des programmes de titrisation synthétique chez Crédit Agricole CIB.

1.3. Risque de contrepartie

Évolution des RWA en méthode des modèles internes (IMM) ÉTAT DES FLUX DES RWA RELATIFS AUX EXPOSITIONS AU CCR DANS LE CADRE DE L'IMM (CCR7)

30/09/	2023	
(en mi	llions d'euros)	RWA
0010	RWA à la fin de la période précédente (30/06/2023)	11 545
0020	Taille de l'actif	805
0030	Qualité de crédit des contreparties	(80)
0040	Mise à jour des modèles (IMM uniquement)	-
0050	Méthodologie et politiques (IMM uniquement)	-
0060	Acquisitions et cessions	-
0070	Variation des taux de change	(618)
0080	Autres	(9)
0090	RWA à la fin de la période considérée (30/09/2023)	11 643

1.4. Risque de marché

Évolution des RWA en méthode des modèles internes (AMI)

ÉTAT DES FLUX DE RWA RELATIFS AUX EXPOSITIONS AU RISQUE DE MARCHÉ DANS LE CADRE DE L'APPROCHE FONDÉE SUR LES MODÈLES INTERNES (AMI) (MR2-B)

	9/2023 millions d'euros)	VaR	SVaR	IRC	Mesure du risque global	Autres	Total RWA	Total des fonds propres requis
1	RWA à la fin de la période précédente (30/06/2023)	3 034	4 138	2 696			9 867	789
1a	Ajustement réglementaire	2 416	3 315	413			6 144	492
1b	RWA à la fin du précédent trimestre (fin de journée)	617	823	2 282			3 723	298
2	Variations des niveaux de risque	(102)	23	(492)			(571)	(46)
3	Actualisations/variations du modèle							
4	Méthodologie et politique							
5	Acquisitions et cessions							
6	Variations des taux de change	(21)	(20)	26			(15)	(1)
7	Autres							
8a	RWA à la fin de la période considérée (fin de journée)	494	826	1 816			3 136	251
8b	Ajustement réglementaire	2 125	3 296	483			5 905	472
8	RWA à la fin de la période considérée (30/09/2023)	2 619	4 123	2 299			9 041	723

B. RATIO RÉGLEMENTAIRE DE COUVERTURE DES BESOINS DE LIQUIDITÉ COURT-TERME (LIQUIDITY COVERAGE RATIO)

Informations quantitatives sur le ratio de couverture des besoins de liquidité LCR (EU LIQ 1)

Template EU LIQ1 – Quantitative information of LCR

Ratio de couverture des besoins de liquidité court-terme moyen sur 12 mois (LCR) Niveau de consolidation : CREDIT AGRICOLE S.A. (en millions d'euros)		Total de la valeur non pondérée (moyenne)				Total de la valeur pondérée (moyenne)			
EU 1a	Trimestre se terminant le	30/09/ 2023	30/06/ 2023	31/03/ 2023	31/12/ 2022	30/09/ 2023	30/06/ 2023	31/03/ 2023	31/12/ 2022
EU 1b	Nombre de points utilisés pour le calcul des moyennes	12	12	12	12	12	12	12	12
ACTIF	S LIQUIDES DE HAUTE QUALITE								
1	Total des actifs de haute qualité (HQLA)		\geq		\nearrow	325 740	347 004	360 513	373 224
SORT	IES DE TRESORERIE								
2	Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises clientes, dont:	412 853	414 657	414 899	412 837	26 678	27 082	27 301	27 347
3	Dépôts stables	296 281	296 374	295 591	292 403	14 814	14 819	14 780	14 620
4	Dépôts moins stables	116 573	118 283	119 308	120 434	11 864	12 263	12 522	12 727
5	Financement de gros non garanti	369 205	387 292	401 294	413 280	191 254	205 702	215 350	223 092
6	Dépôts opérationnels (toutes contreparties) et dépôts dans des réseaux de banques coopératives	180 870	193 768	205 329	214 913	73 461	84 690	93 681	100 959
7	Dépôts non opérationnels (toutes contreparties)	162 253	166 603	169 791	175 114	91 711	94 092	95 495	98 880
8	Créances non garanties	26 082	26 920	26 174	23 253	26 082	26 920	26 174	23 253
9	Financement de gros garanti		\geq	\geq		35 801	34 981	32 894	31 811
10	Exigences supplémentaires	196 755	193 026	190 825	189 075	55 721	55 148	53 797	52 114
11	Sorties associées à des expositions sur instruments dérivés et autres exigences de sûreté	38 237	36 347	34 642	33 255	22 760	22 308	21 123	19 623
12	Sorties associées à des pertes de financement sur des produits de créance								
13	Facilités de crédit et de trésorerie	158 518	156 680	156 183	155 820	32 962	32 840	32 674	32 491

14	Autres obligations de financement contractuel	48 310	46 120	44 541	44 670	7 068	6 380	5 866	5 668
15	Autres obligations de financement éventuel	69 236	70 005	67 660	64 536	3 652	3 690	3 573	3 417
16	TOTAL DES SORTIES DE TRESORERIE	\times	\times	\times	\times	320 175	332 982	338 782	343 448

ENTR	ENTREES DE TRESORERIE								
17	Opérations de prêt garanties (par exemple, prises en pension)	234 978	224 492	215 542	204 693	36 771	36 218	34 713	33 032
18	Entrées provenant des expositions pleinement performantes	70 220	71 661	71 867	70 983	50 263	51 471	51 032	50 018
19	Autres entrés de trésorerie	8 175	7 557	7 017	6 880	8 175	7 557	7 017	6 880
EU- 19a	(Différence entre le total des entrées de trésorerie pondérées et le total des sorties de trésorerie pondérées résultant d'opérations effectuées dans des pays tiers où s'appliquent des restrictions aux transferts, ou libellées en monnaie non convertible)								
EU- 19b	(Excédent d'entrées de trésorerie provenant d'un établissement de crédit lié)								
20	TOTAL DES ENTREES DE TRESORERIE	313 373	303 709	294 426	282 555	95 209	95 245	92 761	89 929
EU- 20a	Entrées de trésorerie entièrement exemptées	-	-	-	-	-	-	-	-
EU- 20b	Entrées de trésorerie soumises au plafond de 90%								
EU- 20c	Entrées de trésorerie soumises au plafond de 75%	251 642	243 533	237 454	229 539	95 209	95 245	92 761	89 929

21	COUSSIN DE LIQUIDITE	325 740	347 004	360 513	373 224
22	TOTAL DES SORTIES NETTES DE TRESORERIE*	224 965	237 737	246 021	253 519
23	RATIO DE COUVERTURE DES BESOINS DE LIQUIDITE**	145,19%	146,44%	147,21%	147,87%

^{*}les sorties nettes de trésorerie sont calculées en moyenne sur les montants observés (sur les 12 déclarations réglementaires concernées) incluant l'application d'un plafond sur les entrées de trésorerie (75% maximum des sorties brutes), le cas échéant

^{**}les ratios LCR moyens reportés dans le tableau ci-dessus correspondent désormais à la moyenne arithmétique des 12 derniers ratios de fins de mois déclarés sur la période d'observation, en conformité avec les exigences du règlement européen CRR2.

Attestation concernant la publication des informations requises au titre de la partie 8 du règlement (UE) n°575/2013

Jérôme GRIVET, Directeur général délégué Crédit Agricole S.A.

ATTESTATION DU RESPONSABLE

Je certifie qu'à ma connaissance les informations requises en vertu de la partie 8 du règlement (UE) n° 575/2013 (et modifications ultérieures) ont été publiées en conformité avec les politiques formelles et les procédures, systèmes et contrôles internes.

Fait à Montrouge, le 14 novembre 2023

Le Directeur général délégué Crédit Agricole S.A.

Jérôme GRIVET

RESPONSABLE DE L'AMENDEMENT AU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

M. Philippe Brassac, Directeur général de Crédit Agricole S.A.

ATTESTATION DU RESPONSABLE

J'atteste que les informations contenues dans le présent amendement au Document d'enregistrement universel 2022 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Fait à Montrouge, le 14 novembre 2023

Le Directeur général de Crédit Agricole S.A.

Philippe BRASSAC

CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES

Commissaires aux comptes titulaires

Ernst & Young et Autres	PricewaterhouseCoopers Audit
Société représentée par Vanessa Jolivalt	Société représentée par Agnès Hussherr
1-2, place des Saisons 92400 Courbevoie, Paris – La Défense 1	63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine
Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles et du Centre	Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles et du Centre

Ernst & Young et Autres a été nommé en tant que Commissaire aux comptes titulaire sous la dénomination Barbier Frinault et Autres par l'Assemblée générale ordinaire du 31 mai 1994. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de six exercices par l'Assemblée générale mixte du 16 mai 2018.

Depuis 2023, Ernst & Young et Autres est représenté par Vanessa Jolivalt.

PricewaterhouseCoopers Audit a été nommé Commissaire aux comptes titulaire par l'Assemblée générale ordinaire du 19 mai 2004. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de six exercices par l'Assemblée générale mixte du 16 mai 2018.

Depuis 2021, PricewaterhouseCoopers Audit est représenté par Agnès Hussherr.

Commissaires aux comptes suppléants

Picarle et Associés	Jean-Baptiste Deschryver
Société représentée par Béatrice Delaunay	
1-2, place des Saisons 92400 Courbevoie, Paris – La Défense 1	63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine
Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles et du Centre	Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles et du Centre

Picarle et Associés a été nommé Commissaire aux comptes suppléant de la société Ernst & Young et Autres par l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de six exercices par l'Assemblée générale mixte du 16 mai 2018.

Jean-Baptiste Deschryver a été nommé Commissaire aux comptes suppléant de la société PricewaterhouseCoopers Audit pour une durée de six exercices par l'Assemblée générale mixte du 16 mai 2018.

Informations générales

Indicateurs Alternatifs de Performance¹

ANC Actif net comptable (non réévalué)

L'actif net comptable non réévalué correspond aux capitaux propres part du Groupe duquel ont été retraités le montant des émissions AT1, des réserves latentes liées aux valorisations par capitaux propres recyclables et du projet de distribution de dividende sur résultat annuel.

ANPA Actif Net Par Action - ANTPA Actif net tangible par action

L'actif net par action est une des méthodes de calcul pour évaluer une action. Il correspond à l'Actif net comptable rapporté au nombre d'actions en circulation en fin de période hors titres d'autocontrôle.

L'actif net tangible par action correspond à l'actif net comptable retraité des actifs incorporels et écarts d'acquisition, rapporté au nombre d'actions en circulation en fin de période hors titres d'autocontrôle.

BNPA Bénéfice Net Par Action

C'est le résultat net part du groupe de l'entreprise, net des intérêts sur la dette AT1, rapporté au nombre moyen d'actions en circulation hors titres d'autocontrôle. Il indique la part de bénéfice qui revient à chaque action (et non pas la part du bénéfice distribué à chaque actionnaire qu'est le dividende). Il peut diminuer, à bénéfice total inchangé, si le nombre d'actions augmente.

Coefficient d'exploitation

Le coefficient d'exploitation est un ratio calculé en divisant les charges par le produit net bancaire ; il indique la part de produit net bancaire nécessaire pour couvrir les charges.

Coût du risque sur encours

Le coût du risque sur encours est calculé en rapportant la charge du coût du risque (sur quatre trimestres glissants) aux encours de crédit (sur une moyenne des quatre derniers trimestres, début de période). Le coût du risque sur encours peut également être calculé en rapportant la charge annualisée du coût du risque du trimestre aux encours de crédit début de trimestre. De manière similaire, le coût du risque de la période peut être annualisé et rapporté à la moyenne encours début de période.

Depuis le premier trimestre 2019, les encours pris en compte sont les encours de crédit clientèle, avant déduction des provisions.

Le mode de calcul de l'indicateur est spécifié lors de chaque utilisation de l'indicateur.

Créance douteuse

Une créance douteuse est une créance en défaut. Un débiteur est considéré en situation de défaut lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- l'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Créance dépréciée

¹ Les IAP sont des indicateurs financiers non présentés dans les comptes ou définis dans les normes comptables et utilisés dans le cadre de la communication financière, comme le RNPG sous-jacent ou le ROTE, à titre d'exemples. Ils sont utilisés pour faciliter la compréhension de la performance réelle de la société. Chaque IAP est rapproché dans sa définition à des données comptables.

Une créance dépréciée est une créance ayant fait l'objet d'une provision pour risque de nonremboursement.

MREL

Le ratio MREL (*Minimum Requirement for Own Funds and Eligible Liabilities*) est défini dans la Directive européenne « Redressement et Résolution des Banques » (*Bank Recovery and Resolution Directive* - BRRD). Cette directive établit un cadre pour la résolution des banques dans l'ensemble de l'Union Européenne, visant à doter les autorités de résolution d'instruments et de pouvoirs communs pour s'attaquer préventivement aux crises bancaires, préserver la stabilité financière et réduire l'exposition des contribuables aux pertes. La directive (UE) 2019/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée en droit français par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Le ratio MREL correspond à un coussin de fonds propres et de passifs éligibles devant être disponibles pour absorber les pertes en cas de résolution. Sous BRRD2, le ratio MREL est calculé comme étant le montant de fonds propres et de passifs éligibles exprimé en pourcentage des actifs pondérés des risques (RWA), ainsi qu'en pourcentage de l'exposition en levier (LRE). Sont éligibles au numérateur du ratio MREL total les fonds propres prudentiels du Groupe, ainsi que les passifs éligibles émis par l'organe central et le réseau des affiliés, c'est-à-dire les titres subordonnés, les dettes senior non préférées et certaines dettes senior préférées d'échéance résiduelle de plus d'un an.

Taux de couverture des créances dépréciées (ou douteux)

Ce taux rapporte les encours de provisions aux encours de créances clientèles brutes dépréciées.

Taux des créances dépréciées (ou douteux)

Ce taux rapporte les encours de créances clientèle brutes dépréciées sur base individuelle, avant provisions, aux encours de créances clientèle brutes totales.

TLAC

Le Conseil de stabilité financière (Financial Stability Board - FSB) a défini le calcul d'un ratio visant à estimer l'adéquation des capacités d'absorption de pertes et de recapitalisation des banques systémiques (Global Systemically Important Banks - G-SIBs). Ce ratio de Total Loss Absorbing Capacity (TLAC) fournit aux autorités de résolution le moyen d'évaluer si les G- SIBs ont une capacité suffisante d'absorption de pertes et de recapitalisation avant et pendant la résolution. Il s'applique aux établissements d'importance systémique mondiale, donc au groupe Crédit Agricole.

Sont éligibles au numérateur du ratio TLAC les fonds propres prudentiels du Groupe, ainsi que les titres subordonnés et les dettes senior non préférées éligibles d'échéance résiduelle de plus d'un an émis par Crédit Agricole SA.

RNPG Résultat net part du Groupe

Le résultat net correspond au bénéfice ou à la perte de l'exercice (après impôt sur les sociétés). Le résultat net part du Groupe est égal à ce résultat diminué de la quote-part revenant aux actionnaires minoritaires des filiales consolidées globalement.

RNPG sous-jacent

Le résultat net part du Groupe sous-jacent correspond au résultat net part du Groupe publié duquel a été retraité des éléments spécifiques (i.e. non récurrents ou exceptionnels) afin de faciliter la compréhension du résultat réel de la société.

RNPG attribuable aux actions ordinaires

Le Résultat net part du Groupe attribuable aux actions ordinaires correspond au résultat net part du Groupe duquel ont été déduits les intérêts sur la dette AT1 y compris les frais d'émissions avant impôt.

RoTE Retour sur fonds propres tangibles - Return on Tangible Equity

Le RoTE (Return on Tangible Equity) est une mesure de la rentabilité sur fonds propres tangibles en rapportant le RNPG annualisé à l'ANC du groupe retraité des immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition. Le RNPG annualisé correspond à l'annualisation du RNPG (T1x4; S1x2; 9Mx4/3) hors dépréciation d'immobilisations incorporelles et en retraitant chaque période des impacts IFRIC afin de les linéariser sur l'année.

Agenda financier

8 février 2024 Publication des résultats du quatrième trimestre et de l'année 2023

3 mai 2024 Publication des résultats du premier trimestre 2024

22 mai 2024 Assemblée générale

1 août 2024 Publication des résultats du deuxième trimestre et du premier semestre 2024

6 novembre 2024 Publication des résultats du troisième trimestre et des neuf mois 2024

Autres informations récentes

Communiqués de presse

Les communiqués ci-dessous sont disponibles à l'adresse internet suivante :

https://www.credit-agricole.com/finance/finance/communiques-de-presse-financiers

Communiqué de presse du 10 août 2023

Mise à disposition du rapport financier semestriel 2023

Mise à disposition du rapport financier semestriel 2023 | Crédit Agricole (credit-agricole.com)

Communiqué de presse du 31 août 2023

Augmentation de capital 2023 réservée aux salariés

Augmentation de Capital 2023 réservée aux salariés | Crédit Agricole (credit-agricole.com)

Communiqué de presse du 05 septembre 2023

Crédit Agricole Mobility Services : 3e pilier stratégique de Crédit Agricole Consumer Finance pour devenir leader de la mobilité verte en Europe

Crédit Agricole Mobility Services : 3e pilier stratégique de Crédit Agricole (credit-agricole.com)

Communiqué de presse du 05 octobre 2023

Crédit Agricole S.A. lance un programme de rachat d'actions

<u>Crédit Agricole S.A. lance un programme de rachat d'actions | Crédit Agricole (credit-agricole.com)</u>

Communiqué de presse du 08 novembre 2023

Résultats du 3ème trimestre et des neuf premiers mois 2023

Résultats du 3e trimestre et des 9 premiers mois 2023 | Crédit Agricole (credit-agricole.com)

Communiqué de presse du 09 novembre 2023

9 novembre 2023 - Remboursement des Obligations Super Subordonnées perpétuelles Additional Tier 1 (AT1) à Taux Fixe Révisable

<u>9 novembre 2023 - Remboursement des Obligations Super Subordonnées perpétuelles (creditagricole.com)</u>

Communiqué de presse du 09 novembre 2023

09 novembre 2023 - Remboursement de ses Obligations Subordonnées Remboursables à Taux Fixe 09 novembre 2023 - Remboursement de ses Obligations Subordonnées Remboursables (creditagricole.com)

Communiqué de presse du 10 novembre 2023

10 novembre 2023 - Lancement d'une consultation des porteurs et la convocation d'une assemblée générale des porteurs de ses obligations subordonnées

10 novembre 2023 - Lancement d'une consultation des porteurs et la convocation (creditagricole.com)

TABLE DE CONCORDANCE

Incorporation par référence

Le présent Amendement au Document d'enregistrement universel doit être lu et interprété conjointement avec les documents visés ci-dessous. Ces documents sont incorporés dans le présent Amendement et sont réputés en faire partie intégrante :

- le Document d'enregistrement universel 2022 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 27 mars 2023 sous le numéro D.23-0154 (ci-après le « DEU 2022 ») qui inclut le rapport financier annuel, disponible sur le site internet de Crédit Agricole S.A.: https://www.credit-agricole.com/pdfPreview/197620
- son actualisation A.01 déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 4 avril 2023 sous le numéro D.23-0154-A01 (ci-après l'« A01»), disponible sur le site internet de Crédit Agricole S.A. : https://www.credit-agricole.com/pdfPreview/197771
- son actualisation A.02 déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 15 mai 2023 sous le numéro D.23-0154-A02 (ci-après l'« A02»), disponible sur le site internet de Crédit Agricole S.A.: https://www.credit-agricole.com/pdfPreview/198359
- son actualisation A.03 déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 10 août 2023 sous le numéro D. 23-0154-A03 (ci-après l'« A03»), disponible sur le site internet de Crédit Agricole S.A.: https://www.credit-agricole.com/pdfPreview/199317

Tous les documents incorporés par référence dans le présent document d'enregistrement ont été déposés après de l'Autorité des marchés financiers et pourront être obtenus, sur demande et sans frais, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux, au siège social de l'Émetteur tel qu'indiqué à la fin du présent document d'enregistrement. Ces documents sont publiés sur le site internet de l'Émetteur (https://www.credit-agricole.com/finance/publications-financieres) et sur le site Internet de l'AMF (www.amf-france.org).

L'information incorporée par référence doit être lue conformément à la table de correspondance ci-après. Toute information qui ne serait pas indiquée dans cette table de correspondance mais faisant partie des documents incorporés par référence est fournie à titre d'information uniquement.

Table de concordance

La présente table de concordance reprend les rubriques prévues par l'annexe 1 (sur renvoi de l'annexe 2) du Règlement délégué (UE) 2019/980 de la Commission du 14 mars 2019 complétant le Règlement (UE) 2017/1129 du Parlement européen et du Conseil abrogeant le règlement (CE) n° 809/2004 (annexe I) de la Commission et pris en application de la directive dite "Prospectus". Cette table de correspondance renvoie ainsi d'une part aux pages du Document d'enregistrement unique 2022 (DEU 2022), à son actualisation A01 dans la deuxième colonne, à son actualisation A02 dans la troisième colonne, à son actualisation A03 dans la quatrième colonne, ainsi qu'au présent Amendement dans la dernière colonne.

		N° de page du Document d'en- registrement uni- versel (DEU)	N° de page de l'actualisation du Document d'enregistrement universel (A01)	N° de page de l'actualisation du Document d'enregistrement universel (A02)	N° de page de l'actualisation du Document d'enregistrement universel (A03)	N° de page de la présente actualisation du Document d'enregistrement universel (A04)
Section 1	Personnes responsables					
1.1	Identité des personnes responsables	771	431	204	350	150
1.2	Déclaration des personnes responsables	771	431	204	350	150
1.3	Attestation ou rapport des personnes intervenant en qualité d'experts	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
1.4	Informations provenant d'un tiers	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
1.5	Déclaration relative à l'autorité compétente	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Section 2	Contrôleurs légaux des comptes					
2.1	Identité des contrôleurs légaux	762	431	205	351	151
2.2	Changement éventuel	762	431	205	351	151
Section 3	Facteurs de risque	312-326	45 - 59	N/A	133 à 157	128
Section 4	Informations concernant l'émetteur					
4.1	Raison sociale et nom commercial	530; 750	3	N/A	190 ; 363	
4.2	Lieu, numéro d'enregistrement et LEI	530; 750	N/A	N/A	190 ; 363	
4.3	Date de constitution et durée de vie	530; 750	N/A	N/A	190	
4.4	Siège social et forme juridique, législation régissant les activités, pays d'origine, adresse et numéro de téléphone du siège statutaire, site web avec un avertissement	42; 750-757; 780	N/A	N/A	190	
Section 5	Aperçu des activités					
5.1	Principales activités	14-28 ; 288- 298 ; 615-617	7-15 ; 17-20 ; 343-347	5-24 ; 44 - 74	252 à 255	
5.2	Principaux marchés	11 ; 14-28 ; 615-617 ; 716- 717	6 ; 10-15 ; 343-345	13-24 ; 62-74	252 à 255	
5.3	Événements importants dans le dévelop- pement des activités	16-28 ; 29 ; 30- 31	10-15 ; 296-297	5 - 6 ; 48 - 49	3 à 5	156

		N° de page du Document d'en- registrement uni- versel (DEU)	N° de page de l'actualisation du Document d'enregistrement universel (A01)	N° de page de l'actualisation du Document d'enregistrement universel (A02)	N° de page de l'actualisation du Document d'enregistrement universel (A03)	N° de page de la présente actualisation du Document d'enregistrement universel (A04)
5.4	Stratégie et objectifs	303-307	36-42	6 ; 49	150 à 155	
5.5	Dépendance à l'égard des brevets, li- cences, contrats et procédés de fabrication	373	102	174	N/A	
5.6	Déclaration sur la position concurrentielle	9	5	N/A	N/A	
5.7	Investissements					
5.7.1	Investissements importants réalisés	29-31 ; 542- 543 ; 568-569 ; 673-684 ; 758	296-297	N/A	N/A	
5.7.2	Principaux investissements en cours ou à venir	758	N/A	N/A	N/A	
5.7.3	Informations sur les co-entreprises et entreprises associées	635-638	363-366	N/A	N/A	
5.7.4	Questions environnementales pouvant in- fluer sur l'utilisation des immobilisations corporelles	47-53	N/A	N/A	N/A	
Section 6	Structure organisationnelle					
6.1	Description sommaire du Groupe	7	3	N/A	252 à 255	
6.2	Liste des filiales importantes	534-535 ; 676- 686 ; 720-721	403-414	N/A	252 à 255	
Section 7	Examen de la situation financière et du résultat ⁽¹⁾					
7.1	Situation financière	536-543 ; 700- 701	265-271	7-12 ; 44-60	10 à 31 ; 118 à 120 ; 190 à 199	3 - 49
7.1.1	Évolution des résultats et de la situation fi- nancière comportant des indicateurs clés de performance de nature financière et le cas échéant, extra-financière	282-301	18-36	7-12 ; 44-60	10 à 31 ; 57 à 65	3 - 49
7.1.2	Prévisions de développement futur et acti- vités en matière de recherche et de déve- loppement	301-303	36 -42	6 ; 49		
7.2	Résultat d'exploitation	536 ; 701	265	7-12 ; 44-60	10 à 21 ; 57 à 65	3 - 49
7.2.1	Facteurs importants, évènements inhabi- tuels, peu fréquents ou nouveaux dévelop- pements	282-288	18-23	6 ; 49		N/A
7.2.2	Raisons des changements importants du chiffre d'affaires net ou des produits nets	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Section 8	Trésorerie et capitaux					
8.1	Informations sur les capitaux	10-11 ; 378- 396 ; 539-541 ; 650 ; 700 ; 734	3; 6; 8-9; 35; 107-131; 267- 269; 336; 342	55-56 ; 158-167	32 à 38 ; 118 à 120 ; 195 à 196	32 - 38 ; 85 113-115;118-127; 139 - 143
8.2	Flux de trésorerie	542-543	270-271	55-56 ; 158-167	197 à 199	
8.3	Besoins de financement et structure de fi- nancement	287-288 ; 356- 359 ; 599-601	22 ; 87-92 ; 327-329 ;	158-167	122 à 132	113 - 119
8.4	Restrictions à l'utilisation des capitaux	378-384 ; 673	107-126 ; 400	158-167	122 à 132	

		N° de page du Document d'en- registrement uni- versel (DEU)	N° de page de l'actualisation du Document d'enregistrement universel (A01)	N° de page de l'actualisation du Document d'enregistrement universel (A02)	N° de page de l'actualisation du Document d'enregistrement universel (A03)	N° de page de la présente actualisation du Document d'enregistrement universel (A04)
8.5	Sources de financement attendues	758	N/A	158-167	122 à 132	
Section 9	Environnement règlementaire					
	Description de l'environnement réglemen- taire pouvant influer sur les activités de la Société	321-322 ; 545; 567 ; 568-569	54 ; 272-293 ; 297	N/A	146 à 150 ; 204 à 222	
Section 10	Informations sur les tendances					
10.1	Description des principales tendances et de tout changement significatif de perfor- mance financière du groupe depuis la fin du dernier exercice	301-303 ;759	36-42	N/A	12 à 31	
10.2	Événements susceptibles d'influer sensi- blement sur les perspectives	301-303 ;759	36-42	N/A	39 à 43	
Sec- tion 11	Prévisions ou estimations du bénéfice					
11.1	Prévisions ou estimations du bénéfice pu- bliées	N/A	N/A	N/A	N/A	
11.2	Déclaration énonçant les principales hypo- thèses de prévisions	N/A	N/A	N/A	N/A	
11.3	Déclaration de comparabilité avec les in- formations financières historiques et de conformité des méthodes comptables	N/A	N/A	N/A	N/A	
Sec- tion 12	Organes d'administration, de direction, de surveillance et de direction générale					
12.1	Informations concernant les membres	157-170 ; 192- 222	N/A	175-180	181 à 185	129 - 130
12.2	Conflits d'intérêts	161 ; 167 ; 223	N/A	N/A	181 à 185	
Sec- tion 13	Rémunération et avantages					
13.1	Rémunération versée et avantages en nature	162 ; 224- 270 ;654-657	381-384	183-194	N/A	
13.2	Provisions pour pensions, retraites et autres avantages du même ordre	715 ; 727	381-384	183-194	N/A	
Sec- tion 14	Fonctionnement des organes d'admi- nistration et de direction					
14.1	Date d'expiration des mandats	160 ; 164 ; 192- 193 ; 194-220; 221; 222	N/A	N/A		
14.2	Contrats de service liant les membres des organes d'administration et de direction	223	N/A	N/A		
14.3	Informations sur les comités d'audit et de rémunérations	174-179	N/A	N/A		
14.4	Déclaration de conformité au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur	158-191; 271- 277	N/A	N/A	N/A	
14.5	Modifications futures potentielles sur la gouvernance d'entreprise	N/A	N/A	N/A	N/A	
Sec- tion 15	Salariés					

		N° de page du Document d'en- registrement uni- versel (DEU)	N° de page de l'actualisation du Document d'enregistrement universel (A01)	N° de page de l'actualisation du Document d'enregistrement universel (A02)	N° de page de l'actualisation du Document d'enregistrement universel (A03)	N° de page de la présente actualisation du Document d'enregistrement universel (A04)
15.1	Nombre de salariés	101 ; 134-136 ; 273 ; 741 ; 760- 761	8 ; 9 ; 381	N/A	N/A	
15.2	Participations et stock-options	194-220 ; 227- 228 ; 245-246 ; 247-267 ; 715	384	N/A	N/A	
15.3	Accord prévoyant une participation des sa- lariés dans le capital	38-39 ; 715	N/A	N/A	N/A	
Sec- tion 16	Principaux actionnaires					
16.1	Actionnaires détenant plus de 5 % du capital	34-35 ; 650	N/A	N/A	286	85
16.2	Existence de droits de vote différents	34-35 ; 752	N/A	N/A	N/A	
16.3	Contrôle direct ou indirect	7 ; 34-35	3	N/A	N/A	
16.4	Accord dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de contrôle	N/A	N/A	N/A	N/A	
Sec- tion 17	Transactions avec les parties liées	532-533 ; 635- 638 ; 703-706 ; 734	261-264 ; 363- 366 ; 430	N/A	320	
Sec- tion 18	Informations financières concernant l'actif et le passif, la situation financière et les résultats de la Société					
18.1	Informations financières historiques					
18.1.1	Informations financières historiques audi- tées pour les trois derniers exercices et rapport d'audit	309 ; 528-696 ; 698-746	261-427	2-40 ; 41-108 ; 109-157 ; 158-167	187 à 324	
18.1.2	Changement de date de référence comptable	N/A	N/A	N/A	N/A	
18.1.3	Normes comptables	545-567 ; 707- 709	273-295	N/A	204 à 222	
18.1.4	Changement de référentiel comptable	N/A	N/A	N/A	N/A	
18.1.5	Bilan, compte de résultat, variation des ca- pitaux propres, flux de trésorerie, mé- thodes comptables et notes explicatives	11 ; 700-742	6 ; 267-418	N/A	191 0 324	
18.1.6	États financiers consolidés	528-688	261-427	N/A	187 à 324	
18.1.7	Date des dernières informations finan- cières	536-543 ; 700- 701	265-271	N/A	187 à 324	
18.2	Informations financières intermédiaires et autres (rapports d'audit ou d'examen le cas échéant)	N/A	N/A	2-40 ; 41-108 ; 109-157 ; 158-167	187 à 324	3 - 49
18.3	Audit des informations financières an- nuelles historiques					
18.3.1	Audit indépendant des informations financières annuelles historiques	689-696	419-426	N/A		
18.3.2	Autres informations auditées	N/A	N/A	N/A		
18.3.3	Informations financières non auditées	N/A	N/A	N/A		

		N° de page du Document d'en- registrement uni- versel (DEU)	N° de page de l'actualisation du Document d'enregistrement universel (A01)	N° de page de l'actualisation du Document d'enregistrement universel (A02)	N° de page de l'actualisation du Document d'enregistrement universel (A03)	N° de page de la présente actualisation du Document d'enregistrement universel (A04)
18.4	Informations financières pro forma	N/A	N/A	N/A		
18.5	Politique de distribution de dividendes					
18.5.1	Description de la politique de distribution des dividendes et de toute restriction applicable	36	N/A	N/A	287 à 288	
18.5.2	Montant du dividende par action	2;10;36; 298;309;322; 651	N/A	N/A	287 à 288	
18.6	Procédures administratives, judiciaires et d'arbitrage	370-373; 632; 644-648; 727- 731	372-377	N/A	173 à 180	131 - 138
18.7	Changement significatif de la situation financière	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Sec- tion 19	Informations complémentaires					
19.1	Informations sur le capital social					
19.1.1	Montant du capital souscrit, nombre d'actions émises et totalement libérées et valeur nominale par action, nombre d'actions autorisées	34-37 ; 650 ; 733; 734 ; 750- 752	N/A	N/A	87 -88 ; 286-287	
19.1.2	Informations relatives aux actions non représentatives du capital	N/A	N/A	N/A	N/A	
19.1.3	Nombre, valeur comptable et valeur nominale des actions détenues par la Société	34-35 ; 38-39	N/A	N/A	87 -88 ; 286-287	
19.1.4	Valeurs convertibles, échangeables ou assorties de bons de souscription	N/A	N/A	N/A	N/A	
19.1.5	Conditions régissant tout droit d'acquisition et/ou toute obligation attaché(e) au capital souscrit, mais non libéré, ou sur toute entreprise visant à augmenter le capital	N/A	N/A	N/A	N/A	
19.1.6	Option ou accord conditionnel ou inconditionnel de tout membre du groupe	N/A	N/A	N/A	N/A	
19.1.7	Historique du capital social	34-35	N/A	N/A	N/A	
19.2	Acte constitutif et statuts					
19.2.1	Registre et objet social	750-757	N/A	N/A		
19.2.2	Droits, privilèges et restrictions attachées à chaque catégorie d'actions	N/A	N/A	N/A	N/A	
19.2.3	Dispositions ayant pour effet de retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle	35 ; 750-757	N/A	N/A		
Sec- tion 20	Contrats importants	759	N/A	N/A	N/A	
Sec- tion 21	Documents disponibles	759	N/A	208	357	156
N/A : non	applicable.	I				

En application de l'annexe I du règlement européen 2017/1129, sont incorporés par référence les éléments suivants :

- les comptes annuels et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2020 et les rapports des Commissaires aux comptes y afférents, ainsi que le rapport de gestion du Groupe figurant respectivement aux pages 594 à 646 et 408 à 591, aux pages 644 à 647 et 585 à 592 et aux pages 226 à 253 du Document de référence 2020 de Crédit Agricole S.A. déposé auprès de l'AMF le 24 mars 2021 sous le n° D.21-0184. L'information est disponible sur le lien suivant : https://www.credit-agricole.com/pdfPreview/187401 ;
- les comptes annuels et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021 et les rapports des Commissaires aux comptes y afférents, ainsi que le rapport de gestion du Groupe figurant respectivement aux pages 638 à 685 et 448 à 628, aux pages 686 à 689 et 629 à 636 et aux pages 246 à 273 du Document de référence 2021 de Crédit Agricole S.A. déposé auprès de l'AMF le 24 mars 2022 sous le n° D.22-0142. L'information est disponible sur le lien suivant : https://www.credit-agricole.com/pdfPreview/192553

Les parties des Documents de référence n° D.21-0184 et n° D.22-0142 non visées ci-dessus sont soit sans objet pour l'investisseur, soit couvertes par un autre endroit du présent Document d'enregistrement universel.

Tous les documents incorporés par référence dans le présent Document d'enregistrement ont été déposés après de l'Autorité des marchés financiers et pourront être obtenus, sur demande et sans frais, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux, au siège social de l'Émetteur tel qu'indiqué à la fin du présent Document d'enregistrement. Ces documents sont publiés sur le site internet de l'Émetteur (https://www.credit-agricole.com/finance/finance/publications-financieres) et sur le site Internet de l'AMF (www.amf-france.org).

L'information incorporée par référence doit être lue conformément à la table de correspondance ci-dessus. Toute information qui ne serait pas indiquée dans cette table de correspondance mais faisant partie des documents incorporés par référence est fournie à titre d'information uniquement.

Le présent document est disponible sur le site internet de Crédit Agricole S.A. https://www.credit-agricole.com/finance/finance

Crédit Agricole S.A.

Société anonyme au capital de 9 158 213 973 euros

RCS Nanterre 784 608 416

12 place des Etats-Unis - 92127 Montrouge Cedex - France

Tél. +33 (0) 1 43 23 52 02

Relations avec les actionnaires individuels : 0 800 000 777

Relations avec les investisseurs institutionnels : + 33 (0) 1 43 23 04 31

www.credit-agricole.com